

La France se dote d'un laser géant pour simuler les essais nucléaires

LA FRANCE vient de décider de construire, près de Bordeaux, en coopération avec les États-Unis, un laser géant destiné à simuler les essais nucléaires. Pièce maîtresse du programme PALIN « d'adaptation à la limitation des expérimentations nucléaires », cette installation de 6 milliards de francs, qui ne comportera pas moins de 240 faisceaux, marque la dernière, et la plus impressionnante, application de ces rayons lumineux qui, trente-cinq ans après leur invention, sont utilisés dans l'industrie et en médecine, ainsi que pour la lecture des disques compacts.

Lire page 22



La rivalité Juppé-Ségui

S'il entre à l'Élysée, Jacques Chirac devra choisir entre ses deux principaux « lieutenants », Alain Juppé et Philippe Ségui, en rivalité ouverte.

p. 14

Une année d'autonomie palestinienne

Le premier anniversaire de l'autonomie a eu lieu dans l'indifférence, quasi générale des Palestiniens, déçus par la lenteur du processus de paix.

p. 2

Un entretien avec le premier ministre du Vietnam

A l'occasion du vingtième anniversaire de la chute de Saïgon, le premier ministre Vo Van Kiet confirme l'ambition de son pays de réintégrer la communauté internationale.

p. 3

Les éditoriaux du « Monde »

Patience au Proche-Orient ; M. Chirac et la justice.

p. 16

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres », qui paraît exceptionnellement vendredi (dans notre numéro daté samedi 6 mai), présente notamment un texte posthume, inachevé, de Georges Dumézil (mort en 1986), *Le Roman des jumeaux*.

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chine-Taiwan, 800 F TAI ; Danemark, 34 KRO ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 320 DR ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 9 D ; Norvège, 34 KRO ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 ESC ; Espagne, 160 PTA ; France, 5 F ; Suède, 5 SKR ; Suisse, 5 FRS ; Thaïlande, 20 B ; Turquie, 1 Lira ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-0505-7 00 F



M. Chirac et M. Jospin durcissent le ton à trois jours du scrutin

Les deux candidats se replacent sur une ligne d'affrontement droite-gauche

LE TON des deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle a changé, mercredi 3 mai, au lendemain de leur débat télévisé. Jacques Chirac, qui participait, à Metz, à l'avant-dernier meeting de sa campagne, a attaqué durement Lionel Jospin, en lui imputant une part de responsabilité dans le bilan des deux septennats de François Mitterrand, que le maire de Paris a présenté de façon très négative.

De son côté, M. Jospin, qui s'est adressé à vingt mille personnes réunies au Palais omnisports de Bercy, à Paris, a affirmé que, dans sa campagne de second tour, M. Chirac s'était « reculé à droite ». Il a invité ses partisans à créer une nouvelle « surprise » dimanche 7 mai et à préparer ensemble l'avenir de la gauche.

Lire page 7



A la recherche du mystérieux époux de la reine Méritès

LE CAIRE

de notre correspondant

Elle s'appelle Méritès. C'est une reine, descendante de Pépi I^{er}, le pharaon fort de la VI^e dynastie (2350 à 2180 av. J.-C.). Elle serait restée inconnue si la mission archéologique française de Saqqarah ne venait de retrouver sa pyramide dans la nécropole du même nom située à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest du Caire. « *Pyramide est un bien grand mot* », s'empresse de nous préciser Jean Leclant, professeur honoraire au Collège de France et secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Le monument devait mesurer, à l'origine, 15 à 20 mètres de côté et une vingtaine de mètres de hauteur. Il n'en reste plus aujourd'hui que le noyau, haut de 3 mètres. Mais ce qui n'est qu'un tas de pierres pour le touriste est une mine d'informations pour l'archéologue.

En effet, puisque Méritès est une reine, il doit y avoir un roi aux alentours. Les épouses royales étaient toujours enterrées près de leur époux. L'archéologue Audran Labrousse, membre résident de la mission française de

Saqqarah, est certain qu'il suffira d'une campagne ou deux de fouilles pour que le mystère soit levé. Car il y a un mystère puisque l'on ne connaît pas encore le nom de l'époux de Méritès. Il pourrait s'agir de Néferkaré, fils de Pépi I^{er}. On ne connaît rien de son règne sinon qu'il a duré une quarantaine d'années. Selon M. Labrousse, la découverte de la pyramide de l'époux de Méritès permettra donc d'éclairer une époque très mal connue de l'histoire de l'Égypte et notamment la première période intermédiaire (2180 à 2060 av. J.-C.). Un siècle et demi d'anarchie et de famine où le pouvoir central cède la place au féodalisme des maraboutes et des chefs de clans.

Le professeur Leclant, qui coiffe les travaux menés par la mission composée de membres du CNRS, de diverses universités et de l'Institut français d'archéologie orientale, est lui aussi confiant. Son optimisme vient du déroulement même des fouilles à Saqqarah-sud (4,5 km au sud de la grande pyramide de Gizeh). Commencées en 1966, elles visaient à retrouver la pyramide de Pépi I^{er}, découverte par Maspero en 1880 et perdue depuis lors. Une

fois cet objectif atteint, les archéologues ont commencé la minutieuse restauration du monument.

A partir de 1988, nouvelle mission : retrouver les pyramides de reines qui devaient se trouver dans le voisinage. C'est là qu'intervient la haute technologie de la microgravimétrie et de l'électromagnétisme grâce à une coopération entre archéologues et experts d'électricité de France. Ces techniques, selon le professeur Leclant, ont permis en « deux fois deux mois » de donner « des probabilités de masse dure, vestiges de monuments, enfouis sous 8 à 12 mètres d'accumulations de plaine ». La pioche se met à l'œuvre et, se soulevant l'archéologue, « nous sommes soudain tombés sur l'angle d'une pyramide et rapidement, d'après la pente et la dimension, nous savions que c'était une tombe de reine ». Peu après, une seconde pyramide puis une troisième, appartenant à Nouboutet et Inéneq, épouses de Pépi I^{er}, ont été découvertes. La pyramide de Méritès est donc la quatrième de la série. Ce n'est sans doute pas la dernière.

Alexandre Buccianti

Un pays à l'heure de son clocher

LES PRÉSIDENTIELLES se suivent et ne se ressemblent pas. L'une des originalités de la précédente, qu'on avait signalée à l'époque dans ces colonnes, était la disparition du thème du « changement » sur lequel s'était fait écho en 1981 François Mitterrand. Le moins qu'on puisse dire est qu'il effectuait aujourd'hui un singulier retour en force, les deux candidats du second tour se présentant chacun comme l'homme du changement. « *Vrai* » pour Lionel Jospin, « *véritable* » pour Jacques Chirac. Quelque chose pourtant n'a pas changé. Dès 1955, un brillant essayiste suisse, Herbert Lathuy, publiait chez Calmann-Lévy, sous le titre *La France à l'heure de son clocher*, un réquisitoire contre l'égoïsme national qui allait faire pas mal de bruit. Nous en sommes toujours là. Les deux candidats ont parlé de la politique économique et sociale, la plupart du temps sans tenir compte du poids décisif de la conjoncture mondiale. Et la politique étrangère a été une fois de plus la grande absente du débat, jusqu'à l'occupation d'un petit quart d'heure de l'interminable face-à-face de mardi soir.

Il n'y a dans ce repli sur l'Hexagone rien de surprenant : la tendance au repli sur soi est générale dans le monde d'aujourd'hui. Les idéologies étant mortes et les églises désertées, et l'Europe sans vrai message, c'est dans la nation que s'incarne le mieux une identité menacée par la mondialisation croissante des échanges. Bill Clinton ne peut rien « vendre » au Congrès sans le justifier par l'intérêt national, Musulmans et Serbes de Bosnie ne se trouvent d'accord

mais ont-ils assez essayé ? - à faire comprendre qu'on ne peut pas réduire les importations sans s'attirer des représailles contre nos exportations, lesquelles font vivre un Français sur trois ; que la Banque de France n'est pas de taille à faire échec à des mouvements spéculatifs qui, mettant en jeu des sommes bien supérieures aux réserves monétaires de la plupart des États, échappent aux gouvernements ; que le complet démantèlement de l'Union européenne n'enlèverait rien, bien au contraire, au

pouvoir de la Bundesbank, dont les décisions sur les taux affectent lourdement l'économie de bien des pays ; que c'est l'une des principales raisons de pousser à la création d'une monnaie unique pour l'Europe, puisqu'elle entraînera le transfert des prérogatives des instituts d'émission nationaux à une banque commune indépendante des gouvernements.

André Fontaine

Lire la suite page 16

Nouvelle offensive en Algérie contre les maquisards islamistes

Un communiqué attribué au GIA menace de mort « la mère, la sœur et l'épouse » des « renégats »

L'ARMÉE ALGÉRIENNE a lancé, au début de la semaine, une nouvelle offensive d'envergure, dans la région d'Alm Defla, dans le centre-ouest du pays, contre les maquisards du Groupe Islamique armé (GIA), a annoncé, jeudi 4 mai, le quotidien saoudien *El Hayat*, citant des « sources confidentielles » locales. La précédente offensive qui avait eu lieu en mars, n'avait pas, semble-t-il, donné les résultats escomptés, malgré de trompeurs communiqués de victoire.

Ce même journal, publié à Londres, Paris et Beyrouth, s'était fait l'écho, la veille, d'un communiqué du GIA qui menaçait de mort « la mère, la sœur et l'épouse » des « renégats » algériens, en clair tous ceux qui le combattent et qui, à l'en croire, sont de mauvais musulmans. Cette prétention du GIA à porter, seul, « la bannière du djihad »

(guerre sainte), n'est pas nouvelle. Celui-ci a toujours tenté de se singulariser non seulement par rapport aux « politiques » de l'ex-Front islamique du salut (FIS) qui ont tenté sans succès de dialoguer avec la « junte » au pouvoir, mais encore par rapport à sa branche armée, l'Armée islamique du salut (AIS), avec laquelle il paraît se disputer le terrain.

Reste à savoir si ce communiqué - comme beaucoup d'autres qui l'ont précédé -, qui marque une dérive de plus en plus violente, émane bien du GIA. Les moyens manquent pour authentifier ces messages et la confusion totale qui règne en Algérie autorise toutes sortes de manipulations, obligeant à se montrer pour le moins circonspect. Dans le passé, certains responsables du GIA n'ont pas exclu que leur organisation puisse être infiltrée par le pouvoir.

L'Algérie est maintenant bien engagée dans une politique de « terreur » qui n'est plus l'apanage des groupes islamiques armés. Le pouvoir - en réalité, l'armée - y prend largement sa part. C'est dire que, dans ce contexte-là, on voit mal comment pourrait être organisée, avant la fin de l'année, une élection présidentielle que certains cercles officiels appellent de leurs vœux.

Lire page 3

Christian Ranucci condamné à l'oubli



GILLES PERRAULT

EN 1978, Gilles Perrault publiait *Le Pull-over rouge*. De la contre-enquête qu'il avait menée à Marseille, après la condamnation à mort et l'exécution de Christian Ranucci, accusé d'avoir tué une petite fille de six ans, l'écrivain concluait qu'un « doute » subsistait sur sa culpabilité. Trois requêtes en révision ont été rejetées depuis, en dépit de multiples découvertes étayant la thèse d'une enquête policière « orientée », uniquement consacrée à accabler un coupable désigné. Mais Gilles Perrault n'a pas cessé son combat. Dix-sept ans plus tard, au moment où il apporte son concours à la publication d'un recueil de témoignages rédigés par la mère de Christian Ranucci et ses avocats, M^{me} Jean-Denis Bredin, Jean-François Le Forsonney et Daniel Soulez-Larivière, l'écrivain subit une nouvelle « persécution judiciaire ». Gilles Perrault a été mis en examen à deux reprises, depuis le début de l'année, pour « complicité de diffamation », après la diffusion à la télévision d'un film inspiré de son livre, et après la publication d'un autre livre sur l'affaire du *Pull-over rouge*, dont il n'est pas l'auteur. La condamnation à mort de Christian Ranucci, parce qu'elle a été exécutée, doit-elle obligatoirement s'accompagner de la condamnation au silence de ses derniers défenseurs ?

Lire page 12

JEAN DANIEL

Voyage au bout de la nation

SEUIL

Editions du Seuil

هكذا من الامم

2

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 5 MAI 1995

ANNIVERSAIRE Coïncidant avec les célébrations de l'indépendance d'Israël, le premier anniversaire du début de l'autonomie palestinienne - entrée en vigueur le 4 mai

1994 - s'est déroulé dans l'indifférence quasi générale des Palestiniens, déçus par la lenteur du processus de paix. ● LE BOUCLAGE désormais à peu près permanent des territoires de

Cisjordanie et de Gaza a aggravé leur situation économique : le nombre des Palestiniens autorisés à travailler en Israël a été considérablement réduit ; ils sont remplacés par une main-

d'œuvre en provenance d'Asie, d'Europe de l'est et de Cuba. ● MEME si elle ne doit être discutée que dans la phase finale des négociations de paix, la question de Jérusalem, dans

la partie orientale de laquelle les Israéliens continuent de réquisitionner des terres et de construire, n'est pas le moindre obstacle à l'instauration d'un climat de confiance.

Les déceptions d'un an d'autonomie palestinienne

Les changements consécutifs au retrait israélien de Gaza et de Jéricho n'ont pas été à la hauteur des promesses de la déclaration de principes du 13 septembre 1993 et de l'accord du Caire du 4 mai 1994

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Lunaire, hébraïque ou grégorien, les calendriers en vigueur au Proche-Orient ont réservé, cette année, à ceux qui les honorent une troublante coïncidence. Le 4 mai, alors que des centaines de milliers d'Israéliens célébraient le 47^e anniversaire de leur indépendance dans le joyeux tintamarre des feux d'artifice et des fanfares militaires, à quelques kilomètres de là, préalablement bouclés dans l'ensemble des territoires occupés par crainte d'éventuels troubles-fête, 2,4 millions de Palestiniens observaient, dans une indifférence quasi générale, le premier anniversaire de leur amorce d'autonomie à Gaza et à Jéricho.

Le 4 mai 1994, sur une scène hollywoodienne dressée au Caire, Yasser Arafat signait avec Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, les accords qui allaient donner le coup d'envoi de l'expérience. A une année de distance, la même semaine, le chef de l'OLP saisit le Conseil de sécurité des Nations unies et se rend à une réunion exceptionnelle de la Ligue arabe. Motif : son « partenaire de paix » israélien vient d'annoncer la confiscation de plus de 50 hectares de terres palestiniennes, à Jérusalem-Est, pour construire une nouvelle colonie juive.

Où va le processus de paix ? Mis en route en septembre 1993, à Oslo, il apparaît aujourd'hui enlisé : promesses trahies, acrimonie, méfiance réciproque et violences qui n'ont conduit à la mort de près de trois cents personnes - un tiers d'Israéliens, deux tiers de Palestiniens.

Le scénario ne se déroulant pas du tout comme prévu, revient-on à la case départ ? Pas tout à fait. Pour beaucoup de Palestiniens, Gaza-Jéricho reste la première expression tangible dans leur histoire

d'une éventuelle souveraineté en devenir. Le chef de l'OLP est installé à Gaza et, cabine-caba, même s'il ne donne satisfaction à personne, son « gouvernement » est en place.

ATTENTATS

Les rencontres avec les ministres israéliens, et parfois le premier d'entre eux, même si elles ne donnent pas grand-chose, sont devenues presque routinières. L'opinion s'y est habituée et même la droite nationaliste du Likoud ne proteste plus. Ce n'est pas sur la partie d'accord déjà mise en œuvre qu'elle mobilise ses troupes - aucune personne sérieuse en Israël ne veut vraiment renvoyer l'armée dans les villes arabes de Gaza - mais sur la suite éventuelle des événements. « Avec nous, explique les témoins du parti, Gaza d'abord sera Gaza point final. »

En attendant, dans les deux enclaves auto-omnes - moins de 300 kilomètres carrés au total - quinze à vingt mille « policiers » palestiniens armés maintiennent l'ordre intérieur, plutôt mieux qu'on ne pouvait l'espérer. Enfin, un million de Palestiniens - 98 % à Gaza - ne sont plus soumis ni aux coups de feu, ni aux humiliations quotidiennes de l'occupation militaire. « On peut aller librement à la plage, résume un Gazan, mais nous n'avons jamais été aussi économiquement indigents. »

Les difficultés financières de l'autonomie sont connues : un taux de chômage de 60 %, un niveau de vie dix fois inférieur à celui d'Israël et qui a baissé de moitié en un an. Tous les experts le disent : la situation se serait considérablement améliorée si les accords d'Oslo avaient été respectés et si l'autonomie avait été étendue à la date prévue - juillet 1994 - à la Cisjordanie. Quinze fois plus grand que ce-

La Cisjordanie toujours occupée



lui de Gaza et dix fois moins surpeuplé, ce territoire total voit beaucoup plus prospérer.

Mais le redéploiement de l'armée israélienne qui doit précéder les élections palestiniennes, les quelques pourcentages de la sécurité de chaque Israélien, même s'il habite à Tel Aviv.

Or, explique à son tour le journal Davar, organe du grand syndicat travailliste israélien et unique quotidien israélien à consacrer une analyse à la première année d'autonomie palestinienne, bien que la majorité des attentats soient venus non de Gaza mais des territoires

manque pour imposer sa loi et sa stratégie de paix aux opposants islamistes, est sans cesse renvoyé aux calendres grecques. Motif, les attentats. Les attaques sont-elles la conséquence de l'imperfection des accords ou bien, à l'inverse, la résultante d'une politique continue de colonisation juive et de la tactique, délibérément immobiliste, suivie par Israël dans les négociations ? Ne sont-elles pas aussi le fait de la stratégie délibérément suivie par les islamistes opposés à M. Arafat ? Difficile de répondre.

Malgré les centaines d'arrestations de militants islamistes, les condamnations à de lourdes peines de prison et la première sentence de mort prononcées, ces dernières semaines, par la Cour palestinienne de sûreté de l'Etat, M. Rabin estime toujours que l'Autorité autonome « ne fait pas assez pour lutter contre le terrorisme anti-Israélien ». « Les forces palestiniennes », écrit, cette semaine, El Qods, principal quotidien arabe de Jérusalem-Est, sont désormais tenues pour responsables de la sécurité de chaque Israélien, même s'il habite à Tel Aviv.

Or, explique à son tour le journal Davar, organe du grand syndicat travailliste israélien et unique quotidien israélien à consacrer une analyse à la première année d'autonomie palestinienne, bien que la majorité des attentats soient venus non de Gaza mais des territoires

sous notre contrôle, le premier ministre, sans le dire ouvertement, exige d'Arafat le déclenchement d'une véritable guerre civile inter-palestinienne, qui seule, à ses yeux, permettrait d'éliminer l'islamisme. » Daniel Ben Simon, éditeur de ce quotidien, s'interroge : M. Rabin « use-t-il des attentats comme d'un alibi pour ralentir l'application des accords du Caire » ? Les Palestiniens le pensent. « Tout se passe comme s'il voulait tout reporter jusqu'après les élections générales israéliennes », estime Frel Abou Mel-dene, « ministre » de la justice palestinien.

ELECTIONS

En réalité, à soixante-trois ans, M. Rabin a laissé entendre que, à l'automne 1996, il solliciterait des électeurs un nouveau mandat de quatre ans. En clair : depuis quelques mois, la logique de négociation aurait discrètement laissé place à une logique électorale. Or le processus de paix avec les Palestiniens n'est plus très populaire - c'est un euphémisme - en Israël. « A tort ou à raison », explique un politologue, avec les Palestiniens, nous avons l'impression de sans cesse donner et de ne jamais rien recevoir en retour, sinon des bombes humaines à Tel Aviv.

Que les Palestiniens n'aient rien à offrir ne change pas grand-chose à l'appréciation de l'opinion publique. Les accords avec des pays

arabes sont mieux reçus, parce qu'ils permettent aux dirigeants politiques de proclamer, comme Menahem Begin en 1978, après avoir rendu le Sinaï à l'Egypte : « Chers concitoyens, je vous rap-por-te la paix ». M. Rabin a signé, en 1994, avec la Jordanie, mais ce n'est pas suffisant pour remporter les élections.

En cette année préélectorale, confient plusieurs de ses proches, le premier ministre veut « mettre le paquet » avec la Syrie. Un accord avec Damas, dans un délai raisonnable, estiment la plupart des analystes, permettrait de faire oublier, un temps, la question palestinienne. L'Europe, à qui il est largement demandé de financer entre-temps la survie de l'expérience Gaza-Jéricho, peut bien s'inquiéter des blocages et de la dégradation du climat, seuls les Etats-Unis disposent de suffisamment d'influence sur Israël pour fléchir à remettre le processus sur les rails.

Mais le vieux routier de la diplomatie israélienne qu'est Abba Eban pouvait bien s'époumoner, en avril, à réclamer « une intervention américaine pour faire repartir le processus israélo-palestinien », 1995 est aussi une année préélectorale : au cours de laquelle Bill Clinton doit commencer à prendre en compte l'échéance présidentielle de novembre 1996.

Patrice Claude

Cent mille Palestiniens ont été exclus du marché du travail israélien

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Selon la « vision » développée, en 1993, par Shimon Peres, principal architecte des accords avec l'OLP, c'était pratiquement écrit : le Proche-Orient, et d'abord son cœur - Israël et la Palestine en « re-devenir » - allaient se métamorphoser en « zone de paix et de prospérité économique ».

Douze mois après le coup d'envoi de l'autonomie à Gaza et à Jéricho, c'est la séparation qui est plus que jamais à l'ordre du jour entre les deux peuples de Terre sainte. Son ambition, le premier ministre Itzhak Rabin l'a annoncée : il s'agit d'interdire l'entrée d'Israël au maximum de Palestiniens tout en maintenant, dans les territoires occupés, plus de 140 000 colons juifs.

Les accords économiques, signés en avril 1994 à Paris, prévoyant la « libre circulation des hommes, des services et des marchandises » entre les deux enclaves autonomes, le reste des territoires occupés de Cisjordanie et l'Etat juif. Ils ont « complètement échoué », juge Mohamed Shtayyeh, directeur des finances au Conseil palestinien pour le développement et la reconstruction (Pecdar). Motif : « Israël impose, depuis un an, un véritable siège économique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. »

SOUS-PROLETARIAT

Trois cent soixante jours d'autonomie, deux cents jours de bouclage total pour « raisons de sécurité ». Tels sont les chiffres. Constatons que le combat palestinien pour un Etat souverain ne se dissoudra pas dans les expériences du type « Gaza-Jéricho d'abord » ni « Jéricho-Béthléem ensuite » - les deux autres villes arabes qu'Israël pourrait évacuer à une date

indéterminée. - M. Rabin a pris ses dispositions.

Un an, près de 100 000 travailleurs palestiniens qui occupaient les emplois sans qualification dont les Israéliens ne veulent pas ont été éliminés du marché du travail de l'Etat juif. Officiellement, seuls 26 750 Palestiniens, obligatoirement mariés et âgés de plus de trente ans, disposent aujourd'hui d'un permis légal d'emploi en Israël. En réalité, selon plusieurs organisations internationales, dont l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), 10 000 à 11 000 personnes seulement traversent effectivement la « frontière » israélienne chaque jour... lorsque les territoires ne sont pas bouclés.

Les emplois dans l'agriculture et le bâtiment, naguère occupés par des Palestiniens, le sont aujourd'hui par des immigrés juifs, recrutés en Roumanie, en Thaïlande, en Pologne, au Ghana et aux Philippines. Plusieurs milliers de clandestins s'ajouteraient à ces chiffres publiés par le ministère du travail - ils sont aujourd'hui 72 000, c'est-à-dire huit fois plus qu'il y a un an.

Sans précédent dans l'histoire de ce pays, qui a fêté, ce jeudi, le 47^e anniversaire de son indépendance, le phénomène, outre le vertigineux accroissement de la pauvreté palestinienne, mène à des conséquences pour l'Etat juif. Et d'abord, l'émergence dans les villes d'un sous-proletariat qui, ne parlant ni hébreu ni anglais, n'a aucune chance de s'intégrer. Au reste, les autorités ne le souhaitent pas et n'offrent que des contrats d'un an, généralement non renouvelables, encore que beaucoup de patrons ne se gênent pas, en fin de contrat, pour continuer à employer clandestinement

leurs ouvriers. Or, contrairement aux Palestiniens qui, eux, rentrent chez eux le soir après leur journée de travail, ces nouveaux immigrés vivent sur place, seuls et sans famille. On peut les voir errer, sans but et sans plaisir autre que l'alcool, chaque fin de semaine, pendant le shabbat, dans les rues désertées de Tel Aviv ou de Petah Tikva. « Attention au développement potentiel du banditisme », s'alarmait, en avril, le bi-hebdomadaire libéral, Jerusalem Report.

DOUBLE EQUATION

Souvent mal logés dans des sortes de foyers collectifs rudimentaires, les successeurs des Palestiniens sont aussi mal payés : 1 600 francs par mois en moyenne selon les syndicats, alors que le salaire minimum israélien est de 2 400 francs. Certains commencent à s'agiter. En février, au lendemain d'un mouvement social de plusieurs centaines de ses ressortissants, l'ambassade de Roumanie a protesté contre le sort réservé, par les employeurs à leurs maçons et manœuvres.

« Il nous suffirait d'accorder 25 000 permis supplémentaires à des étrangers pour mettre définitivement fin à la dépendance de notre économie vis-à-vis des Palestiniens », se félicitait récemment M. Rabin. Resterait à résoudre la double équation de la dépendance palestinienne vis-à-vis d'Israël et de la responsabilité internationale de l'Etat juif à l'endroit de 2 millions de personnes dont les territoires demeurent militairement occupés. Les intéressés ne voient à ce dilemme qu'une solution : la fin de l'occupation puis la création d'un Etat indépendant sur la partie de la Palestine historique sur laquelle Israël a des vues.

P. C.

Accords et désaccords

● 13 septembre 1993 : le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, signent à Washington la déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne.

● 13 octobre 1993 : la déclaration de principes entre en vigueur. Israël et l'OLP entament à Taba, en Egypte, des négociations sur le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de l'enclave de Jéricho.

● 29 avril 1994 : Israël et l'OLP concluent, à Paris, un accord économique fondé sur les principes du libre-échange.

● 4 mai 1994 : Israël et l'OLP signent, au Caire, un accord sur les modalités de l'autonomie à Gaza et à Jéricho.

● 18 mai 1994 : la police palestinienne prend en charge la sécurité à Gaza et à Jéricho. L'armée israélienne achève de se redéployer autour des colonies juives de Gaza.

● 1^{er} juillet 1994 : M. Arafat retourne en terre palestinienne après un exil de vingt-sept ans et s'installe à Gaza.

● 13 juillet 1994 : la date-butoir pour l'élection par les Palestiniens d'un Conseil de l'autonomie, qui aurait dû être précédée d'un retrait de l'armée israélienne des villes de Cisjordanie, n'est pas respectée.

● 29 août 1994 : Israël accepte de transférer aux Palestiniens de Cisjordanie la responsabilité de l'éducation, de la santé, des affaires fiscales, du tourisme et des affaires sociales.

● 1^{er} juillet 1995 : un accord sur les élections palestiniennes et le redéploiement militaire israélien en Cisjordanie doit être conclu à cette date-butoir.

● Mai 1996 : à cette date au plus tard, des négociations doivent commencer qui porteront sur le statut final des territoires occupés, et trancher la question de Jérusalem. - (AFP)

Washington critique la confiscation de terres à Jérusalem

IL Y A quelque chose d'indécrottable dans la récente annonce faite par Israël de son intention de mettre à l'étude la construction de quinze mille logements pour la population palestinienne de Jérusalem. Prise dans la foulée de deux autres décisions, celles-là au profit des Israéliens, cette mesure ne trompe personne, surtout pas ses bénéficiaires. L'Etat juif vient, en effet, d'un coup de décider la plus importante confiscation de terres - 53 hectares - dans la partie orientale de Jérusalem et de donner le coup d'envoi d'un projet de nouvelle colonie juive. 2 500 logements seront immédiatement mis en chantier, 6 500 autres devant l'être ultérieurement. Même le département d'Etat américain, généralement très timoré sur la ques-

tion, a critiqué les réquisitions israéliennes.

Ressusciter ainsi un projet vieux de dix ans qui prévoyait la construction de logements arabes dans la partie est de la ville, relève presque du cynisme. Et les déclarations du premier ministre israélien selon lesquelles la colonisation de Jérusalem continuera, peuvent apparaître comme une provocation. En principe, le sort de la Ville sainte, comme celui des colonies de peuplement, doit être discuté dans la dernière phase des négociations de paix. Ainsi le prévoit la déclaration de principes signée en 1993 à Washington.

Malgré les protestations des Palestiniens, de plus en plus nombreux à réclamer l'arrêt du processus de paix avec Israël, Yasser

Arafat se dit déterminé à continuer de négocier. L'OLP voudrait que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution exigeant l'annulation de la confiscation des terres. Elle a peu de chances d'obtenir gain de cause, à cause de l'attitude des Etats-Unis, peu enclins à condamner leur allié israélien.

C'est ainsi que le processus de paix en vient à stagner dans une quasi-indifférence générale. Comme si l'important pour la communauté internationale était de l'avoir mis en route. Peu importe, à ses yeux, qu'il soit gelé ou qu'il déraile, l'essentiel étant qu'il soit maintenu artificiellement en vie. Pour sauver la face de la paix.

Mouna Naïm

Quel avenir pour la Ville sainte ?

VOILA ce que l'on appelle un livre utile, qui va à l'essentiel, qui « situe » Jérusalem dans la mémoire et les projections de tous ceux qu'elle concerne, c'est-à-dire pratiquement tout le monde, mais surtout des « protagonistes israéliens et palestiniens ».

Mais le cœur de l'ouvrage d'Agnes Levallois et Sophie Pommer, spécialistes du Proche-Orient, est bien sûr « l'état des lieux » tel qu'elles le dessinent depuis que la partie orientale de la cité a été prise par Israël, en 1967. Le constat est le suivant :

conquête démographique de la ville, appropriation juridique du sol - « Israël n'a acquis en vingt-cinq ans environ la moitié du patrimoine foncier » - « limitation » de la population arabe, selon le ratio « pas plus d'un habitant arabe pour trois habitants juifs », délimitation de « zones vertes » non constructibles.

La modification des infrastructures a évidemment suivi, dans le sens de « l'intégration » - malgré les résistances palestiniennes - des services vitaux, alors que les deux communautés continuent de « préférer vivre séparément afin de préserver leur identité ». La construction de colonies de peuplement a achevé enfin de modifier le visage de la ville. « Quelle solution pour Jérusalem ? »

Les auteurs passent en revue les propositions les plus importantes pour suggérer qu'en dernier ressort la solution pourrait être « quelque chose qui ressemblerait peut-être au modèle né en 1993 de la réflexion commune de trois intellectuels, dont un Israélien et un Palestinien, un système combinant l'exercice de trois types de souverainetés : israélienne, palestinienne et municipale où les deux souverainetés s'exerceraient conjointement ». Pour l'heure, les passions sont encore trop vives.

M. Na.

* Jérusalem, de la division au partage ? d'Agnes Levallois et Sophie Pommer, Editions Michalon, 1994, 100 p.

Vo Van Kiet, premier ministre du Vietnam

« Ceux qui prétendent se battre pour les droits de l'homme le font sous le drapeau de Saïgon »

Alors que le Vietnam vient de commémorer, le 30 avril, le vingtième anniversaire de la chute de Saïgon, le premier ministre Vo Van Kiet confirme l'ambition de son pays de réintégrer la communauté internationale.

Partisan de nouvelles règles du jeu dans les relations entre États, il adresse un avertissement à Pékin - dont les ambitions en mer de Chine du Sud inquiètent ses voisins - en qualifiant d'« inacceptable » le « recours à la menace ou à la force ».

Il se montre toutefois très critique à l'égard des militants des droits de l'homme dans son propre pays.



VO VAN KIET

HO CHI MINH-VILLE. De notre envoyé spécial
« Avec son adhésion à l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), qui comprend l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, Singapour et Brunei, l'adhésion du Vietnam est prévue pour le 22 juillet prochain, le Vietnam semble ouvrir un nouveau chapitre de son histoire. »

Depuis l'adoption du « renouveau », en 1986, par le VI^e congrès du PC, nous avons réalisé un certain nombre de choses au cours d'une période relativement brève et en partant d'un niveau très modeste. Ces résultats sont dus aux efforts de la population et à l'assistance substantielle d'amis, y compris de la France, dont la contribution a été significative. Mais les défis auxquels nous devons encore faire face sont très importants. Nous voulons obtenir de meilleurs résultats, faute de quoi nous ne pourrions pas mettre en place de fondations stables.

Quelles difficultés ?
- Problème majeur, l'infrastructure économique et sociale laisse à désirer. En outre, le système juridique a besoin d'être amélioré jour après jour, il ne correspond toujours pas à nos besoins. Il existe aussi un hiatus entre compétences et besoins : de nombreux cadres de l'administration, y compris parmi les jeunes, n'ont pas de formation adéquate. Notre objectif demeure d'au moins doubler le niveau de vie en l'an 2000. Il nous reste donc presque six ans pour y parvenir. Il s'agit, dans ce délai, de doter le Vietnam d'une base économique et sociale solide.

L'objectif du « renouveau » est donc l'« amélioration ». Non seulement il faut continuer les réformes dans le cadre du « renouveau », mais il faut perfectionner l'outil. Le VI^e congrès du PC, en 1986, a fait le point des erreurs commises. En 1992, le VII^e congrès a confirmé la politique de « renouveau ». En 1996, le VIII^e congrès sera l'occasion de dresser le bilan afin de préserver les acquis positifs et de procéder aux ajustements nécessaires. Ici, si tout se passe bien, deux événements diplomatiques majeurs seront intervenus : notre adhésion à l'Asean et la normalisation

complète de nos relations avec les États-Unis.

- Et au-delà de l'horizon de l'an 2000 ?

Sous réserve de bouleversements, si nous réalisons l'objectif de développement que nous nous sommes fixé pour l'an 2000, la décennie suivante sera une période de croissance accélérée. Il s'agit de réduire considérablement la distance qui nous sépare des pays de la région. A quel rythme et de quelle manière ? Il faut attendre de voir où nous en serons en l'an 2000 pour répondre. Notre expérience, celle d'une très longue lutte, nous enseigne que le progrès est le résultat d'efforts continus. Il faut constamment se battre contre les hésitations et les capitulations.

Avec la fin de la guerre froide, quels problèmes vous pose le poids pris par la Chine dans la région compte tenu, notamment, de ses revendications en mer de Chine du Sud ?

La fin de la guerre froide a ouvert une nouvelle ère dans les relations internationales, en suscitant l'émancipation dans certaines régions, de situations extrêmement complexes. D'un côté, le Vietnam a la chance de se trouver en Asie-Pacifique, une zone plus stable que les autres. Entre les pays de l'Asie du Sud-Est, par exemple, la consolidation de relations amicales constitue un changement très important. Mais, de l'autre, il y a les séquelles du passé. Par exemple, on ne peut pas qualifier d'idéale la situation au Cambodge : bien entendu, il s'agit d'un problème interne mais tous les pays environnants se sentent impliqués et y portent une grande attention.

L'héritage du passé joue aussi en mer de Chine du Sud, et tous les États de la région se sentent concernés car, si les relations entre deux ou trois pays riverains se dégradent, l'ensemble de la zone en sera affecté. Ce sont ces préoccupations légitimes qui doivent constituer le garde-fou contre toute complication. Chacun doit tenir compte du fait que le recours à la menace ou à la force n'est plus acceptable de nos jours. Il serait difficile à quiconque d'occultier cette évolution et de ne pas respecter des aspirations légitimes des voisins. Les relations entre le Vietnam et la Chine ne peuvent pas se situer en dehors de ce contexte. Le Vietnam réitère constamment sa volonté de résoudre les contentieux par la voie pacifique. Nous croyons fermement que c'est la seule solution.

« Chacun doit tenir compte du fait que le recours à la menace ou à la force n'est plus acceptable de nos jours »

- Vous saluez-vous suffisamment armés pour gérer cette ouverture du Vietnam sur le reste du monde ?

Au cours de notre longue lutte, nous n'avons jamais dissocié notre effort pour reconquérir notre indépendance et notre intégrité territoriale de nos relations avec les autres pays. C'est pourquoi nous avons bénéficié de l'assistance de nombreux pays. L'application du « renouveau » relève du même principe : conjuguer nos propres efforts et la coopération internationale. En outre, le développement du Vietnam est une contribution au développement de la région. Notre admission à l'Asean est un élément positif : notre politique est donc que le Vietnam ne constitue pas un fardeau pour l'Asean.

- Sur le plan intérieur, la libéralisation économique et sociale

a encouragé un renforcement des religions. Dans ces conditions, l'État peut-il négocier une cohabitation dans ce domaine ou est-il, au contraire, condamné à des frictions permanentes, notamment avec les catholiques et une fraction du clergé bouddhiste ?

Au Vietnam, la tradition d'unité nationale face à l'agression étrangère a été prolongée et rendue plus efficace par le Parti communiste. Cette politique d'unité nationale a toujours constitué notre principale force. Aujourd'hui, la quasi-totalité des problèmes présumés religieux seraient solubles s'il n'y avait pas un coup de pouce, un coup de main de l'étranger. Je ne nierai pas qu'il y a eu de véritables mécontentements dans certaines couches de la population en raison d'erreurs que nous avons commises. Chaque fois que des erreurs sont commises, la population réagit. Mais tous les problèmes, quels qu'ils soient, peuvent être résolus dans le cadre de la communauté nationale. Si le Vatican, pour évoquer ce cas précis, s'en tient à ses promesses et respecte notre indépendance, il n'y aura aucune difficulté à résoudre nos problèmes.

Pour ce qui concerne les bouddhistes comme les catholiques, j'ajouterais qu'on doit laisser les clergés vietnamiens résoudre, entre eux, leurs problèmes, afin qu'aucune intervention étrangère ne fausse les solutions.

Certains développements, en outre, me laissent sceptique. Ceux qui prétendent se battre pour la liberté religieuse ou les droits de l'homme le font sous le drapeau rayé jaune et or de l'ancien régime de Saïgon, drapeau qui a été le symbole de l'oppression, qui flottait sur le toit des prisons ou était peint sur les avions qui bombardaient nos populations. J'ai un conseil à l'intention de ces gens-là : s'ils abandonnent ce drapeau, leur voix sera peut-être davantage entendue. En brandissant ce drapeau, ils sabotent les causes pour lesquelles ils prétendent se battre.

Propos recueillis par Jean-Claude Pomonti

Nucléaire : Moscou veut rassurer Washington sur l'Iran

LE PRÉSIDENT BORIS ELTSINE souhaite parvenir à un compromis, pour « éliminer les craintes américaines » concernant la vente prévue d'un réacteur nucléaire à l'Iran, a déclaré, mercredi 3 mai, son porte-parole, Sergueï Medvedev.

M. Eltsine est « conscient des préoccupations des États-Unis » concernant ce projet de vente, a ajouté M. Medvedev, dans une déclaration à l'agence Interfax. Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Albert Tchernomychev, avait déclaré auparavant que la Russie avait l'intention de « s'en tenir à sa position » dans cette affaire. Gueorgui Raourov, porte-parole du ministère russe à l'énergie atomique, avait pour sa part critiqué la demande américaine de renforcer l'embargo contre l'Iran, laquelle « ne peut en aucun cas influencer » la transaction. - (AFP)

Augmentation de 3,2 % des salaires dans la fonction publique allemande

LES DEUX PRINCIPAUX SYNDICATS des services publics allemands, qui représentent 3,4 millions de salariés travaillant pour l'État fédéral, les régions et les municipalités, ont obtenu, mercredi 3 mai, une hausse de 3,2 % des salaires assortie d'avantages complémentaires. Cet accord inclut une prime unique de 140 DM (600 F) pour avril. Il est effectif pour un an à compter du 1^{er} mai et comporte des mesures sur la flexibilité des horaires, ainsi qu'un relèvement des retraites en Allemagne de l'Est à partir de 1997. Dans la métallurgie et l'industrie chimique, les ouvriers ont obtenu en moyenne cette année des hausses de l'ordre de 4,0 %. - (Reuters)

EUROPE
■ **UNION EUROPÉENNE** : un accord de coopération transfrontalière décentralisée a été signé le 3 mai, au Quai d'Orsay, à Paris, entre la France et l'Allemagne et en présence de représentants des deux gouvernements et des régions frontalières. Cet accord concerne, du côté français, les régions d'Alsace et de Lorraine, et du côté allemand, le Bade-Wurtemberg, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat. Il définit un cadre juridique permettant aux collectivités territoriales de créer des organismes communs pour gérer leurs services publics ou réaliser des équipements. La Suisse devrait y être prochainement associée. Des accords similaires existent avec l'Italie et l'Espagne. - (Corresp.)

■ **ESPAGNE** : Luis Roldan a été inculpé par le juge Baltasar Garçon, mercredi 3 mai, de « détournements de fonds publics » dans l'affaire des GAL, ces groupes para-policiers responsables de l'assassinat d'au moins 24 personnes dans les milieux indépendantistes basques entre 1983 et 1987. L'ancien directeur de la garde civile a de nouveau été inculpé par le juge qu'il connaissait l'existence de paiements, prélevés sur les fonds secrets du ministère de l'Intérieur, à deux anciens policiers, José Amedo et Michel Dominguez, à l'origine du scandale des GAL. - (AFP)

■ **PRESSE** : 21 journalistes ont été tués en ex-URSS l'an dernier et 12 en 1995, soit en reportage en Tchétchénie ou au Tadjikistan, soit assassinés alors qu'ils enquêtaient sur la criminalité ou la corruption, selon un rapport récent de la Fondation pour la protection de la glasnost. - (AFP)

AFRIQUE
■ **SÉNÉGAL** : la disparition d'un sous-préfet en Casamance, révélée le 2 mai par les autorités sénégalaises, pourrait, selon des sources officielles, être le fait des indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Le sous-préfet de Sindian et trois de ses collaborateurs ont disparu depuis le 24 avril. Quatre Français ont également disparu en Casamance le 6 avril. - (AFP/Reuters)
■ **NIGERIA** : le procès de l'opposant Ken Saro Wiwa, défenseur de la communauté ogonien, a été reporté, pour la quatrième fois, au mercredi 15 mai. L'écrivain, qui souffre de troubles cardiaques, a été transféré le 3 mai à l'hôpital militaire de Port Harcourt. - (AFP)
■ **COMORES** : un nouveau premier ministre, Caambi El Yachourti, a été nommé dimanche 30 avril par le président Said Mohammed Djohar. Contrairement à son prédécesseur M. El Yachourti n'est pas issu du parti présidentiel, le Rassemblement pour la démocratie et le renouveau. - (AFP)

ASIE
■ **JAPON** : le premier ministre japonais Tomiichi Murayama a exprimé au premier ministre chinois Li Peng, mercredi 3 mai, à Pékin, les « profonds regrets » de son pays pour les souffrances que l'offensive japonaise a infligées à la Chine pendant la guerre 1937-1945. - (AFP)
■ **INDONÉSIE** : le tribunal administratif de Djakarta a jugé, mercredi 3 mai, contraire à la loi sur la presse l'interdiction de l'hebdomadaire politique Tempo, décrétée en juin 1994 par le gouvernement pour ses critiques à l'encontre du président Suharto. Deux autres hebdomadaires, Detik et Editor avaient également été interdits pour les mêmes motifs. - (Reuters)

Le GIA menace de mort les épouses des « renégats » algériens

LE GROUPE ISLAMISTE ARMÉ (GIA), le plus radical des mouvements en lutte contre le pouvoir algérien, hausse le ton et élargit le cercle de ses cibles potentielles. Il menace de tuer « la mère, la sœur et l'épouse des renégats » qui le combattent, dans un communiqué publié mercredi 3 avril, par le quotidien saoudien El Hayat, publié à Londres, Paris, et Beyrouth. « Le GIA va élargir le cercle de la défense de l'honneur des femmes en tuant les épouses de renégats, où qu'elles se trouvent, dans ou hors du pays », précise le texte signé par le chef présumé du GIA, Abou Abderrahmane Amine, alias Djamel Zikouli.

Au cours des derniers mois, le GIA a multiplié les communiqués de plus en plus vengeurs, dont El Hayat s'est fait systématiquement l'écho. Reste à savoir, dans le climat de confusion totale qui règne actuellement en Algérie et qui ouvre la voie à toutes sortes de manipulations, si nombre de ces textes émanent bien de cette organisation clandestine.

Quoi qu'il en soit, son chef présumé d'avoir organisé, en août 1994, l'attentat contre une résidence du personnel de l'ambassade de France à Ain Allah, dans la banlieue ouest d'Alger, qui avait fait cinq morts - trois gendarmes français et deux employés de l'ambassade. Abou Abderrahmane Amine est aussi recherché pour le meurtre, en octobre 1994, de deux Français - un homme d'affaires et son fils - à leur domicile de Birkhadem, dans la grande banlieue algéroise. En mars, le GIA avait déjà menacé de tuer les membres fami-

nins des forces de sécurité et les épouses de policiers et de militaires, en représailles à l'arrestation, selon lui, de militants islamistes.

Le GIA a réaffirmé, d'autre part, sa détermination de « réduire » les autres groupes islamistes, en se présentant comme le seul mouvement porteur de la « bannière du jihad » (guerre sainte) contre « la jungle mécréante » au pouvoir. Selon la presse locale, des affrontements meurtriers opposent, depuis deux mois, des éléments du GIA et de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'Ex-Front islamiste du salut (FIS), notamment dans l'est du pays.

Des informations contradictoires sont régulièrement diffusées par les différents groupes armés sur la réalité de ces accrochages, qui font la « une » des médias algériens hostiles aux islamistes, le plus souvent dans des communiqués dont l'authenticité n'est pas

clairement établie et dont certains émaneraient des services de la fameuse Sécurité militaire (SM). Le GIA reste une nébuleuse très difficile à cerner, dont on ne connaît ni les structures ni les effectifs, éclatés en cellules largement autonomes. C'est dans l'est du pays qu'il serait le mieux implanté, alors que l'AIS serait regroupée dans le centre et l'ouest. Cette dernière a récemment condamné les assassinats de civils, notamment de femmes, de journalistes et d'étrangers.

Dans la lutte sans merci que les groupes islamistes armés mènent contre la « jungle » au pouvoir, depuis le mois de février 1992, lorsque l'état d'urgence a été instauré, le GIA a signé les actions les plus spectaculaires et aussi les plus sanglantes commises en Algérie. Il s'agit d'abord de la prise en otages des passagers d'un Airbus d'Air France, le 24 décembre 1994, sur l'aéroport Houari Boumedienne

d'Alger, qui s'était soldée par l'assassinat de deux personnes, un Français et un Vietnamien, et l'émbarquement, sur l'aéroport de Marseille, des pirates de l'air.

Le GIA a aussi revendiqué l'attentat à la voiture piégée qui, un mois plus tard, au cœur de la capitale, devant le commissariat central de police, avait coûté la vie à 42 personnes et blessé 286 autres. Ce fut là la plus sanglante opération « kamikaze », à la manière proche-orientale, qui prenait ainsi des civils pour cibles.

Cette nouvelle dérive de la violence avait provoqué, en mars, une offensive de grande envergure de l'armée contre les maquis islamistes, à la fois à Bir el Ater, près de la frontière tunisienne, et dans la région d'Aïn Deïla, au centre-ouest du pays. Le pouvoir s'était alors vanté d'avoir mis hors d'état de nuire plusieurs centaines d'islamistes armés. En réalité, il semble que les pertes des maquisards aient été plus proches de la centaine et que les militaires gouvernementaux aient subi, eux aussi, de lourdes pertes dans leurs rangs.

L'armée aurait conduit, au début de la semaine, une nouvelle offensive contre les islamistes armés, à Beni Bouateb, dans la même région d'Aïn Deïla, au moment où des responsables du GIA et de l'AIS étaient en réunion, a indiqué, jeudi 4 mai, le quotidien El Hayat, citant des « sources confidentielles algériennes ». Sept « émissaires » régionaux, dont un délégué, ex-lieutenant de l'Armée nationale populaire (ANP), auraient été tués pendant cette opération, qui serait toujours en cours.

Jusqu'au-boutistes

Le sigle du Groupe islamique armé (GIA) est apparu pour la première fois au printemps 1993. Les premiers maquis ont été formés avec des cadres du FIS et des « Afghans », ces combattants qui avaient « fait » l'Afghanistan. Initialement, le GIA ne paraissait pas en désaccord avec la direction du FIS, dans la mesure où celle-ci prônait, sans grandes restrictions, la lutte armée. Mais, quand les exécutions d'étrangers et les assassinats de civils se sont multipliés, les divergences se sont accentuées et se sont traduites par la création d'une organisation rivale, l'Armée islamique du salut (AIS). Le divorce entre le GIA et le FIS s'est manifesté en août 1994 lorsque le premier a annoncé la constitution d'un « gouvernement du Califat ». Le GIA, qui continuait de prêcher l'« embrasement général » et venait de lancer une campagne d'attentats contre les établissements scolaires, entendait ainsi s'opposer à la modération des « politiques » du FIS qui tentaient d'amorcer un dialogue avec le pouvoir.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
California State APPROVED
fully ACCREDITED W.A.U.C.

MBA Master of Business Administration
for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris
Tél : (1) 40.70.10.00
Fax : (1) 40.70.10.10
IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

IUA SAN FRANCISCO

حکومت الاصل

La Croatie entend riposter aux bombardements serbes sur Zagreb

Les destructions ont provoqué une réaction forte de la communauté internationale

Les pays occidentaux et l'ONU ont condamné fermement les bombardements serbes sur le centre de Zagreb, qui ont fait un mort et cinquante blessés, mercredi 3 mai à midi. La Croatie a toutefois accepté de participer à des négociations avec les Serbes de Krajina sous l'égide de l'Union européenne et de l'ONU, a déclaré jeudi le médiateur européen David Owen. La réponse des Serbes de la République autoproclamée est attendue.

ZAGREB

de notre envoyée spéciale
Midi vient de sonner dans la capitale croate. Quelques instants de silence puis c'est au tour des sirènes de l'alerte générale de retentir. Des Zagrébois prennent le temps de regarder le ciel, d'autres se précipitent dans une entrée d'immeuble, sous un porche, dans une boutique. Quelques instants plus tard, les rues se remplissent de nouveau, presque comme si de rien n'était. Pourtant, quatre roquettes se sont abattues sur le centre-ville - sur le Théâtre national et sur l'hôpital des enfants. Et sept autres se sont écrasées sur la périphérie, à proximité de l'aéroport international.

Pour la deuxième journée consécutive, Zagreb a été, mercredi 3 mai, la cible des représailles des milices serbes sécessionnistes de Croatie, qui ont fait un mort et une cinquantaine de blessés. La veille, cinq personnes avaient été tuées et cent vingt-six blessées. Jusqu'ici, Zagreb n'avait jamais connu le triste sort de Sarajevo, la capitale bosniaque. Tout au long de la guerre serbo-croate, en 1991, elle avait échappé aux bombardements, si l'on excepte le raid aérien du 7 octobre 1991 sur le palais présidentiel.

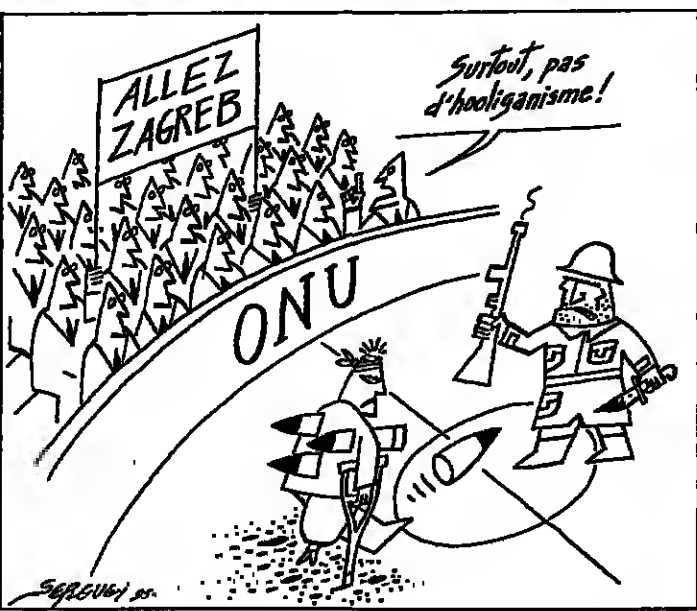
Les Zagrébois vivent donc une situation nouvelle qu'ils affrontent, cependant, avec d'autant plus de fatalisme qu'ils ont été habitués à ses images. Pendant l'alerte générale, mercredi, rares furent ceux qui gagnèrent les abris. Certains suivirent les consignes diffusées régulièrement à la radio et appelant à rester chez soi, les autres préférèrent savourer la journée ensoleillée aux terrasses des cafés. A la nuit tombée, toutefois, la ville était déserte.

Ces deux premières journées de bombardements ont fait renaitre chez les gens les vieux réflexes de la guerre: scotcher les vitres, nettoyer les caves, faire quelques provisions. Mais, pour le reste, la vie continuait normalement, seules les écoles devant rester fermées toute la journée de jeudi.

BOMBES À FRAGMENTATION

Jamais en quatre ans de guerre dans l'ex-Yugoslavie le bombardement d'une ville n'a suscité une telle réaction de la communauté internationale. Certes, l'utilisation de bombes à fragmentation, interdites par toutes les conventions et dont l'objectif est d'infliger le maximum de pertes humaines sans causer de destructions, y est pour quelque chose. Mais c'est surtout le fait que ces engins de mort se soient abattus, le premier jour, près d'un lycée et, mercredi, sur le Théâtre national et l'hôpital pour enfants qui a fait sortir les diplomates de leur mutisme habituel.

L'ambassadeur des États-Unis en Croatie, Peter Galbraith, est monté le premier, au créneau, déclarant: « Il est choquant que cinquante ans après la deuxième guerre mondiale une ville européenne



puisse être bombardée de la sorte. Il s'agit là d'un acte extrême de barbarie commis en plein jour et à des heures d'affluence dans le seul but de tuer le plus de monde possible. » L'ambassadeur de France, Jean-Claude Gaillarde, et ses homologues britannique et russe ont condamné dans les mêmes termes les bombardements serbes.

Dans la journée, le corps diplomatique s'était rendu à l'hôpital pour enfants, où un policier venait d'être tué et six parents en visite blessés. Ils y ont découvert un spectacle accablant: une cour maculée de sang, les murs de l'hôpital criblés de projectiles, une salle d'opération dévastée, des vitres brisées. Les bombes à fragmentation avaient accompli en quelques secondes leur sale besogne: rue Klajevica mais aussi place Mazurica, 300 mètres plus loin. Dans la bâtisse baroque qui abrite le Théâtre national, vingt danseurs

russe et ukrainiens venus présenter leur ballet à Zagreb ont été blessés.

En plein drame, Zagreb peut se féliciter d'avoir attiré ce qu'elle n'avait jamais obtenu de la communauté internationale: sa compréhension et, de fait, son soutien. La ferme et immédiate condamnation des bombardements de Zagreb ainsi que l'approbation tacite des Occidentaux et des Russes pour l'offensive éclair de l'armée croate contre les Serbes sécessionnistes en Slavonie occidentale ont redonné une certaine assurance à cette ex-République yougoslave, otage de Serbes qui se sont emparés par la force d'un tiers de son territoire.

Les proches du président croate, Franjo Tudjman, estimaient, mercredi, que l'opération déclenchée le 1^{er} mai à l'aube pour dégager l'autoroute qui relie Zagreb à l'est du pays, coupée depuis septembre

1991 par une enclave aux mains des milices indépendantistes serbes, a été un succès, « aussi bien sur le plan militaire que diplomatique ». L'ONU s'est, en effet, contentée d'appeler la Croatie à cesser au plus vite son offensive sans lui intimenter de faire marche arrière, comme cela fut le cas à chaque tentative de Zagreb de restaurer son autorité sur l'ensemble de son territoire. Et l'Union européenne, qui avait menacé, pour sa part, de geler les négociations sur un accord de coopération économique avec la Croatie, a inféchi, dès mercredi, sa position en annonçant que l'offensive conclue victorieusement en quarante-huit heures par les forces croates ne remettrait pas en cause les pourparlers.

Faute de percée diplomatique significative dans le règlement du différend serbo-croate, les Occidentaux semblent tolérer désormais que Zagreb prenne en partie les choses en main. Toutefois, la Croatie pourrait chercher à reconquérir d'autres territoires sous contrôle serbe. Dans une allocution télévisée, mercredi soir, le président Tudjman a souligné que « la Croatie venait de montrer aux Serbes et à l'Occident qu'elle avait la force de libérer l'ensemble de ses territoires occupés et de briser le rêve grand-serbe ». En cas de nouvelle attaque serbe contre la population civile de Zagreb, a-t-il ajouté, « la Croatie riposterait sans attendre ». Une menace à peine cachée qui pourrait annoncer une prochaine offensive de grande envergure contre le bastion serbe de Knin, dans l'ouest du pays, autre enclave sécessionniste qui verrouille le réseau ferroviaire de la Croatie et que l'armée croate tient depuis quelques semaines à portée de son artillerie.

Florence Hartmann

Le « testament » bosniaque de M. Balladur

ÉDOUARD BALLADUR a choisi, mercredi 3 mai, son dernier conseil des ministres, du moins avec François Mitterrand, pour livrer au prochain gouvernement son testament sur la politique à suivre en Bosnie: « Il convient, a dit le premier ministre, de tirer la conclusion qui s'impose du tragique imbroglio bosniaque. » Autrement dit, si rien ne bouge sur le front diplomatique, il convient de faire partir les « casques bleus » français de la Forpronu.

C'est un avertissement que M. Balladur avait déjà lancé il y a deux semaines, au lendemain de l'assassinat de deux soldats français à Sarajevo, et qu'il renouvelle aujourd'hui, alors que prend fin la trêve qu'observaient depuis janvier le gouvernement bosniaque, d'un côté, les milices sécessionnistes serbes, de l'autre. A vrai dire, ce n'est plus tout à fait un avertissement, c'est plutôt un conseil laissé à son successeur, puisque M. Balladur n'est, sur le départ, plus en mesure de prendre une pareille décision. « Aucune décision opérationnelle n'est envisagée », soulignait-on de bonne source.

La France reste sur sa précédente position: il faudrait envisager de partir si un cessez-le-feu n'est pas provoqué entre les belligérants, si la protection de la Forpronu n'est pas renforcée, enfin si les négociations politiques ne reprennent pas dans l'ex-Yugoslavie. Pas plus qu'ici, le premier ministre n'a fixé de date butoir quant à un éventuel retrait des « casques bleus » - qui supposerait une lourde et longue opération militaire. La formule em-

ployée par M. Balladur - « tirer la conclusion qui s'impose » - laisse un peu plus entendre ce que beaucoup soupçonnent: moins interventionnisme dans l'affaire bosniaque qu'Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, M. Balladur serait partisan du retrait des Français de la Forpronu.

Si un départ immédiat des Européens de la Forpronu ne paraît pas à l'ordre du jour, comme l'a dit mercredi le ministre britannique de la défense, Malcolm Rifkind, le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, s'est, le même jour, interrogé sur la pertinence de son maintien, faute de prolongation du cessez-le-feu. Petite leur d'espoir: directement et indirectement, sécessionnistes serbes et autorités bosniaques ont entamé des conversations à ce sujet.

AL. FR.

■ FORPRONU: six « casques bleus » britanniques ont été blessés par des tirs serbes en Bosnie, mercredi 3 mai, un porte-parole de l'ONU. Une école de Maglaj abritant une base du contingent britannique de la Forpronu a été touchée par plusieurs obus, mercredi à 20 h 20. Les « casques bleus » ont riposté au canon. Immédiatement après ces tirs, des avions de l'OTAN ont survolé la zone de Maglaj. - (AFP)

Jours de paix à la frontière des deux Irlandes

La lassitude à l'égard de l'IRA dans ces terres farouchement nationalistes favorise les initiatives de réconciliation

NEWRY (Irlande du Nord)

de notre envoyée spéciale
A Crossmaglen, on baisse encore la voix pour prononcer le mot IRA. Pourtant, depuis le début du processus de paix en Irlande du Nord - ici les gens disent « la paix » tout court - l'atmosphère se détend de jour en jour. A la boulangerie du village, une pétition sur le comptoir appelle à la libération des prisonniers politiques, mais les vendeuses, qui prennent placidement le thé, confirment qu'on ne voit plus un seul soldat dans les rues. Pourtant, la porte à côté, sur la place centrale, est celle d'un fortin de l'armée britannique, tout hérissé de barbelés, en apparence vide. Crossmaglen n'est pas n'importe quel village, mais le véritable bastion de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) dans le South Armagh, région orientale de l'Irlande du Nord, frontalière de la République d'Irlande. Le South Armagh n'est pas n'importe quelle région non plus: en majorité catholique et tournée vers Dublin, elle a été rattachée à Belfast et au Royaume-Uni lors du partage de l'Irlande, en 1921, et ce souvenir a servi d'engrais, depuis, au sentiment antiaigla.

A Crossmaglen, la paix irlandaise est acceptée comme la poudrière britannique - « Essayez de payer en argent irlandais dans un village protestant, pour voir », s'esclaffe un témoin. S'il n'y avait pas les slogans de l'IRA placardés aux portes de certaines fermes, on aurait peine à se croire au cœur d'un « bandit country »: pendant vingt-cinq ans, les opérations des commandos de l'IRA rendaient les routes du bocalage environnant tellement dangereuses pour les troupes britanniques qu'elles préféraient mener leurs missions de surveillance en hélicoptère. En parcourant en voiture les collines du South Armagh, que tapisse l'or des ajoncs en ce premier printemps après le cessez-le-feu (décreté par l'IRA le 31 août 1994), on passe et repasse sans s'en apercevoir la frontière entre le nord et le sud de l'Irlande. Il y a quelques semaines encore, des soldats britanniques en tenue de combat patrouillaient les rares points de passage ouverts.

Les gens d'ici ne regrettent pas la disparition des fusils. Bien que républicains, pour la plupart, ils en ont assez des « provoc » du Sinn Féin et de l'IRA - « ce sont les mêmes », assure-t-on - qui « ont récupéré nos sentiments patriotiques pour nous mener dans une impasse ». La lassitude domine, même dans ces terres farouchement irlandaises. Pour preuve cette anecdote recueillie à Camlough, un autre village étagué « pure IRA » de la région: voilà quelques années, aux élections, le Sinn Féin avait comme candidat le père d'un des « onze martyrs » - les militants de l'IRA morts de grève de la faim en prison en 1981. Margaret Thatcher, étant premier ministre - qui fut pendant toute la campagne fêté et entrainé; en face, la candidate du parti catho-

lique modéré, le SDLP (Social Democratic Labour Party) de John Hume, restait seule, en butte à l'hostilité générale. « Et quand on ouvrait les urnes, que croyez-vous qu'on trouva? Deux tiers pour le SDLP, un tiers pour le Sinn Féin. Les gens sont intimidés et n'osent pas parler, mais ils votent... »

« Savez-vous pourquoi je crois que le processus de paix est irréversible? », disait fin avril le représentant de l'International Fund for Ireland - une organisation mise sur pied à l'initiative des États-Unis pour promouvoir la réconciliation et le développement des deux Irlandes - Joe McNulty, dans son bureau de Newry (Irlande du Nord). « Pour que la violence reparte, il faudrait que quelqu'un y ait intérêt. Mais qui? Les chefs du Sinn Féin se

John Major défie à Londonderry

Le voyage du premier ministre britannique en Irlande du Nord, mercredi 3 mai, a donné lieu aux plus graves échauffourées depuis l'instauration du cessez-le-feu par l'IRA, il y a huit mois. Des manifestants du Sinn Féin ont empêché pendant quelques heures l'arrivée de M. Major à Londonderry, où il devait rencontrer les élus de tous les partis - y compris le président du Sinn Féin, Mitchell McLaughlin. Entendant protester contre les tentatives du processus de paix, ils se sont heurtés aux policiers, dont plusieurs ont été blessés. Le premier ministre a estimé que les pourparlers entre le ministre de l'Irlande du Nord, Michael Antrim, et le parti catholique ultranationaliste, qui devaient commencer le 10 mai, risquaient d'être remis en cause.

sont tellement engagés que s'ils reprennent les armes, ils sont politiquement morts. Du côté unioniste? Ils savent qu'ils ne seraient pas soutenus par la population. » La possibilité d'un débordement par les extrémistes n'est guère envisagée, du moins côté catholique: « Le Sinn Féin sait faire régner la discipline dans ses rangs. »

LA COMMUNAUTÉ

Joe McNulty et son homologue de l'International Fund for Ireland au Sud, Michael Curran, ne se complaisent pas dans la théorie. Hommes de terrain, ils font tout pour que la réconciliation soit sensible dans la vie quotidienne de « la communauté ». Lorsque le Fonds aide à restaurer les bâtiments lépreux d'un centre de village, que des commerces et des petites entreprises s'y installent en créant cinq, dix, quinze emplois, il fait reculer la crise économique qui nourrit l'amertume. Quand il finance des voyages d'études - joliment intitulés « Horizons élargis » - pour des jeunes, catholiques et protestants, il combat la paranoïa propre à ce pays où seulement 7 % des gens vivent dans des quartiers mixtes. Et en créant des liens entre entreprises du Nord et du Sud, il espère remédier à cette anomalie: les échanges entre les deux parties de l'île ne dépassent pas 5 % de leur production, le chiffre le plus bas qui existe entre deux pays frontaliers au sein de l'Union européenne.

Chacun, de part et d'autre de cette frontière, a à raconter son lot d'histoires douloureuses: attentats, chantages, enlèvements, meurtres. Avec l'infamie même qui semble caractériser les Irlandais, l'interlocuteur précise le nom de la victime, la date et la circonstance de ce qu'elle a subi, ainsi que la source de l'information (directe ou indirecte). Mais la mémoire rappelle aussi qu'il y eut un temps, avant « les troubles », où l'on vivait normalement. « Ce temps est en train de revenir », exclame Joe McNulty, plein de confiance. Vous voyez, là, ce groupe de touristes? Ce sont les premiers que je vois ici depuis vingt-cinq ans. »

Sophie Gherardi

Le pape appelle à la réunification des Eglises chrétiennes

COUP SUR COUP, Jean Paul II vient d'adresser deux nouveaux signaux aux héritiers de la Réforme (protestants) et aux orthodoxes, en vue d'une réunification des Eglises chrétiennes avant l'an 2000.

Dimanche 30 avril à Trente (Italie), où s'était ouvert, il y a quatre cent cinquante ans, le concile de la Contre-Réforme, il a exprimé son espoir d'aboutir à de nouvelles formulations théologiques communes aux catholiques et aux protestants. Et, mardi 2 mai, il rendait publique une lettre apostolique, *Oriental Lumen* (la lumière d'Orient), pressant les catholiques d'Occident de redécouvrir et de s'approprier les traditions spirituelles, liturgiques, monastiques des Eglises d'Orient, à la fois celles qui sont rattachées à Rome et celles qui en sont séparées depuis le schisme de 1054.

Dix ans après son encyclique sur les « apôtres des Slaves », ap-

pelant déjà l'Eglise à respirer « de ses deux poumons » (Orient et Occident) et quelques semaines avant de recevoir à Rome, pour la première fois, le patriarche oecuménique de Constantinople, Bartholomée 1^{er}, le pape n'ignore pas les impasses du « dialogue de la charité » avec l'orthodoxie.

CONCURRENCES STÉRILES

Depuis la redécouverte de la liberté religieuse dans les anciens pays communistes, comme à travers les conflits dans les Balkans ou au Proche-Orient, renaissent des tensions entre catholiques et orthodoxes, notamment à propos de la propriété d'églises (cédées par les pouvoirs stalinien aux seules Eglises nationales orthodoxes) et des intentions « prosélytes » prêtées à l'Eglise de Rome.

« Au moment où naissent des espérances de plus grande liberté, souligne ainsi Jean Paul II, des frères chrétiens, qui ont été en-

semble persécutés, se regardent avec méfiance et crainte. » Pour lui, c'est un « péché » qui « scandalise des peuples qui cherchent Dieu ». Il dénonce donc les « concurrences stériles »: « Malheur à nous, écrit-il, si l'abondance de l'un engendrait l'humiliation de l'autre », et il invite les catholiques et les orthodoxes à des « actes nouveaux et courageux », afin de faire aboutir, avant l'an 2000, la cause de leur réconciliation.

Dans une prochaine encyclique, le pape doit préciser ses projets oecuméniques. Il devrait notamment revenir sur les désaccords fondamentaux avec les orthodoxes - la place des Eglises locales, la structure synodale ou conciliaire, la primauté de l'évêque de Rome - qui ne sont absolument pas abordés dans cette lettre apostolique.

H. T.

Spécial élection

Les résultats détaillés du second tour à Paris dès 9 h 30 dans les kiosques

Lundi 8 mai

dans Le Monde daté 9

et en direct sur

3615 LE MONDE

Le Monde

à la frontière.
Irlandes
égard de l'IRA
tement nationalistes
s de réconciliation

L'Autriche met fin à la toute-puissance de son secteur nationalisé

Les privatisations rapporteront plus de 25 milliards de francs

Les récents remaniements intervenus dans le gouvernement autrichien n'ont pas modifié l'important programme de privatisations en

cours. Cette politique, qui entame la puissance d'un pôle nationalisé qui régnait dans tous les secteurs d'activités, contrôlant une part impor-

tante de l'économie autrichienne, a été adoptée moins par conviction que sous la contrainte de la dérive budgétaire.

LE PROGRAMME de privatisation en cours en Autriche devrait rapporter à l'Etat, selon les estimations les plus sérieuses, quelque 50 milliards de schillings, soit plus de 25 milliards de francs. Une manne pour le gouvernement de grande coalition qui dirige l'Autriche, aux prises avec des problèmes d'équilibre budgétaire. Selon le ministre des transports et du secteur public, Viktor Klima, le gros de ces privatisations devrait être réalisé d'ici à fin 1996.

Le lancement du programme a été perturbé par les turbulences monétaires mondiales, qui ont obligé à modifier, fin mars, l'offre publique de vente de Boehler-Uddeholm, un des principaux producteurs mondiaux d'acier spécial. La faiblesse des Bourses et du dollar, le retrait subit d'investisseurs étrangers, ont amené les responsables à réduire pour le moment à 27,3 %, contre les 75 % prévus à l'origine, la part des nouveaux partenaires invités à souscrire à une augmentation de capital. L'OIAG, le holding d'Etat qui regroupe les sociétés industrielles privatisables, avec un total d'effectifs de plus de 35 000 salariés, s'est donné jusqu'à 1996 pour mener à terme cette opération.

Août 1995, figure la vente de VA Stahl, qui regroupe les activités sidérurgiques de l'ancien fleuron de l'industrie autrichienne, Voest Alpine, celle du fabricant de machines-outils VA Steinhilber, du producteur de forage et d'équipement pour l'industrie du pétrole Schoeller-Bleckmann et une part qui reste à déterminer de l'OMY (Osterreichische Mineralölverwaltung),

compagnie nationale pétrolière. Cette dernière a cédé en 1994, à travers une augmentation de capital, 20 % de ses parts à l'émirat arabe d'Abou Dhabi. Pour protéger ses intérêts nationaux, l'Etat, qui détient encore un peu moins de 50 % des actions, cherche à garder une minorité de blocage de 25 %.

Dans le secteur des services, une solution est à l'étude pour la Société nationale d'électricité, qui appartient à 51 % à l'Etat, aux termes d'une loi constitutionnelle. Dans ce secteur stratégique, une solution à l'autrichienne semble la plus probable, avec des participations croisées des sociétés d'électricité régionales pour bloquer les appétits étrangers, no-

chische Mineralölverwaltung), pays, qui détient un important portefeuille industriel. Après le retrait du Crédit suisse et du groupe d'assurances allemand Allianz, un consortium national constitué de banques et de compagnies d'assurances austro-italo-allemandes (EA Generali, Commerzbank, Banca Commerciale) et d'industriels autrichiens a déposé une nouvelle offre de 9 milliards de schillings.

Le désengagement de la plus grande banque autrichienne, la Bank Austria - où l'Etat détient 20 % et la municipalité de Vienne 45,6 % - n'est pas d'actualité. La banque devrait cependant se séparer d'une partie de son important portefeuille industriel (plus de 30 000 salariés) dans la perspective d'une restructuration,

Après la fin du gouvernement monocolor socialiste en 1983, les premières privatisations partielles laissent intact le droit de regard de l'Etat. Le débâcle du groupe sidérurgique Voest en 1985, qui a englouti quelque 120 milliards de schillings et coûté plus de 60 000 emplois, la vaine tentative d'eo faire un groupe industriel compétitif sous le nom ambitieux d'Austrian Industries, ont définitivement sonné le glas de cette politique.

Les privatisations réelles ont commencé en 1994 après la recapitalisation des entreprises issues des Austrian Industries. Selon une analyse de la banque américaine Morgan Stanley, le volume des privatisations potentielles représente 2 % du produit intérieur brut (PIB) et 17,5 % du capital en Bourse, ce qui place l'Autriche au quatrième rang des pays européens ayant lancé de grands programmes de privatisation, derrière la Suède (3,9 % du PIB), la Finlande (3,1 %) et la France (2,7 %).

Ce programme de dénationalisation est un défi énorme pour la Bourse de Vienne dont la faiblesse est notoire, avec une capitalisation de 339 milliards de schillings en 1994. Les Autrichiens ne s'intéressent que peu pour le marché boursier, et seulement 4 % possèdent des actions. L'absence de caisses de retraite ou de fonds d'investissement indépendants puissants rend encore plus précaire le placement d'émissions de grande ampleur. Le volume d'émissions était en 1994 de l'ordre de 13 milliards de schilling.

Waltraud Baryli

Bill Clinton présente son projet de loi antiterroriste

WASHINGTON. Deux semaines après l'attentat à la bombe d'Oklahoma City (144 morts selon le dernier bilan), le président Bill Clinton a présenté au Congrès, mercredi 3 mai, un projet de loi controversé visant à lutter contre le terrorisme intérieur. Ce projet, qui reprend les mesures envisagées le 23 avril, « constitue une réponse efficace et globale à la menace du terrorisme, tout en protégeant aussi nos précieuses libertés », a affirmé M. Clinton. Le texte propose notamment d'accroître les pouvoirs du FBI et de faciliter les écoutes téléphoniques. Il donnerait au gouvernement fédéral le droit de faire appel à l'armée lorsque des armes chimiques ou bactériologiques sont concernées. Les mouvements de défense des libertés ont sévèrement critiqué cette proposition. - (APR)

Nouvel état-major dans l'épiscopat latino-américain

MEXICO. M^{re} Oscar Andres Rodriguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa (Honduras), a été élu pour quatre ans, mercredi 3 mai à Mexico, président du Conseil épiscopal latino-américain (Celam). Les nouveaux vice-présidents sont Mgr Jaime Ortega Alamino, le premier cardinal cubain, et Mgr Luciano Pedro Mendes de Almeida, président de la conférence épiscopale du Brésil. Parmi les objectifs fixés par le Celam figurent la lutte contre les sectes, la pastorale des indiens, et les relations entre la foi chrétienne et les cultures autochtones. Au sein d'un épiscopat latino-américain, dominé désormais par des tendances conservatrices, le pape vient de désigner le nouvel archevêque de San Salvador (au siège de Mgr Oscar Romero, assassiné en 1980 par les Escadrons de la mort) : il s'agit de Mgr Fernando Saenz Lacalle, membre de l'Opus Dei.

ÉTATS-UNIS

■ Deux hauts fonctionnaires du département d'Etat ont demandé, mercredi 3 mai, leur mutation pour protester contre la décision américaine de rapatrier dorénavant les Cubains interceptés alors qu'ils tentent de fuir l'île pour gagner les Etats-Unis. Il s'agit de Dennis Hays, chef du bureau des affaires cubaines, qui a mené la délégation américaine lors des dernières négociations avec La Havane sur les questions migratoires, et de son adjointe Nancy Manson. - (APR)

■ Le directeur du Musée de l'air et de l'espace de Washington, Martin Harwit, a démissionné de ses fonctions mardi 2 mai. Des associations d'anciens combattants et des républicains du Congrès avaient vivement critiqué son projet d'exposition (finale abandonnée) sur les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, qui donnait, selon eux, l'impression que les Etats-Unis étaient coupables d'avoir eu recours à la bombe atomique, mais passait sous silence les responsabilités du Japon dans le déclenchement du conflit. - (APR)

■ Seize policiers d'un commissariat du quartier du Bronx à New York ont été mis en examen, mercredi 3 mai, pour corruption, vols, usage excessif de la force, parjure ou faux témoignages, a annoncé le chef de la police de la ville, le commissaire William Bratton. Ces policiers volaient notamment la drogue trouvée sur les suspects pour la revendre. - (APR)



RENAULT 19 STORIA
31 EQUIPEMENTS DE SERIE
A PARTIR DE

86.100 F*

JUSQU'AU 31 MAI,
VOTRE RENAULT 19 STORIA ET
SON ENTRETIEN PENDANT TROIS ANS
A PARTIR DE 1144 F PAR MOIS (1)

INCOMPARABLE !

* Offre valable jusqu'au 31 mai 1995 pour tout achat d'une Renault 19 Stória 1.4 E.A.M. 95 - Prix tarif 2119 au 02/01/95 : 99 100 F TTC duquel vous pouvez déduire, si votre véhicule de reprise a plus de 10 ans, 5 000 F d'aide gouvernementale et 8 000 F offerts par votre concessionnaire.

(1) Offre valable pour tout achat d'une Renault 19 Stória A.M. 95 Prix tarif 2119 au 02/01/95 : 99 100 F TTC. Exemple de crédit sur 60 mois avec un apport comptant de 10 % minimum. Coût total de l'achat avec contrat d'entretien : 104 117 F. Paiement comptant du contrat d'entretien (36 mois ou 30 000 km) : 5 017 F, plus un apport comptant de 50 100 F (duquel vous pouvez déduire, si votre véhicule de reprise a plus de 10 ans, 5 000 F d'aide gouvernementale et 8 000 F offerts par votre concessionnaire). Montant financé : 49 000 F, soit 60 mensualités de 1 143,95 F. Coût du crédit : 19 637 F. Coût total de l'achat à crédit 123 754 F.T.E.G. 14,15 %. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC, SA au capital de 400 000 000 F, 14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-le-Grand - RCS Bobigny B 702 002 221.

Prestations couvertes par le contrat d'entretien : les opérations de vidange, d'entretien et de contrôle aux périodicités prévues par le constructeur, y compris la main-d'œuvre et la fourniture des lubrifiants et pièces nécessaires à ces opérations. Les réparations mécaniques et électriques permettant une utilisation normale du véhicule. Prestations d'assistance en cas d'immobilisation prolongée du véhicule suivant les conditions du Contrat d'Entretien Renault.



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

حکذا من الاصل

6

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 5 MAI 1995

RACISME De 15 000 à 20 000 personnes ont manifesté mercredi 3 mai à Paris pour exprimer leur indignation après le meurtre de Brahim Bouraam, le 1^{er} mai pendant

la manifestation du Front national. François Mitterrand était venu auparavant se recueillir sur les lieux du meurtre. Des manifestations ont aussi eu lieu à Bourges, Orléans,

Lyon, Toulouse, Albi, Tarbes, Nancy, Colmar et Strasbourg, et d'autres sont prévues jeudi et vendredi. ● M. LE PEN a attribué de nouveau la responsabilité de cet « in-

cident » aux forces de police, parlant d'un « complot » contre son mouvement. ● M. MÉHAIGNERIE a annoncé mercredi l'ouverture d'une information judiciaire par le

parquet de Paris pour assassinat. Sur les trente membres de la mouvance des skinheads placés en garde à vue à Paris, vingt-neuf ont été relâchés.

La manifestation antiraciste de Paris dénonce le Front national

A l'appel de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives, entre 15 000 et 20 000 personnes ont manifesté près des lieux du meurtre de Brahim Bouraam, après que François Mitterrand fut venu rendre hommage au jeune Marocain

« ICI LES IDÉES du Front national ont tué le 1^{er} mai 1995. » En mémoire de Brahim Bouraam, les militants du MRAP ont scotché l'affichette en lieu et place de la plaque « Pont du Carrousel ». A 17 heures, le pont qui mène au Louvre coule déjà sous les manifestants : ils seront de 15 000 à 20 000. Sur la rive droite de la Seine, quelques badauds allongés profitent de l'ardeur du soleil, tandis que nul ne songerait en face, sur la rive gauche, à violer « le lieu du crime », les pavés de la berge d'où fut jété le jeune Marocain. On y voit les gerbes fraîchement déposées par les états-majors de la campagne présidentielle, celle de François Baroin, porte-parole de Jacques Chirac, celle d'Henri Emmanuelli au nom du PS. Et à ceux qui arrivent, on murmure que

François Mitterrand est venu se recueillir une heure auparavant et le ter un brin de muguet. « Ce crime, je le ressens comme une grande souffrance », a déclaré le chef de l'Etat. Je ne dirais pas comme une honte, car ce n'est pas le pays qui a voulu cela, mais une minorité de gens déformés, détournés, dévoyés. »

Après une bonne heure de rassemblement confus et avant qu'une minute de silence ne soit requise à la mémoire de Brahim, un représentant de l'Association française des travailleurs marocains lit un texte commun à la soixantaine d'associations ayant appelé au rassemblement dans le sillage de SOS-Racisme. D'emblée, le ton est donné : « Le Front national est directement responsable de la mort de Brahim, comme il est responsable de la multiplication des violences et des

agressions qui se multiplient désormais lors de chacune de ses manifestations ou apparitions. » Au loin, un anonyme est vivement applaudi quand il ajoute : « Et Pasqua aussi ! »

Excepté Robert Hue qui se fraie difficilement un passage, les hommes politiques ont déjà quitté le devant de la scène : Henri Emmanuelli, Jack Lang, Pierre Mauroy, Martine Aubry pour le Parti socialiste, Gisèle Moreau et Jean-Claude Gaysot pour le Parti communiste, le comédien Roger Hanin... Le neveu de Brahim, ainsi qu'un parent éloigné, ont eux aussi laissé place aux manifestants. Dans le carré de tête, de nombreux représentants d'associations de défense des droits de l'homme et de lutte contre le racisme ou l'antisémitisme - SOS-Racisme, le MRAP, la LICRA... - ou d'organisations syndicales - CGT, CFDT, FEN, Fédération syndicale unitaire (FSU)... et, parmi eux, M^g Jacques Gail-



ont-Le Pen. On réclame l'interdiction de manifester pour le parti d'extrême droite, voire sa dissolution. « Attention danger », indique un panneau traçant une pente ascendante de 15 %. Sur leur bande-roule brouillonne, les Sections carrement anti-Le Pen (SCALP) ne veulent « pas de quartier pour les fascistes » et aussi « pas de fascistes dans les quartiers ». Tandis que les militants de Ras-1-Front scandent : « Le Pen, t'es fou, la racaille est dans la rue. »

Un peu plus loin, un crâne rasé, qui en d'autres lieux ferait frémir, distribue... des tracts des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et demande « l'abrogation des lois Pasqua ». Trois lycéennes arborant les badges de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDEL) plaident pour le « droit du sol » et disent leur dégoût de « la France telle qu'elle est ». Un enfant, sur les épaules de son frère, crie que « la terre est à tout le monde », quand une mère de famille cherche ses mots. Elle est là « contre le racisme », simplement. « Mon grand-père est mort quel-que part entre le Somme et Verdun, rappelle un ingénieur lyonnais, et je ne compte pas ceux qui, dans la tribune de mon père, sont partis en 1940. Il ne faut pas l'oublier. » Il s'indigne

cependant, lui, des « difficultés à mobiliser contre le racisme ordinaire » et constate qu'« il est plus facile de le faire sur l'Holocauste et l'antisémitisme ».

Hétéroclite, le cortège remonte l'avenue de l'Opéra et brasse pélemêle les résidents de la Maison du Maroc à la cité universitaire, des partisans du Front de libération nationale du Sri Lanka, des maçons du Grand-Orient de France, les agriculteurs de la Confédération paysanne (proche de la gauche), des travailleurs turcs, des maires communistes en écharpe, venus de l'Essonne, des Hauts-de-Seine ou de Charny (Val-de-Marne), ou encore des cadres sortant tout juste de leur travail, évitant une cohorte anarchiste. Aux relatifs silences des premiers rangs succèdent le bruit et la rumeur des suivants, nettement marqués à gauche.

Moins de deux heures après s'être ébranlé au Carrousel, le cortège des manifestants s'évanouit devant l'Opéra. Poings en l'air devant les terrasses du bien nommé Café de la paix, les militants de Lutte ouvrière entonnent une dernière fois le refrain de l'Internationale. Niché dans une poussette sous la banderole d'une association culturelle turque, un bambin aux boucles blondes agrippe encore, sans mot dire, le morceau de carton que sa mère a glissé sur lui pour que chacun avance, comme il est écrit : « main dans la main contre la haine raciste ».

Jean-Michel Dumay

Un appel dénonce les « fausses valeurs » du FN

Des personnalités ont publié, jeudi 4 mai, un texte destiné à MM. Chirac et Jospin, où on lit notamment : « Cette campagne électorale s'achève par la mort d'un homme à Paris alors qu'elle avait débuté par un meurtre à Marseille. A l'époque, les chefs du Front national avaient parlé de « légitime défense » sachant que la victime avait reçu une balle dans le dos. Quand un jeune homme meurt noyé après avoir été précipité dans la Seine, ce n'est pas un « incident », c'est un crime ou un assassinat. (...) Les deux candidats encore en lice pour le second tour de cette élection présidentielle ne doivent avoir de cesse de dénoncer les thèses, les méthodes et surtout les fausses valeurs du Front national. (...) Parmi les signataires : l'abbé Pierre, François Bédarida (historien), Olivier Duhamel (professeur d'université), Yves Duteil (chanteur), André Glucksmann (philosophe), Roger Hanin (comédien), Jean-François Halin (Guignol de Pinof), Diane Kurys (cinéaste), Jean Lacouture (journaliste), Jean-Luc Lahaye (chanteur), Bernard-Henri Lévy (philosophe), Albert Mallet (psychologue), Frédéric Mitterrand (producteur), Clèves Perrault (écrivain), Henri Rouso (historien) et Pierre-André Taguieff (sociologue).

« CARRÈMENT ANTI-LE PEN »

A plusieurs reprises, un slogan leitmotiv monte du flot qui roule sur les traces de la manifestation du FN du 1^{er} mai : « Le Pen assassin ! » ou encore « Le Pen à la Seine ! ». « Front national coupable ! » et, parfois, « Posquos complice ! ». Deux enseignements, venus « pour témoigner », avouent leur « étonnement » devant la tournure politique de la manifestation, qu'un étudiant, brandissant sa pancarte « Halte au F-Hoïne ! », annonce « carrément

M. Le Pen parle de « complot » contre son mouvement

Le président du FN votera « blanc » au second tour

CROQUIS À L'APPUI, Jean-Marie Le Pen a tenu, mercredi 3 mai, sur TF 1, de persuader les téléspectateurs que le meurtre de Brahim Bouraam, commis alors que ses militants et sympathisants célébraient la fête de Jeanne d'Arc, le 1^{er} mai, « n'a rien à voir avec le Front national ». Interrogé sur les responsables de ce meurtre, qu'il décrit comme « peut-être une affaire de droit commun, peut-être une affaire de racisme banal », le leader d'extrême droite pointe du doigt les forces de police et l'escadron de gendarmes mobiles qui se trouvaient près des lieux, car son organisation, dit-il, « n'est pas chargée de faire la police des rues ». Occultés les témoignages selon lesquels les meurtriers, des skinheads, venaient du défilé frontiste et y seraient retournés s'y cacher. Occultés les liens chaotiques, épisodiques, mais réels entre les skins et le Front national de la jeunesse. Occultés les discours du chef et de ses lieutenants assimilant immigration et insécurité ou chômage, les appels à « la résistance à l'invasion étrangère »

(Le Monde du 28 octobre 1994). Selon le président du FN, il existe des « reds », « skins », « communistes » et des « noirs », qui ont, paraît-il, des « propos nazis ou nazifrontistes » et qui « viennent essentiellement du PSG », club soutenu « par la mairie de Paris ». Et d'évoquer « un véritable complot » contre le Front.

« COMBAT D'OMBRES »

Une thèse que M. Le Pen avait longuement développée quelques temps auparavant sur Radio Courtoisie, une radio d'extrême droite, en parlant d'un « crime politique perpétré sciemment, un véritable complot dans le but de discréditer le FN ». En revanche, c'est à TF 1 qu'il a réservé l'annonce de son vote personnel au second tour, en indiquant qu'il voterait « blanc », comme en 1988. Avec toutefois une différence : il y a sept ans, il avait dit à ses électeurs « pas une voix pour Mitterrand ». Or, cette fois, il a laissé « à chacun sa liberté », en ajoutant cependant un tonitruant « Chirac, c'est Jospin en pire ».

Sur le débat à partir duquel, avait-il expliqué lors de son discours du 1^{er} mai, il devait déterminer sa position, M. Le Pen n'a pas eu de mots tendres. Il s'agissait, a-t-il dit, d'un débat « de hauts fonctionnaires, même pas de directeurs de ministères », « un combat d'ombres » dont il n'est resté « aucune flamme, aucune émotion, aucun élan ». Et tout ce qu'il restait, c'est que « l'argument le plus fort de M. Jospin a été : il veut mieux cinq ans de Jospin que sept ans de Chirac ». A Radio Courtoisie, il avait affirmé tenir « compte de la volonté d'élimination qui est celle de l'état-major du RPR » vis-à-vis du FN. Et M. Le Pen avait, à nouveau, livré son analyse sur « l'impotence, l'impuissance totale des deux candidats à résoudre les problèmes de la France », avant de présenter son parti comme une alternative, en affirmant : « Il n'y a pas d'avenir pour la France s'il n'y a pas d'avenir pour le mouvement national ».

Christiane Chombeau

Une information judiciaire pour assassinat est ouverte par le parquet

LE MINISTRE de la Justice, Pierre Méhaignerie, a annoncé, mercredi soir 3 mai, qu'une information judiciaire pour assassinat sera ouverte par le parquet de Paris à la suite de la mort de Brahim Bouraam, jeune Marocain poignardé dans la Seine pendant la manifestation du 1^{er} mai du Front national.

Sur un total de trente membres de la mouvance des skinheads français placés en garde à vue, mercredi 3 mai, par les enquêteurs de la police parisienne, vingt-neuf ont été relâchés le même jour en soirée, tandis que le dernier était toujours en garde à vue jeudi matin. Une petite vingtaine de ces « crânes rasés » ont reconnu leur présence au défilé du Front national. Ni leur audition ni leur présentation aux témoins du meurtre n'ont toutefois donné, pour l'heure, de résultats probants. Seule une procédure pour détention d'arme de guerre (un colt 45 a été trouvé au domicile de l'un des gardés à vue) a pu être engagée à l'issue de ce premier coup de filet

policiers. Les trois principaux témoins de l'agression - un couple présent sur le quai du Louvre et un homme observant la scène du pont du Carrousel - n'ont pas reconnu les agresseurs parmi les skinheads qui leur ont été présentés. Placés derrière une glace sans tain, les témoins ont vu défiler une série de jeunes hommes au cors d'une décente de « tapissage », comme disent les policiers, qui n'a rien donné.

TÉMOIGNAGE

Le témoignage le plus précis, celui de l'homme présent sur le pont du Carrousel, avait évoqué un agresseur jeune et de « genre skin », aux cheveux clairs et ras, de corpulence moyenne, portant un pantalon de jean noir, un blouson bomber et des chaussures en cuir montantes rangées. Un quatrième témoin avait évoqué un agresseur plus corpulent et âgé d'une quarantaine d'années. Les enquêteurs sont plus réservés sur ce témoignage, dont l'auteur a

observé l'épisode de la rive gauche de la Seine, donc assez loin des faits. De nouveaux témoins, notamment des joueurs de musiques présents sur les quais du fleuve, seront entendus dans le cours de l'information judiciaire contre X... pour assassinat qui devait être ouverte jeudi, dans l'après-midi, par le parquet de Paris. Un minutieux travail de 17, confié à la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, va donc s'ouvrir sous la conduite d'un juge d'instruction parisien. Les enquêteurs tablent sur le manque de discrétion propre aux milieux skins, où tout finit par se savoir lors de soirées arrosées propices aux vantardises, pour obtenir un « tuyau » décisif. Le Front national a continué à l'avance de l'enquête en communiquant, mercredi, des images vidéo sur les skinheads, filmées par son service d'ordre (la délégation à la protection et à la sécurité) pendant le défilé du 1^{er} mai, aux policiers.

Erich Inciyan

Les adieux de l'Elysée

UNE PAGE de l'histoire de France s'est tournée, mercredi 3 mai, à l'Elysée. Pour une ultime séance, un homme qui avait participé à un conseil de gouvernement dirigé par le général de Gaulle, en août 1944, présidait un conseil des ministres de la République française cinquante ans après. A quel-ques jours de la fin de son mandat, François Mitterrand prenait part pour la dernière fois à une de ses réunions où se décide la politique de la France. En cinquante ans de carrière, il y a assisté quelques mille fois, et en a présidé près de trois cents, et en a présidé près de huit cents depuis ce mercredi 27 mai 1981 où il avait eu la joie d'accueillir, dans le palais où il venait d'entrer, le gouvernement de Pierre Mauroy, le premier gouvernement

de gauche de la V^e République. Les aléas électoraux ont voulu que ce soit devant un gouvernement de droite qu'il ait fait ses adieux. Edouard Balladur est certes pour quelques jours encore à Matignon, mais il veut remettre sa démission de premier ministre à l'homme qui l'a nommé, quitte à « expédier les affaires courantes » tant que son successeur ne sera pas désigné par le président que les Français choisiront le 7 mai. La tradition républicaine, de surcroît, veut que le conseil des ministres ne siège pas entre le vote définitif des électeurs et la prise de fonction du nouveau chef de l'Etat.

Cette obligation que lui ont imposée ses concitoyens n'a pas semblé trop chagriner François Mitterrand. A ces hommes et à ces femmes qui furent tous ses adversaires politiques, il a déclaré : « Je finis ma vie politique avec vous. Je ne le regrette pas. » A tous ceux qui regardaient

avec émotion ce salon Murat, où pendant deux ans ils avaient siégé tous les mercredis, se demandant s'ils retrouveraient, un jour proche ou lointain, les dorures des palais ministériels, il a prêté l'optimisme : « Vous avez du temps devant vous. Moi, il m'est déjà en train de refuser. »

« Dignité et émotion » : tous les acteurs de cette cérémonie des adieux en ont gardé la même impression. Jean Mitterrand, le porte-parole du président de la République, qui n'a pas souhaité rendre publique la teneur exacte de ses propos, le confirme. Edouard Balladur, une fois expédié, un ordre du jour parti- culièrement bref, avait donné le ton. D'une voix tendue, et comme le dit un de ceux qui l'ont soutenu jusqu'au bout, « gentiment grave », il a présenté le bilan de son gouvernement, dont il a assuré qu'il avait été « celui du mouvement et de l'innovation ». Il s'est aussi félicité d'avoir

rempli la mission qu'il s'était fixée : « La situation économique et sociale de notre pays s'est améliorée. » Il s'est, enfin, déclaré heureux que « malgré une situation institutionnelle délicate (...), notre pays a vécu dans une certaine sérénité politique, que seule l'approche de l'élection présidentielle a quelque peu troublée, comme il est normal ».

CONSEILS

Devant Alaïo Juppé, à la mine renfrognée d'après certains témoins, l'ancien candidat à la présidence de la République s'est offert le plaisir de donner quelques conseils à ceux qui vont avoir la charge du gouvernement : « D'autres tâches sont devant notre pays : adapter les institutions de l'Union européenne à la situation nouvelle de notre continent ; préserver une stabilité manénaire sans laquelle le grand marché éclatera, on peut le prédire sans aucun risque de

se tromper ; tirer la conclusion qu'il s'impose du tragique imbroglio bosniaque. »

M. Balladur a tenu aussi à rendre hommage à M. Mitterrand, après s'être félicité de « l'efficacité » de leur action commune dans les domaines où elle s'imposait : « Au moment où vous allez quitter votre suprême fonction, après l'avoir exercée plus longtemps que quiconque depuis qu'existe la République, je tiens, M. le président, à vous dire tous les souhaits que je forme personnellement pour vous. Vous avez écrit une page de notre histoire ; vous avez pu y apporter votre marque. N'est-ce pas là, pour qui a consacré sa vie à l'action publique, la plus grande des satisfactions ? » Et devant des ministres dont certains l'avaient trahi dès que la victoire ne lui a plus été promise, il a lancé : « Il faut faire confiance à l'avenir. »

Le rapide survol, fait par M. Mitterrand en un petit quart d'heure, de

sa carrière, a confirmé ce sage précepte. A des ministres qui l'écoulaient avec respect et attention, il a adressé ses remerciements, parlé de son souvenir d'un conseil présidé par Charles de Gaulle, de ceux qu'animaient Vincent Auriol « une époque qui doit pour vous évaluer le XIX^e siècle », ses vingt-trois ans dans l'opposition, « pendant lesquels je ne suis jamais entré dans la sous-préfecture qui faisait face à ma mairie de Châteauneuf-Chinon » ; sa volonté d'accepter deux fois avec sérénité et respect républicain une cohabitation voulue par les Français.

Puis, ironique, il a évoqué cette nouvelle cohabitation « qui se profile », mais, cette fois, « à l'intérieur d'un même camp » : « Elle risque d'être plus délicate, a-t-il dit. Vous allez, peut-être, avoir à en juger. » Un ange est alors passé dans le salon Murat du palais de l'Elysée.

Récit de la séquence France

Jacques Chirac s'en prend vivement au représentant de « l'Etat socialiste »

A Metz, le maire de Paris implique M. Jospin dans le « bilan » de M. Mitterrand

Pour l'avant-dernier meeting de sa campagne du second tour de l'élection présidentielle, organisée mercredi 3 mai à Metz, Jacques Chirac a

adopté un ton beaucoup plus acerbé vis-à-vis de Lionel Jospin qu'au cours du débat qui les avait opposés, la veille, à la télévision. Le maire de Pa-

ris a impliqué l'ancien premier secrétaire du PS et ancien ministre dans le « bilan » des deux septennats de François Mitterrand.

national

et man feste
re Maroccan

METZ. de notre envoyé spécial
Coutoïsis ! Vous avez bien dit : courtoisie ! Une heure après Lionel Jospin et à quelques centaines de kilomètres du Palais omnisports de Paris-Bercy, Jacques Chirac a proposé, mercredi 3 mai, à Metz, un tout autre aperçu du débat politique que celui qu'il avait pu donner, la veille, à la télévision, avec son inséparable concurrent socialiste. Entré en scène en compagnie du président du conseil régional de Lorraine, président du Parti républicain, Gérard Longuet, qui, pour l'occasion, n'a pas eu droit à la parole, le maire de Paris a attaqué, d'emblée : « Le candidat socialiste, je l'ai remarqué, voudrait se présenter comme un nouveau-né de la politique et apparaît dans cette campagne comme débarrassé de tout passé. Il ne serait pour rien dans le bilan de ces deux septennats socialistes ! »

Paraissant de nouveau plus sûr de lui et se détachant plus souvent que d'ordinaire du texte de ses discours, M. Chirac a martelé : « On était donc M. Jospin de 1981 à 1993, alors que le nombre des chômeurs passait de 1,5 million à 3 millions ? Ou était donc M. Jospin quand la politique du logement, conduite par les socialistes, réduisait à deux cent cinquante mille les

mises en chantier, c'est-à-dire au niveau atteint en 1954, quand l'abbé Pierre lançait ses premiers appels ? Mais où était donc M. Jospin entre 1981 et 1993, alors que la délinquance progressait de 60 %, toujours au détriment des plus faibles ? »

Chez M. Chirac, les discours d'avant le premier tour s'en prenaient surtout à des « on », par nature impersonnels, à des « certains », qu'avec un peu

« Je récusé les thèses de ceux qui font des étrangers la cause de tous nos maux »

d'expérience on identifiait déjà mieux, à une technocratie qui n'avait guère d'étiquette politique, à des « élites » qui n'avaient pas de racines sociales. La plus grande partie du discours du second tour est désormais consacrée à la dénonciation de « l'Etat socialiste », responsable de la crise économique et sociale et d'une double « faillite, morale et politique ».

« C'est un fait : le socialisme n'a pas été social », lance le candidat. A la tribune, le maire de Metz, Jean-Marie Rausch, qui fut centriste, puis ministre d'« ouverture » en 1988 – et jusqu'en octobre 1992 – avant de devenir plus récemment balladurien, applaudit. Il n'est pas le seul : non loin de Pierre Messmer, ancien premier ministre de Georges Pompidou, et d'André Rossignol, ministre de la fonction publique et président du Parti radical, le sénateur (RPR, balladurien) Christian Poncelet, président du conseil général des Vosges, a cru devoir donner la cadence, quand a retenti l'hymne de campagne de M. Chirac. An pied de l'étréade, un jeune homme porte à bout de bras une affiche de sa composition : « Le père Lionel est une ordure ».

On est au second tour. Toutes les voix sont bonnes à prendre pour s'épargner « une troisième aventure socialiste ». A bien écouter M. Chirac, « le candidat du Parti socialiste ne sait pas » grand-chose. Il a tout faux, par exemple, pour « asseoir le progrès social », « faire reculer le chômage » ou « libérer les initiatives ». Il n'est pas jusqu'à l'ancien président de la Commission européenne qui ne se prenne cette volée de bois vert, dont on pressent qu'elle vient de loin : « Je constate que Jacques Delors, qui ne manque jamais une occasion de me donner une leçon, continue d'opposer le salaire et l'emploi. Comme si son bilan de ministre des finances, avec trois dévaluations de 1981 à 1984, lui donnait une autorité particulière en matière économique ! Il devrait être plus discret lorsqu'il critique ses adversaires politiques ».

Quant à « ceux qui ont voté d'ignorer », ils sont priés, courtoisement mais fermement, de se reporter à la collection complète des discours de campagne de M. Chirac. L'ancien président du RPR aborde là le thème de l'immigration, et il dément que son discours ait pu varier, un soir à Orléans, au lendemain du premier tour (Le Monde du 27 avril). En effet, auparavant, le candidat d'« ouverture » parlait pratiquement pas ; ce n'était pas, alors, l'une de ses principales préoccupations.

CONTRE LE FRONT NATIONAL

A Metz, où, le 23 avril, avec 21,10 % des suffrages exprimés, M. Le Pen a devancé, dans l'ordre, Edouard Balladur (20,97 %), Lionel Jospin (20,71 %) et Jacques Chirac (19,27 %), le maire de Metz s'est félicité d'avoir « au moins réussi ça », la veille au soir, lors de son face-à-face télévisé, c'est-à-dire le renouveau du candidat socialiste à abroger, purement et simplement, les « lois Pasqua » sur l'entrée et le séjour des étrangers.

Sans ménagement et non sans

quelque panache, il a surtout renvoyé dans leurs cordes les gourous de l'électorat lepéniste. « Je récusé, a-t-il dit, les thèses de ceux qui font des étrangers la cause de tous nos maux et qui ne voient de solution que dans leur expulsion. Cette attitude extrême est, non seulement inacceptable sur le plan moral, mais sans rapport avec les vrais problèmes qui se posent à nous. Je ne me reconnais pas davantage dans l'attitude du candidat socialiste, qui s'accrocherait volontiers de frontières-passaires (...). Nous devons rester fidèles à une politique d'intégration généreuse, dans la tradition de notre pacte républicain. Nous devons garantir aux étrangers qui vivent dans le respect de nos lois un mode de vie équivalent à celui de nos nationaux. Mais nous devons, aussi, contrôler plus strictement nos frontières, car la France n'a pas les

M. Giscard d'Estaing vote Chirac

Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a appelé, mercredi 3 mai, sur France 2, à voter pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle, en « souhaitant qu'il devienne un grand président pour la France ». « Les Français ont intérêt à ce que le président de la République soit bien élu ; c'est la raison pour laquelle je leur demande de voter pour Jacques Chirac », a déclaré M. Giscard d'Estaing. « Gagner avec une petite marge, ce n'est pas une bonne chose », a-t-il souligné. De son côté, Raymond Barre devait participer, vendredi 5 mai, à la dernière réunion publique de Jacques Chirac, à Lyon.

moyens d'accueillir – ce qu'un précédent premier ministre, par ailleurs socialiste, appelait, à juste titre – toute la misère du monde ».

Au terme de son propos, plus loquax d'ordinaire, le nouvel avocat du pacte républicain, pour lequel le clivage droite-gauche n'existerait plus, n'a cependant été trahi que par les siens. « Si les droits de l'homme, la justice, la solidarité et la tolérance sont, d'après certains intellectuels, des valeurs de gauche, alors je veux bien être de gauche », a-t-il confié. Silence dans la salle. « Mais si le respect de la loi, la sécurité des biens et des personnes, la garantie de l'ordre public, la fierté d'être Français sont, selon les mêmes, des valeurs de droite, alors je veux bien être de droite ». Applaudissements nourris. « A vrai dire, précisez-le, je me sens surtout républicain ».

Jean-Louis Saux

Lionel Jospin croit en sa « force tranquille »

Le candidat socialiste a rassemblé, mercredi 3 mai, près de 20 000 sympathisants au Palais omnisports de Paris-Bercy

LIONEL JOSPIN a rempli Bercy ! Ils furent près de 20 000 à remplir, mercredi 3 mai au soir, le Palais omnisports de Paris, pour épauler le candidat de la gauche débouchant du dernier tournant de cette campagne. Toulouse jeudi soir, puis un ultime « raid », vendredi, sur Caen, Mulhouse et Besançon et les dés pourront rouler. Le grand tournon télévisé de la veille avec M. Chirac n'avait rien rétréci les ardeurs des sympathisants accourus de toute l'Île-de-France et du Nord. Mais il y avait surtout cette affluente de jeunes, chahuteurs, optimistes, exprimant gouaille et fantaisie à chaque fois que le nom de M. Chirac résonnait dans ce palais débordant d'enthousiasme. Car on était loin de cette courtoisie républicaine de la veille sur le petit écran. M. Jospin ne ménagea pas son adversaire et cette foule s'en trouva fort aise.

Dans les premiers rangs, le parterre des éminences socialistes et socialisantes, tous courants confondus, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Robert Badinter, Martine Aubry, Bernard Kouchner et Jack Lang revinrent dont on ne sait plus où. Derrière, les membres distingués du comité de soutien. Et puis sur le parquet et dans les hauts gradins, tous ces supporters faisant la « ola », dansant pour s'échauffer sur les rythmes « afros » de Touré Kounda et brandissant des banderoles diverses. Celle historique de la section d'Épinay-sur-Seine, celle surprenante de « Blois, avec Lionel », celle poétique « Avec Lionel, la victoire sera belle », celle « guignolesque » : « Lionel devant, l'autre pomme derrière ».

« SENTIMENT DE HONTE »

Cette fête fut pourtant dérangée par « ce sentiment de honte et de colère » que devait, au nom de tous, exprimer M. Jospin, après la mort de Ibrahim Bouraam. Plus tôt, un peu plus loin sur la même rive de la Seine, ils avaient été beaucoup à manifester au poot du Carrousel. Leurs pancartes étaient à Bercy : « Le racisme est un affront national », « Interdiction du Front national », « Le Pen assassin ». M. Jospin a dénoncé « ce crime raciste », réclamé une surveillance plus étroite de la part des forces de police pour les manifestations du FN et exprimé aussi « sa fierté de voir que le président François Mitterrand, au nom de la communauté nationale tout entière, ait été se recueillir sur l'ombre passée de ce jeune Maroccan, tué par la violence et la bêtise ».

Cet hommage rendu, M. Jospin s'est efforcé de parfaire la mobilisation générale pour le 7 mai. « Je suis avec vous ce soir à Paris pour

gagner, a-t-il lancé. Malgré le rapport de forces politique (...), je crois que même si c'est difficile, c'est possible. Au premier tour, nous avons créé une première surprise, il nous reste au second tour à en créer une deuxième et, ensemble, nous en surprendrons bien d'autres dans les années qui viennent ».

Le candidat de la gauche a exprimé devant son auditoire ce double avertissement. « Ne pas considérer que la campagne présidentielle du second tour s'est achevée avec le face-à-face » de mardi soir. « Rester fort, dispos et calme » jusqu'à dimanche. M. Jospin a considéré que « l'effet » de son débat avec M. Chirac « sera positif dans l'opinion », persuadé d'avoir pu achever son entreprise de démystification du « nouveau » Chirac. « Le Jacques Chirac social-républicain a quitté la scène malgré quelques références mécaniques, a-t-il dit. Il s'est totalement recalé à droite, c'est pour cela qu'il faut que le peuple français le recalé ».

« DEUX VISIONS DIFFÉRENTES »

« Immobilité sur le plan institutionnel, a-t-il déploré, retour en arrière vers les habitudes de l'Ent-RPR, fatalisme et passivité en matière de lutte contre le chômage (...) : tel est le cocktail tout à fait à droite que nous a servi M. Chirac. « Malgré le climat de courtoisie » de ce débat, a ajouté M. Jospin, « ce sont deux visions différentes de la société et de l'action politique et même deux hommes différents qui se sont confrontés devant dix-huit millions de Français ». Promettant aux Parisiens de « leur laisser leur maire », M. Jospin s'en est pris enfin « à cette incapacité chez lui à répondre vraiment aux grands problèmes du moment », provoquant de « cette vision tellement traditionnelle de la société et du pouvoir qu'elle le met peu à même de comprendre les évolutions du monde actuel et une difficulté à anticiper l'avenir ».

S'attardant sur ses propositions notamment en faveur de l'Europe et de l'environnement, M. Jospin a invoqué, pour la première fois, le slogan « mythique » de M. Mitterrand – celui de « la force tranquille » de la présidentielle de 1981 – pour annoncer, quoi qu'il advenne le 7 mai, de nouvelles riches heures pour la gauche et sans doute pour lui-même. « La fin d'une campagne, a-t-il lancé, ce n'est pas la fin de quelque chose, c'est le début d'autre chose. Pour ce qui me concerne, en aucun cas cette énergie, cette volonté de convaincre, cette force tranquille – pourquoi ne pas le dire ? – qui m'a habité, je ne la laisserai retomber ».

Daniel Carton

La revanche d'Alain Madelin

POUR Alain Madelin, c'est une sorte de revanche. Sentant tourner le vent de l'histoire, les gros bataillons de l'UDF viennent de lâcher Edouard Balladur. Vice-président de l'UDF, des composantes, le Parti républicain, ancien de la « bande à Léo », il s'est rangé, lui, derrière Jacques Chirac alors que celui-ci, à l'hiver, était au plus bas dans les sondages. Mieux que cela : le ministre des entreprises est devenu, aux côtés d'Alain Juppé et de Philippe Séguin, l'une des pièces maîtresses de son dispositif présidentiel.

Pourtant, durant la première cohabitation, celle de 1986-1988, rien ne laisse présager que les chemins de M. Balladur et de M. Madelin puissent un jour diverger. L'autoritarisme et les arbitrages du premier, qui était alors ministre des finances, agaçaient parfois le second, à la tête du ministère de l'Industrie, mais entre les deux hommes, il y avait une véritable entente, au moins sur le plan des idées. En 1993, c'était toujours le cas. Rentrant un jour d'un déjeuner en tête-à-tête avec le futur premier ministre, au cours duquel ce dernier lui avait présenté son *Dictionnaire de la réforme*, M. Madelin exultait et annonçait à ses proches la bonne nouvelle : « J'ai enfin rencontré un vrai libéral ! ».

Cependant, les choses se gâtent vite. D'abord, à la veille des élections législatives, il multiplie les déclarations contre la politique monétaire orthodoxe de la Banque de France, ce qui n'a pas l'heur de plaire au futur premier ministre. Quand celui-ci arrive à Matignon, il faut donc que Nicolas Sarkozy insiste pour que M. Madelin devienne ministre – « ministériel », se moque-t-on à l'époque – des entreprises, alors qu'il rêvait d'obtenir un grand portefeuille, celui du travail.

CONSTRUCTIONS INTELLECTUELLES

Même s'il se sent à l'étroit dans ce petit ministère, il est fait pour lui. De son passé de militant d'extrême droite à l'Occident, il a gardé la passion pour les batailles d'idées dans des petits laboratoires. « Il a le goût des constructions intellectuelles complexes, qui ressemblent à de gigantesques cathédrales », dit de lui l'un de ses amis. Il se prend donc au jeu et, dans les premiers mois, bombarde Matignon de notes de réflexion, un jour sur la fiscalité, pour chanter les louanges de la courbe de Laffer (qui soutient que « trop d'impôts tue l'impôt ») – on en fit encore au ministère du budget –, le lendemain sur la politique monétaire, pour que l'on change de



ALAIN MADELIN

cap. Invariablement, les pensées « madeliniques » atterrissent au même endroit : dans la poubelle de Nicolas Bazire, le directeur de cabinet de M. Balladur.

Une seule fois, le premier ministre hésite. En pleine crise monétaire, à l'été 1993, les arguments hétérodoxes de son ministre des entreprises l'ébranlent, et il envisage, durant quelques heures, de modifier le cap de la politique monétaire, avant d'y renoncer. M. Madelin en prend ombrage et finit par se convaincre que le premier ministre n'est décidément pas le réformateur qu'il pensait. Mais que faire ? Percuter la direction d'un quotidien ou d'un hebdomadaire ? Il en rêve, mais le projet ne se concrétise pas. Abandonner purement et simplement la politique un jour prochain ? Il confie à ses proches qu'il ne l'exécute pas. Pourtant, il ne s'y résout pas et insensiblement se rapproche de M. Chirac. Pour de multiples raisons : parce que le maire de Paris fait campagne sur le thème du « changement » ; parce qu'avec lui, perdu pour perdu, il disposera au moins de cette tribune que M. Balladur lui a refusée.

Dans l'entourage du candidat, il a donc une influence croissante. Lors de l'élaboration de la plateforme électorale, c'est lui l'inspirateur de nombreuses propositions de nature très libérale. A ses proches, il confie même que c'est « son » programme qui a été retenu, celui qu'il a élaboré dans son mouvement Idées-Action. C'est encore lui qui trouve le nom de baptême de la principale disposition chiraquienne anti-chômage : le « contrat initiative-emploi ».

Une sorte de revanche... M. Madelin, qui plaide depuis des lustres pour une grande réforme libérale, sera peut-être, dans l'hypothèse de la victoire de son favori, à l'un des principaux postes de commande, celui du ministère des finances, pour la mettre en oeuvre.

Laurent Mauduit

Dominique Strauss-Kahn « comme un diable »

« JE VIENS d'avoir quarante-six ans, j'ai vingt-cinq à trente ans de vie politique devant moi. Il est temps de commencer à reconstruire. » Fini le dilettante, l'intellectuel désinvolte, l'« universitaire qui s'amuse dans la politique » : cette réputation, qu'il a lui-même accréditée, l'exaspère aujourd'hui. Qu'on se le dise : Dominique Strauss-Kahn a cessé de jouer.

S'il conserve encore ses activités professionnelles (avocat d'affaires) et universitaires (à Paris-X - Nanterre), c'est qu'il lui faut bien gagner sa vie. Ce n'est plus, comme jadis, pour garder plusieurs fers au feu, avec l'arrière-pensée que peut-être, un jour, il renoncera à la vie publique. L'essentiel, désormais, c'est la politique. Sans idées de retour.

C'est que l'horizon s'est enfin dégagé. Pour lui comme pour tous les « quadras » du Parti socialiste et d'ailleurs, la relève de génération est désormais définitivement engagée. « Pour Mitterrand, mais aussi pour Giscard, Balladur, Rocard, Delors, Barre et Chirac, c'est la dernière élection. Après cette échéance il y aura un renouvellement », explique un militant proche de « Strauss », comme on le surnomme en politique. « Une nouvelle ère commence », dit l'an-

cien ministre. Et cela quel que soit le résultat de l'élection...

Un résultat jusqu'ici miraculeux, auquel, pourtant, il ne croyait pas beaucoup au début. Une élection trop péniblement engagée au PS pour espérer un bon score. En Jospinisme de tous jours, « DSK » (son autre surnom) s'est démené pendant des mois « comme un diable » pour, d'abord, pousser « son » candidat à se déclarer, puis pour le faire avaliser par le parti.

CAP SUR LA RENOVATION

Mais c'était bien tard. Tout était à faire. « Le 5 février, on s'est retrouvés tout nus », il a fallu reconstruire un programme, puis convaincre Lionel Jospin de le défendre. « Il a les défauts de ses qualités. C'est un homme rigoureux, d'une honnêteté intellectuelle absolue, mais il n'est pas facile de le faire changer d'avis. Or, au départ, il n'était pas convaincu sur tout, par exemple sur la diminution du temps de travail. L'avantage, c'est que, dès lors qu'il s'est lui-même persuadé, il est très solide sur ses positions ».

Une fois le candidat mûr à point, restait à lancer la vraie campagne. Avec des troupes ridiculemment faibles et le soutien plus que mesuré



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

des caciques du PS. « On a fait la campagne à cinq ou six : Jospin, Martine [Aubry], moi, Moscovici, Cambadéus, puis Vaillant, Allègre, Delanoë et Jean-Marc Ayrault pour le back office, et l'appui de Delors, Rocard et Badinter. J'exagère à peine. » Un boulot de fou. « J'ai retrouvé le rythme du gouvernement : 7 heures - nuit tous les jours ».

C'est dire que le succès du candidat socialiste, au premier tour, a été vécu comme une juste revanche. Une bénédiction qui effaçait tout : les rivalités avec les autres « quadras » du PS, la déception de ne pas s'être vu confier le premier rôle de l'équipe ni, même, la tête du projet, les frictions avec « Martine », dont il

préférait clairement le père. Mais, chut !, on oublie tout : « Aujourd'hui, la dynamique est bonne. On a besoin de tout le monde ; ce n'est pas le moment de taper sur les copains ».

Alors il roule, il « tire la charrette », comme il dit, usant de son esprit et de son charme légendaires, mais aussi de sa crédibilité dans le monde économique et international – avoir été pendant quatre ans ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, cela sert – et, enfin, de ses relations dans la presse – il a épousé Anne Sinclair – pour tenter l'impossible. Sans afficher trop d'ambition.

Il le répète : sa tâche prioritaire, c'est la « rénovation » politique, qui va bien au-delà du PS et doit concilier, au sein d'une « nouvelle alliance », les classes moyennes et les plus défavorisées. Vaste programme, qu'il entame avec la conviction que l'ère du libéralisme triomphant est terminée et qu'il va dans le sens de l'Histoire. Sans état d'âme, en commençant par Sarcelles (Val-d'Oise), où, battu de justesse aux élections législatives de 1993, il compte bien gagner les municipales de juin. Que Lionel Jospin soit ou non élu...

Véronique Maurus

حکذا من الاجل

Alain Carignon ne veut pas abandonner la vie politique grenobloise

La droite n'est toujours pas en campagne pour l'élection municipale

Remis en liberté (Le Monde du 4 mai), le maire RPR de Grenoble est mis en examen dans le cadre de l'affaire Dauphiné News. Mais Alain

Carignon n'a pas renoncé à la politique, même s'il ne sera pas candidat en juin à sa propre succession. Alors que la droite grenobloise tentait

d'organiser « l'après-Carignon », ce retour inquiète certains des anciens amis du maire, qui redoutent sa « capacité de nuisance ».

GRENOBLE

de notre bureau régional
Alain Carignon ne sera pas candidat aux élections municipales à Grenoble. Mais son entourage l'affirme dès sa sortie de prison, il mènera sa propre « campagne » pour « retrouver son honneur », devant la justice et ses concitoyens. Pour ceux qui lui sont restés fidèles, cette libération est un « soulagement ». Ils redoutaient de voir comparaître détenu leur maire devant le tribunal correctionnel de Lyon. Les mêmes jugent « excessive » la sévérité des magistrats à l'égard d'un élu qui, prétendent-ils, « n'a jamais été un homme d'argent ». Ceux-là sont prêts, une nouvelle fois, à se mobiliser. Aucun d'entre eux n'est disposé à entendre le sévère « réquisitoire » pour corruption dressé par le juge Philippe Courroye dans l'ordonnance de renvoi signée le 18 avril.

Les adversaires d'hier et d'aujourd'hui d'Alain Carignon laissent, en revanche, transparaître leur inquiétude. Le retour de l'élu RPR dans l'arène politique dauphinoise, qui tente depuis plusieurs mois - notamment à droite - d'organiser « l'après-Carignon », les préoccupe. « Le maire n'a pas perdu son pouvoir de nuisance », commente un de ses anciens partisans. Déjà, depuis sa prison, il distribuait les rôles et il adressait, quand il l'estimait nécessaire, ses ordres. Ainsi, le 12 février, il fit connaître sa décision de ne pas conduire la liste des municipales. Le même jour, il chargeait son premier adjoint, Pierre Gas-

con (CDS), de prendre le relais et de fédérer la majorité sortante. Mais le projet a connu ces derniers temps quelques « ratés ».

Dès la semaine prochaine, « il entend assumer pleinement toutes ses responsabilités » à l'hôtel de ville et au conseil général

Aussi, lorsque le député Richard Cazenave, également conseiller municipal RPR, voulut à son tour conduire une liste, il fut promptement rappelé à l'ordre par le pensionnaire de la prison Saint-Joseph.

Ses menaces, à peine voilées, semblent avoir dissuadé le seul

parlementaire de l'Isère qui ait soutenu la candidature de Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle. Il semblait pourtant le mieux placé pour affronter les trois listes de gauche déjà entrées en campagne, celle du député Michel Destot (PS); l'équipe emmenée par Jean-Philippe Motte (div. g.) qui réunit anciens militants socialistes, Refondateurs et membres du Mouvement des citoyens; celle, enfin, du conseiller municipal écologiste Raymond Avillier, principal « tombeur » du maire.

A droite, à moins de cinq semaines des municipales, seule Françoise Paramelle (UDF), sixième adjointe chargée du logement, a décidé d'entrer officiellement en campagne. Mais pour l'instant, quel qu'on nomme à Grenoble « Modeste propre » - pour avoir, en 1992, refusé de cautionner le financement de journaux de quartiers du maire avec l'argent destiné aux colles de Noël des personnes âgées - n'a reçu le soutien d'aucune organisation po-

litique. « Toutes les conditions ont été créées pour conduire la droite à la défaite. La désignation de Pierre Gascon puis l'élimination de Richard Cazenave traduisent la volonté, programmée par Alain Carignon, de tout faire en l'air. Car il imagine déjà son retour dans cinq ou dix ans, après les quelques années de purgatoire que va lui infliger la justice », explique un élu de la majorité sortante, qui souhaite lui aussi conserver l'anonymat.

Le maire de Grenoble a fait savoir, par l'intermédiaire de ses collaborateurs, qu'il ne présiderait pas le conseil municipal du 4 mai. Mais, dès la semaine prochaine, il reprendra ses activités à l'hôtel de ville et au conseil général. « Il entend assumer pleinement toutes ses responsabilités à la tête de ces deux collectivités », a indiqué son chef de cabinet, Jacques-Emmanuel Saunier.

Toutefois, le fonctionnement normal de ces assemblées risque d'être quelque peu perturbé. Placé sous contrôle judiciaire, M. Carignon n'a pas le droit de rentrer en contact avec un certain nombre de personnes entendues ou mises en examen dans le cadre de son dossier. Ainsi, il ne devrait pas pouvoir présider le conseil général si l'élu du canton de Vif, Denis Bonzy (app. RPR), qui fut son directeur de cabinet à la mairie de 1983 à 1986, se présente dans l'hémicycle; ou encore si Guy Névache (ancien élu PS rallié en 1989), adjoint aux grands travaux, pénètre dans la salle du conseil municipal.

Claude Francillon

Le patrimoine de M. Mitterrand a peu varié depuis 1981

Sa déclaration de biens est publiée au « J.O. »

LA DÉCLARATION patrimoniale de fin de mandat du président de la République, publiée au Journal officiel du mercredi 3 mai, ne révèle pas d'évolutions sensibles de son patrimoine. C'est du moins ce qui ressort de sa comparaison avec celle qu'il avait remplie avant d'accomplir son second septennat, ainsi qu'avec la liste des informations qu'il avait rendues publiques en mai 1981. On apprend toutefois que M. Mitterrand est assujéti à l'impôt sur la fortune. C'est la troisième fois que le président fait état de son patrimoine. Le 22 mai 1981, alors qu'aucun texte ne l'y contraignait, il avait décidé de rendre publiques « les informations que les Français sont en droit d'attendre de celui qu'ils ont choisi pour assumer la plus haute charge de l'Etat ». Le service de presse de l'Elysée en avait diffusé le contenu, qui avait également été adressé au premier président de la Cour des comptes.

Cette démarche a sans doute inspiré la loi organique du 11 mars 1988, relative à la transparence de la vie politique. Ce texte, qui modifie la loi du 6 novembre 1962, relative à l'élection du président de la République au suffrage universel, prévoit que les candidats à l'élection présidentielle doivent remettre une déclaration patrimoniale au Conseil constitutionnel. Ils doivent s'engager à en déposer une autre « un mois, au plus tard, avant l'expiration » du mandat qu'ils rempliront s'ils sont élus. M. Mitterrand s'était soumis à la première obligation le 29 mars 1988, alors qu'il postulait

à un second septennat. Il vient de se plier à la seconde, ses fonctions devant prendre fin le 20 mai 1995. On ne sait si le léger retard avec lequel sa déclaration est publiée au Journal officiel est imputable à l'Elysée ou au Conseil constitutionnel.

Comme le prévoit la loi organique de 1988, sa déclaration porte sur « la totalité de ses biens propres, ainsi que, éventuellement, ceux de la communauté ou les biens réputés indivis », mais pas sur les biens appartenant exclusivement à son épouse. Elle montre que M. Mitterrand est assujéti à l'impôt sur la fortune. Comme l'impose une loi organique du 19 janvier 1995, ses biens sont évalués à la date « du fait générateur de la déclaration »; autrement dit, c'est leur valeur actuelle qui est indiquée, et non plus leur valeur d'achat, comme en 1988, ce qui explique certaines variations importantes en matière d'immobilier.

Le président de la République est assujéti à l'impôt sur la fortune

Sont déclarées « (changées par rapport à la déclaration initiale du 29 mars 1988) » les valeurs d'une résidence principale située 22, rue de Bièvre, à Paris, d'une propriété en indivision située à Cluny (Saône-et-Loire), d'un terrain à Planchez-en-Morvan (Nièvre). Rue de Bièvre, M. Mitterrand possède un hôtel particulier de 253 mètres carrés, et non plus 166, comme il l'avait mentionné en 1981. Cette demeure est acquise, en 1971, pour la somme de 380 000 francs. Sa valeur déclarée au titre de l'impôt sur la fortune de l'année 1994 s'établit à 4,7 millions de francs. La propriété de Cluny, que M. Mitterrand a héritée en 1971 de ses parents, vaut 243 300 francs, soit 6 400 francs de plus qu'en 1988. L'étang, acheté en 1979, pour la somme de 10 000 francs, en représente plus de 30 000 aujourd'hui.

M. Mitterrand possède une résidence secondaire à Latche, hameau situé sur la commune de Soudons, dans les Landes. La valeur déclarée de cette propriété, achetée en 1965 pour la somme de 4 500 francs, s'établit aujourd'hui à 1,1 million de francs. Seule la valeur des terrains qui l'entourent a changé depuis 1988, indique M. Mitterrand, leur superficie étant passée de 22 à 37 hectares. Un terrain acheté en 1971 à Hossegor, dans les Landes, pour la somme de 23 895 francs, a été vendu en 1991 pour la somme de 350 000 francs.

Le chef de l'Etat déclare posséder 22 154 francs (au lieu de 16 000 en 1988) sur un livret A de Caisse d'épargne. Il dispose en outre d'un compte au Crédit lyonnais, dont l'approvisionnement est de 232 784 francs (au lieu de 483 390 francs en 1988). La valeur du mobilier inscrite dans les contrats d'assurance n'a guère subi de modifications. Elle s'élève à 2,4 millions de francs pour les résidences de Paris et de Latche.

En sa qualité de président, M. Mitterrand a reçu « un très grand nombre de cadeaux officiels », qu'il a décidé de donner à la nation, à travers quatre dépôts: musée du Septennat à Châteaumeunier (Nièvre), bibliothèque de Nevers (Nièvre), musée de Clamecy (Nièvre), et musée de Jarbaht (Charente). Entre 1981 et 1988, M. Mitterrand avait liquidé le portefeuille d'actions qu'il détenait. En avril 1987, le quotidien Le Républicain avait indiqué qu'il négociait, avec la municipalité de Venise, l'achat d'un petit palais, mais l'Elysée avait démenti cette information.

Yves-Marie Labé

Rafaële Rivals

Bernard Tapie renonce à son mandat de conseiller général des Bouches-du-Rhône

MARSEILLE

de notre correspondant régional
En raison de la loi sur le cumul des mandats, Bernard Tapie, député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône et député européen, a donné sa démission, le 28 avril, de son mandat de conseiller général des Bouches-du-Rhône. Sa décision fait suite au rejet, le 14 avril, par le Conseil d'Etat du recours introduit contre son élection au Parlement européen, en juin 1994. C'est la deuxième fois que M. Tapie est contraint de se démettre de l'un de ses mandats, pour cause de cumul, puisqu'il avait déjà dû renoncer à son siège de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur après son élection au conseil général.

L'ancien président de l'OM avait été élu, le 27 mars 1994, conseiller général (MRG) du 5^e canton de Marseille, l'un des plus anciens bastions du PCF, dans les quartiers populaires formant un tampon entre le centre-ville et les quartiers nord. Après avoir dis-

tancé le candidat sortant communiste, Jean Dufour, au premier tour de scrutin, il avait triomphé, au second tour, de la candidate du Front national, avec 67,83 % des suffrages exprimés.

A la faveur de cette élection, l'homme d'affaires s'était imposé comme le chef de file de la gauche marseillaise, grâce à son succès personnel et aux performances des autres candidats présentés ou soutenus par le MRG qui avaient devancé ceux du PS dans neuf cantons du département. Il avait d'ailleurs aussitôt annoncé qu'il serait candidat à la mairie de Marseille « pour finir de la meilleure manière une belle histoire d'amour ».

INÉLIGIBILITÉ

Aux élections européennes de juin 1994, il avait parachevé sa démonstration, à la tête de la liste de Radical, en obtenant 28,64 % des voix à Marseille et 25,64 % dans le département des Bouches-du-Rhône (contre

6,60 % à la liste conduite par Michel Rocard). Mais ses projets avaient été remis en cause après la confirmation, le 31 mars dernier, par la cour d'appel de Paris, de sa mise en liquidation judiciaire personnelle, entraînant son inéligibilité pour cinq ans. En conséquence, M. Tapie pourrait être démis, à terme, de ses deux autres mandats de député de la 10^e circonscription des Bouches-du-Rhône (Gardanne) et de député européen.

La démission de son mandat de conseiller général va provoquer une élection cantonale partielle, qui pourrait avoir lieu, selon les dates proposées au préfet par le président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, Lucien Weygand, les 2 et 9 juillet prochains. Il est probable que Radical, qui a décidé de faire cavalier seul aux élections municipales, présentera à nouveau un candidat face à ceux du PCF et du PS.

A la suite de la démission de M. Tapie, Radical ne compte plus, an demeurant, que

deux élus et n'est donc plus en mesure de former un groupe distinct au conseil général, où la gauche dispose d'une large majorité avec 33 sièges (20 PS et app., 10 PC, 1 div. g., 2 Radical) sur 53. Depuis son élection, M. Tapie n'avait participé à aucune des séances publiques du conseil général, tout en étant très présent à l'hôtel du département.

Pour les mêmes raisons que M. Tapie, le premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, François Bernardini, député européen, vice-président du conseil général et adjoint au maire d'Istres, a renoncé à son mandat de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il sera remplacé par le suivant de liste, Roland Pavinelli, maire (ex-PS) d'Allauch (commune de moins de 30 000 habitants de la banlieue de Marseille) et conseiller général des Bouches-du-Rhône.

Guy Porte

France 2 obtient la meilleure audience pour le débat entre M. Chirac et M. Jospin

L'émission a progressivement été délaissée par les téléspectateurs des deux premières chaînes

EN MOYENNE, 16,8 millions de téléspectateurs ont regardé le débat télévisé, mardi 2 mai, entre les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle, Jacques Chirac et Lionel Jospin. La comparaison avec le débat du 28 avril 1988 opposant François Mitterrand à Jacques Chirac est aléatoire: il y a sept ans, la comptabilisation de l'audience par l'Institut Médiamétrie se faisait par foyer. En 1995, la mesure a été affinée et comptabilise les individus, grâce au calcul du taux

moyen d'audience qui indique le nombre de personnes possédant un téléviseur branché sur une des chaînes retransmettant le débat. Le 28 avril 1988, Antenne 2 attirait 5,2 millions de foyers (celui-ci comprend en moyenne 2,4 à 3 personnes, mais tous les membres d'un foyer ne sont pas présents devant leur téléviseur à l'instant X). TF1 en intéressait pour sa part 4,6 millions. Le calcul de l'audience par foyer appliqué au débat de mardi 2 mai 1995 donne des chiffres sensiblement équivalents, la base du nombre de foyers s'étant accrue en sept ans et passant de 20 millions à 20,4 millions. Le 2 mai, France 2 réunit en effet 5,2 millions de foyers et TF1 5,1 millions.

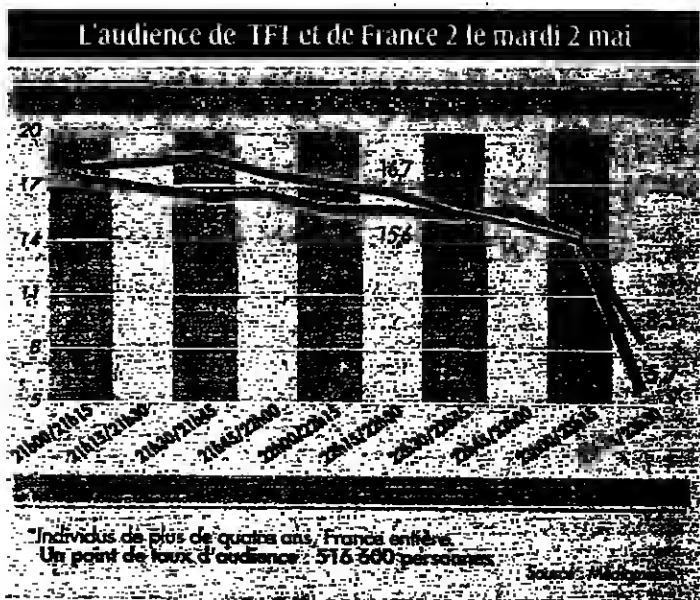
PRIME AU SERVICE PUBLIC
La durée des deux débats a été identique, à une minute près: 2 h 16 en 1988, 2 h 17 en 1995. Ce n'est donc pas un paramètre qui explique le fait que France 2 a, en général, dominé TF1, ainsi que la décroissance de l'audience pendant le débat et entre les chaînes. Parmi les chaînes qui

diffusaient ce débat - TF1, France 2, LCI, Arte et TV5 -, seule l'audience des deux premières était étudiée par Médiamétrie. Elles n'ont pas obtenu le même taux d'audience moyen: France 2 s'arrose la première place, devant TF1, qui est pourtant la chaîne leader; le journal télévisé de la « Une » devance celui de France 2.

MATCH NUL A LA FIN

La domination globale de France 2 serait due à deux raisons. Certains experts citent l'effet « prime au service public », sensible lorsqu'il s'agit d'une soirée à caractère officiel, favorable à France 2, ou ils soulignent les problèmes techniques qu'a rencontrés TF1. Ces « défauts de conformité », que la direction technique de TF1 impute à la Société française de production (SFP, chargée de produire les images) et à Télédiffusion de France (TDF, responsable de l'acheminement des images) ont nu à la qualité de l'image de la « Une » pendant plus d'une demi-heure, au début du débat.

De 21 heures à 21 h 15, le débat



a été suivi par plus de 18 millions de téléspectateurs (9,3 millions pour France 2; 8,9 millions pour TF1).

Le pic d'audience est atteint entre 21 h 45 et 22 heures, quand les deux candidats évoquent l'emploi et le chômage. Le nombre de téléspectateurs décroît ensuite régulièrement. Pen-

dant le dernier quart d'heure, 14,4 millions de personnes regardent encore le débat. Et comme les deux candidats, les deux chaînes font match nul, en obtenant rigoureusement le même score (14,1 points, soit 7,2 millions de personnes).

Yves-Marie Labé

Rafaële Rivals



Comment diversifier le recrutement des élites ?

Les candidats voient dans la prééminence des technocrates un danger pour la démocratie. Hors des grands corps, point de salut pour qui veut faire carrière en politique, dans la haute administration ou dans une grosse entreprise

Le débat du mardi 2 mai entre les deux candidats a été confirmé : la rhétorique du changement est au cœur de la campagne présidentielle. Les arguments échangés ont également démontré qu'il n'existe

pas d'autre politique « étrangère » pour la France. Même si le nouveau président de la République souhaitait la réformer, sa marge de manœuvre serait très étroite (Le Monde du 3 mai).

« Changement » façon Jacques Chirac ou « vrai changement » à la mode Lionel Jospin, la France aspirerait à être gouvernée autrement. Est-ce possible ? Da quelle liberté disposent ceux qui se font

les héritiers de cette formule passe-partout ? Après avoir analysé les contraintes de la politique extérieure de la France, Le Monde s'interroge aujourd'hui sur ses élites. Celles-ci sont-

elles suffisamment diverses ? Remplissent-elles correctement leur mission ? Viendront ensuite des réflexions sur le travail, les libertés et la vie quotidienne.

LE DIAGNOSTIC a été impeccablement formulé par Philippe Séguin : « Il existe une fracture entre les élites et le reste du pays. » Ce jugement date de février 1993 et, depuis, Jacques Chirac en a fait un slogan, son slogan : « La France pour tous. »

Faut-il en conclure avec lui que la France est accaparée par quelques-uns ? Que le fossé se creuse entre les gros et les petits ? Entre les nantis et les exclus ? Que l'économie, la politique et l'administration sont régies par des castes ? Par une caste ?

Le reproche est de toutes les époques et de toutes les latitudes. De toutes les campagnes électorales. L'accusation est-elle pour autant incongrue ? Certes, les Français, indubitablement, en veulent à leurs élites. Au point de s'abstenir à plus de 21 % au premier tour de l'élection présidentielle, un taux inédit depuis les lendemains de mai 1968. Et d'accorder près d'un quart de leurs suffrages à des candidats exclus du Parlement par le système

salut, pour qui veut faire carrière en politique, dans la haute administration ou dans une grosse entreprise. Jacques Chirac et Lionel Jospin sont des énarques. Ceux qui, dans leur sillage, fourbissent leurs armes pour l'élection présidentielle de 2002 sortent du même moule : Alain Juppé, Philippe Séguin, Martine Aubry et Laurent Fabius.

Le recrutement des élites est tellement homogène, tellement fermé, qu'un tiers des deux cents grands patrons français sont eux aussi issus d'un grand corps. L'ENA ? Une business school. La formule est à peine exagérée.

NOTORIÉTÉ. Les élites françaises ont une résistance de granit. L'« alternance » de 1981 aurait pu causer leur perte. Fausse alerte. Comme si de rien n'était, des X et des énarques ont aussitôt remplacé, dans les cabinets ministériels, des X et des énarques.

Les grands corps se sont pareillement accommodés du « moins d'Etat » qui caractérise ces dernières années. Divers événements auraient pu leur être fatals : la construction européenne qui a dépossédé l'administration française de nombre de ses prérogatives ; la décentralisation et les

privatisations qui ont multiplié les lieux de pouvoir. Avec un fait très sûr, des hauts fonctionnaires qui, pour certains, avaient mis en musique ces bouleversements, se sont reconvertis : comme « eurocrates » à Bruxelles, dans les collectivités locales ou au sommet des entreprises dénationalisées.

Les élites françaises sont non seulement insubmersibles, elles sont boulimiques. S'il s'agit d'élus, ils cumulent les mandats électoraux. Nommés à la tête de groupes privés, les mêmes ou leurs clones constituent, par le biais de participations croisées, des « coyaux durs » qui favorisent le contrôle par quelques-uns d'immenses empires industriels et financiers.

Le sentiment que tout était possible, sinon permis, a dominé les années 80. Aujourd'hui l'heure des comptes a sonné. Quelques élites emblématiques sont sur la sellette mais c'est la corporation tout entière qui est montrée du doigt. Trois ministres du gouvernement Balladur ont été mis en examen : Alain Carignon, Michel Roussin et Gérard Longuet. Et, parmi d'autres, deux figures res-

pectées de la galaxie des affaires : Didier Pineau-Valleuil (Schneider) et Pierre Suard (Alcatel-Alsthom).

Le procès Pierre Botton-Michel Noir-Patrick Poivre d'Arvor illustre le degré d'interpénétration des élites françaises et ce qui peut en résulter. Le petit écran est le prisme dans lequel les puissants aiment se refléter. Il n'est pas surprenant que ceux qui en détiennent l'accès soient l'objet de tentatives de séduction sinon de corruption.

La télévision agit sur les élites comme une drogue. Elles s'y soot plus elles-mêmes et en redemandent sans cesse. On a vu Lionel Jospin y pousser la chansonnette et Philippe Solers participer à une table ronde avec Vanessa Demouy, la vedette de « Classe mannequin ». On imagine de Gaulle entonnant à l'ORTF : Ah, le petit vin blanc ou Sartre en invité de « La piste aux étoiles ». La télévision a ceci de délétaire qu'elle inverse les valeurs sur lesquelles les élites fondent leur légitimité. Le critère de notoriété tend à se

substituer à celui de l'excellence. L'univers cathodique privilégie le dire plutôt que le faire. Il produit des Tapie.

De là à conclure que les élites françaises ont trahi, comme Julien Benda s'inquiétait en 1927 de *La Trahison des clercs*, le résultat de cette défection est déjà perceptible. Il a pour nom démagogie et populisme. Lorsque Philippe Séguin affirme que « c'est plutôt le pays qui a raison contre ses élites lorsqu'il y a une contradiction »,

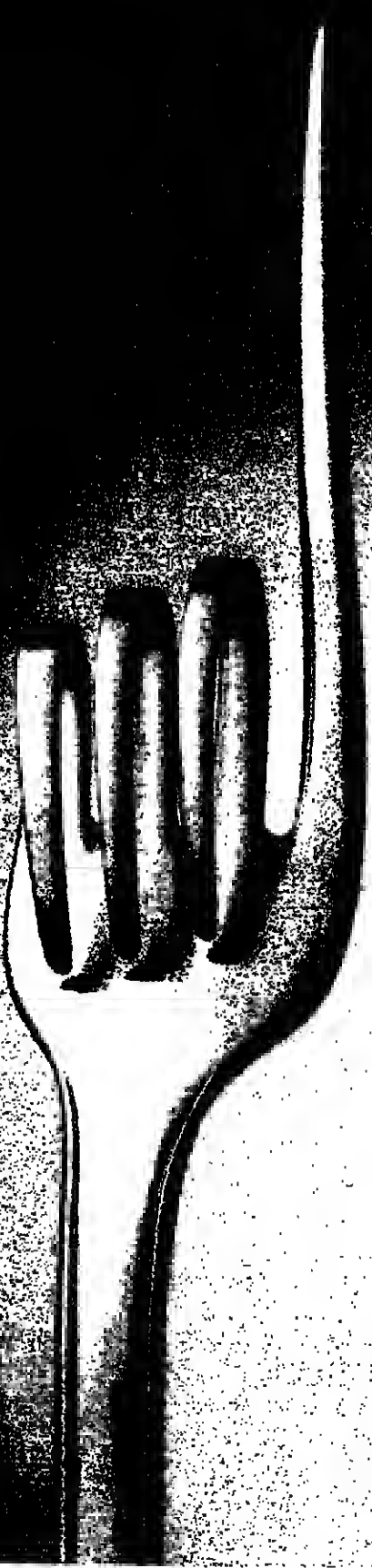
personne n'a le cœur de le contredire. Le terrain est trop favorable, depuis quelques temps, à pareil jeu de massacre.

Les Français ne doivent pas être dressés contre leurs élites. Un Etat moderne ne peut se passer de celles-ci. Sans élites ni corps intermédiaires il n'existerait pas de démocratie digne de ce nom. Au bout du compte, ce qui est en cause, ce n'est pas l'existence ni même la prééminence des élites mais la dévalorisation qu'elles subissent aujourd'hui. Comment y remédier ? La caractéristique des élites françaises est d'être fortement imprégnées de technocratie, comme s'en plaiguent d'une même voix M. Chirac et M. Jospin. Un recrutement trop étroit, dans le vivier de l'ENA, accentue ce travers.

La technocratie est au demeurant la caractéristique commune des pays où la formation de l'Etat est antérieure à l'instauration de la démocratie. Aux Etats-Unis, où l'invention de la démocratie a précédé l'affirmation, modeste, de l'Etat, les élites sont plus diverses. Jusqu'à une date récente, elles y étaient aussi mieux acceptées. Par comparaison, les élites françaises constituent un univers uniforme imprégné d'un solide conformisme. Elles prennent trop souvent le pas sur les élus, au nom de leur prétendue compétence. Aux politiques de rétablir la légitimité qui est la leur. La démocratie ne s'en portera que mieux.

Bertrand Le Gendre

Garçon, j'avais dit : une Badoit.



BADOIT

Exigible dans tous les bons restaurants.

M. Jospin : attention à la « rhétorique populiste »

« Notre société souffre d'un déficit démocratique », constate M. Jospin dans 1995-2000. Propositions pour la France (Stock). « Alors que le niveau culturel et d'éducation du pays s'est élevé, écrit-il, les Français ont le sentiment que trop de décisions se prennent sans eux, que le pouvoir est trop lointain. »

A la question : « Pensez-vous, comme certains autres candidats, que les élites phagocitent la démocratie ? », M. Jospin répondait dans *La Croix* du 19 avril : « Je ne céderai pas à cette rhétorique populiste facile et d'autant moins crédible qu'elle émane de membres éminents de ces mêmes élites technocratiques. Mais restaurer le rôle et la place du politique me paraît indispensable, car si la citoyenneté est en panne, si les technocrates prennent le pouvoir, c'est que les hommes politiques ont démissionné. »

Parmi les mesures que propose le candidat socialiste figure une limitation du cumul des mandats électoraux.

electoral. Si le diagnostic n'est pas neuf, il résonne différemment aujourd'hui. Mieux formés qu'hier, les Français sont aussi mieux au fait des affaires publiques. Ils supportent d'autant plus difficilement l'appropriation de l'Etat et des leviers de l'économie par une omelette d'élites. Personne n'échappe à ce déboulonnage. Ni les élites politico-administratives, ni les dirigeants d'entreprises, ni les vedettes des médias. Aux yeux de l'homme de la rue, ils appartiennent au même monde des puissants et des sachants, des ooo-partageux. Pas étonnant qu'ils soient victimes du même rejet.

CONSAUQUINITE

Pour renverser la vapeur, il faudrait que le recrutement des élites se diversifie. Que leur origine sociale et intellectuelle soit autre. Au lieu de quoi, une quinzaine de grandes écoles continuent de verser l'accès aux sommets de la société française.

Cette filière ne forme que 4 % des étudiants mais elle accapare 30 % du budget de l'enseignement supérieur. Aristocratie de cette aristocratie, Polytechnique et l'Ecole nationale d'administration (ENA), restent, via cinq grands corps (les Mines, les Ponts et Chaussées, l'Inspection des finances, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes), la clé du vrai pouvoir.

Hors des grands corps, point de

salut ; la décentralisation et les privatisations qui ont multiplié les lieux de pouvoir. Avec un fait très sûr, des hauts fonctionnaires qui, pour certains, avaient mis en musique ces bouleversements, se sont reconvertis : comme « eurocrates » à Bruxelles, dans les collectivités locales ou au sommet des entreprises dénationalisées.

Les élites françaises sont non seulement insubmersibles, elles sont boulimiques. S'il s'agit d'élus, ils cumulent les mandats électoraux. Nommés à la tête de groupes privés, les mêmes ou leurs clones constituent, par le biais de participations croisées, des « coyaux durs » qui favorisent le contrôle par quelques-uns d'immenses empires industriels et financiers.

Un entretien avec les deux candidats
et leurs programmes
Demain dans les pages « France »

Le Monde

حکذا من الاصل

10 / LE MONDE / VENDREDI 5 MAI 1995

FRANCE

L'application de Schengen dépend des directives du futur chef de l'Etat

La libre circulation entre les sept Etats européens signataires de la convention est soumise, jusqu'au 1^{er} juillet, à une période probatoire. Le score de M. Le Pen a relancé le débat sur la question de l'immigration dans la campagne présidentielle

Alors que le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, a imposé de nouveau dans le débat politique la question de l'immigration, le futur président devra arrêter la position

de la France sur la convention de Schengen, qui organise la libre circulation entre les sept Etats européens signataires et le contrôle de l'immigration aux limites de cette zone. Trois options se présenteront à

lui: la dénonciation de la convention; son application pleine et entière; le prolongement de la période probatoire. La première éventualité, théoriquement possible, est hautement improbable pour des

raisons diplomatiques. Jacques Chirac n'a cependant pas craint d'en agiter la menace dès le début d'avril, comme gage de sa volonté de « lutter plus efficacement contre l'immigration ». L'acte final de

Schengen prévoit, en effet, que la convention n'entrera en vigueur que lorsque les « conditions préalables » seront réunies et que « les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs ».

S'IL EST UN THÈME sur lequel le futur président de la République devra faire preuve rapidement à la fois de tact, de réalisme et d'innovation, c'est bien celui de l'immigration. Boudé pendant la campagne du premier tour, la question a surgi ensuite de la pire façon qui soit.

L'électrochoc du score lepeniste a semblé rappeler au monde politique qu'une partie notable de la population souffre d'un syndrome xénophobe, préférant voir dans la présence d'étrangers la source de tous ses maux, au premier rang desquels le chômage et l'insécurité. Tout s'est passé comme si les prétendants à l'Élysée avaient de nouveau échoué à tenir un langage à la fois de vérité et de compréhension sur un sujet qui n'a cessé, en réalité, d'envenimer le débat politique depuis douze ans. Les 15 % de M. Le Pen apparaissent, en grande partie, comme le prix - fort - de cette incapacité. Concrètement, deux dossiers prioritaires figureront sur l'agenda du futur président de la République: la convention de Schengen et, pour M. Jospin, les lois Pasqua.

Le futur hôte de l'Élysée disposera de moins de deux mois pour sceller

le sort du principe de libre circulation des personnes en Europe. C'est, en effet, sous la pression de la France qu'une période probatoire de trois mois a été prévue pour la mise en œuvre de la convention de Schengen, le 26 mars dernier. Le 1^{er} juillet prochain, les sept pays appliquant Schengen doivent dresser un premier bilan et décider de la suite de leur engagement. D'ici là, chaque Etat a gardé la responsabilité d'organiser la suppression des contrôles à ses frontières. La France a ainsi choisi de limiter aux aéroports l'application de ce principe. On n'a jamais caché, au ministère de l'Intérieur, que le délai d'essai avait précisément été négocié pour éviter un « télescopage » entre l'élection présidentielle française et une controverse européenne sur l'immigration.

TROIS OPTIONS

Le futur président devra choisir, d'ici au 1^{er} juillet, entre trois options: la dénonciation de la convention, son application pleine et entière et la poursuite de la période probatoire. La première éventualité, théoriquement possible, est hautement improbable pour des raisons diplomatiques. M. Chirac n'a cependant pas craint d'en agiter la menace dès le début d'avril, comme gage de sa volonté de « lutter plus efficacement contre l'immigration ». L'acte final de

Schengen prévoit, en effet, que la convention n'entrera en vigueur que lorsque les « conditions préalables » seront réunies et que « les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs ».

Aujourd'hui, Gérard Léonard, député (RPR) de Meurthe-et-Moselle et conseiller pour la sécurité et l'immigration de M. Chirac, tempère ses propos. « La question n'est pas celle d'une mise en cause de Schengen, mais de la vérification de ses conditions d'application en matière de sécurité », déclare-t-il. Selon lui, l'affichage des réticences françaises pourrait permettre de négocier avec les Pays-Bas un calendrier de modifi-

cation de leur législation libérale sur les stupéfiants, principale distorsion dans un système qui, finalement, « fonctionne plutôt bien ».

Sans écarter l'éventualité d'une révision de Schengen « pour assurer une meilleure sécurité », M. Jospin, quant à lui, la juge peu probable. Rappelant que le principe de libre circulation figurait déjà dans le traité de Rome, le candidat de gauche souligne le paradoxe entre la liberté en vigueur pour les marchandises et les restrictions maintenues pour les personnes. « L'important est de savoir si ce système [de Schengen] fonctionne de façon efficace », a déclaré M. Jospin, qui « fera le bilan » d'ici au

Des dispositions libérales et sécuritaires

Les succès de l'extrême droite dans les zones frontalières ont conforté l'idée d'un lien entre l'ouverture de l'espace Schengen et l'exacerbation des peurs liées à l'immigration. C'est sans doute ce qui pousse les porte-parole des deux candidats à mettre en avant les aspects sécuritaires de la convention, évidents, mais peu « vendus » jusqu'à présent. Aux crâtes de l'« Europe-passoire », agités par Charles Pasqua, pourrait ainsi succéder la mise en évidence du renforcement de la coopération policière liée à Schengen. Tantôt, chez Lionel Jospin, on rappelle que la convention « permet de mieux contrôler les flux migratoires » et d'améliorer la coopération des polices, « qui connaît des retards par la faute du gouvernement français », l'entourage de Jacques Chirac insiste, parallèlement, sur le « renforcement de la sécurité » que permet Schengen, mais aussi sur les restrictions au droit d'asile, présenté comme une des sources de l'immigration illégale.

1^{er} juillet. Selon les conclusions de ce constat annoncé par l'un et l'autre des candidats, la voie serait alors ouverte soit à la prolongation d'une période d'essai, soit à la suppression de tous les contrôles aux frontières intérieures.

Le souci caractéristique de M. Jospin d'éviter toute confusion entre l'immigration et la mise en œuvre de la convention de Schengen va de pair avec son approche critique des lois de 1993 sur l'immigration et surtout sur la nationalité. Logiquement, ses prises de position devraient l'amener, s'il était élu, à soutenir une réforme de ces textes visant à la fois à gommer les aspects les plus controversés des lois Pasqua et à revenir à la pratique traditionnelle du droit du sol malmenée par le texte de M. Méhaignerie.

M. Chirac se distinguerait nettement de cette démarche. Non seulement il ne toucherait pas aux lois Pasqua et Méhaignerie, mais il tenterait d'en obtenir une application plus rigoureuse, tenant compte de la difficulté à exécuter les reconduites à la frontière. Cependant, on voit mal, sauf à basculer dans les « solutions » lepenistes, fatales au droit de l'homme et à la démocratie, en quoi pourrait consister l'« adaptation aux enjeux de notre arsenal juridique » promise par le maître de Paris, tant les lois Pasqua de 1993 ont déjà poussé à l'extrême les possibilités répressives. Leur application a entraîné la multiplication de situations humaines désastreuses et favorisé la diffusion d'un climat de xénophobie et de délation, sans pour autant contenir la poussée du Front national, contrairement aux promesses de M. Pasqua.

RÉALISME

Divergeant sur ce sujet, les deux candidats se retrouvent cependant par le soin qu'ils apportent à tempérer les positions classées de leur camp. M. Chirac ne parle plus, comme en 1986, de réduire le droit du sol à la portion congrue, ni de l'« odeur » des étrangers, comme en 1991. M. Jospin évite le laxisme souvent reproché à la gauche. Il veut « appliquer les lois de la République en ce qui concerne le retour chez eux de gens qui sont en situation irrégulière » et « intégrer les autres ». Il se targue des mesures prises par les socialistes dans ces domaines. Le terrain de cette convergence « réaliste » a été préparé, depuis longtemps, par la formule de Michel Rocard - « La France ne peut accueillir toute la mi-

graine du monde » - à l'« immigration zéro » promise par M. Pasqua.

Reste, pour le futur président, à inventer une autre manière de traiter des questions de l'immigration, tranchant avec les faux-semblants et les ambiguïtés qui prévalent depuis une douzaine d'années. Les relances répétées, mais jamais assumées, par François Mitterrand du thème du droit de vote des étrangers ont nourri la popularité du Front national, tandis que ses nombreux discours généraux en faveur de l'intégration des immigrés et ses coups de pouce à SOS-Racisme ont flatté la gauche.

Plus généralement, l'incapacité des politiques à dire la vérité à l'opinion publique sur les flux d'immigration s'est révélée désastreuse: La plupart des discours ont accablé l'idée répandue mais fautive d'un arrêt de l'immigration depuis 1974. En réalité, quelque cent mille étrangers s'établissent chaque année, légalement, en France, par le jeu des obligations internationales (regroupement familial, asile) et - le sait-on ? - des besoins du marché du travail. La confrontation par l'opinion publique de cette réalité visible avec des messages politiques en trompe-l'œil n'a cessé de nourrir la xénophobie, en faisant passer chaque nouvel arrivant pour un illégal, et de ruiner la crédibilité des élus, présumés incapables de rebouter les importuns.

Ainsi, un discours de vérité devrait être tenu sur l'efficacité nécessairement plafonnée des reconduites à la frontière dans un Etat de droit. Sur-tout, pour sortir de la dangereuse impasse actuelle, le nouveau président devra clairement dissocier l'immigration irrégulière et les 3,6 millions d'étrangers en situation légale, mais perpétuellement déstabilisés par les amalgames et les récupérations politiciennes. Le travail illégal, pourvoyeur évident du flux d'irréguliers, devra être enfin sérieusement combattu. La nécessité de certaines immigrations pour le développement du tiers-monde, via les transferts financiers, notamment en Afrique, devra être analysée, ouvrant de nouvelles pistes pour lier coopération et aide au retour.

Enfin, l'action répressive devra être équilibrée par une politique d'intégration volontariste, apte à accompagner un processus d'assimilation inéluctable. Toute timidité dans ce domaine, on l'a vu dans la période récente, se traduit en concessions aux discours d'exclusion et de haine.

Philippe Bernard

Jean Gandois s'inquiète pour la monnaie unique

de notre envoyé spécial

Contrairement à certains responsables syndicaux, le président du CNPF, Jean Gandois, ne croit pas à un durcissement généralisé des conflits sociaux en France. S'exprimant, mercredi 3 mai, à Angers, devant la presse et les patrons locaux, il a déclaré: « Je ne crois pas à la probabilité d'un « troisième tour » social. Je ne suis pas M. Soléil, mais je parierais que l'automne ne sera pas chaud. A condition que le nouveau président, quel qu'il soit, donne des signes forts sur la politique qu'il entend suivre pour réduire le chômage et améliorer le dynamisme de l'économie. »

La poussée des revendications salariales ne l'émeut pas. M. Gandois fait confiance au bon sens: les entreprises qui « tirent la langue ne peuvent se permettre d'augmenter leurs salaires »; en revanche, « il est normal que les autres fassent participer leurs salariés » à leurs résultats, sous forme de répartitions de bénéfices ou d'augmentations de salaires. Compte tenu des hausses déjà acceptées dans les sociétés prospères, le président du CNPF juge une augmentation salariale de 3 % « raisonnable », et la revendication de 1 000 francs mensuels, « déraisonnable ». Il ne peut pas être question, selon lui, de décréter une politique salariale globale, qui serait inadaptée puisque ce sont les entreprises qui déterminent les sa-

laire. M. Gandois est davantage soucieux d'obtenir du futur président de la République des signes forts en matière monétaire. « On croit que l'Europe se dirige vers une monnaie unique en 1996, ou en 1997, ou en 1998, et l'on se dit que ce n'est pas grave si elle se crée en 1999, a-t-il affirmé. Mais cela ne se passera pas comme ça, parce que l'Union économique et monétaire est en train de se désagréger en raison des différences de rigueur des pays de l'Union. »

DÉPART DES TAUX

Dénouant les 30 % de gains de productivité obtenus en deux ans et demi par l'Allemagne grâce à la dévaluation de la lire, il prédit qu'il « y aura des ruptures » et que « la monnaie unique ne se fera pas », alors qu'elle est la seule réponse à la question essentielle des taux d'intérêt.

En effet, les taux réels allemands - c'est-à-dire la différence entre le taux de base et l'inflation - s'élèvent à 2,5 %, alors qu'ils sont de trois points supérieurs en France. Pour les ramener à un niveau supportable, a déclaré M. Gandois, « il faudrait manifester aux marchés une volonté forte de réduire les déficits publics, une coté-rence franco-allemande et remettre au pas les mauvais élèves du sud de l'Europe. Ne laissons pas l'Europe s'effiloche! ».

Alain Faujas

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

UN APPART. EN DUPLEX à PARIS-7°
30, rue de Valenciennes - 4^e et 5^e étages - 118 m² - CAVES
Mise à Prix : 1 000 000 F
S'adr. à M. R. BOISSEL, avocat à PARIS-9°, 9 boulevard Saint-Germain. Tél. : 43-29-49-58
S'place pour visiter le vendredi 12 mai 1995 de 10 h à 12 h

UN STUDIO - 20, RUE LUCIEN-SAMPAIX
à PARIS (10^e) - de 18 m² env. env., salle de bains avec W.-C., 5^e étage
Mise à Prix : 75 000 F
S'adr. à M. G. LAURIN, avocat à PARIS (8^e), 10, rue de l'Isly. Tél. : 45-22-31-26
de 10 h à 12 h. Au Greffe du TGI de PARIS
VISITES s/p, le 11 MAI 1995, de 14 heures à 15 heures

MAISON d'habitation à PARIS-17°
6, rue Guy-Moquet
à us. d'hôtel meublé, élevé parie s/cave et parie
s'arrête-plein d'un rez-de-chaussée et de 5 étages
Mise à Prix : 192 500 F
S'adr. pr ren. à la SCP CAVALLINI, POINTU et ass., avocats PARIS-17°, 148, bd Malesherbes. Tél. : 40-54-51-51 M. G. LAURIN, av. à PARIS-9°, 10, rue de l'Isly. Tél. : 45-22-31-26 - Au Greffe du TGI de Paris
Minitel 3616 AVOCAT VENTES ou 3616 ECO

UNE BOUTIQUE & UN LOGEMENT à PARIS-13°
Boutique à us. de RESTAURANT au rez-de-ch. et logement 1^{er} étage
9, rue Esquirol et 10-20, rue Campo-Formio
Mise à Prix : 803 000 F
S'adr. à M. Daniel GEORIS, avocat, 272, rue du Fbg-Saint-Honoré, PARIS-8°. Tél. : 42-27-99-15 - M. Yves TOURAILE, 48, rue de Cligny, PARIS-9°. Tél. : 48-74-45-85 - M. B. PEINET-WEILLER, 38, bd Beaumarchais PARIS-3°
Au Greffe du TGI de PARIS
Sur les lieux pour visiter les 10 et 16 mai 1995 de 14 h à 15 h

1^{er} lot : LOCAL COMMERCIAL
à usage de bureaux - LOUÉ
Mise à Prix : 900 000 F
2^e lot : APPARTEMENT de 2 PIÈCES
au 3^e étage bâtiment A, porte droite, avec cuisine, droits eux w.-c. - LOUÉ
Mise à Prix : 350 000 F
dans un immeuble sis à
PARIS (5^e) - 240, rue Saint-Jacques
M. Yves TOURAILE, avocat à PARIS (9^e) - 48, rue de Cligny. Tél. : 48-74-45-85

APPARTEMENT de 7 PIÈCES PRINC.
2 Chambres de domestique et 2 caves
53, AV. RAYMOND-POINCARÉ - PARIS-16°
2 BOX - 42-46, rue Saint-Didier - PARIS-16°
Mise à Prix : 4 000 000 F
S'adr. à M. G. LAURIN, avocat à PARIS (8^e), 10, rue de l'Isly. Tél. : 45-22-31-26 de 10 h à 12 h. Au Greffe du TGI de Paris
VISITES s/p, les 12 et 15 mai 1995, de 14 h 30 à 15 h 30

UN APPARTEMENT à PARIS-17°
93, rue Nollet
de 2 pièces principales, entrée, cuis. W.-C. dans le bâtiment sur cour, au rez-de-chaussée - UNE CAVE n° 3 au sous-sol
Mise à Prix : 600 000 F
S'adr. pr ren. à M. Denis RENAVAND, avocat à PARIS-9°. Tél. : 42-96-37-02
M. Jeanine DEVOS-CAMPY, avocat, 57, avenue de Suffren, PARIS-7°. Tél. : 45-67-98-84 - Au Greffe des Créées du TGI de PARIS
où le cahier des charges est déposé
Et sur les lieux, pour visiter, le 10 mai 1995 de 14 h 30 à 15 h 30

UN LOGEMENT à PARIS-18°
39 bis, rue Doudeauville
dans le bâtiment A à droite au 9^e étage, d'une pièce principale sur rue
Mise à Prix : 50 000 F
S'adr. à M. DEVOS-CAMPY, avocat, 57, avenue de Suffren, 75007 PARIS. Tél. : 45-67-98-84 - M. Daniel FAQUET, avocat, 27, bd Raspail, PARIS-7°. Tél. : 46-44-52-95.
Et tous autres avocats près le Tribunal de Grande Instance de PARIS

UN APPARTEMENT à PARIS-8°
de 2 pièces principales au 3^e étage
14, cours Albert-M - LIBRE
Mise à Prix : 1 500 000 F
Pour ren. s'adresser: M. Yves TOURAILE, avocat à PARIS-9°, 48, rue de Cligny. Tél. : 48-74-45-85 - M. J.-Y. AUBERT, Mand. Jud. à Chalon-sur-Saône (71)
Visites le 10 et 16 mai 1995 de 16 h 30 à 17 h 30

24, RUE LUCIEN-SAMPAIX - PARIS (10°)
Mise à Prix : 100 000 F
S'adr. à M. G. LAURIN, avocat à PARIS (8^e), 10, rue de l'Isly. Tél. : 45-22-31-26
de 10 h 30 à 12 h - Au Greffe du TGI de PARIS VISITES s/p, le 11 MAI 1995, de 14 heures à 15 heures

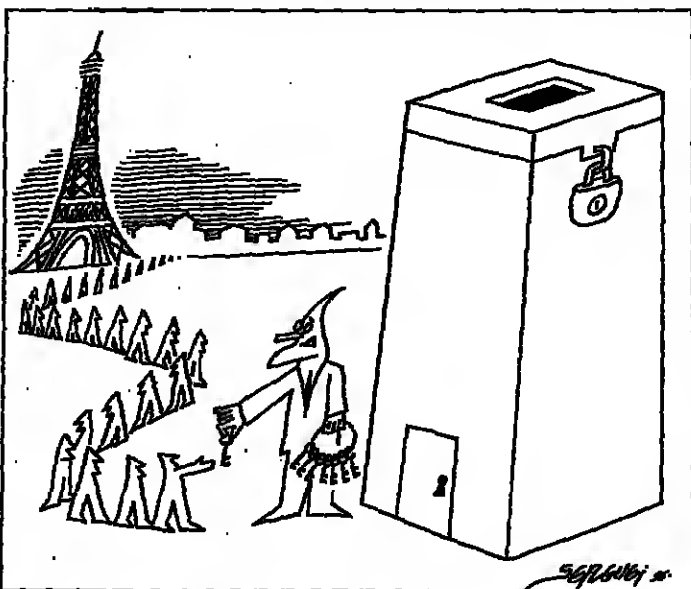
A Paris, la politique libérale de la Ville n'a nullement atténué la crise du logement

M. Chirac a cherché à conforter un électorat conservateur

Le logement, notamment celui des moins favorisés - et en particulier dans la capitale -, a été l'un des thèmes du débat télévisé, mardi 2 mai,

entre les deux candidats à l'élection présidentielle, Lionel Jospin et Jacques Chirac, qui est également maire de Paris. Après dix-huit ans

d'une politique de la Ville de Paris qui a laissé faire le marché et n'a corrigé les effets qu'à la marge, la crise continue.



DEPUIS QUE, en mars 1977, Jacques Chirac a pris les commandes de la municipalité, les appartements parisiens ont beaucoup changé, mais ils sont toujours aussi convoités. Le nombre de ceux qui peuvent légalement prétendre à un logement social semble calé à 61 000. Compte tenu de la libération annuelle d'un certain nombre d'appartements HLM et des logements sociaux neufs (2 500 par an), ce stock pourrait être théoriquement résorbé en six ans et demi. Mais l'expérience montre que de nouveaux demandeurs arrivent sans cesse.

Le schéma d'aménagement élaboré en 1991 par le préfet de l'Île-de-France tentait de dégonfler un peu l'hypertrémie de la capitale en y réduisant de 200 000 le nombre des emplois, en vingt-cinq ans. A l'exception des Verts et de quelques socialistes, la plupart des élus parisiens ont épaulé leur maire pour repousser cette perspective qui, dans la dernière version du schéma, a été réduite à « moins de 30 000 ». Ce qui n'empêche pas ces élus de continuer à déplorer la crise du logement, présentée comme une sorte de « calamité naturelle » contre laquelle on lutte « courageusement » en bâtissant à grand prix des HLM.

Longtemps ces mêmes élus ont pu se donner bonne conscience : là où s'exerçait directement leur pouvoir, dans les ZAC, on a construit depuis 1977 des locaux pour 38 000 emplois, mais des appartements pour 100 000 habitants. Or, cette politique cohérente change radicalement de cap et devient absurde au regard de la pénurie de logements avec la ZAC Seine-Rive gauche. On prévoit d'y installer 15 000 habitants et d'y faire travailler entre 50 000 et 100 000 personnes.

CHUTE DES MISES EN CHANTIER

Face à une demande qui n'a plus aucune chance de s'apaiser, le parc d'appartements de la capitale est passé, entre 1975 et 1990, de 1 237 000 à 1 304 000, soit un gain de 67 000 unités. Hélas, c'est la multiplication des locaux vacants, des logements occasionnels et des résidences secondaires qui explique cette croissance. Un appartement sur sept est actuellement inoccupé. Cette « provocation » à l'égard des très mal-logés explique le phénomène d'occupations sauvages et la réponse de Jacques Chirac, en décembre 1994, pour tenter de remettre sur le marché une partie de ces locaux : la réquisition, aussi brutale qu'inoquée. Quatre mois plus tard, le bilan est mince : 540 appartements réquisitionnés, 540 réquisitionnés et mis à la disposition d'environ 1 300 personnes.

A ce parc, tardivement modernisé, qu'a apporté la construction neuve au cours des dix-huit ans de règne chiracien ? En gros, 102 000 appartements dont 53 000 peuvent

être considérés comme « sociaux », puisqu'ils bénéficient d'une aide à la location (PLA et PL). Pas de quoi pevenir. Par rapport aux dix-neuf années précédentes, le rythme annuel de la construction a été, de 1977 à 1995, trois fois moins soutenu chez les promoteurs (2 726 contre 8 166) et près de deux fois moins important pour les programmes sociaux (2 943 contre 5 578). Sous Jacques Chirac, on a fait beaucoup moins bien que du temps des préfets.

Première raison : la décision prise par Giscard d'Estaing en 1974

Cette spéculation n'a été freinée que très tard, trop tard, lors de la révision du POS en 1993. Pour les logements sociaux, la municipalité se défend en observant que, pour la plupart, ce n'est pas elle qui les finance mais l'Etat. Or, celui-ci - Pierre Merlin l'avait déjà noté en 1982 (Pour une véritable priorité au logement social à Paris, la Documentation française, 1982, 394 p.) -, accorde à Paris des crédits largement inférieurs à son poids démographique. Comme si, au fond, personne ne croyait plus que l'on puisse répondre à la pénurie

Des propriétaires rénovateurs

Les appartements des Parisiens ont beaucoup gagné en confort depuis 1977. Ils sont équipés à 90 % de WC, intérieurs d'une salle d'eau. Leur taille moyenne est passée à 58 m². Cela est dû, pour 10 %, à la construction neuve, pour le reste à l'initiative des propriétaires et locataires. La Ville n'y est pas pour grand-chose. Elle a aidé à la réhabilitation d'environ 26 000 vieilles HBM (habitations à bon marché) d'avant-guerre. Pour les immeubles privés, les choses auraient pu aller beaucoup plus vite si M. Chirac avait accepté de lancer des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH). Pendant dix-sept ans, il leur a préféré la rénovation au bulldozer dans les ZAC. Contestées par nombre d'associations et financièrement déséquilibrées par la mévente des bureaux, les ZAC n'avancent plus. En revanche, les OPAH - où ce sont les propriétaires, aidés par l'Etat, qui financent la transformation de leurs immeubles - prolifèrent aujourd'hui, au point que dix-huit sont en cours d'exécution ou en projet.

et confirmée par Jacques Chirac en 1977 de stopper les constructions de grande hauteur dans la capitale. Résultat : remise à plat de toutes les ZAC et chute verticale des mises en chantier. Le retour à l'urbanisme haussmannien, mais avec de faibles densités, n'est guère compatible avec l'édification massive de logements à bas prix.

Pourtant, en élaborant son plan d'occupation des sols (POS) et en présumant au minimum, la Ville a essayé de faciliter le métier des constructeurs privés. Sans succès : ceux-ci ont préféré bâtir des bureaux, à leurs yeux plus rentables.

par la construction sociale. Exemple : pour que la volonté souvent affirmée par Jacques Chirac et ses adjoints de produire du logement social devienne une réalité, il aurait fallu que la Ville libère des terrains.

Or, au cours des deux dernières mandatures, elle n'a préempté en moyenne que 2,5 % des parcelles et des immeubles mis en vente. Cela représente 23 500 mètres carrés de sols et 18 000 mètres carrés de locaux par an. Pour donner un coup de pouce (environ 500 appartements HLM de plus pendant cinq ans), il a fallu que l'Etat libère ré-

cemment 21 hectares lui appartenant. Dans ces conditions, la « priorité au logement social » ressemble à un discours de convention, presque incantatoire.

D'abord, il recouvre depuis deux décennies un effort presque marginal par rapport aux besoins. « Pour quoi faire croire que la Ville pourra un jour loger des dizaines de milliers de demandeurs ? », s'indigne Yves Hervaux, dans son ouvrage récent, Le Paris d'un maire, pourtant très favorable à Jacques Chirac (Le Paris d'un maire, Editions Albin Michel, 262 p., 120 francs). Ensuite, il ne correspond même pas au vœu réel de la majorité des Parisiens. Ceux-ci, qu'ils soient logés bourgeoisement ou en HLM, ne souhaitent pas du tout que l'on construise de nouveaux immeubles à côté de chez eux. Aucun programme actuellement en cours dans Paris ne trouve grâce auprès des riverains. Les habitants de la capitale sont conservateurs : leurs élus aussi.

Les proclamations « sociales » de ces derniers recouvrent une réalité bien différente. Car, sans le crier sur les toits, le statut des logements parisiens a, lui aussi, passablement changé depuis dix-huit ans. Certes, 50 000 familles nouvelles sont locataires d'HLM, mais à peu près autant sont devenues copropriétaires de leur logement. Par ailleurs, des dizaines de milliers d'appartements (environ 1 300 par an au cours de la dernière mandature) ont été transformés en bureaux.

Mais le phénomène essentiel, celui qu'on passe pudiquement sous silence, c'est la disparition massive des logements sociaux de fait. Deux cent mille appartements soumis à la loi de 1948 et bénéficiant de loyers très modestes ont été rendus à la liberté depuis dix-huit ans. Un mouvement largement entamé avant Jacques Chirac, mais que celui-ci s'est gardé de freiner. De même, plus de 50 000 chambres d'hôtels meublés et de pièces indépendantes dites « chambres de bonne » ont été transformées ou démolies. Un demi-million de Parisiens aux maigres revenus ont fait les frais de cette mutation souhaitée et encouragée par la Ville. La normalisation des loyers permet en effet la modernisation des immeubles, une augmentation des ressources fiscales de la municipalité et un embourgeoisement favorable à la majorité municipale.

Au total, loin de jouer Don Quichotte contre les moulins de la pénurie de logements, Jacques Chirac n'a pas touché aux déséquilibres structurels qu'il expliquait, il a bel et bien laissé faire le marché et, pour sauvegarder son image, il a favorisé l'édification de quelques logements sociaux. En se comportant ainsi, il a répondu aux souhaits de son électoral et donc renforcé sa position politique.

Marc Ambroise-Rendu

Daniel Cohn-Bendit soutient Lionel Jospin sans réserve

LE DÉPUTÉ EUROPÉEN (Verts), Daniel Cohn-Bendit, qui fut l'un des principaux animateurs du mouvement de mai 1968 à Paris, a adressé, mercredi 3 mai, un message aux écologistes français, dans lequel il appelle « sans réserve à voter Lionel Jospin » au second tour de l'élection présidentielle. M. Cohn-Bendit, qui est également adjoint au maire de Francfort, observe notamment qu'« un pays dont 20 % des électeurs votent à l'extrême droite est beaucoup plus malade qu'un pays qui a un million de fumeurs de hash ».

Le message a été lu lors d'une réunion organisée par Convergences Ecologie Solidarité, à laquelle participaient Jean-Louis Bianco, ancien ministre de l'Équipement, du logement et des transports, Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire, et Claude Allègre, conseiller de M. Jospin. Tous ont plaidé successivement pour la constitution d'un rassemblement autonome des écologistes et indépendant du Parti socialiste.

POLITIQUE

■ **ALTERNANCE** : Brigitte Bardot ne soutient plus M. Chirac. L'ancienne actrice Brigitte Bardot a déclaré, mercredi 3 mai, qu'elle n'apporterait pas son soutien à Jacques Chirac le 7 mai. « On m'avait fait soutenir M. Chirac au premier tour, mais comme il ne me donne pas de rendez-vous, je ne le soutiens pas pour le deuxième tour », a-t-elle déclaré, après avoir été reçue quelques instants, à son siège de campagne, par Lionel Jospin qu'elle a trouvé « merveilleusement gentil ». M^{me} Bardot a déclaré qu'elle serait « très déçue si ni l'un ni l'autre n'accordait quelque chose aux animaux ».

■ **AUTONOMIE** : François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a déclaré, mercredi 3 mai, sur France Info, que le PR doit constituer une « force politique autonome à l'intérieur de la majorité nouvelle, donc à l'intérieur de la majorité présidentielle, si c'est Jacques Chirac qui est élu », comme il le souhaite. « On peut être loyal, soutenir l'action d'un gouvernement très loyalement, et en même temps être nous-mêmes. C'est l'objectif que je fixe au Parti républicain », a expliqué M. Léotard.

■ **RENAISSANCE** : Olivier Stirn, conseiller général (PS) du Calvados, a annoncé, mercredi 3 mai, qu'il apporte son soutien à Jacques Chirac. Secrétaire d'Etat dans les gouvernements de droite de 1973 à 1981, puis ministre de Michel Rocard de 1988 à 1990, M. Stirn a annoncé « la création d'une structure, où des hommes de la gauche et du centre gauche se retrouveront pour apporter un appui vigilant à la politique que Jacques Chirac mettra en œuvre ».

■ **ALARME** : Philippe Séguin (RPR) a déclaré, mercredi 3 mai à Montpellier, qu'une élection de Lionel Jospin à la présidence de la République ferait courir des « risques inacceptables ». « Ce serait une présidence faible, éclatée et prisonnière des vieux clivages et des extrémismes », a affirmé le président de l'Assemblée nationale. « Il est clair qu'il faut voir aujourd'hui Lionel Jospin prétendre qu'il est le mieux placé pour soigner ces plaies béantes qu'il a tant contribué à creuser », a ajouté M. Séguin.

■ **VIGILANCE** : Pierre Méhaignerie, ancien président du CDS, estime que « Jacques Chirac a pris des engagements clairs sur la construction européenne et notamment sur l'instauration de la monnaie unique en 1999 », dans un entretien accordé au Figaro, jeudi 4 mai. « Bien entendu, si certaines tendances minoritaires venaient à essayer de freiner la marche vers l'euro, nous serions très vigilants », ajoute le garde des sceaux, qui avait soutenu Edouard Balladur au premier tour.

■ **HOMMAGE** : Henri Emmanuelli a rendu hommage, mercredi 3 mai, à Pierre Bérégovoy, au cours du bureau national du PS, qui a observé une minute de silence en mémoire de l'ancien premier ministre, mort tragiquement le 1^{er} mai 1993. « Dans la discussion, nous n'itions pas toujours d'accord. Qu'importe, dans l'action, son enthousiasme emportait l'adhésion pour deux », a déclaré M. Emmanuelli, en soulignant « la fidélité payante » de Pierre Bérégovoy « non pas seulement à un homme, François Mitterrand », mais aussi à « des idées, celles de la gauche ».

■ **RÉPONSE** : Lionel Jospin a répondu aux questions de l'abbé Pierre, sur l'exclusion, dans une lettre datée du 2 mai. « S'agissant des réquisitions, indique-t-il, je souhaite que cet instrument soit utilisé par les pouvoirs publics, pour ce qui concerne les logements vacants financés sur fonds publics ». Sur la mise en place d'un revenu minimum pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans, M. Jospin confirme qu'il n'est « pas favorable à la création d'une allocation de simple assistance, qui pourrait tourner le dos à l'indispensable objectif d'insertion ». Se prononçant pour « le libre accès de chacun à des soins de qualité », il précise enfin qu'il est « en plein accord » avec le fondateur d'Emmaüs pour que les personnes en situation de chômage ou d'exclusion bénéficient des transports gratuits.

■ **COURAGE** : L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) estime, dans sa lettre mensuelle du mois de mai, que « le prochain président et son gouvernement doivent se résoudre, s'ils ne veulent pas échouer, à connaître une certaine impopularité ».

URBANISME

■ **PORT-FRÉJUS** : Le Conseil d'Etat a annulé un permis de construire lié à la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Port-Fréjus, mercredi 3 mai. Il a à nouveau jugé que le plan d'aménagement de la zone était illégal, parce qu'il contrevient aux dispositions de la loi littoral, selon laquelle l'extension de l'urbanisation des espaces proches du rivage doit être « limitée » (Le Monde du 2 mars).

La polémique s'amplifie autour de la gestion de la Semidep

LA GESTION de la Semidep (société anonyme d'économie mixte immobilière interdépartementale de la région parisienne), et notamment les dépenses de son président Alain-Michel Grand, conseiller UDF de Paris et ancien adjoint de Jacques Chirac chargé de l'enseignement, continuent à provoquer une vive polémique au sein de la municipalité de la capitale. Daniel Marcovitch, conseiller socialiste du 19^e arrondissement, demande à la ville de porter plainte contre M. Grand pour abus de biens sociaux. En janvier, M. Marcovitch avait attiré l'attention du Conseil de Paris sur les dépenses excessives du président de la Semidep, ce qui avait amené celui-ci à démissionner le 20 mars de toutes ses fonctions (Le Monde du 22 mars). L'élu socialiste met à présent en cause les marchés passés par la Semidep avec une filiale de la Générale des eaux, en soulignant que M. Grand a été lui-même le salarié d'une autre filiale de ce groupe. Il conteste également les études faites par la Semidep pour le compte de la direction des affaires scolaires, dont M. Grand était par ail-

leurs responsable en tant qu'adjoint.

Il s'étonne aussi de la promotion rapide, ainsi que du montant des émoluments et des notes de frais, d'une collaboratrice, Annette Marchi. Celle-ci, d'origine comédienne, avait-elle assisté Jacques Chirac ou son épouse Bernadette dans ce département ? L'Hôtel de Ville a nié cette hypothèse, en affirmant que le maire de Paris et son épouse ne connaissent pas M^{me} Marchi. Or Libération a publié dans son édition du 29 avril une photo les montrant côte à côte lors de l'inauguration, à Corbeil, en 1992, du restaurant du frère de M^{me} Marchi. Commentaire des services de Jacques Chirac : « Depuis 1967, date de sa première élection comme député de la Corrèze, Jacques Chirac a été photographié en compagnie de milliers de gens avec lequel il n'a aucune relation particulière. C'est le cas des personnes figurant sur ce document ».

Le dossier n'est pas clos pour autant. Le nouveau président de la société d'économie mixte, Michel Bulté, maire (RPR) du 19^e arrondissement, exige dans un

communiqué que « la plus grande clarté soit faite sur les comptes de la Semidep » d'ici au 6 mai. L'élu parisien, proche de Jean Tiberi, premier adjoint de Jacques Chirac et candidat à sa succession à Paris, n'est pas satisfait du rythme auquel l'inspection des services travaille. Les enquêteurs, mandatés par Jacques Chirac depuis le 18 janvier, ont informé M. Bulté de l'avancement de leurs travaux : ils constatent des « anomalies encore insuffisamment expliquées dans les frais généraux de la présidence ».

MAUVAISE HUMEUR

Cette circonspection agace M. Bulté qui, en mars, s'était engagé devant son conseil d'administration à « faire toute la lumière sur la gestion de son prédécesseur ». Ne pouvant tenir sa promesse à la date prévue, il a dû reporter la réunion du conseil au 12 mai et il se fâche en prenant pour cible « l'administration parisienne » alors que les hommes de l'inspection générale et leurs rapports dépendent directement de Jacques Chirac. Michel Bulté rejoint d'ailleurs M. Marcovitch sur un point, puisqu'il envi-

sage des « mesures éventuellement judiciaires pour que tout préjudice qu'aurait pu subir la société soit rapidement et intégralement réparé ».

Michel Bulté peut sans doute se permettre de manifester sa mauvaise humeur et de faire preuve d'impertinence. Dans son arrondissement, au premier tour des présidentielles, le candidat Chirac a devancé M. Jospin, et M. Le Pen a régressé de près de 5 points par rapport à 1988. Mais l'absence de la Semidep peut compromettre ces résultats s'il n'est pas vidé avant les municipales. Roger Madiet, tête de liste des socialistes dans le 19^e, ne manque pas d'épingler M. Bulté qui, selon lui, « fait semblant de découvrir aujourd'hui l'opacité de la gestion chiracienne alors qu'il en est un des maîtres d'œuvre depuis douze ans ».

La controverse se développe alors même que la chambre régionale des comptes vient, elle aussi, de commencer ses investigations. Les magistrats sont sur place depuis le 27 avril.

M. A.-R.

Michel Guillon

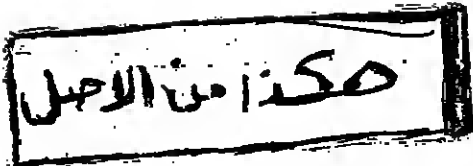
La Mangue et la Pomme

Voyage en Francophonie

Une autre voie

156 pages, 98 FF
Distribution : Pléiade

Editions Fureur de dire
127 avenue de la République - 92120 Montrouge - Tél. : 01 73 06 00 - Fax : 01 83 09 99



JUSTICE Près de vingt ans après l'exécution de Christian Ranucci, accusé du meurtre d'une fillette, la contre-enquête de l'écrivain Gilles Perrault continue d'indisposer la jus-

tice. Alors que trois requêtes en révision mettant en exergue de graves irrégularités ont été rejetées, l'écrivain est toujours en butte à une persécution judiciaire. ● APRÈS LA REDIF-

FUSION télévisée du film inspiré de son livre *Le Pull-over rouge* et la publication d'un ouvrage reprenant ses thèses, il vient d'être mis en examen à deux reprises pour « complicité de

diffamation publique » envers les policiers qui avaient conduit l'enquête. ● LA MÈRE de Christian Ranucci et les anciens défenseurs de celui-ci publient avec le concours de

Gilles Perrault un recueil de témoignages dans lequel ils n'hésitent plus à parler d'« erreur judiciaire ». « Un doute raisonnable sur la culpabilité existe », estime l'un des avocats.

Le combat contre l'oubli des défenseurs de Christian Ranucci

Auteur du « Pull-over rouge », Gilles Perrault est victime d'une troublante persécution. Tandis que les anciens avocats du condamné à mort, exécuté en 1976, poursuivent le combat pour sa réhabilitation, l'écrivain est mis en examen pour « complicité de diffamation publique »

PUBLIÉ EN 1978, deux ans après l'exécution de Christian Ranucci, *Le Pull-over rouge* était dédié « aux neuf jurés d'Aix-en-Provence », ceux-là mêmes qui avaient prononcé la condamnation de ce jeune homme de vingt ans, accusé d'avoir tué la petite Marie-Dolores Rambla, le 3 juin 1974 à quelques kilomètres de Marseille. Le livre fit sensation et connut un succès retentissant. Son auteur, Gilles Perrault, l'avait conçu comme « le livre du doute ». En écrivant-détective, cet ancien avocat y consignait les résultats d'une minutieuse contre-enquête, au terme de laquelle il affirmait qu'à défaut de pouvoir démontrer l'innocence de Christian Ranucci, trop d'incertitudes demeuraient pour juger acceptable sa condamnation. « Ma dédicace aux jurés de la cour d'assises d'Aix-

en-Provence est passée, à l'époque, pour une provocation, explique Gilles Perrault. C'était à tort. Je ne voulais leur dire qu'une chose: en votre âme et conscience, vous avez condamné un homme sans disposer de tous les éléments nécessaires parce que plusieurs pistes, plusieurs témoignages, plusieurs faits vous ont été dissimulés. »

INTERROGATIONS

Près de vingt ans plus tard, au moment où la mère de Christian Ranucci et ses défenseurs publient, avec le concours de l'écrivain, un recueil de témoignages dans lequel ils n'hésitent plus à parler d'« erreur judiciaire », aucune réponse satisfaisante n'a pu être apportée à ces interrogations. Malgré des découvertes venues étayer la thèse de l'enquête partielle, trois re-

quêtes en révision ont été rejetées en 1979, 1987 et 1991. Et pour avoir continué à poser publiquement la question de l'innocence du condamné, Gilles Perrault se trouve désormais en butte à une troublante persécution judiciaire. Les 27 janvier et 10 février, l'écrivain a appris, par deux courriers officiels venus du palais de justice de Marseille, sa double mise en examen pour « complicité de diffamation publique » envers les quatre policiers qui avaient conduit l'enquête. Les faits qui lui sont reprochés consistent à avoir, par son livre *Le Pull-over rouge*, fait faillir la poursuite de la justice, en publiant, sans preuve, une demande de saisie formelle par la famille Rambla, vite écartée. L'écrivain est actuellement poursuivi en raison de la dif-

fusion par la chaîne de télévision M6, en mars 1994, du film de Michel Drach inspiré de son livre, et de la publication, par ailleurs, d'un autre ouvrage consacré à l'affaire, intitulé *L'énigme Christian Ranucci* (Éditions Fleuve noir), et dont l'auteur, Maurice Perisset (lui aussi mis en examen) faisait explicitement référence au *Pull-over rouge*. Dans une certaine mesure, l'affaire Ranucci a engendré une « affaire Perrault », derrière laquelle celui-ci affirme apercevoir « une tentative de censure de fait ». Déjà diffusé sur Canal+ en 1987, le film de Michel Drach était évidemment soumis à aucune forme d'autorisation de diffusion incombant à Gilles Perrault, celui-ci ayant donné son aval depuis près de dix ans à une adaptation cinématographique en vendant ses droits. Au

demeurant, ce film qui présente, à l'inverse du livre de Gilles Perrault, la thèse de l'innocence comme certaine, n'avait pas davantage été poursuivi lors de sa sortie en salle. Hormis une interdiction dans trois communes du Sud de la France... dont l'une ne comptait pourtant pas de cinéma. Depuis la publication du *Pull-over rouge*, la justice a offert aux policiers marseillais mis en cause par l'écrivain les moyens de le faire taire, ou du moins de s'y employer. Déjà poursuivi par les mêmes fonctionnaires pour avoir, au cours d'une émission diffusée sur FR3 en 1985, utilisé le mot de « forfaiture » à leur encontre, Gilles Perrault s'était vu condamner par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à 350.000 francs de dommages et intérêts pour diffamation, ce qui constituait une nouvelle fois un record (Le Monde du 4 septembre 1990). Désormais de mettre un point final à la polémique lancée par la contre-enquête de l'écrivain, les magistrats aixoises accusaient dans leur arrêt Gilles Perrault d'avoir, « à partir de détails infimes et sans portée aucune, en commentant par ailleurs des graves omissions, des interprétations fallacieuses, tenté de faire naître le doute dans l'opinion publique. »

Perrault ont été définitivement rejetées » et que « cette polémique est close ». Les investigations menées par Gilles Perrault, puis celles des avocats chargés par la mère de Christian Ranucci d'obtenir sa réhabilitation et surtout celles, officielles, diligentées par la chancellerie après la deuxième requête en révision, ont montré que l'enquête des policiers marseillais avait, de fait, comporté plusieurs graves irrégularités: procès-verbaux antérieurs ou surchargés à posteriori, témoignages occultés alors qu'ils venaient contredire les aveux de l'accusé (celui-ci ne s'était rétracté que devant le juge d'instruction), indices dissimulés alors qu'ils ouvraient la piste d'un autre suspect, le fameux homme au pull-over rouge.

« Tous ces éléments ont été jugés insuffisants pour réviser le procès, mais ils demeurent indéniables », souligne Gilles Perrault. Je pense en tout cas qu'ils sont assez importants pour que le doute subsiste et je veux continuer à le dire parce que c'est mon droit. La condamnation à mort de Christian Ranucci doit être, parce qu'elle a été exécutée, entraînée obligatoirement à la condamnation au silence de ses défenseurs. Constatant son témoignage, dans l'ouvrage collectif que publie la mère de Christian Ranucci et ses avocats, l'un de ceux-ci, Daniel Soulez-Larivière, écrit ce qui peut être une réponse. « Il n'est pas tolérable qu'on ait pu juger et condamner un homme sur un dossier aussi mal travaillé, rempli de trop de soupçons sur l'enquête judiciaire, et dans lequel un doute raisonnable sur la culpabilité existe. Il est non moins intolérable que dix-sept ans plus tard, la justice refuse de s'en apercevoir. La justice, en ces circonstances, a été respectée davantage en stigmatisant elle-même ses propres insuffisances. »

Hervé Gattegno

« Le suspect doit être coupable, le coupable doit être condamné »

« RÉHABILITEZ-MOI », avait lancé Christian Ranucci à ses avocats, à l'aube du 28 juillet 1976, avant de monter sur l'échafaud, dans la cour de la prison des Baumettes. C'est pour honorer cette ultime volonté que les plus actifs des partisans d'une révision du procès du condamné à mort ont rassemblé leurs souvenirs et leurs analyses dans un recueil de textes, dont la sobriété du titre - *Christian Ranucci, vingt ans après* - ne suffit pas à dissimuler l'ambition du propos. Pour Héloïse Mathon, la mère du condamné, ainsi que pour ses défenseurs - Jean-Deois Bredin, Jean-François Le Forsonney et Daniel Soulez-Larivière - et pour l'écrivain Gilles Perrault, il s'agit d'établir comment une vérité fut troquée, un coupable désigné et, sans doute, un innocent condamné. Finalement, leur livre en dit moins sur le crime qu'il n'en dit sur la machine judiciaire.

Évoquant cette « vie injustement arrachée », l'avocat-académicien Jean-Denis Bredin décrit implacablement comment « se fabrique l'erreur

judiciaire ». « L'enquête, constate-t-il, ne retient que les éléments qui accusent. Elle écarte ceux qui risquent de disculper. Elle fait des preuves s'il en manque. Elle poursuit implacablement son chemin. Le suspect doit être coupable, le coupable doit être condamné. Le soupçon doit devenir probabilité, la probabilité devenir évidence. » Ainsi, les policiers ne versèrent jamais au dossier les dépositions de ceux qui avaient vu, dans les semaines ayant précédé le crime, un jeune homme au pull-over rouge accoster voire agresser de jeunes enfants au motif qu'il n'avait pas de pièce d'identité. Les déclarations des deux témoins directs de l'enlèvement de la victime ne furent pas davantage versées au dossier.

Juriste méthodique, Daniel Soulez-Larivière, avocat du comité national pour la révision du procès Ranucci, pointe les insuffisances des réponses de la commission de révision et les contradictions qu'elles recèlent. Ancien défenseur de Christian Ranucci, Jean-François Le Forsonney raconte avec une simplicité cruelle les derniers instants de la vie d'un condamné, qui s'achève par « deux claquements secs qua-

si-simultanés et le chuintement écumant d'un jet d'eau... ». Alors stagiaire chez l'avocat marseillais Paul Lombard - critiqué pour ses absences au cours de l'instruction et qui ne figure pas au sommaire de ce livre -, Jean-François Le Forsonney fut commis d'office pour défendre Christian Ranucci: ce fut son premier dossier. Il en garde une blessure profonde. Héloïse Mathon, de son côté, raconte son calvaire de mère avec pudeur et, parfois, violence: de la tendresse des lettres de « Christian » à la haine de la foule au moment du procès et jusqu'à cette phrase terrible du président de la cour d'assises à son fils (« les parents de la jeune victime pleurent leur fille morte, votre mère ne pleure que son fils vivant... »). Les récits des avocats, comme celui de Gilles Perrault, sorte de postface au *Pull-over rouge*, ont de quoi ébranler les certitudes les mieux armées. Le témoignage d'Héloïse Mathon rappelle aussi que la mère d'un condamné est aussi une victime.

H. G.

★ Christian Ranucci, vingt ans après, éd. Laffont, 275 p., 120 F.

La « corruption ordinaire » au procès du sénateur Claude Pradille

NÎMES

de notre correspondant

La première journée d'audience du procès du sénateur socialiste du Gard, Claude Pradille, mercredi 3 mai, devant le tribunal correctionnel de Nîmes (Le Monde du 4 mai), a été celle de la « corruption ordinaire », acceptée entre un sourire et un non-dit. Un système de facilités offertes et de réseaux d'influence qui prospèrent grâce à l'office public départemental d'HLM du Gard, le plus souvent aux ordres des politiques. Ainsi, sous la présidence de M. Pradille, un entrepreneur pouvait-il faire l'impasse sur des pans entiers de travaux de rénovation de l'office HLM pour lequel il avait été payé intégralement, sans que personne, en deux ans, ne s'en rende compte. Pas même le fonctionnaire chargé de la réception du chantier et dont l'un des bureaux donnait précisément sur le bâtiment « rénové ».

« La manœuvre était simple, a expliqué mercredi l'entrepreneur Henri Ribera. Claude Pradille m'a dit: tu aubies ces travaux et en contrepartie tu construis ma piscine. Je n'avais pas le choix, car 90 % de mon chiffre d'affaires, c'étaient les HLM. Une autre fois, j'ai dû demander un prêt à la banque pour une subvention dont Claude Pradille avait d'autorité fixé le montant. Je me suis ensuite rattrapé sur d'autres chantiers. » L'ancien président de l'office d'HLM prévenu pour faux en écritures privées, corruption, complicité d'escroquerie et subornation de témoins, dément ces accusations mais il est contredit par les deux entrepreneurs qui, selon lui, ont réalisé sa piscine et qui aujourd'hui reconnaissent avoir rédigé de fausses factures. L'administration

de l'office HLM du Gard a-t-elle fermé les yeux sur la subvention signée en 1991 entre M. Pradille et une société informatique gérée par son beau-frère, Max Blondin ? Ce contrat portait sur des prestations d'un montant d'un million de francs. L'argent sera versé régulièrement mais les missions ne seront jamais réalisées et, durant trois ans, on ne s'en étonnera. Devant le tribunal correctionnel, M. Pradille a expliqué avoir tout naturellement paré la convention puisqu'elle se trouvait à la signature. Son beau-frère, avec qui il partage depuis quatre mois une cellule de la prison de Nîmes, a précisé qu'il n'avait effectivement pas réalisé les travaux pour lesquels il avait été payé mais que, trois ans plus tard, il en avait encore conservé l'intention.

Richard Benguigui

Le tribunal de Strasbourg annule l'exclusion de dix-huit jeunes filles voilées

LE TRIBUNAL administratif de Strasbourg a annulé, mercredi 3 mai, les exclusions de dix-huit jeunes filles musulmanes qui portaient le foulard islamique. Les magistrats ont estimé que les adolescentes avaient parfaitement le droit de fréquenter les lycées Jean Monnet et Jean-Rostand, dans la mesure où le port du voile n'était pas, en lui-même, un acte de prosélytisme ou troublant l'ordre public.

Depuis la publication de la circulaire de François Bayrou, interdisant le port de « signes ostentatoires », c'est la première fois qu'un tribunal administratif annule, en bloc, autant d'exclusions.

L'argumentation des magistrats se borne à suivre la jurisprudence établie par le Conseil d'État. Le jugement souligne que le recteur de l'académie de Strasbourg, qui avait confirmé les décisions des conseils de discipline des lycées, se bornait à « relever la persistance à porter un foulard » sans prouver « que le foulard ait constitué ou se soit accompagné d'actes de comportement notoirement prosélytes au sein de l'établissement ». Le jugement ajoute que l'on n'avait pas davantage relevé « d'atteintes à l'ordre public interne de l'établissement ou au bon fonctionnement du service public ». Les jeunes filles n'avaient pas refusé de suivre des cours ni

organisé de manifestation de soutien à leur cause. « En se fondant (...) uniquement sur la circonstance que la jeune fille portait un voile islamique considéré par nature comme un signe religieux ostentatoire, le recteur a fait une inexacte application du règlement intérieur », conclut le tribunal. Les magistrats strasbourgeois ont donc suivi à la lettre le raisonnement conduit, il y a un mois, par leurs collègues illois (Le Monde du 15 avril). Certes, constatent-ils, le règlement intérieur des lycées, modifié à la demande du ministre, peut prohiber le port de signes « ostentatoires qui constituent en eux-mêmes des éléments de prosély-

tisme ». Mais encore faut-il apporter la preuve que le morceau de tissu qui cache les cheveux des adolescentes est bien porté de façon ostentatoire et dans l'intention d'attirer de nouveaux adeptes. Les dix-huit jeunes filles de la rentrée scolaire à Strasbourg, mardi 9 mai, retourneront dans leurs établissements d'origine. Elles tenteront de rattraper les six mois passés à l'écart de l'institution scolaire. Une centaine de jeunes musulmanes demeurent exclues du système éducatif français, et une partie d'entre elles réclament leur réintégration.

N. H.

Philippe Bernard

Six parents étrangers d'enfants français entament leur troisième semaine de grève de la faim

de Paris. « Tout le monde fait la sourde oreille. C'est notre dernier recours », explique le porte-parole du groupe qui compte deux ivoriens, un Malien, un Sénégalais, un Péruvien et un Égyptien, tous parents d'enfants français âgés de trois à sept ans.

LE SOUTIEN DE PIERRE BOURDIEU

Trois semaines de jeûne n'ont pas suffi à ouvrir une seule porte. Vendredi 28 avril, une délégation du collectif Plein droit, qui soutient les grévistes, a été reçue de l'abbé Martin. La présence du professeur Léon Schwartzberg, de M^{re} Gallot, de M^{re} Pricart, évêque auxiliaire de Paris, et de l'actrice Marina Vlady n'y a rien fait. Pas plus que les lettres ouvertes et les multiples télégrammes envoyés aux administrations concernées. Dans une lettre adressée, le 24 avril, à Henri Le-

clerc, président de la Ligue des droits de l'homme, Édouard Balladur excluait toute mesure générale de régularisation mais renvoyait les intéressés sur les préfectures, auxquelles des « instructions » en vue de « mesures dérogatoires » individuelles « à titre humanitaire » avaient été données. Mais les parents d'enfants français ne croient plus à ces promesses déjà faites, en 1994, au ministère de l'Intérieur et non suivies d'effet. En novembre 1994, le sit-in de plusieurs dizaines de familles devant le ministère des affaires sociales s'était achevé par une charge policière au petit matin. Pris dans la rafle, un Sénégalais, père d'un enfant français, avait même été mis dans l'avion du retour.

Mercredi 19 avril, M^{re} Mitterrand a rendu visite aux parents pour demander le règlement de

leur situation. Lundi 1^{er} mai, le sociologue Pierre Bourdieu a appelé le président de la République et le premier ministre à « imposer d'urgence une solution humaine » et a interpellé les deux candidats à l'élection présidentielle sur les solutions qu'ils proposent. Le lendemain, l'association Médecins du monde qui surveille quotidiennement l'état des grévistes indiquait que leur santé était « gravement en danger ».

Le débat télévisé entre Jacques Chirac et Lionel Jospin a propulsé l'affaire dans l'arène électorale. M. Jospin a pris la situation des parents étrangers d'enfants français comme exemple d'une « disposition absurde » des lois Pasqua, qu'il entend « changer ». Mercredi 3 mai, une délégation de Plein droit, soutenue par la Cimade a été reçue au QG de M. Jospin. Il devait en être de même, jeudi 4 mai, chez M. Chirac.

Le dossier illustre remarquablement, mais tristement, les choix du moment en matière d'immigration. Ce type d'impasse avait été dénoncée, en vain, lors de la discussion parlementaire sur les lois Pasqua de 1993. Aujourd'hui, le gouvernement d'offre aucune issue, même humanitaire, à ces personnes. Au lieu de régulariser discrètement, au cas par cas, comme il sait le faire parfois, il prend le risque d'une multiplication des conflits politiques. Le contexte politique d'inter-régne ne facilite pas la prise des décisions qui conduiraient à une issue. Seuls les policiers des renseignements généraux visitent régulièrement les grévistes de la faim, afin de mesurer leur degré de détermination.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 3 mai 1995 sont publiés :

● **Patrimoine** : la déclaration de situation patrimoniale de François Mitterrand, président de la République (lire page 8).

● **Primes à l'emploi** : un décret instituant une prime de création d'emplois dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette prime est versée par l'Etat sur les crédits du fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer.

● **Mouvement préfectoral** : plusieurs décrets portant nomination de préfets (Le Monde du 28 avril). Un décret, du 27 avril 1995, prévoit que Michel Roussin, préfet en service détaché au ministère de la coopération, qui avait démissionné du gouvernement juste avant d'être mis en examen, est nommé préfet hors cadre.

● **Pilotes de ligne** : un arrêté relatif aux aptitudes et aux compétences requises des navigateurs professionnels de l'aéronautique civile, et concernant l'acquisition et la vérification des connaissances en matière de facteurs humains pour les navigateurs techniques.

● **Plaisanciers étrangers** : un arrêté relatif à la conduite en mer des navires français de plaisance à moteur par les plaisanciers étrangers et les Français titulaires de titres de conduite étrangers.

DISPARITIONS

Peter Wright

Du secret au scandale

PERSONNAGE de l'ombre, soudain apparu en pleine lumière, en 1986, pour avoir osé lever le voile sur des troubles épisodiques de l'histoire britannique, Peter Wright, ancien directeur-adjoint du contre-espionnage (M15), est mort, mercredi 26 avril, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans l'île de Tasmanie, au sud de l'Australie.

Paradoxalement, cet homme taciturne, qui pendant vingt ans avait été voué à la plus grande discrétion et s'était retiré en 1976 aux antipodes, aura - par des révélations pas toujours crédibles - déclenché un grave et durable scandale en Grande-Bretagne, au point de s'attirer la tenace vindicte de Margaret Thatcher. La « Dame de fer », alors premier ministre, a tout fait pour empêcher la publication, en 1987, de ses mémoires en Grande-Bretagne et dans de nombreux autres pays.

Sans parvenir à convaincre la plupart des spécialistes, l'auteur de *Spycatcher* (Chasseur d'espions) affirmait notamment que Sir Roger Hollis, chef du M15 entre 1956 et 1965, avait été un

agent double au service de l'Union soviétique. Plus généralement, il reprochait aux différents gouvernements britanniques d'avoir préféré fermer les yeux sur les infiltrations soviétiques durant la guerre froide. Il décrivait surtout comment le M15 avait monté, en 1974-1975, une opération de « déstabilisation » du gouvernement travailliste de Harold Wilson, pour faire croire que ce dernier était manipulé par les services soviétiques. En vain. L'auteur reconnaissait s'être livré, à cette époque, à de multiples écoutes illégales et à des cambriolages « dans tout Londres ».

Peter Wright affirmait, d'autre part, que son service avait cherché aussi à compromettre des dirigeants syndicaux et que le gouvernement conservateur d'Anthony Eden avait approuvé deux projets d'assassinat de Nasser, en 1956. *Spycatcher* faisait en outre savoir que les services secrets britanniques avaient espionné les ambassades d'Allemagne de l'Ouest et de France à Londres. Dans ce

dernier cas, il s'agissait de l'opération « Stockade » (Palissade), lancée, au début des années 60, à la demande du Foreign Office.

Du moment où le gouvernement Macmillan présenta la première candidature britannique à l'entrée dans le Marché commun, jusqu'au refus opposé par le général de Gaulle, le M15, après que des agents eurent pénétré subrepticement dans les locaux de l'ambassade française, avait intercepté les transmissions chiffrées entre celle-ci et le quai d'Orsay ou l'Élysée. « Pendant près de trois ans, raconte Peter Wright, tous les échanges entre Français à propos de notre vaine tentative d'adhésion ont été ainsi surveillés (...), et les copies des messages de de Gaulle étaient régulièrement transmises au Foreign Office. » Cependant, il concluait que l'opération n'avait pas modifié le cours de l'histoire. « En fait, notait-il, Stockade est une cloche illustrée des limites du renseignement. De Gaulle était résolu (...), et aucune information, aussi sophistiquée fût-elle, ne pouvait rien changer à la situation. »

Le gouvernement Thatcher a obtenu de la justice, dans un premier temps, en 1987, qu'il soit totalement interdit de mentionner le contenu de *Spycatcher* au Royaume-Uni. Mais le mal était déjà fait. Le livre avait été publié aux États-Unis, les autorités britanniques n'ayant pas introduit de recours dans ce pays. La Cour européenne des droits de l'homme, en 1991, devait condamner le gouvernement britannique pour avoir tenté d'empêcher plusieurs journaux d'en reproduire des extraits et l'indignation du grand public devait conduire à une réforme du M15.

M^{me} Thatcher avait déclaré que, si Peter Wright revenait en Grande-Bretagne, il serait poursuivi pour avoir enfreint la loi sur les secrets d'Etat. Mais, comme vient de le souligner un porte-parole de sa famille, Peter Wright aura « le dernier mot ». Selon sa dernière volonté - ou provocation -, ses cendres seront rapatriées en Angleterre pour y être dispersées.

Francis Cornu

■ **MICHAEL HORDERN**, considéré comme l'un des plus grands acteurs shakespeariens en Grande-Bretagne, est mort dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 mai, à Oxford, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Ses nombreuses interprétations des principaux personnages du répertoire et particulièrement celle du rôle-titre du *Roi Lear*, de William Shakespeare, lui ont valu la reconnaissance des publics anglosaxons. Acteur de théâtre par excellence, d'un humour acide dans la tradition britannique, Michael Hordern avait tourné aussi dans une soixantaine de films.

NOMINATION

DIPLOMATIE

Edouard Braine a été nommé ambassadeur de France en Malaisie, par décret paru au Journal officiel du 29 avril, en remplacement de Thierry Raynard.

[Né le 10 juin 1949, ancien élève de l'ENA, Edouard Braine a été successivement en poste à l'administration centrale, à Athènes, à Alger, à La Haye, à Bonn, puis à nouveau à Alger. Depuis février 1991, il était à Paris, où il occupait, depuis novembre 1993, le poste de directeur du chiffre, de l'équipement et des communications à la direction générale de l'administration.]

AU CARNET DU MONDE

Naissances

— Marie-Agnès et Antoine TAGAUX sont ravis de faire part de l'arrivée parmi eux d'un bouleversant

Aurélien,

né le 19 octobre 1994 à Guatemala-Ciudad.

3, rue Pafin,

79330 Oteville-sur-Mer.

— Valérie, Claude, et Camille ASKO-LOVITCH annoncent la naissance de

Théo,

le jeudi 27 avril 1995, à Paris.

119, rue Cambisacourt,

75013 Paris.

Fiançailles

— Jean-Noël NOUTEAU est heureux de faire part des fiançailles de

Jeannet et Grégoire,

célébrées dans la joie le 29 avril 1995, à Neuilly et Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

Décès

— Le conseil du Comité national français de géographie a la tristesse de faire part du décès, à Paris, le 28 avril 1995, de

M^{me} Jacqueline BEAUJEU-GARNIER, professeur émérite à la Sorbonne, présidente de la Société de géographie, membre du conseil du CNFG.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, à Paris (5^e), le vendredi 5 mai, à 15 heures.

— Jean-Pierre Bénésti, son fils, Lucien Bénésti, son frère, Jeanine et Louis Fribourg, Paul Moulet, Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Louis BÉNÉSTI,

survenu à Evian, le 1^{er} mai 1995.

Les obsèques ont eu lieu à Aix-en-Provence, le 4 mai.

Les Cyprès, 6, rue Jean-Rostand, 13050 Aix-en-Provence.

CARNET DU MONDE

15, rue Pafin,

79001 Oteville

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopier : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Tous les numéros : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Communications diverses : 110 F

Thèmes étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont

inscrites sur le type du deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

— M^{me} Henri de Menthon, son épouse, M^{me} Paul Noulens, sa belle-mère, M. et M^{me} James Gordon et leurs fils, M. et M^{me} François de Menthon et leurs filles, M. et M^{me} Robert Field et leurs enfants, M^{me} Valérie de Menthon, M. Jean-Christophe de Menthon, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri de MENTHON,

survenu le 3 mai 1995, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le samedi 6 mai, à 11 h 15, en l'église Notre-Dame de Beauregard, 2, avenue des Épiques, à La Celle-Saint-Cloud, suivie de l'inhumation, à Saint-Loup-des-Neuves (Hauts-Saints), dans le caveau de famille, vers 17 heures.

8, Grande rue,

78170 La Celle-Saint-Cloud.

— Germaine GARDEY, artiste peintre, veuve de Raymond Frédéric, survenue le 2 mai 1995, à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation aura lieu, le mercredi 10 mai, à 10 h 45, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira (entrée place Gambetta).

« Toute œuvre d'art commence par un problème et finit par une prière. » G. Brague.

— Claude Laurent, Solange Laurent, Anne Lefebvre, Claire Leroy, Et tous ses amis de Finlande, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques LAMICHE, professeur de lettres, traducteur,

survenu le 26 avril 1995. Cet avis tient lieu de faire-part.

245, rue de Charbonnet, 75012 Paris.

— Chiconaccia (Haut-Corse). Le docteur François Cervetti, M^{me} Jigi Cervetti, née Janine Mancosa, M. et M^{me} Verano-Dominici, née Thérèse Martelli,

Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de feu Noël Rozzani, Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de feu Anne-Marie Ameria, née Roman,

Les petits-enfants et arrière-petits-enfants de feu Emile Roman, M^{me} Geffroy, née Cécile Angeli, ses enfants et petits-enfants,

Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de feu Pierre Rozzani, Les familles Cervetti, Cancellieri, Gelraud, Roux, Giacobbi, Stefani, Mosca, Sinibaldi, Filidori, Martelli, Paulini, Domini, Bracconi, Mancosa, Verano (de Nice), Cocchi, Manenti, Mela, Garosi (de Marseille),

Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rose CERVETTI,

survenue le 2 mai 1995, en son domicile.

La cérémonie religieuse a eu lieu, en l'église Saint-Michel de Chiconaccia, le jeudi 4 mai, à 10 h 30.

L'inhumation a suivi dans le caveau familial.

Villa « La Nyanga », route Nationale, 20240 Chiconaccia.

LIVRES CASSETTES

200 000 livres

10 000 cassettes

36 15 LEMONDE

Manifestations du souvenir

— La famille et les amis de M. JOËL PRASQUIER

se réuniront pour le neuvième anniversaire de son décès, au cimetière de Bagneux, le dimanche 7 mai, à 11 heures.

— Le 5 mai 1945, Mauthausen, le dernier camp de concentration nazi, était libéré. 9 217 Français et Françaises y furent incarcérés.

Le 5 mai 1995, à 18 heures, en ravissant la flamme sous l'Arc de triomphe, l'Amicale des déportés et familles de Mauthausen rendra un hommage solennel aux 3 914 Français et Françaises, aux milliers de républicains espagnols et aux résistants de toute l'Europe, morts à Mauthausen, victimes de la barbarie nazie.

« Toute œuvre d'art commence par un problème et finit par une prière. » G. Brague.

— Claude Laurent, Solange Laurent, Anne Lefebvre, Claire Leroy, Et tous ses amis de Finlande, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques LAMICHE, professeur de lettres, traducteur,

survenu le 26 avril 1995. Cet avis tient lieu de faire-part.

245, rue de Charbonnet, 75012 Paris.

— Nourmés (98) - Le Port-Marty (78). Jacques et Claude Le Leizour, Jean-Pierre et Monique Le Leizour, ses enfants, Bruno Mier et Isabelle Le Leizour, Nathalie Le Leizour, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Isabelle LE LEIZOUR,

survenue le 17 avril 1995.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu, dans la plus stricte intimité, à Nourmés.

29, route de Versailles, 78500 Le Port-Marty. BP 263, Nourmés (Nouvelle-Calédonie).

— Françoise Braud, Rebecca Starr, Sa famille, Et ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

Jack STARR, journaliste au Daily Mail et à la BBC,

survenu le 30 avril 1995, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le corps sera incinéré, le mardi 9 mai, au crématorium du Père-Lachaise, à 14 h 15.

Les cendres seront dispersées dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Donations à Amnesty International.

59, allée de la Monte, 78110 Le Vésinet.

Communications diverses

— Colloque interreligieux, samedi 6 et dimanche 7 mai, de 14 heures à 19 heures.

Thème : « Spiritualités vécues versus croyances »

Exposés et dialogues, avec : Ghaleb Bencheikh, frère Benoît Billet, Bernard Givray, Michel Brugylin, Kiran Vyas, Kirilj, Sogval Riepoché, Claude Vigée et Pir Vilayal.

Sanctuaire de l'Universel, 13, rue de la Tullerie, Suresnes (92).

Bus directs : Pont-de-Neuville, 141 ; Porte-Maillot, 244. Arrêt : Croix-du-Roy.

Renseignements : 42-52-21-08. Entrée : 90 F ; enfants 60 F.

Conférence

— Une conférence pluridisciplinaire sur le Vietnam se déroulera, du 3 mai au 5 mai, à Aix-en-Provence (amphithéâtre Guyon, 29, avenue Schuman), à l'initiative de l'Institut de recherche sur le Sud-Est asiatique, de l'Institut d'histoire de civilisations comparées de l'université de Provence, et du Centre des archives d'outre-mer. Tél. : (161) 42-95-16-60.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Ranucci

français
grève de la faim

filles

filles

Juppé et Séguin sont dans un bateau...

Tout les oppose : personnalité, ambition, vision du néo-gaullisme. Jacques Chirac les rassemble et leur sert de tremplin, mais ils lui posent un problème de choix

Alain Juppé a un problème, il s'appelle Philippe Séguin. Philippe Séguin a un problème, il s'appelle Alain Juppé. La seule évocation du nom de l'autre fait perdre à chacun le sens de la mesure et son discernement. Alain Juppé et Philippe Séguin ont un point commun, il s'appelle Jacques Chirac. Ils en ont un autre, l'après-Chirac.

Tous deux ont compris que leur parcours est indissociablement lié à celui du président du RPR. Tous deux savent que, de la proximité et de la complicité qu'ils auront su entretenir avec Jacques Chirac, dépend la réussite de leur propre carrière. Ils partagent aujourd'hui le même objectif : faire entrer, le 7 mai, le maire de Paris au palais de l'Élysée. Ce dessein vaut bien une trêve. Elle a été scellée, au cours d'un déjeuner en tête à tête au quai d'Orsay avant les vacances de l'été 1994.

A Alain Juppé, Jacques Chirac a demandé de lui conserver le soutien sans faille de l'appareil du parti néo-gaulliste, menacé par les avances balladuriennes. A Philippe Séguin, il a emprunté le discours sur l'« autre politique », qui veut renouer avec les origines sociales du gaullisme. Si le maire de Paris est élu président de la République, chacun des deux piliers de sa campagne pourra se prévaloir d'avoir été le principal artisan de sa victoire. Chacun pourra donc prétendre à la plus grosse part de l'héritage.

Rivaux, ils le sont, du propre aveu de Philippe Séguin, depuis la date de leur première rencontre, en 1979 : « Ce sera lui ou moi », aurait alors dit le député des Vosges. Philippe Séguin s'est déjà émancipé, en conservant une circonscription à la droite, dans un contexte politique difficile, aux élections législatives de 1978, quand le second, battu dans les Landes, est sous la tutelle de Jacques Chirac, à l'hôtel de ville de Paris. Alain Juppé l'est encore, en 1981, après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, quand Philippe Séguin, rescapé de la vague rose, ferraille à l'Assemblée nationale contre la majorité socialiste. Il l'est toujours, deux ans plus tard, en obtenant son premier mandat électif comme conseiller de Paris - contre le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin - alors que le député des Vosges confirme son indépendance en enlevant à la gauche la ville d'Épinal. « Ne soyez pas trap pressé ! », a conseillé Jacques Chirac à son jeune poulain.

Le message est entendu. Alain Juppé accepte de rester dans l'ombre, mais il sait se rendre très vite indispensable au maire de Paris, dont il devient l'adjoint chargé des finances. Parallèlement, « l'homme le plus brillant de sa génération » selon la formule de Jacques Chirac, alimente la boîte à idées libérales du RPR, le Club 89, dont il est secrétaire général. Déjà, Philippe Séguin fait entendre sa différence en dénonçant la « dérive droite » du RPR, ce qui lui vaut une sèche réplique d'Alain Juppé : « On se demande ce qui retient encore M. Séguin dans l'opposition », observe-t-il en 1984. Ces deux parcours trouvent un premier aboutissement dans le gouvernement Chirac de cohabitation, en 1986, au lendemain des élections législatives victorieuses pour la droite : Alain Juppé devient ministre délégué au budget auprès d'Édouard Balladur, ministre de l'économie et des finances ; Philippe Séguin se voit confier le portefeuille des affaires sociales.

De l'échec de cette expérience gouvernementale, sanctionnée par

la réélection de François Mitterrand en 1988 face à Jacques Chirac, un groupe de quadragénaires de la droite veut rapidement tirer la leçon et plaide pour une rénovation de la politique. Philippe Séguin prend la tête de la contestation, en janvier 1989. Alain Juppé, que tout semblait pourtant rapprocher des rénovateurs de la droite, garde ses distances, reste fidèle à Jacques Chirac et accepte même de devenir le principal contradicteur des rénovateurs. Rongé par des rivalités internes, ce mouvement se délite rapidement.

ses auteurs, à « ressusciter » le parti gaulliste, prend toute son ampleur, avec le dépôt, en janvier 1990, d'une contribution aux assises nationales, cosignée par MM. Pasqua et Séguin. La guerre est ouverte. « Ce n'est pas une contribution, mais une motion de censure contre la direction du RPR », déclare Alain Juppé. Les deux conjurés ne le démentent pas en exigeant du président du RPR qu'il fasse « sauter le fusible » Alain Juppé. « C'est ma peau, mais aussi la vôtre qu'ils veulent », affirme le secrétaire général à Jacques Chirac. Le pré-

connaissance du second peut le pousser à brûler les étapes.

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht, en 1992, va lui offrir une nouvelle illustration. Encore une fois, les analyses d'Alain Juppé et de Philippe Séguin divergent. Partisan raisonné de l'Europe et de l'union de l'opposition, le secrétaire général du RPR plaide pour le « oui » et réussit à convaincre Jacques Chirac. Pour le député des Vosges, ce débat est au contraire un combat emblématique, une véritable croisade que rien ne

aventure, une stature. Son discours fleuve de plus de deux heures prononcé le 5 mai à l'Assemblée nationale ouvre une longue campagne d'opposition qui se traduira, à l'automne, par un score exceptionnel de « non » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Cette croisade permet à M. Séguin de redonner quelques thèmes - sur l'Europe sociale, la dérive technocratique et la critique des élites - que l'on verra ressurgir, dans les propos de Jacques Chirac, pendant la campagne présidentielle.

En quatre ans, le secrétaire général du RPR a acquis une forte autorité sur le mouvement. Ses arguments portent et la logique d'appareil l'emporte. De retour à l'Assemblée nationale, où il n'est encore que député de l'opposition, Philippe Séguin traîne son ennui, se délecte de sa morosité et se complait dans un rôle de perpétuel incompris. Ses fidèles en sont les premières victimes, qui s'attirent des remarques cinglantes, parfois blessantes, dès qu'ils se permettent d'exprimer une idée en son nom.

Pendant ce temps, Alain Juppé s'active sur le terrain et dans les fédérations, pour préparer les élections législatives de mars 1993. Après le triomphe de la droite, l'un entre au gouvernement et se voit confier le prestigieux portefeuille des affaires étrangères, l'autre obtient de ses pairs le rang de quatrième personnage de l'État, la présidence de l'Assemblée nationale.

Ce partage harmonieux n'empêche cependant pas la rivalité de persister. Philippe Séguin, locataire du 33, quai d'Orsay, trouve le moyen d'empiéter sur les attributions de son voisin, domicilié au 37, en lançant, au nom de la revalorisation du travail parlementaire, des invitations aux chefs d'État à venir s'exprimer du haut de la tribune du Palais-Bourbon. « La politique étrangère de la France, c'est l'exécutif qui la conduit et pas le législatif. Il est inadmissible que les présidents des assemblées fassent de la diplomatie pour leur propre compte », observe Alain Juppé.

La perspective de la campagne présidentielle va donner à la susceptibilité exacerbée des deux hommes matière à s'exprimer sur des sujets d'une autre ampleur. A l'automne 1993, à Strasbourg, Philippe Séguin éprouve une profonde blessure d'amour-propre. Alors qu'il vient de prononcer, devant les jeunes du RPR, un discours enflammé à l'adresse de Jacques Chirac, en l'invitant, pour la première fois, à « monter et à ouvrir la route », celui-ci choisit, dans son discours, de rendre un hommage appuyé à... Alain Juppé, « probablement le meilleur d'entre nous ».

Un an plus tard, alors que la campagne de Jacques Chirac est lancée depuis le 4 novembre, Philippe Séguin prend, une fois de plus, le risque de semer l'incompréhension et le doute dans l'esprit de ses compagnons. Il s'oppose à la convocation d'une « réunion de famille » sur la pelouse de Reuilly officiellement destinée à entériner la décision prise par Jacques Chirac d'abandonner la présidence du RPR, qu'il interprète comme un vote d'investiture pour le candidat néo-gaulliste. La compagnie retrouvée, à cette occasion, de Charles Pasqua, partisan du premier ministre Édouard Balladur, ne facilite pas la clarté du message séguiniste. L'accusation de déloyauté revient, lancinante.

L'heure de la revanche, pour Philippe Séguin, va bientôt sonner. Le séguinisme n'a peut-être qu'un porte-parole, mais il a au moins le mérite d'exister. Alors que la campagne de Jacques Chirac n'a pas de consistance, le président de l'Assemblée nationale offre au candidat son discours sur la nécessité d'une « autre politique ». La dénonciation d'un « véritable Munich social » et l'appel à un « renversement complet des valeurs et des choix fondamentaux » au détriment de l'orthodoxie financière étaient apparus, en juin 1993, comme une remise en cause totale de la politique menée par Édouard Balladur. La concurrence, enfin ouverte, entre le maire de Paris et le premier ministre pour l'élection présidentielle rend désormais ces discours opportuns.

Jacques Chirac y puise toute sa rhétorique de campagne et mesure, enfin, dans ces heures difficiles, tout le poids du soutien de « l'homme qui sait faire monter les sondages de vingt points », selon la formule de Robert Pandraud. C'est beaucoup, ça ne suffit pas. Pour gagner, Jacques Chirac a autant besoin de la figure emblématique de Philippe Séguin que de celle, polie et rassurante, d'Alain Juppé, mais la campagne a montré que derrière la rivalité personnelle et l'incompréhension mutuelle entre les deux hommes, ce sont d'abord deux politiques qui s'opposent. S'il est élu, Jacques Chirac aura un problème : choisir.

Olivier Biffaud et Pascale Robert-Diard



Pour Philippe Séguin, qui revient dans le giron de Jacques Chirac dès le printemps, c'est un échec. Pour Alain Juppé, c'est une réussite, un premier geste important donné à Jacques Chirac. « J'ai une réelle admiration pour lui, confie-t-il à cette époque. Je ne suis pas du genre à tuer le père. »

Les deux hommes ne tireront pas non plus de l'échec de la droite les mêmes conséquences sur l'avenir du RPR. Alors qu'Alain Juppé, devenu secrétaire général, reste fidèle aux idées libérales des années 80, Philippe Séguin voit se confirmer, dans cette sanction des urnes, sa conviction que le gaullisme doit retrouver ses racines sociales et populaires. Alain Juppé devient la cible d'une offensive conjointe de Philippe Séguin et Charles Pasqua. Le député des Vosges a en effet trouvé en la personne de l'ancien ministre de l'intérieur, le « compagnon » susceptible d'incarner, aux yeux des militants, ce gaullisme des origines.

La fracture, lentement, se creuse. Les deux compères en appellent à la base du parti contre « les petits marquis de la rue de Lille ». Ce mouvement de contestation destiné, selon

sident du RPR apprécie le dévouement de ce gardien du temple, qui ne se « laisse pas impressionner par les critiques et les coups de gueule ».

A la loyauté éprouvée d'un Juppé, Jacques Chirac oppose les soubresauts, l'inconstance et les humeurs d'un Séguin. « Séguin est avant tout séguiniste », observe le président du

l'empêchera de conduire, pas même les menaces qu'elle fait peser sur la cohésion de la majorité. Il retrouve, à cette occasion, son compère Charles Pasqua. Encore une fois, Alain Juppé oppose ce qu'il croit être l'intérêt collectif du mouvement à ce qu'il présente comme une nouvelle manifestation d'une ambition person-

Ils sont rivaux depuis leur première rencontre, en 1979. « Ce sera lui ou moi », aurait dit, aussitôt, Philippe Séguin

RPR. Il préfère la cadence de métro-nome de son secrétaire général, sorti cinquième de la promotion Charles-de-Gaulle de l'ENA, en 1972, aux emportements suivis d'abattement du député des Vosges, ancien élève de la même école, sorti septième de la promotion Robespierre en 1968. Il sait que les deux hommes ont une très haute idée d'eux-mêmes. L'expérience lui a déjà montré que le premier sait attendre son heure alors que le second irritablement de re-

nelle. « C'est très facile de se faire plaisir. On ne peut pas dire : "Je suis pour l'union de l'opposition" et déverser sa bile sur ses partenaires », lance Alain Juppé à l'adresse de Philippe Séguin, devant le conseil national du RPR, le 28 avril 1992. « Je rame depuis quatre ans pour construire l'union de l'opposition, ajoute-t-il. Cela fait un peu de peine de voir qu'en une demi-heure on est en train de casser ce qui a été construit. » Philippe Séguin gagne, dans cette

Fort de son succès, Philippe Séguin en attend une traduction concrète dans l'organisation du RPR. Bien qu'ébranlé, Alain Juppé ne veut rien lâcher de son pouvoir, en s'appuyant sur la légitimité du « oui » au référendum, resté majoritaire dans le pays. Philippe Séguin et Charles Pasqua lui apportent une première réplique, en refusant de participer à la réunion du conseil national, convoqué au lendemain du référendum. Un dialogue de sourds s'instaure. Au vote de confiance réclamé par la direction du RPR au profit de son président, les deux opposants à Maastricht répliquent : « Le problème n'est pas de confirmer la légitimité de Jacques Chirac, qui n'a jamais été mise en cause, mais d'arrêter une ligne politique correspondant à l'attente des Français. » Alain Juppé refuse de prêter foi à cet argument et, fidèle à sa stratégie de loyauté affichée, leur rétorque : « On ne peut pas faire tous les jours, ou plusieurs fois par jour, acte d'allégeance à Jacques Chirac, et prendre, systématiquement, le contre-pied de tout ce qu'il dit, des gens qu'il nomme et des orientations qu'il prend. »

L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie reste notre but

par Richard Kaloi

Le peuple kanak n'a pas la mémoire courte. Il y a sept ans, le 5 mai 1988, un bain de sang endeuillait la Nouvelle-Calédonie. A la suite d'une opération militaire sans précédent sur un territoire français, dix-neuf militaires kanaks étaient massacrés à Ouvéa, par les forces armées de l'Etat. Ces morts s'ajoutaient à celles des quatre gendarmes français tués à Rayoua.

Ce massacre stupide et sanglant faisait resurgir la question calédonienne dans le débat politique français, à la veille de l'élection présidentielle.

Le sacrifice de ces jeunes hommes d'Ouvéa puis celui de Jean-Marie Tjibou et de Vélizy-Vélizy, un an plus tard, ne furent pas vains. Cette tragédie obligea paradoxalement les ennemis d'hier à s'entendre et à conclure une paix des braves : les accords de Matignon, mis en œuvre par le premier ministre d'alors, Michel Rocard, chef au cœur des Kanaks.

Les différents partenaires, Etat, Kanaks, calédoches se donnaient dix ans pour construire un développement juste et harmonieux du territoire et préparer l'échéance référendaire de 1998, qui doit conduire la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance.

La paix est oubliée. Rappelez-vous les propos de François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français : « La crise doit souffler la Nouvelle-Calédonie rassemblée, en réunissant tous les composants du

drame colonial. Il est temps d'en sortir. » Il est en effet plus que temps d'en sortir. De report en report, de statut en statut, aucune mesure de décolonisation n'est aujourd'hui réellement adoptée.

Les accords de Matignon représentent le seul acquis dont nous disposons. L'application de ces accords périclète ; ils subissent une véritable dérive, voire des tentatives masquées de dévoiement. La stratégie de l'Etat français a visé à nous détourner, nous les Kanaks,

Monsieur le prochain président, il vous faudra éviter que les accords de Matignon ne deviennent les désaccords de Matignon

du rêve de l'indépendance en nous mobilisant pour le développement. Les nationalistes, dont je fais partie, souhaitent mettre au contraire l'indépendance au service de l'indépendance.

Attention, Monsieur le prochain président, à l'aube imminente de votre mandat, il vous faudra veiller à ce que les accords de Matignon ne deviennent pas les désaccords de Matignon. Nous sommes à trois ans de l'échéance de 1998. Et l'absence de dialogue et de concertation entre les partenaires des accords de Matignon est inquiétante. Car le principal danger qui menace la Calédonie avant 1998, ce n'est pas une crise politique ; c'est une crise sociale. La Nouvelle-Calédo-

nie est un pays riche grâce à ses abords naturels et à ses réserves de nickel, qui représentent 20 % à 25 % des réserves mondiales. Eramet, le groupe français qui exploite les gisements de nickel en Calédonie, vient d'annoncer un doublement de ses bénéfices.

Le produit national brut par tête est d'environ 10 000 dollars. Il a même atteint 15 000 dollars dans les années fastes 1989-1991. Cela place la Nouvelle-Calédonie dans le club très fermé des vingt pays

les plus riches du monde. Mais cette apparence est trompeuse, notamment en termes de justice sociale. La moitié des salariés gagnent 5 500 francs français par mois, et un tiers des salariés atteignent à peine 2 750 F. Il y a de très hauts revenus d'un côté et de très bas salaires de l'autre, surtout pour les Kanaks, avec un cercle structurel pas très vertueux, né du système d'économie assistée : vie chère, chômage, exclusion, inégalité des chances.

C'est pourquoi, Monsieur le futur président, je suis convaincu que l'indépendance est la meilleure solution pour la Calédonie et pour tous les Calédoniens, quelle que soit leur ethnicité d'origine. Cette indépendance est inscrite

dans le sens de l'histoire : aujourd'hui dans le monde, les pays sous tutelle coloniale se comptent sur les doigts d'une seule main. La Calédonie indépendante conservera sans doute des liens étroits avec la France. Mais nous ne pourrions pas toujours dépendre d'un pays qui se trouve à 22 000 kilomètres de chez nous.

L'indépendance est le chemin pour sortir de l'économie assistée, qui obère cruellement nos velléités de développement. De plus, c'est la seule voie pour préparer le dur apprentissage de l'intégration économique de la Calédonie dans sa zone de développement et d'échange naturelle, la région Pacifique.

Enfin, l'indépendance ne doit pas faire peur aux communautés qui cohabitent ensemble sur le territoire. Je sais que certains ne veulent pas ouvrir le dossier du devenir institutionnel de ce pays. D'autres pratiquent la politique de l'autruche.

Ils ont tort. Tous les Calédoniens qui le désirent conserveront leur place dans une Calédonie indépendante. Mais cette indépendance, il faut la préparer.

Nous souhaitons, Monsieur le président de demain, ouvrir avec vous et l'autre partenaire, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, le plus vite possible, une discussion de fond sur le devenir de ce territoire.

Richard Kaloi est président de la province des Îles Loyauté.

Cinq ans plutôt que sept

par Alain Etchegoyen

ISOLONS cette joute, ce duel, ce ring de tout le reste. Sous les pavés, la plage. Sous les énarques, la politique. Des chiffres plus qu'il n'en faut. Des lettres moins qu'il n'en faudrait. Et des sigles, mixtes de chiffres et de lettres pauvres - HLMTS, TVA, CSG - jusqu'à satiété, jusqu'à tuer l'esprit.

Pour la première fois depuis 1958, le grand débat se déroule entre deux énarques. Pour la première fois, les fiches ne sont plus lilliputiennes comme

d'Etat deviennent comptables. Même les citoyens, intéressés, réunis dans chaque camp pour jubiler, s'ennuient.

Les corps disparaissent : le corps un peu absent de Linnel Jospin reste ce qu'il est, sans surprise, tandis que le corps de Jacques Chirac, si présent en meeting, si chaleureux sur les marchés, s'affaisse progressivement, comme fatigué, rompu par la campagne et ses experts, jusqu'à s'effriter dans une fade concision.

Son corps ne tient plus le temps - métaphore du discours qu'il s'écrit - et devient creux quand il était trépanant. On attend des énarques. L'ennui gagne. Le temps passe. L'ennui et Byron surissent d'un dictionnaire des citations.

Le temps, la durée. A m'en tenir au débat, mon choix est fait : je préfère celui qui nous promet cinq ans de présidence à celui qui nous en impose sept.

Avec, au bonus, un mot juste, un mot d'espoir, tout à la fin : « J'ai dit ce que je feroi, je feroi ce que j'ai dit. » Mais c'est le contexte qui l'accrédite, plus que les textes et les corps de ce débat. Sous le débat, les programmes et les convictions.

Alain Etchegoyen enseigne la philosophie ; il est l'auteur de plusieurs essais.

Le balladurisme existe-t-il ?

par Hugues Portelli

COMMENT celui qui a été le premier ministre le plus populaire des septennats mitterrandiens a-t-il échoué dans la capitalisation électorale de sa popularité et peut-il bâtir une entreprise politique sur la base de l'électorat conservé le 23 avril ? L'interrogation sur l'existence d'un balladurisme politique et électoral trouve sa réponse dans la nature contradictoire des soutiens dont a bénéficié le premier ministre puis le candidat.

La popularité élevée et durable d'Edouard Balladur en tant que premier ministre doit être replacée dans le contexte du printemps 1993 : le climat de crise morale qui culminait avec le suicide de Pierre Bérégovoy, la récession économique et l'accélération brutale du chômage aboutissent à l'effondrement de la gauche et permettent au premier ministre de disposer d'une majorité parlementaire pléthorique comme de s'imposer face à un président rapidement marginalisé.

A cette situation de force s'ajoute l'excellente image personnelle (honnête, rassurant, compétent) d'un premier ministre que la plupart des Français découvrent alors. Edouard Balladur vit bénéficier d'un « état de grâce » exceptionnellement long (jusqu'à l'automne 1993) et garde une base de popularité qui va bien au-delà de l'électorat RPR-UDF : le marais, les écologistes et une fraction importante de la gauche lui font confiance.

Cette base de départ très large, combinée avec une image personnelle qui restera excellente jusqu'au début de cette année, explique la capacité de « rebondir » à l'automne de chaque crise (bonifits sociaux de l'automne 1993, loi Falloux, CIP). Si les soutiens de gauche et du marais s'effritent avec le temps et les crises (il en restera une partie cependant jusqu'en janvier 1995), le bloc de la droite demeure compact autour d'Edouard Balladur jusqu'au bout, les actions de celui-ci sur le GATT, la monnaie ou de Charles Pasqua (contre les islamistes ou l'immigration) venant opportunément relancer cette popularité après chaque dé-

faillance. Cette popularité du premier ministre s'est traduite en intentions de vote aussi longtemps que la campagne électorale a été absente des esprits. Certes Edouard Balladur a été rapidement considéré comme un présidentiable, doté d'un large électorat potentiel puisant dans la droite RPR-UDF mais aussi dans le marais. Mais du jour où la campagne électorale a vraiment commencé, ce capital s'est réduit rapidement : si le « vote Balladur » dans les sondages connaît une première et lente érosion à

rat original : il correspond à la géographie de la droite, et singulièrement de la droite UDF telle qu'elle se perpétue depuis les élections de 1974, et a davantage de ressemblance avec le vote Giscard d'Estaing qu'avec le vote Barre.

Si dans tous les cas (1974, 1981, 1988, 1995) on retrouve le Grand Ouest, l'Alsace et une zone qui s'étend de la Lozère à la Savoie, Edouard Balladur, comme Valéry Giscard d'Estaing mais à la différence de Raymond Barre, réalise de très bons scores dans

La création d'une force « balladurienne » spécifique apparaît très hypothétique : l'électorat du premier ministre est le plus fidèle à la droite, le plus prédisposé à s'intégrer à une majorité chiraquienne

l'automne 1994 sous l'effet de l'hypothèse Delors et du climat politico-social - érosion qui sera « effacée » par l'effet Airbus en décembre -, c'est à partir de la déclaration de candidature d'Edouard Balladur que celui-ci amorçe son déclin.

Ce déclin sera accéléré par les difficultés de l'action gouvernementale (JUT, écoutes téléphoniques) et il est significatif que, pour la première fois, le premier ministre ne parvienne pas à rebondir après ces crises.

Si le statut de premier ministre a vraisemblablement nui au candidat, l'engagement électoral d'Edouard Balladur a pesé négativement sur le premier ministre qui, à partir de février, perd les soutiens dont il disposait au-delà de la majorité parlementaire et voit même ses appuis s'effriter au RPR.

Très vite, l'électorat balladurien potentiel se rétracte au RPR (reconnus par Jacques Chirac) et ne parvient pas à conserver les soutiens du marais ou du centre-gauche séduits par le premier ministre jusqu'en décembre 1994.

Qu'en est-il resté le 23 avril ? Un premier examen du vote Balladur montre que celui-ci ne permet pas de définir un électo-

l'Ouest intérieur et sur la Côte d'Azur, bastions du conservatisme.

La sociologie de ce vote (sur la base des sondages sortie des urnes) est conforme à sa géographie. Edouard Balladur s'enracine au cœur de la droite modérée, réalisant ses meilleurs scores chez les catholiques pratiquants réguliers (40 %), les plus de soixante-cinq ans (36 %), les inactifs (29 %), agriculteurs (28 %) et cadres supérieurs (28 %). Dans ces différents milieux, Edouard Balladur réalise des scores nettement supérieurs à ceux de Raymond Barre (qui en revanche était nettement plus performant chez les moins de trente-cinq ans diplômés du supérieur ou professions intermédiaires, où il dominait Jacques Chirac).

Avec un centre de gravité situé dans l'alle droite de l'UDF, le vote Balladur n'est pas pour autant un vote UDF : tout comme Raymond Barre ne rassemblait que 66 % des suffrages UDF, Edouard Balladur n'en recueille que 56 %. Et s'il entame davantage que Raymond Barre l'électorat RPR (22 % contre 13 %), cette pénétration minoritaire ne lui permet pas d'apparaître comme un rassembleur.

En d'autres termes, le vote Balladur apparaît comme celui de la droite traditionnelle, de culture libérale-conservatrice, correspondant à l'UDF des années giscardiennes plus qu'à celle des années 80-90, mais dans une France qui s'est profondément modifiée depuis.

Les soutiens dont a bénéficié Edouard Balladur premier ministre de 1993 à 1995 s'auraient donc cessé de se rétracter, passant progressivement d'un ensemble agrégant non seulement l'ensemble de la droite mais également le marais et le centre-gauche à la vieille droite traditionnelle.

Le bloc électoral qui subsiste permet-il de constituer un ensemble politique ? L'entreprise paraît hasardeuse pour au moins deux raisons : RPR puisant l'essentiel de son électorat à l'UDF, Edouard Balladur ne pouvait prétendre former une entité nouvelle qu'en rassemblant autant dans l'une et l'autre formation ou en lui agrégant un électeur nouveau. Tel n'est pas le cas. Sa pénétration majoritaire mais non bégayonnante à l'UDF ne lui permet pas non plus de contester l'hégémonie sur la confédération de l'Union de ses composantes. Dans ces conditions, la création d'une force « balladurienne » spécifique apparaît d'autant plus hypothétique que l'électorat balladurien est le plus fidèle de la droite et le plus prédisposé à s'intégrer le 7 mai et au-delà à une majorité chiraquienne en regagnant sa famille d'origine.

D'avril 1993 à avril 1995, le « balladurisme » n'a donc pas constitué un bloc électoral homogène mais un ensemble de soutiens à un premier ministre largement lié à son image personnelle (et non à son profil politique) et à la conjoncture (pré-électorale).

Le noyau dur de ce soutien, tel qu'il apparaît au fond des urnes, semble trop étroit et trop classique pour constituer les bases d'une entreprise politique ambitieuse.

Hugues Portelli est professeur de science politique à l'université Paris-IX.

Balladur, Baldur ? Chirac, Schirach ?

par Agnès Verlet

BALDUR von Schirach. Ce nom, comme un mot-valise, à la manière de Lewis Carroll, m'est revenu à la mémoire au soir du premier tour, quand j'ai vu Edouard Balladur, à peine déconfit, affirmer son soutien à Jacques Chirac, créant ainsi une figure présidentielle d'un genre nouveau, un monstre à deux têtes, condensation des quatre candidats qui formaient une droite à 60 %.

« Baldur von Schirach, cette baurach », dit Heinrich Böll dans un récit de 1981 où il raconte ses désarçonnements de lycéen pendant la montée du nazisme, était « responsable » de la jeunesse du Reich.

A qui confiera la jeunesse un Jacques Chirac qui s'est montré à Bercy dans des images qui évoquaient Nuremberg, harangueur démagogue de jeunesse, énoncé embroglié, du moins conditionné ?

J'ai relu le livre d'Heinrich Böll qui a pour titre la question anglo-saxonne que se répétaient ses parents en 1933 à son sujet : « Mais que va-t-il devenir, ce garçon ? » (Le Seuil, 1988 pour la traduction française), et je pense que nous devrions manifestement

ter un peu plus d'inquiétude, nous qui voyons les jeunes, nos enfants, nos étudiants, accorder leurs suffrages à une droite qui ne leur apportera que chômage, inégalité et inculture, nous qui laissons revenir au pouvoir une droite dore au consensus mou, nous qui écoutez sans frémir l'extrême droite revendiquer avec arrogance une légitimité que les élections vont finir par lui accorder.

Que vont-ils devenir, ces jeunes qui se laissent bernier par des discours trompeurs et qui seront peut-être les victimes de notre lassitude politique ? Seront-ils les parents, seront-ils les adultes qui livreront nos enfants à des hommes de droite, qu'ils aient nom Chirac, Balladur, Pasqua ou Le Pen, dont nous savons qu'ils ne leur veulent pas de bien, et qui n'ont sans doute rien à envier à ce Baldur von Schirach dont Böll écrit que « c'est ce panthéon qui prenait des décisions à l'encontre de la jeunesse allemande, avec l'accord tacite des parents allemands ».

Agnès Verlet enseigne la littérature.

COURRIER

DES PROJETS, PAS DES PROGRAMMES

Le contenu des programmes présidentiels n'est qu'un aspect de l'enjeu électoral. Le rôle des candidats consiste aussi à proposer un véritable projet de changement, une démarche ou un calendrier strictement définis et que chacun d'eux s'engage à respecter.

Il est en effet aisé - et agaçant - d'invoquer la frilosité des Français ou tout autre prétexte pour expliquer les échecs dans la mise en œuvre du changement. En fait, ces échecs proviennent d'une carence méthodologique des dirigeants, qui négligent le plus souvent les phases préparatoires et stratégiques de réalisation des réformes.

L'élaboration d'une démarche globale de changement suivant

des étapes clairement définies lors de la campagne présidentielle conférerait plus de lisibilité aux actions gouvernementales ultérieures et éliminerait les incertitudes sur leurs objectifs.

Le calendrier d'élaboration de l'Union économique et monétaire fournit à mes yeux un modèle du genre : l'objectif est ambitieux, la démarche est claire et échappe à toutes les turbulences politiques.

Les exigences de la vie sociale et économique sont de plus en plus grandes pour les Français, notamment pour les personnes exclues ou en devenir de l'ère. Il me paraît raisonnable d'exiger des candidats de proposer autre chose que des programmes, salmigondis d'idées sans garanties réelles de changement.

Thierry Rémond, Paris

Le sondeur repu

par Philippe Bernard

La France à l'heure de son clocher

En cela, il convient d'ajouter le sentiment ardent de la Cour de cassation sur l'affaire Calvet - *Camard enchaîné* qui place les journalistes publiant des informations confidentielles devant un dilemme impossible: être condamnés pour diffamation si on présente pas de preuves ou être condamnés pour recel si on les détient.

S'il est élu, M. Chirac aura fort à faire pour apaiser les esprits qui se présentent sur certains de ses plus chauds partisans. D'ailleurs que des beaux discours, l'examen attentif du déroulement de certaines enquêtes judiciaires en cours - les plus sensibles étant celles qui concernent les officiers HLM de Paris et des Hauts-de-Seine - permettra de juger de sa volonté de rétablir l'ordre dans la République des braves.

Suite de la première page

Tout cela, les deux candidats qui restent en lice pour le second tour le savent, et c'est pourquoi ils se sont l'un et l'autre prononcés pour Maastricht et pour la monnaie unique. Mais Jacques Chirac se garde bien de trop préciser ses intentions sur le sujet, et il n'avait pas l'air trop triste de constater, lors du débat de mardi soir, que l'Europe avait été passée « *par pertes et profits* ». Sans doute sa conviction est-elle moins forte, pour commencer, que celle de son rival : en témoigne l'étrange proposition, vite oubliée, faite au début de sa campagne, d'un référendum sur la monnaie unique, alors que la question a été réglée par Maastricht ; et aussi sa soudaine pique contre le gouverneur de la Banque de France, difficilement compatible avec l'indépendance que la loi lui assure aujourd'hui et dont doit jouir demain la banque européenne.

**François Mitterrand
« a souvent fini, en dépit
de toutes ses oscillations,
par faire
ce qu'il fallait faire »**

Outre son tempérament, qui ne le pousse pas à attacher aux idées une importance excessive, le peu d'empressement du maître de Paris à parler de l'Europe s'explique évidemment par des considérations tactiques ; à s'avancer, dans un sens ou dans l'autre, sur ce terrain, il pourrait perdre des voix bien nécessaires : d'où les formules, aussi fermes qu'imprécises, dont il nous a régalez avant le premier tour, sur le thème de la réconciliation des Français « sur l'Europe et l'Europe ».

Louable intention, mais comment ? Lionel Jospin aurait pu se permettre de le titiller un peu là-dessus : sa campagne du premier tour et la présence à ses côtés de Jacques Delors suffisent à souligner la netteté de son engagement européen. A ce pas le faire, il a dû confondre, chez beaucoup de téléspectateurs le sentiment qu'entre deux énarques aux antipathies cent fois révisées, l'épaisseur des désaccords ne dépassait pas, bien souvent, celle de la pehure d'oignon.

Pour ceux qui suivent depuis longtemps les affaires internationales, l'érosion de la place de la France est une évidence : il suffit de voir à quel point, comme d'ailleurs la Grande-Bretagne, elle est aujourd'hui absente de ce Proche-Orient qui fait longtemps leur chasse gardée et disputée. Mais il n'y a pas de fatalité du déclin, comme de Gaule, puis qu'aucun autre, l'a montré, et la Constitution de la V^e République confère à son président, dans ce domaine, une responsabilité exceptionnelle. Quel qu'il puisse penser du reste, l'expérience de François Mitterrand, sa culture, humaniste, son sang-froid, son habileté, son intervention dans des moments décisifs comme la bataille des euro-missiles, son appui sans faille à la cause de l'unité européenne et de la coopération franco-allemande lui ont longtemps conféré un poids personnel indiscutable. Qu'on songe aux relations qu'il a su établir avec un Helmut Kohl, un Shimon Peres ou un Yitzhak Rabin, à l'affaire Goulez. Beaucoup de ceux qui ont eu affaire à lui souscrivent sans doute à ce jugement de *Newswest* : « Il a souvent fini, en dépit de toutes ses oscillations, par faire ce qu'il fallait faire. Il a servi la France de manière crédible, parfois brillamment, durant une période diffi-

Le remplacer ne sera pas facile, pour un homme qui, loin d'être porté par une vague de fond, n'aura obtenu au premier tour, si l'on tient compte de la masse impressionnante des abstentionnistes, des votes blancs et des non-inscrits, que les suffrages d'un Français sur six ou sept et, non content d'hériter une situation financière fort délicate, se trouvera aux prises avec un Front national remonté à bloc et une

On a encore constaté mardi soir que rien de décisif ne sépare les deux candidats sur les grands dossiers de politique étrangère. La sagesse, dans ces conditions, ne consisterait-elle pas pour eux, s'inspirant du système « bipartisan » dont les Etats-Unis ont souvent donné l'exemple, de s'engager à collaborer à l'avenir dans ce domaine ? Rien ne pourrait mieux convaincre les partenaires de la France qu'il leur faut la prendre au sérieux. Mais sans doute est-ce trop demander !

AU FIL DES PAGES / Politique

QU'EST-CE qui les fait courir ? A chaque échéance électorale d'importance, lorsque s'affrontent tant d'ambitions, la question se pose. Elle se pose moins pour les habitués des grands tournois que pour les autres, qu'ils y participent en première ligne, comme Lionel Jospin, ou en appui, comme Alain Juppé, Philippe Séguin, François Létord, Nicolas Sarkozy, François Bayrou, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn. D'où la curiosité qu'ils inspirent et qui trouve à s'alimenter dans de nombreux portraits et quelques ouvrages biographiques, publiés à l'occasion de l'échéance présidentielle.

Après cela, on a retenu, ici, deux de ces derniers, à titre d'exemples, parce qu'ils illustrent deux carrières proches sur le plan politique, mais différentes dans leur déroulement. L'un concerne Alain Juppé, l'autre Nicolas Sarkozy. Les auteurs, Isabelle Dath et Philippe Harrovard, d'un côté, et Anita Hausser, de l'autre, ont fait un travail qui va bien au-delà de la question initialement posée. Leurs enquêtes les ont conduits, en effet, à se plonger dans le détail des origines familiales, des années de formation et de la chronique du RPR, ces dernières années. Ils livrent au service de leurs analyses un précieux matériel documentaire, apport indissociable si l'on ne veut pas s'en tenir - et s'enfermer - dans ce qui est de superficiel et de réducteur l'image donnée et reçue des acteurs politiques. Le temps d'une campagne électorale.

Leur apparence médiatique, les hommes publics apprennent à la construire à partir de ce qu'ils acceptent de livrer et d'utiliser de leur authenticité. C'est cette dernière que nos journalistes ont cherché à traquer, et les sous-titres de leurs livres donnent déjà une réponse à la question : qu'il est-ce qui fait croire Alain Juppé et Nicolas Sarkozy ? Isabelle Dauth et Philippe Harrouard définissent le premier en invitant, à son sujet, « la tentation du pouvoir ». Ils lui opposent ainsi le titre d'un livre récent, *La Tentation de Venise*, dans lequel Alain Juppé confiait qu'il pouvait avoir d'autres attitudes existentielles que la consécration politique. Malheureusement, pour ses postures, il n'a fait le choix, à la fois provocatoire et séduisant, de leur personnage, lequel est « pour devise : l'ambition est un devoir », et se considère comme « un produit de la méritocratie républicaine ». Pour cette raison, il n'entend pas se laisser voler les récompenses qu'il a, à juste titre, méritées.

**ils savent courir, ils aiment ça,
et le pouvoir qu'ils y gagnent**

A cet égard, son cursus, depuis la scolarité, est éloquent. C'est celui d'un pur-sang qui accumule les succès. « Son savoir glisse la grosse tête », disent certains ; « avec plus d'admiration que d'amis », relèvent d'autres. Derrière cette ambition, derrière cette belle mécanique intellectuelle, derrière un choix politique qui fait celui du gaullisme - autant par filiation que par réaction à l'environnement culturel -, mais qui aurait pu être celui de la social-démocratie, c'est surtout un volontarisme qui s'affirme. Il est plus raisonné qu'affectif, il se relie « à des principes qui gouvernent la vie politique et à un certain exercice de l'autorité ». Des principes, plus que des sentiments, l'autorité plus que la contestation.

Alain Juppé est entré en politique par la voie royale de grandes écoles : Normale-Sup, FENA. Nicolas Sarkozy, lui, est passé par les petites classes du militantisme, mais il est allé vite en besogne, notre jeune avocat, aux dépens par exemple d'anciens plus aguerri(s) : Anita Haussier le souligne dans le sous-titre de son ouvrage, *"L'Ascension d'un jeune homme pressé"*. Son héros met sa capacité de travail, son culot et son opportunisme au service d'une rare fringale de reconnaissance sociale : il a fait de pouvoir et ne semble pas rassasié. L'auteur note qu'un de ses talents est d'avoir su se rendre indispensable à chacun de ses patrons successifs : Perotti, son prédécesseur à la mairie de Nemilly, Pasqua, Chirac, Balladur. Mais il n'a jamais hésité à prendre son élan quand qu'on le lui accorde.

A lors, qu'est-ce qui fait courir Alain Juppé et Nicolas Sarkozy ? D'abord le fait qu'ils sont courus à l'instinct, à l'instinct, et surtout qu'ils ont le pouvoir qu'ils y gagnent. Ce sont les animaux peut-être à s'affronter encore et plus directement, au-delà de leurs encadrements virtuels.

André Laurens

★ **Alain Juppé ou la tentation du pouvoir**, d'Isabelle Dath et Philippe Harrouard, L.-C. Latès, 280 pages, 110 F. **Sarkozy - L'Ascension d'un jeune homme pressé**, d'Anita Hausser, Belfond, 280 pages, 120 F.

RECTIFICATIES

Décès
France Quéré, théologienne protestante, dont nous avons annoncé le décès, dans le *Monde* du 18 avril, était née le 27 avril 1936. Elle n'est donc pas morte à l'âge de soixante ans, comme indiqué par erreur.

RAPHAËL HADAS-LEBEL
Une lettre parasite déformait malencontreusement le prénom de Raphaël Hadas-Lebel dans la signature de l'article « La télévision faillit l'élection ? », publié dans nos éditions du 4 mai. *Le Monde* adresse ses excuses à l'auteur.

André Fontaine

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 5 MAI 1995

PROTECTION Dans un environnement financier et économique en mutation rapide, la Commission des opérations de Bourse (COB), le gendarme des marchés français, tente de

s'adapter et d'accomplir ainsi sa mission de protection de l'épargne. C'est cet effort pour faire face à la complexité et aux risques croissants des marchés financiers que reflète le

vingt-septième rapport annuel de la COB remis jeudi 4 mai. ● **LA TRANSPARENCE** des comptes des sociétés cotées a fait l'objet d'interventions répétées de la COB l'an dernier. Celle-

ci insiste sur la nécessité de préserver les possibilités de comparaison dans le temps des situations financières des entreprises, tout en soulignant que la qualité de l'information finan-

cière ne cesse de s'améliorer. ● **LES SANCTIONS** prises par la COB, quand elles ont été contestées devant la Cour d'appel ont été toutes validées, ce dont se félicite l'institution.

La COB évoque les « dysfonctionnements du capitalisme financier moderne »

Dans son rapport annuel, la Commission des opérations de Bourse veut garantir la sécurité des nouveaux marchés, mieux contrôler les intermédiaires et anticiper les évolutions européennes

NON SANS autosatisfaction, Jean Saint-Geours, président de la Commission des opérations de Bourse, souligne que l'année 1994 a été pour la COB « une année de consécration de ses compétences et de confirmation de son rôle, en particulier dans les domaines de la coopération internationale, du contrôle de la gestion collective des placements et de l'amélioration de l'information comptable ». La COB, soumise depuis plusieurs mois à des critiques assez sévères, notamment de professionnels des marchés, réaffirme avec force que son objectif premier est la défense de l'épargnant.

Il s'est traduit notamment l'an dernier par des interventions répétées dans le domaine de la transparence comptable des sociétés cotées. La façon de prendre en compte dans les bilans, surtout ceux des groupes fi-

d'autres - toujours plus nombreux - présent au contraire une mise à niveau stricte des provisions. « À l'angle-saxonne » en fonction des prix du marché, aussi déprimé soit-il. La COB s'est refusée jusqu'à aujourd'hui à choisir une doctrine immuable et a fait le choix du pragmatisme. Elle s'est attachée en fait à préserver les possibilités de comparaison dans le temps des situations financières des entreprises. Elle a renouvelé encore l'an dernier ses recommandations sur la présentation des comptes consolidés, le changement de méthode d'amortissement ainsi que l'évaluation des titres en portefeuille.

La COB a constaté que certaines sociétés cotées souhaitaient modifier le plan d'amortissement de leurs immobilisations en représentant une partie des amortissements réalisés. Elle souligne que l'allongement de la durée d'amortissement doit être justifié sous le contrôle des commissaires aux comptes et les futures annuités d'amortissement calculées en fonction de la valeur résiduelle, sans aucun traitement des amortissements antérieurement comptabilisés.

LE SPECTRE DE LA BARINGS

Le développement des marchés dérivés et les risques qu'il entraîne - soulignés par la défaillance spectaculaire au début de l'année de la banque britannique Barings - a fait l'objet d'un effort particulier de la COB. Elle insiste sur « les risques inhérents au capitalisme financier moderne » et entend rester « attentive aux risques

de rupture » et surveiller le développement des marchés dérivés, l'élargissement de la capacité de financement des marchés réglementés et l'élargissement de la coopération internationale. Pour le marché des produits dérivés, la Commission convient, statistiques à l'appui, que ceux-ci ont connu un développement spectaculaire. Pour mémoire, en France l'encours global enregistré en hors bilan des établissements de crédit a été multiplié par 7,7 passant de 3 989 milliards de francs fin 1988 (57 % du bilan) à 30 980 milliards de francs au 30 juin 1993.

Cet essor devrait donner l'occasion à la Commission, et surtout à l'IOICV (Organisation internationale des commissions de valeurs), de prendre des mesures pour mieux harmoniser l'action des régulateurs en faveur d'une sécurité accrue.

La COB souligne par ailleurs la nécessité de renforcer et de développer la gestion de l'épargne et préconise la création de fonds de pension qui devrait permettre de développer une épargne longue et stable, de renforcer les fonds propres des entreprises, de développer une fois encore le marché des actions de Paris et enfin de promouvoir l'épargne salariale.

TRANSPARENCE

A propos de la création de ces fonds de pension, le rapport met en évidence trois problèmes : la question du choix entre sortie en rente et sortie en capital, le choix entre gestion interne aux cotisations des fonds, par inscription de provisions de retraite au bilan de gestion externe, par la création de structures *ad hoc* et, enfin, le débat entre un système à cotisations définies et un système à prestations définies.

Enfin, la COB cherche également à optimiser les modes de gouvernement des entreprises (« corporate governance »). Les objectifs définis par le gouvernement des entreprises rejoignent ceux de la régulation boursière dont les thèmes essentiels sont la transparence, la sincérité et la rapidité de l'information, l'équité de traitement des actionnaires et leur représentation au sein des organes dirigeants de l'entreprise.

En guise de conclusion, Jean Saint-Geours ajoute que si l'approche comparative entre les différents systèmes de gouvernement des entreprises est riche d'enseignements, c'est moins aux fins de désigner le meilleur modèle que de mieux tirer parti de celui dont on a hérité et le faisant évoluer.

François Bostnavaron

La recherche des infractions

La COB a ouvert quatre-vingt-onze enquêtes au cours de l'année écoulée contre quatre-vingt-cinq en 1993. Pour l'essentiel, ces enquêtes sont liées à la découverte d'anomalies relevées par la surveillance du marché, que ce soit un gonflement inhabituel des transactions ou des mouvements jugés brutaux sur les cours. Le reste des enquêtes procède de la surveillance des opérations financières telles que les offres publiques d'achat (OPA) ou l'usages, ou bien des vérifications effectuées lorsqu'un émetteur se hasarde à diffuser des informations inattendues comme des prévisions de résultats qui ne correspondraient pas aux résultats postérieurement annoncés. L'an dernier, vingt-trois dossiers ont été transmis aux autorités judiciaires et dix-sept aux autorités de marchés. Plus de la moitié des enquêtes portent sur la recherche d'infractions à la réglementation boursière et un quart d'entre elles ont concerné des organismes de gestion d'épargne.

nanciers, des risques liés notamment à la crise persistante de l'immobilier fait l'objet de polémiques. D'un côté, certains insistent sur le nécessaire équilibre dans le temps des pertes pour ne pas mettre en péril l'avenir de certains groupes et

COMMENTAIRE UNE CRÉDIBILITÉ À AFFIRMER

La Commission des opérations de Bourse (COB) se retrouve à un moment de son existence, en quête d'une crédibilité enfin inattaquable. Sortie brutalement de l'anonymat à la fin des années 80, par les délits d'initié, et plus particulièrement l'affaire Pechiney-Triangle, la COB a hérité, à la faveur de la loi d'août 1989 sur la transparence des marchés, des pouvoirs considérables. Contrairement à ce que son nom indique, ses attributions vont ainsi bien au-delà de la Bourse et concernent la protection de l'ensemble de l'épargne et du patrimoine des Français.

Des pouvoirs jugés parfois exorbitants, mais sans doute nécessaires dans un environnement financier en mutation rapide et toujours plus risqué. Si le réveil de 1988 de la « grande endormie » et le regain de crédibilité et d'efficacité du gendarme des marchés français ne sont pas contestables, son bilan est pour-

tant loin d'être totalement satisfaisant. Nombre d'entreprises françaises cotées ont encore une qualité d'information financière et des comportements vis-à-vis de leurs actionnaires minoritaires d'un autre âge. Face à ces pratiques, la COB semble parfois impuissante ou, pis, indécise. Du coup, certains investisseurs étrangers n'hésitent pas à émettre ouvertement des doutes sur la qualité des comptes de certaines sociétés françaises. La crédibilité est longue à obtenir et des effraies comme celles du Comptoir des entrepreneurs ou du Crédit lyonnais ont fait beaucoup de tort à l'image de la place financière française dont la COB est le garant. Son président, Jean Saint-Geours, arrive au terme de son mandat en septembre 1995, et certains parlementaires prônent une nouvelle modification de l'architecture des autorités de marché en limitant le rôle de la COB à la surveillance. Mais, plus que d'une nouvelle législation, c'est d'un état d'esprit et d'une pratique moins timorés dont la COB a besoin.

Eric Leser

Si on vous apporte une autre eau que Badoit manifestez-vous.



BADOIT

Exigible dans tous les bons restaurants.

صكزا ن الاصل

L'entrée de Swissair dans Sabena lui permet d'accéder au ciel communautaire

La compagnie helvétique prend la place occupée par Air France au sein de leur homologue belge, en acquérant 49,5 % de son capital pour plus d'un milliard de francs

LE GOUVERNEMENT belge, Swissair et Sabena ont signé, jeudi 4 mai, un contrat au terme duquel la compagnie aérienne suisse va prendre 49,5 % du capital de son homologue belge. Cette prise de participation de Swissair se fait par le biais d'une augmentation de capital à hauteur de 6 milliards de francs belges (soit 1,038 milliard de francs français). Par ailleurs, le transporteur suisse investit 0,5 milliard de francs belges (86,5 millions de francs français) en certificats de participation, sans droit de vote.

La majorité du capital de Sabena (50,5 %) restera répartie entre l'Etat et des investisseurs belges, selon un communiqué conjoint de Sabena et de Swissair. L'Etat belge, par le biais de la société fédérale d'investissement (SFI), investit 1,5 milliard de francs belges. Un consortium d'investisseurs institutionnels belges apportera 2 milliards de francs belges. Les marques, l'identité visuelle et l'indépendance de la direction des compagnies seront conservées. L'accord sera soumis à la Commission européenne pour approbation.

Parallèlement, Swissair va accéder à la SFI un prêt de 4 milliards de francs belges afin de financer le rachat des parts détenues par le groupe Finacta. En effet, Air France et quatre investisseurs belges avaient acquis 37,5 % de Sabena via la Finacta. La compagnie française était d'accord pour se désengager de son homologue belge à condition qu'elle récupère sa mise de 4 milliards de francs belges. Les négociations se poursuivent entre le gouvernement de Bruxelles et Air France sur ce point précis.

A terme, Swissair se réserve la possibilité d'augmenter sa participation dans le capital de Sabena.

Mais actuellement, la compagnie helvétique, qui n'est pas membre de l'Union, ne peut prétendre acquérir la majorité d'une compagnie aérienne de l'espace européen. « De son côté, l'Etat belge détient une option de rachat des actions de Swissair, si la nécessité de protéger des intérêts majeurs se présentait », précise le communiqué.

NÉGOCIATIONS DIFFICILES

L'accord intervenu, jeudi 4 mai, met fin à des négociations difficiles et bousculées. Depuis l'arrivée de Christian Blanc à la présidence d'Air France, l'accord entre Sabena et la compagnie française était au point mort, cette dernière s'attachant en priorité à la réalisation de son plan de redressement. Cette situation faisait rager Pierre Godfroid, président de Sabena, confronté à un besoin urgent d'argent frais. Air France voulait bien sortir mais sans laisser la place à un concurrent majeur comme British Airways ou une compagnie américaine. En entrant dans le capital de Sabena en avril 1992, Bernard Attali avait déjà voulu barrer la route à British Airways. L'ancien président d'Air France avait mis en place une navette aérienne entre Paris et Bruxelles et espérait que les compagnies pourraient alimenter réciproquement leur aéroports. Toutefois, cette organisation aurait surtout profité à la compagnie belge qui aurait augmenté ses parts de marché sur l'Afrique, au détriment de son homologue française. Air France n'y aurait gagné que dans la maintenance et l'informatique.

Il en va tout autrement de Swissair, qui en raison de la non-adhésion de la Suisse à l'Union, voit lui

échapper un marché de grande taille. La libéralisation du marché européen depuis le 1^{er} janvier 1993 n'a pas concerné le transporteur helvétique qui reste dépendant de négociations bilatérales ardues. Swissair était à la recherche de partenaires européens de longue date. Une fusion avec la compagnie scandinave SAS, la néerlandaise KLM et l'autrichienne Austrian Airlines avait échoué, en novembre 1993, sur la recherche d'un partenaire américain. Actuellement des négociations sont en cours entre la Suisse et l'Union pour un meilleur accès de la première au ciel européen.

« Nous voulons être présents sur l'aéroport de Bruxelles, capitale de l'Union européenne », a souligné Otto Loepp, président de la direction du groupe Swissair. « Sabena gagne un partenaire réputé pour sa bonne santé financière et sa rigueur de gestion », a expliqué Pierre Godfroid, président de Sabena. Ensemble, Swissair et Sabena transportent douze millions de passagers ce qui permet à l'une et à l'autre d'atteindre une taille critique. La seconde a une bonne assise européenne tandis que la première est plus tournée vers l'international. L'accord prévoit également que soient coordonnées les activités informatiques, les services d'escale et l'organisation des ventes en dehors des pays d'origine.

La conclusion de négociations entre Swissair et Sabena, officiellement lancées à la mi-décembre, devenait urgente compte tenu de la proximité des élections législatives en Belgique, le 21 mai, et de l'arrivée d'un nouveau gouvernement éventuellement hostile au projet.

Martine Laronche

Les troubles monétaires affectent le chiffre d'affaires de Nestlé

Le numéro un mondial de l'agroalimentaire table sur la croissance interne pour se développer, notamment en Asie et en Amérique latine

LE GROUPE SUISSE Nestlé, le numéro un mondial de l'agroalimentaire, est fortement pénalisé par l'appréciation du franc suisse, notamment face au dollar, dans lequel est libellé plus de la moitié de son chiffre d'affaires. Le groupe a enregistré au premier trimestre 1995 un recul de son chiffre d'affaires de 1,5 % à 13 milliards de francs suisses (FS), soit environ 56 milliards de francs français (FF). A taux de change constant, la progression aurait été de 8,5 %. La tendance entamée en 1994 se poursuit, le chiffre d'affaires ayant reculé l'an dernier de 1 % à 56,9 milliards de FS (près de 245 milliards de FF). « Si nous avions établi des comptes en dollars, notre chiffre d'affaires aurait augmenté de 7 % », s'est défendu Reto Domeniconi, directeur financier du groupe, lors de la conférence annuelle du groupe qui s'est tenue le 3 mai à Zurich.

Nestlé a vu son résultat net progresser en 1994 de 12,6 % à 3,25 milliards de FS (14 milliards de FF), mais cette performance est due essentiellement aux 306 millions de FS dégagés lors de la cession à L'Oréal de Cosmar, qui distribue les produits L'Oréal aux Etats-Unis. Plus inquiétant, Nestlé a vu sa marge d'exploitation s'éroder à 10,6 % de son chiffre d'affaires. Par rapport à l'année précédente, l'écart minime d'un dixième de point a été pourtant mal perçu par les observateurs financiers.

Première explication, Nescafé a été touché par l'envolée des cours du café en 1994, due à des gélées suivies d'une sécheresse qui ont affecté les plantations au Brésil. Le groupe a aussi engagé aux Etats-Unis un bras de fer avec les distributeurs américains qui demandent d'accorder des

rabais pour les ventes de fin d'année. Troisième cause de fléchissement de la rentabilité, notamment en Europe, Nestlé a augmenté ses dépenses commerciales et de publicité dans un marché qui peine à repartir. La direction s'affirme toutefois relativement satisfaite. « Grâce à des économies sur les frais généraux et les charges fixes, nous avons maintenu à un niveau modeste le fléchissement de notre résultat d'exploitation », a conclu Reto Domeniconi.

En raison des turbulences monétaires, le groupe est prudent dans ses prévisions pour 1995. « Nous espérons retrouver à peu près les mêmes résultats qu'en 1994 », a toutefois confié Helmut Maucher, président de Nestlé. Il a aussi confirmé qu'il ne ferait a priori pas d'acquisition majeure dans les prochaines années, estimant avoir atteint la taille critique dans ses métiers-clés (boissons, produits laitiers et diététique, plats cuisinés, chocolat et confiserie). « Jusqu'à présent, nous réalisons les deux tiers de notre croissance par acquisitions externes et un tiers par croissance interne. Cette proportion pourrait s'inverser dans les prochaines années », a déclaré Helmut Maucher.

RACHATS COÛTEUX

Depuis le milieu des années 80, Nestlé s'est développé à coups d'acquisitions stratégiques, reprenant successivement le producteur de lait concentré Carnation en 1985, Buitoni et Rowntree en 1988, avant de lancer une offre publique d'achat sur Perrier en 1992. Ces reprises ont été parfois très coûteuses, même si Helmut Maucher se défend de les avoir payées trop cher : « Nous avons acheté Carnation treize fois ses

benefices. C'était une acquisition très bon marché. Les prix sont ensuite montés pour Rowntree jusqu'à vingt fois les bénéfices. J'aurais préféré payer un milliard de moins. Mais pour être présent dans les bars chocolatières, nous avons acquis le prix d'une prime stratégique. » La firme de Vevey tient le même discours à propos du rachat de Perrier, toujours en restructuration, qui lui a permis de devenir le leader mondial des eaux minérales. « Nous réitérerions cette acquisition au même prix », a déclaré Ramon Masip, président de la direction générale alimentation. « Investir dans les eaux minérales a été une décision majeure prise par Nestlé. Depuis, tout le monde a compris que l'eau est un bien qui se fait rare. »

Désormais, Nestlé, qui est aussi devenu numéro deux des crèmes glacées, regarde les prix avant d'acheter. « Nous avons dit non au rachat des aliments pour animaux domestiques de Quaker Oats. Nous avons dit non au rachat de Proctor & Kitchen, filiale agroalimentaire de Volvo. Ce sont des activités intéressantes mais pas suffisamment importantes pour justifier des prix que nous ne parviendrions pas à rentabiliser dans un délai raisonnable », a commenté Helmut Maucher. La priorité est à la croissance interne, surtout hors Europe. Le groupe insiste essentiellement sur son développement en Amérique latine et en Asie, notamment la Chine où Nestlé compte ouvrir en 1995 deux nouvelles usines et en agrandir deux autres. « Nous réalisons, en Asie, 10 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires », explique Helmut Maucher. « Nous le ferons en Amérique latine dans quelques années. »

Arnaud Lepointier

Bertrand Faure, bénéficiaire, est rattrapé par la concurrence américaine en Europe

APRÈS AVOIR enregistré des pertes de 340 millions de francs en 1993, le groupe Bertrand Faure a renoué avec les bénéfices l'an dernier en affichant un résultat net de 92 millions. C'est à son activité siège automobile, plus qu'à ses filiales bagages et équipement aéronautique, que le groupe doit ce redressement. Car, à l'image des équipementiers en général, Bertrand Faure a bénéficié de la croissance des immatriculations européennes : son chiffre d'affaires, constitué à 87 % par son activité siège automobile, s'est accru, l'an dernier, de 13,6 % à 11,2 milliards. Il est vrai que les mauvaises performances du groupe en 1993 étaient liées entre autres à la constitution d'importantes provisions pour restructurations l'an dernier comme la fermeture de deux usines, l'une en France, l'autre en Allemagne. « C'est seulement cette année que ces restructurations seront effi-

caces », considère Daniel Dewavrin, PDG de Bertrand Faure. Le groupe s'est également désendetté de plus de 1,3 milliard de francs, en cédant sa filiale Epeda, spécialisée dans la literie, pour 600 millions de francs, puis sa participation dans Sepi (filiale de Fiat à 70 % et de Bertrand Faure à 30 %) spécialisée dans les sièges, pour 250 millions de francs.

Si le PDG de Bertrand Faure estime que 1995 devrait être encore meilleure que 1994, Daniel Dewavrin n'en est pas moins conscient des défis que va devoir relever son groupe. Le premier concerne la montée en puissance de ses deux principaux concurrents américains, Johnson Controls et Lear Seating, sur son propre terrain, l'Europe. L'activité de Ford Europe dans les sièges est tombée dans le giron du premier, alors que le deuxième rachetait la Sepi. « En termes de chiffre d'affaires comme de valeur

ajoutée, nous restons numéros un en Europe », précise Daniel Dewavrin. Mais pour l'activité réalisée en « juste à temps » par des unités de production sur les sites des constructeurs, l'équipementier français serait dépassé par Johnson Controls.

Un des axes de développement prioritaire pour le groupe français, l'internationalisation. Les espoirs du côté des pays émergents, comme l'Argentine, l'Inde, la Chine, la Corée ou la Turquie, où Bertrand Faure est présent. Le PDG de Bertrand Faure estime aussi indispensable de renforcer l'intégration verticale du groupe et de maîtriser la chaîne des mécanismes et des composants jusqu'aux sièges entiers. Bertrand Faure est déjà numéro un européen des mécanismes et des structures et numéro un mondial des glissières.

Virginie Mallégre

Les modalités du plan social de Chausson sont floues et contestables

MALGRÉ le protocole d'accord conclu fin avril entre l'Etat et Chausson, filiale de Peugeot et Renault (Le Monde du 27 avril), de nombreuses interrogations subsistent sur l'avenir des 1 050 salariés du site de Creil. C'est pourquoi plus de cinq cents personnes ont manifesté, mercredi 3 mai, pour obtenir des garanties de l'Etat sur le financement du futur plan social.

Selon le protocole, 400 salariés devraient bénéficier d'une mesure de reclassement à Creil. Environ 150 autres pourraient partir en pré-retraite et autant être mutés dans une usine Renault de Meurthe-et-Moselle. Eventuellement, une centaine pourrait trouver un poste à l'usine Peugeot de Sochaux. Sur tout, 260 salariés âgés de plus de 52 ans seront invités, à partir de 1996, à quitter l'entreprise en cessation anticipée d'activité financée par la collectivité. Si ces solutions se révèlent insuffisantes, un plan social -

dont les modalités de financement ne sont pas encore connues - sera négocié en mars 1996 entre l'Etat, les actionnaires, Chausson, les créanciers et le tribunal de commerce.

L'entourage du ministre du travail se veut optimiste : pour que ce plan social soit le moins coûteux possible, Peugeot et Renault doivent favoriser les reclassements internes. Renault a déjà décidé de reprendre le site de Gennevilliers et ses 1 200 salariés. En revanche, rien ne dit que Peugeot jouera le jeu, comme en témoigne une autre mesure du volet social : le départ des 260 salariés qui n'auront pourtant que 52 ans. Et cela aux frais de l'Etat. Cette mesure est coûteuse (200 000 francs par an et par salarié jusqu'à la retraite) et exceptionnelle. Officiellement, l'Etat y a consenti en raison de l'importance du dossier. « Ce n'est pas tous les jours qu'on supprime 1 000 emplois sur un site », explique-t-on. Pourtant

ces départs à 52 ans sont contestables. Les 6 milliards de bénéfices réalisés par les deux actionnaires auraient pu dispenser l'Etat de se montrer si généreux.

Surtout, à Aulnay, dans la banlieue parisienne, à quarante kilomètres de Creil, Citroën emploie 5 000 salariés dont un certain nombre ont plus de 55 ans. Etaient-ils impensable de demander à Jacques Calver d'organiser un système de préretraite progressive pour que des salariés d'Aulnay soient en partie remplacés par des collègues de Creil ? A l'heure où Jacques Chirac, Lionel Jospin et l'ensemble des meilleurs patrons estiment qu'il faut absolument utiliser les indemnités des chômeurs pour faciliter leur recherche d'emploi, ce dossier montre qu'un contraire beaucoup préféreraient encore rendre passifs des salariés réembarqués.

Frédéric Lemaître

L'info sans cesse et sans censure.

Aujourd'hui, tous ceux qui pensent qu'une radio d'information se doit de porter un œil neuf, voire critique, sur le monde qui l'entoure, tous ceux-là se retrouvent sur la radio Tout Info. Tout Eco : un point sur l'actualité tous les quarts d'heure et l'information la plus complète sur l'économie toutes les demi-heures ; Tout Eco Bourse

à 15. Tout Eco Entreprise à 45. Vous retrouverez Marc Dalloy pour ses éditoriaux économiques, Marc Kravetz pour son regard sur l'actualité internationale, mais aussi les analystes politiques de BFM et tous les chefs d'entreprise qui se confient à Anita Rudman. BFM, c'est encore Info plus.

BFM 96.4
TOUT INFO TOUT ECO

des rubriques et des gros plans sur la culture, l'entreprise, les médias, le marketing, le sport, le tourisme, l'environnement. Sans compter le journal de l'emploi et les informations pratiques, conseils, trafic, météo. BFM Paris 96.4, BFM Bruxelles 107.6 et bientôt dans les grandes villes de France. Service Vocal BFM : 36 68 95 20 3615 ECOBOURSE

La banque d'affaires britannique SG Warburg devrait passer sous contrôle étranger

La Société de banque suisse et l'américain Smith Barney sont en compétition pour sa reprise

L'échec de la fusion envisagée en décembre dernier avec Morgan Stanley a déstabilisé l'établissement londonien, provoqué une hémorragie

des cadres et la démission de son directeur général. Pour assurer sa survie, la banque d'affaires doit à tout prix trouver un repreneur pour

l'ensemble de ses activités dans le monde, à l'exception de sa filiale de gestion de fonds, Mercury Asset Management (MAM).

LONDRES

correspondance

Fondée après-guerre par Sir Siegmund Warburg, éminent banquier allemand réfugié du nazisme, S. G. Warburg a longtemps été l'établissement le plus prestigieux de la City. Mais, à la fin des années 80, cette institution, par trop généraliste à l'égard des prévisions planétaires démesurées au regard de ressources insuffisantes - un capital de 1,5 milliard de livres (environ 15 milliards de francs) - face aux mastodontes japonais et américains. A la recherche d'une alliance transatlantique depuis 1993 pour se doter de moyens à la hauteur de ses ambitions, Warburg s'est tourné l'an dernier vers l'américain Morgan Stanley. Mais ce projet d'alliance, mal préparé, mal ficelé, devait capoter le 15 décembre.

Cet échec retentissant a déstabilisé d'avantage la première banque d'affaires britannique, comme l'attestent la démission de son directeur général, Lord Cairns, l'hémorragie des cadres, l'annonce du retrait de certains métiers, la révision à la baisse des profits pour 1994-1995. De quoi donner le tournis. Depuis, plusieurs noms de repreneurs sont évoqués, dont la

Société de banque suisse (SBS) et l'américain Smith Barney (Le Monde du 4 mai).

Pour ses adversaires dans la City, Rudi Bogni, le directeur de la filiale SBS pour l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique, est un « pirate » rusé et ambitieux, un croisé des produits dérivés et autres gadgets financiers à la mode. Mais pour ses admirateurs, plus nombreux, c'est un génie de l'innovation bancaire, surtout dans le domaine des OPA et autres coups de Bourse. En quelques années, ce battant a transformé une petite succursale en une vraie banque d'affaires coadiuvée comme la firme la plus rentable sur la place de Londres. Mais, face à ses concurrents suisses, CS Holding (Crédit suisse-First Boston) ou UBS-Philips et Drew, solidement implantés à Londres, l'établissement de High Timber Street reste à la traîne pour l'éventail des services offerts à la clientèle. D'où la proposition faite à Warburg de racheter toutes ses activités dans le monde, à l'exception de sa filiale de gestion de fonds Mercury Asset Management (MAM).

Si une telle offre devait aboutir, le nouveau tandem SBS-Warburg disposerait de bien des atouts.

L'exclusion de MAM, dont Warburg possède 75 % du capital et dont l'état-major avait fait échouer l'accord avec Morgan Stanley en décembre, devrait faciliter les négociations, comme le souligne Simon Adamson, directeur de l'agence de notation britannique ISCA. « Les deux sociétés sont complémentaires. Warburg a besoin d'abord d'un propriétaire aux reins solides. » Warburg détient un superbe département de conseils pour les fusions et acquisitions (la liste des clients de la banque britannique comprend plus de la moitié des firmes qui composent le FT 100, indice principal de la Bourse de Londres), un service de recherche musclé, un réseau de distribution et de placement d'actions impressionnant.

EXCELLENTE NOTATION

De son côté, le troisième établissement bancaire suisse derrière l'UBS, le Crédit suisse, apporte des fonds propres considérables, sa notation financière « AAA » au-dessus de tout soupçon et son savoir-faire dans le domaine des transactions d'obligations, le négocié des devises et des dérivés. « Une acquisition est plus facile à réaliser qu'une fusion,

La SBS peut y gagner si elle parvient à arrêter l'exode des cadres. Le moral n'est pas très bon chez Warburg », déclare James Alexander, expert bancaire auprès de Kleinwort Benson.

En revanche, bon nombre de spécialistes critiquent l'autre candidat à la reprise de Warburg : serait Smith Barney, deuxième société américaine de courtage financier après Merrill Lynch. « La présence de Smith Barney est limitée aux Etats-Unis. Elle ne possède aucun ancrage européen ou de services aux grandes entreprises », ajoute notre interlocuteur. Les banques américaines comme japonaises ont en effet perdu des plumes depuis la déréglementation tous azimuts de la City en 1986, comme le montrent les licenciements effectués par Goldman Sachs ou le dégraissage opéré par Nomura International. En revanche, la réussite de Morgan Grenfell, rachetée par la Deutsche Bank, ou la reprise de Barings par le néerlandais ING, illustrent le retour en force des banques d'affaires du vieux continent mises sur la touche lors du « big bang » londonien.

Marc Roche

Le placement international de la dette publique pourrait reprendre après le 7 mai

AVANT MÊME de s'employer à réduire la dette publique, le prochain ministre de l'économie devra s'atteler à une autre tâche, moins noble mais tout aussi essentielle : celle de la vendre aux investisseurs étrangers. Récompenser la reconquête de cette clientèle qui a fui, l'année dernière, le marché des emprunts d'Etat français.

L'internationalisation du placement des valeurs du Trésor a été l'un des grands succès de la modernisation de la dette de l'Etat entreprise à la fin des années 80. Attirés par la stabilité du franc, séduits par les bons résultats obtenus par la France en matière d'inflation, les investisseurs internationaux ont massivement acheté les obligations assimilables du Trésor (OAT) et les bons du Trésor annuels normalisés (BTAN). Mais, l'année dernière, les investisseurs étrangers ont procédé à des ventes de grande ampleur (119 milliards de francs). Entre la fin 1993 et la fin 1994, la part de la dette négociable de l'Etat détenue par les investisseurs non résidents est tombée de 30 % à 20 %.

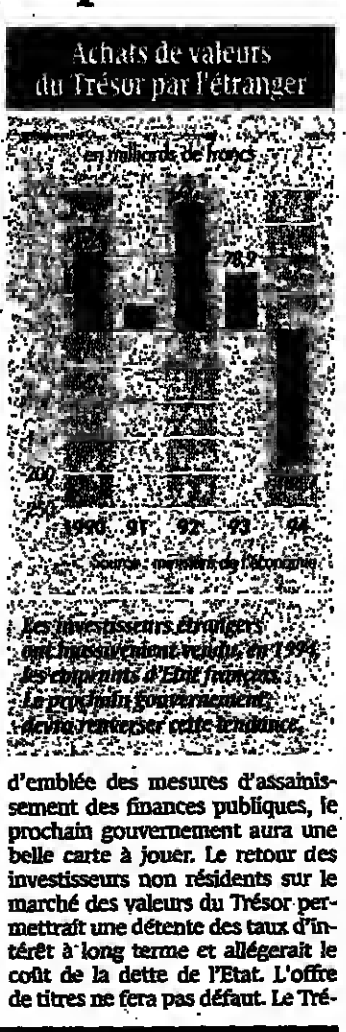
Ce mouvement de retrait des intervenants étrangers n'a pas été propre au marché français. Rendus inquiets par les fortes turbulences observées sur les marchés financiers à la suite du relèvement des taux d'intérêt américains, les grands géants internationaux se sont repliés, par précaution, sur leur propre marché. Ils ont en

quelque sorte « renationalisé » leurs portefeuilles. Parce qu'il était plus internationalisé que d'autres, le marché français a aussi été plus durement touché.

Cette fuite des gestionnaires non résidents s'est accompagnée d'un gigantesque recyclage des capitaux auprès des établissements domestiques. Les titres vendus par les étrangers ont principalement trouvé preneurs - à des prix inférieurs - auprès des compagnies d'assurances et des banques françaises. Le lancement des OAT Alphandry, à l'automne dernier, a permis à l'Etat d'échouer 14 milliards de francs auprès de la clientèle des particuliers. Mais un Etat moderne - et endetté - ne peut plus se passer aujourd'hui de l'appui des investisseurs non résidents.

L'hémorragie est aujourd'hui stoppée. Les assureurs japonais, les caisses de retraite américaines ont cessé de vendre les emprunts d'Etat français. Selon certains professionnels, les investisseurs étrangers se tiendraient même « dans les starting-blocks », prêts à revenir sur le marché français une fois levée l'incertitude électorale. Le retour des investisseurs étrangers pourrait être d'autant plus spectaculaire que le marché obligataire français est aujourd'hui largement sous-représenté dans les grands portefeuilles internationaux.

A la condition qu'il prenne



sor français devrait émettre cette année, si le programme prévu est respecté, 250 milliards de francs d'OAT et 220 milliards de francs de BTAN.

Pour placer sa dette auprès des investisseurs non résidents, l'Etat devra toutefois se passer de l'appui de deux grands établissements financiers internationaux. Quelques semaines après la banque britannique Warburg, la maison de titres japonaise Nomura vient de renoncer à son statut de spécialiste en valeurs du Trésor (SVT). Les SVT, sélectionnés avec un soin extrême par le ministère de l'économie, sont chargés d'animer le marché de la dette de l'Etat. Ils participent aux adjudications, assurent en permanence des cotations sur les titres émis par l'Etat et se chargent de placer les valeurs du Trésor auprès d'investisseurs finaux.

OSSEUSE ÉTRANGÈRE

De Pavis général, le retrait de ces deux grands noms de la finance internationale ne devrait guère gêner le placement des valeurs du Trésor à l'étranger. Les établissements les plus actifs sur les marchés financiers ont su développer d'importantes forces de placement international. Il n'est pas de compagnie d'assurances japonaise, même de taille moyenne, qui ne soit régulièrement contactée par les vendeurs des grandes banques françaises. Malgré le départ de Nomura et de Warburg, le club des dix-neuf SVT conserve également une forte ossature internationale. Il compte encore dans ses rangs sept établissements étrangers : quatre banques américaines (JP Morgan, Morgan Stanley, Goldman Sachs et Lehman Brothers), deux banques allemandes (Deutsche Bank et Dresdner Bank - via sa filiale, la BIP), une banque suisse (Union de banques suisses).

Antre élément rassurant : les candidats étrangers ne manquent pas pour remplacer les deux partants et obtenir ce prestigieux - si ce n'est très rentable - label. La banque britannique BZW, la banque néerlandaise ABN-Amro, la banque japonaise IBI sont les noms les plus fréquemment cités. A l'automne dernier, le Trésor s'était même offert le luxe de recruter, à la surprise générale, le géant américain Merrill Lynch. Il pourrait à l'avenir, après le départ de Warburg et de Nomura, se montrer moins exigeant et peut-être moins arbitraire.

F. Br. Pierre-Antoine Delhomme

Automobile : les négociations nippo-américaines progressent

APRÈS AVOIR ENCORE réaffirmé au début de la semaine qu'il refusait de s'engager sur un programme d'achat de composants américains, dans le cadre des négociations sur l'ouverture aux Américains du marché automobile japonais, le ministre japonais du commerce international et de l'industrie (MIT), Ryutaro Hashimoto, a déclaré à Vancouver (Canada) mercredi 3 mai, après trois heures de discussions avec son homologue américain, Mickey Kantor, que « les discussions se poursuivraient sur différents sujets, y compris les programmes volontaires d'achats ».

Une déclaration qui pourrait enfin signifier le dénouement des négociations nippo-américaines sur l'automobile, qui s'enlisent depuis déjà plusieurs mois. MM. Kantor et Hashimoto et les deux équipes de négociateurs devaient se retrouver jeudi 4 mai pour entamer une nouvelle séance de discussions, destinée à durer trois jours. De grandes divergences subsistent toutefois.

Chrysler pourrait augmenter ses dividendes

L'OFFENSIVE DE KIRK KERKORIAN sur Chrysler pourrait se révéler fructueuse pour le milliardaire américain, même si la réussite de son OPA est aujourd'hui compromise, faute de financements. A tel point, selon le Wall Street Journal du 3 mai, que Chrysler aurait annulé une série de démarches auprès de ses plus gros actionnaires. Certains investisseurs interprètent cette pause comme le signal précurseur d'un relèvement du dividende, lors du prochain conseil d'administration le 18 mai, de 1,69 dollar à 2, voire 2,50 dollars. Selon le quotidien Detroit News du 3 mai, Chrysler envisagerait de racheter, au prix du marché, les 10 % que détient Kirk Kerkorian, qui offrirait 55 dollars par action pour l'ensemble du capital du constructeur automobile. Mercredi midi à Wall Street, le titre Chrysler gagnait 25 cents à 42,37 dollars.

DÉPÊCHES

■ CGT : la fédération de la métallurgie a appelé jeudi 4 mai à une journée nationale d'action dans l'industrie automobile. Salaire, emploi et temps de travail en sont les thèmes. L'impact dans les usines semblait plutôt modéré.

■ BRÉSIL : le gouvernement a réduit les importations automobiles pour 1995 à 350 000 véhicules, alors que 750 000 véhicules ont été importés en 1994, et a porté de 32 % à 70 % le tarif général des droits de douane sur l'automobile. Les importations ne devront pas représenter plus de 20 % de la production nationale. Elles pèsent lourdement dans la balance commerciale brésilienne, en déficit au cours des cinq derniers mois.

■ TRANSPORT AÉRIEN : le trafic aérien passagers et fret a été en nette hausse en janvier, respectivement de 8,9 % et de 13,7 % par rapport au début 1994, selon les chiffres communiqués, le mercredi 3 mai à Genève, par le Conseil international des aéroports (ACI). Ce sont les aéroports des régions Amérique latine, Caraïbes et Pacifique qui ont connu la plus forte hausse (10 %), devant l'Amérique du Nord (9 %). L'Europe et l'Asie ont progressé de 8 %. Toutes les régions ont réalisé une croissance à deux chiffres pour le fret, à l'exception de l'Afrique (+2,8 %).

■ GROUPE SUEZ : l'agence de notation Standard and Poors a abaissé mercredi 3 mai la note de la dette à long terme de premier rang d'Indosuez de A+ à A et les notes long et court termes de Crédisuez de A/A-1 à A-/A-2. Ces décisions « reflètent principalement la détérioration persistante du marché immobilier parisien. Les provisions passées en 1994 confèrent au groupe une marge de sécurité (...), mais « ne constituent pas une immunisation totale des résultats dans l'hypothèse d'une nouvelle baisse significative des prix ». Indosuez voit sa rentabilité encore largement dépendante de ses résultats sur les marchés de capitaux. Pour Crédisuez, « le profil de risque intrinsèque de l'établissement demeure plus élevé que celui des autres principales filiales du groupe ».

■ ING : le groupe financier néerlandais Nederlandse Groep (ING) devrait se désengager progressivement de la banque d'investissement américaine Dillon, Read and Co, dont il détient 40 %. Cette participation, due à la reprise de la banque d'affaires britannique Barings, se trouve en concurrence avec sa propre banque d'investissements ING (US) Capital Markets, a expliqué le président d'ING, M. Aad Jacobs.

■ ASSÉDIC : la Société française de production (SFP) va être remboursée de huit années de cotisations chômage indûment payées. La Cour de cassation vient en effet de casser un arrêt de la cour d'appel de Versailles qui avait refusé de condamner les Assedic de la région parisienne à rembourser huit années de cotisation indûment perçues. La SFP est une société qui n'est pas soumise aux procédures collectives de redressement ou de liquidation, a rappelé la Cour de cassation. Un jugement qui pourrait intéresser d'autres sociétés publiques.

■ BELIN : les salariés de l'usine de biscuits d'Evry (Essonne) ont décidé de reprendre le travail après un mois de grève. La direction a refusé toute négociation salariale mais a accordé une prime de congés de 2 000 F par an et une prime exceptionnelle de 1 000 F.

EDF serait affecté par la suppression d'une taxe en Grande-Bretagne

ELECTRICITÉ DE FRANCE (EDF), qui fournit 6 % de l'électricité en Angleterre et au Pays de Galles, pourrait perdre jusqu'à 200 millions de livres (1,6 milliard de francs) de chiffre d'affaires, selon le Financial Times du 4 mai, si le gouvernement britannique décide de supprimer dès 1996 une des taxes sur les notes d'électricité des particuliers. Cette taxe de 10 %, appelée « green ticket », est destinée non seulement à subventionner la production nucléaire nationale mais elle est reversée également aux producteurs non polluants. Cette décision, prévue pour 1998, pourrait être avancée si le gouvernement de John Major poursuit son projet de privatisation de l'industrie nucléaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

elf gabon

Le Conseil d'Administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 27 avril 1995 et a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1994.

Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 54,436 millions de dollars US, contre 51,283 millions de dollars US en 1993. Malgré la baisse significative des prix des bruts, l'amélioration du résultat s'explique par la progression de la production et la réduction des charges.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui sera convoquée le 8 juin au Gabon de distribuer un dividende de 11,50 dollars US par action au titre de l'exercice 1994.

■ L'OR a ouvert en hausse jeudi matin 4 mai sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 389,55-389,95 dollars l'once, contre 388,70-389,10 la veille en clôture.

■ LA BOURSE DE MEXIQUE a décliné mercredi sur une hausse de 1,74 %. Le peso mexicain s'est légèrement replié à 5,90 pesos pour un dollar, contre 5,84 la veille.

■ LES COURS DU PÉTROLE ont reculé mercredi sur le marché à terme de New York. Le baril de brut de référence a cédé 20 cents à 19,89 dollars, après les 41 cents de la veille.

■ WALL STREET a terminé la séance de mercredi sur un nouveau record historique. L'indice Dow Jones a gagné 1,06 %, soutenu par le bon comportement du marché obligataire.

■ LE DÉPARTEMENT DU TRÉSOR américain prévoit de lever 30 milliards de dollars en bons à trois et dix ans la semaine prochaine. Il n'émettra pas de titres à trente ans.

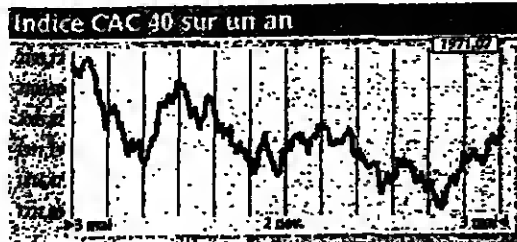
LES PLACES BOURSILIÈRES



Prises de bénéfice à Paris

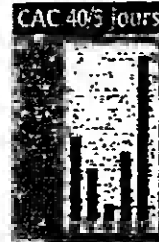
A quatre jours du second tour de l'élection présidentielle, la Bourse de Paris a été victime de prises de bénéfice après avoir touché en début de séance son plus haut niveau depuis le 5 septembre 1994. En hausse de 0,37 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait trois quarts d'heure plus tard un gain de 0,79 % avant de réduire son avance et de s'inscrire même en légère baisse de 0,02 % en milieu de journée, à 1970,67 points. Le CAC 40 avait progressé de 1,77 % mercredi, après un gain de près de 1 % mardi.

Le Matif, qui est monté jusqu'à 113,78 peu après l'ouverture, affichait une progression de 0,26 % à 113,70. Le Pibor est en hausse de 0,17 %. Le franc français regagne du terrain face au deutschemark, à 3,5593 francs. A Wall Street, c'était une nouvelle fois l'euphorie, le Dow Jones affichant un nouveau record absolu grâce à une hausse de 1 % après de nouveaux signes de ralentissement de l'économie américaine ces der-



nières semaines. Le taux des bons du Trésor à 30 ans est tombé à 7,25 % contre 7,31 % la veille au soir.

Du côté des valeurs, l'annonce

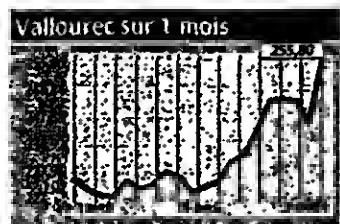


d'une baisse de 3,2 % du chiffre d'affaires au premier trimestre pour Euro RSCG a entraîné une baisse de 8,7 % du titre. Hausse en revanche de 3,7 % de Vallourec.

Vallourec, valeur du jour

BONNE JOURNÉE pour Vallourec mercredi 3 mai à la Bourse de Paris, où le titre a terminé sur un gain de 6,58 % à 255,80 francs dans un volume de transactions supérieur à 200 000 titres. Cette progression est, semble-t-il, due à un changement d'opinion de la société de Bourse Cheuvreux de Vieux. Celle-ci maintient ses prévisions de résultats 1995 avec un bénéfice net par action de 13,50 francs, malgré une activité meilleure que prévu au premier trimestre, mais

révisé en hausse sur 1996 (32,90 francs contre 30 francs auparavant) et sur 1997 (52,30 francs contre 43,80 francs).



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

Wall Street toujours plus haut

LA BOURSE DE TOKYO était fermée jeudi 4 mai en raison de la Golden Week. Elle ne rouvrira ses portes que le 8 mai. La veille, Wall Street avait poursuivi sur sa lancée. L'indice Dow Jones a progressé de 1,06 % et établi un nouveau record historique à 4 373,15 points. La Bourse de New-York a bénéficié de la détente des taux d'intérêt à long terme. Le rendement des emprunts d'Etat à trente ans s'est replié à 7,25 % contre 7,31 % la veille, grâce aux nouveaux signes de ralentissement de l'économie. L'indice composite des principaux indicateurs économiques a baissé de 0,5 % en mars et les commandes industrielles ont reculé de 0,1 %.

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Londres a progressé mercredi, profitant d'une série de bons résultats des entreprises

britanniques. L'indice Footsie a gagné 0,4 %. Les acheteurs sont restés prudents, dans l'attente de la réunion de vendredi qui pourrait se conclure par une hausse des taux. La Bourse de Francfort, affectée par le nouvel affaiblissement du dollar face au deutschemark, a en revanche terminé dans le rouge mercredi, l'indice DAX perdant 0,36 point.

INDICES MONDIAUX

INDICES MONDIAUX	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

NEW YORK	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

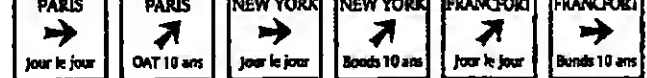
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

LONDRES	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

FRANCFORT	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

LES TAUX



Vive hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises - a ouvert jeudi matin 4 mai en nette hausse. Après un quart d'heure de transactions, l'échéance juin gagnait 30 centimes à 113,74. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) de référence à dix ans s'est établi à 7,73 %, soit un écart de 76 points de base (0,76 %) au-dessus des emprunts d'Etat alle-

mands de même échéance. Les taux courts se détachent légèrement grâce à la reprise du franc face à la monnaie allemande. Les taux à trois mois s'inscrivent à 7,85 %. Le marché obligataire français profite de la bonne tenue, la veille, de son homologue américain. Le rendement des titres à trente ans est revenu de 7,31 % à 7,25 %, à la suite des nouveaux signes de ralentissement de l'économie américaine.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

LE MARCHÉ MONÉTAIRE	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

MATIF

MATIF	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

CONTRATS À TERME	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

LES MONNAIES

Reprise du franc

LE FRANC ÉTAIT EN HAUSSE sensible jeudi matin 4 mai face à la monnaie allemande lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 3,5550 francs pour un deutschemark (contre 3,5673 francs la veille). Il était tombé à 3,5760 pour un mark mardi après-midi. Les opérateurs ne semblent pas s'inquiéter outre-mesure des résultats du second tour de l'élection présidentielle. Le débat télévisé

entre Lionel Jospin et Jacques Chirac a également eu un effet favorable. Les deux candidats n'ont pas remis en cause la politique monétaire française et ont promis de réduire les déficits publics. Le dollar était pour sa part en baisse jeudi matin. Il s'échangeait à 1,3765 mark, 83,65 yens et 4,90 francs. Le billet vert n'a pas été pénalisé par les signes de ralentissement de l'activité économique outre-atlantique.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

MARCHÉ DES CHANGES	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

L'OR

L'OR	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

LE PÉTROLE

LE PÉTROLE	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

PARTELS DU DOLLAR

PARTELS DU DOLLAR	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

MARCHÉ INTERBANCAIRE	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

TAUX D'INTÉRÊT	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES	Cours au 04/05	Var. %	Var. %
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12
Alcatel	11,20	+0,85	+8,12

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

||
||
||

سكنا من الالحل

AUJOURD'HUI

SCIENCES

TECHNOLOGIE De la simulation des essais nucléaires en laboratoire à la lecture des disques compacts dans nos salons, les lasers sont partout. ● LA FRANCE et les

Etats-Unis viennent de décider de se doter des lasers les plus puissants jamais construits. Composés de quelque 200 faisceaux concentrés sur une cible minuscule, ces machines seront

capables de déclencher des petites réactions thermonucléaires qui serviront aux militaires pour mettre au point les armes de demain. ● LA MÉDECINE, l'industrie et les télécommu-

nications sont désormais envahies par ces rayons lumineux à tout faire qui peuvent aussi intervenir en douceur pour recoller une rétine. Ils représentent un marché en pleine ex-

pansion qui touche tous les secteurs de la vie quotidienne. ● L'INVENTION du laser, en 1960, a ouvert des champs d'études insoupçonnés il y a seulement trente ans.

La France se dote d'un laser géant pour simuler les essais nucléaires

Inventé il y a trente-cinq ans, ces rayons à tout faire ont envahi notre vie, de la lecture des disques compacts jusqu'aux armes du futur en passant par la médecine et la chimie

LA FUSION thermonucléaire, c'est un peu le Graal des physiciens. Depuis la découverte de l'atome, ils rêvent de maîtriser cette énergie formidable, ce « feu

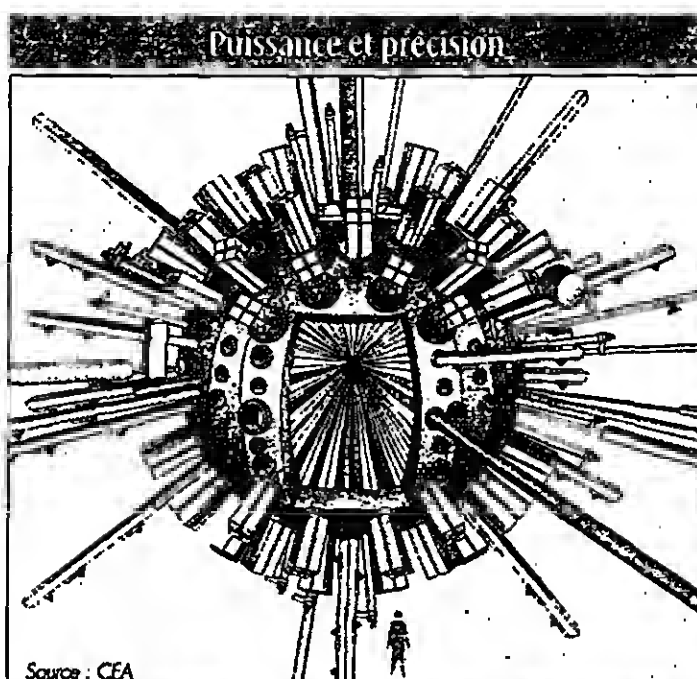
quantités d'énergie. Après vingt-cinq ans d'essais sur des installations laser d'une puissance déjà très respectable, la France et les Etats-Unis ont décidé de franchir une nouvelle étape en lançant la construction de deux énormes machines qui, espèrent-ils, leur permettront d'atteindre enfin le fameux *break-even*, cette frontière à partir de laquelle les réactions de fusion thermonucléaire s'auto-entretiennent sans qu'il soit nécessaire de leur fournir de l'énergie.

Annoncé en octobre 1994 par le secrétaire américain à l'énergie, Hazel O'Leary (*Le Monde* daté 23-24 octobre 1994), la première de ces installations, le NIF (National Ignition Facility), n'attend plus que le feu vert du Congrès pour entrer dans sa phase de réalisation. Ce programme, doté d'un budget de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) - dont un tiers réservé au fonctionnement - devrait donner lieu à la construction d'un laser de grande puissance au Lawrence Livermore National Laboratory, près de San Francisco (Californie).

240 FAISCEAUX

Le gouvernement français, pour sa part, vient de décider que le laser Mégajoule, frère jumeau du NIF, serait construit dès 1996 près de Bordeaux, sur un site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (*Le Monde* daté 23-24 avril). Coût : 6 milliards de francs, inscrits dans le cadre du Programme français d'adaptation à la limitation des expérimentations nucléaires (Palen).

Le projet français porte bien son nom. Tout est « méga » dans la description qu'en font ses promoteurs. Qu'on en juge : 240 fais-



Vue éclatée de la chambre d'expériences du futur laser Mégajoule français. Les 240 faisceaux, regroupés par quatre, et les appareils de mesure traversent la sphère de 10 mètres de diamètre, pointés sur la minuscule cible centrale avec une précision de 5 centièmes de millimètre.

ceaux laser de 100 mètres de longueur chacun traversent une sphère de 10 mètres de diamètre, blindée contre les radiations. Convergeant au centre de cette « chambre d'expérience », ils débient sur un « microballon » de quelques millimètres de diamètre, contenant un mélange de deutérium et de tritium, un flash de quelques milliardièmes de seconde, équivalant à la puissance instantanée de 500 000 réacteurs nucléaires de 1 000 mégawatts. Bien que le NIF ne comporte que 192 faisceaux, sa puissance et ses

performances seront comparables à celles du laser Mégajoule. Quand ils atteindront leur pleine capacité - en principe vers 2002 en Californie et 2003 à Bordeaux - ces deux instruments se disputent le titre de plus gros laser du monde. En effet, deux autres pays seulement, la Grande-Bretagne et le Japon, se sont lancés dans ce genre d'expérience. Les Britanniques envisagent de remplacer le laser Helen (1 kilojoule) par un ensemble de faisceaux d'une puissance totale de 100 kilojoules achetés aux Etats-Unis. Les Japonais, qui ex-

ploient, pour des études à but civil, Gekko, une installation de 30 kilojoules à douze faisceaux, « ont dans leurs cartons un projet de 200 à 250 kilojoules, mais pour- raient opter pour quelque chose de beaucoup plus puissant », croit savoir un expert français.

Les Japonais le feront-ils ? Ils disposent, certes, des ressources fi-

car pour mettre en place un programme financièrement supportable, il fallait diviser les coûts par vingt-cinq. Afin de bénéficier au maximum de l'effet de série, Français et Américains ont donc mené en commun les études technologiques pour la réalisation et l'industrialisation des différents éléments des deux machines. Mais la

Une puissance colossale

Le laser Mégajoule sera capable de libérer une puissance de 500 térawatts (on 500 000 milliards de watts), soit l'équivalent de celle développée en continu par 500 000 réacteurs nucléaires. Mais cette puissance colossale est libérée en un flash qui ne dure que quelques milliardièmes de secondes. Etalée sur un laps de temps plus important, elle correspondrait à des chiffres nettement moins impressionnants. L'énergie déposée sur la cible par les 240 faisceaux du superlaser français représente 1,8 mégajoule (un million de joules). Elle correspond à ce que peut fournir une batterie automobile de 12 volts et 50 ampères-heure sur un temps, évidemment, beaucoup plus long.

nançières suffisantes. Mais l'argent ne suffit pas. Une solide expérience est aussi nécessaire. La France a acquis la sienne par le biais d'une collaboration exemplaire entamée en 1981 avec les Etats-Unis, qui s'est concrétisée par la mise en service, cinq ans plus tard, au centre d'études de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), du laser Phébus. Une installation de 10 kilojoules à deux faisceaux - analogues à ceux du laser Nova (50 kilojoules) exploités depuis longtemps à Livermore - dont la « chambre laser » a été achetée aux Américains.

Aujourd'hui, explique un responsable du CEA, « nous serions capables de concevoir et de fabriquer seuls le Mégajoule ». Une tentation déraisonnable, vite écartée

coopération franco-américaine n'ira pas beaucoup plus loin. « Il n'y aura que très peu d'échanges sur les expériences, reconnaît-on au CEA. Si les paramètres physiques de base sont publiés, chacun garde jalousement les secrets de ses recettes ».

Restent les études civiles pour la domestication de la fusion thermonucléaire pour produire de l'énergie. Les physiciens de Livermore mettent volontiers l'accent - politique oblige - sur ces recherches d'une nature plus pacifique. Mais leurs collègues français sont moins conciliants, même si, disent-ils, le NIF et le laser Mégajoule peuvent « faire progresser la connaissance de la physique ».

Jean-Paul Dufour

Un instrument bon à tout faire et en douceur

Les ventes de machines qui utilisent le laser ont représenté 15 milliards de francs, en 1994, dans le monde

OÙ S'ARRÊTERA le laser ? En vingt-cinq ans seulement, il a réussi une percée impressionnante.

On le rencontre dans un tel spectre d'applications qu'il semble capable de tout faire. Dans l'industrie, où il découpe, perce, usine, soude, nettoie, découpe, dans la chimie, où il devient sculpteur de matière en solidifiant des polymères liquides.

Dans la métrologie, où il lit les codes-barres dans les supermarchés, détecte les mouvements d'un barrage lors de sa mise en eau et contrôle la granulométrie du ciment ou l'épaisseur des couches en microélectronique. Dans les télécommunications, où il transporte l'information. Dans la bureautique, où sa qualité d'impression et de lecture reste inégalée, et même en médecine, où il joue les bistouris, recolle les rétines et fragmente les calculs. Quelle autre technologie peut se vanter d'une telle polyvalence ?

EFFETS LOCALISÉS

Cette multitude d'applications conduit naturellement le marché du laser à croître de façon constante, selon l'institut allemand Optech Consulting. Parmi les trois applications majeures, le travail des matériaux arrive largement en tête, avec un marché de 8 milliards de francs, devant la mesure (4,2 milliards) et le médical (2,8 milliards).

En l'an 2000, Optech Consulting prévoit que le seul traitement des matériaux par laser représentera un marché mondial de 17,5 milliards de francs, soit une croissance de 118 %. Si toutes les régions du monde sont touchées, il semble que l'Asie soit en passe de devenir le principal consommateur de technologie laser.

Parmi les multiples raisons de

ce succès, on en trouve une qui est commune à un grand nombre d'applications. Les effets du laser ont la caractéristique d'être toujours très localisés. En médecine, on le qualifie de technologie « non invasive », son action étant limitée aux seuls tissus touchés par le faisceau. Pour le traitement de matériaux, on retrouve la même « douceur » d'intervention. Le laser est souvent préféré à d'autres méthodes de soudage ou de découpe lorsqu'on veut circonscrire le choc thermique.

NETTOYAGE DES MONUMENTS

Ainsi, le laser s'impose facilement dès que le travail réclame délicatesse et extrême précision. D'où la multiplication des applications en micromécanique. Dans l'électronique grand public, la substitution du laser à la pointe diamant pour la lecture des disques est sans doute la meilleure démonstration de la douceur de son action. L'absence de contact physique avec le disque compact supprime toute usure et confère une durée de vie théoriquement infinie à ce support.

Malgré son succès actuel, le laser n'a pas fait le plein de ses applications. Tant s'en faut. Dans l'industrie, Olivier Freneaux, directeur de l'Institut régional de promotion de la recherche appliquée (Irepa), spécialisé dans le laser, distingue trois domaines à fort potentiel : le rechargement, le nettoyage et le micro-usinage.

Dans le premier, on vient déposer sur une pièce usée une couche de métal qui lui rend son épaisseur initiale. « Cette technique est adaptée à la réparation des aubes de turbines dans l'aéronautique », estime Olivier Freneaux. Mais d'autres pièces mécaniques peuvent bénéficier du

même traitement, qui offre l'avantage de ne pas les déformer.

Le nettoyage au laser, déjà exploité avec succès sur les statues en pierre des monuments historiques (*Le Monde* du 17 juin 1992), par exemple, est applicable à un grand nombre de cas. Le laser est ainsi capable de décapier la première couche de peinture d'une carlingue d'avion sans détériorer la couche d'apprêt. On pourrait aussi l'employer pour le décapage de moules dans l'industrie verrière ou celle des plastiques.

Dans tous ces cas, le laser remplace des procédés très violents à base de projection d'abrasif. Enfin, le micro-usinage exploite les progrès réalisés dans la précision du laser, qui descend en dessous des 5 microns alors qu'elle était auparavant limitée à 50 microns.

L'une des technologies les plus prometteuses est sans conteste celle qui fait appel aux diodes laser. « Elles disposent d'un rendement de 30 % contre seulement 10 % pour les lasers CO₂ et 5 % pour le Yag », note Olivier Freneaux. Déjà utilisées dans les télécommunications en association avec les fibres optiques, les diodes laser sont en train de gagner en puissance. Le kilowatt, atteint en laboratoire, ouvre la voie à des applications en usinage.

Michel Alberganti

* L'Irepa, l'Anvar Alsace et le Club laser de puissance organisent du 15 au 18 mai à Strasbourg plusieurs manifestations sur les applications industrielles du laser. Tél. : (03) 88-65-54-00.

* Les Lasers, de Francis Hartmann, n° 1565 dans la collection « Que sais-je ? », Presses universitaires de France.

Un siècle d'histoire

LA NAISSANCE officielle du laser date de 1960, avec la publication dans *Nature* d'un modeste article de Theodore H. Maiman, de la firme Hughes Aircraft, de Malibu (Californie). Mais son histoire remonte à plus d'un siècle. A 1893 exactement, quand M. Bonlouch, professeur de physique dans un lycée de Bordeaux, remarque qu'un rayon de lumière de sodium jaune réfléchi entre deux miroirs proches et parallèles change de comportement quand on fait varier la distance entre les deux miroirs. Sans le savoir, il venait de découvrir un phénomène essentiel pour la mise au point du futur laser.

Deux de ses collègues, Charles Fabry et Alfred Perot, s'appuyèrent sur sa découverte pour mettre au point, en 1897, le « résonateur de Fabry-Perot », une cavité optique dans laquelle il suffit de régler la distance en fonction de la longueur d'onde de la lumière qui y est « emprisonnée » pour que celle-ci soit amplifiée. L'effet est comparable à la résonance acoustique.

L'HYPOTHÈSE D'EINSTEIN

Il ne manquait plus que la source lumineuse. A partir de 1950, Alfred Kastler - qui enseigna lui aussi au lycée de Bordeaux et rencontra Boutouche - mettait au point, avec Jean Brosse, la technique dite de « pompage optique ». Cette invention, qui sera plus tard utilisée pour produire des émissions de rayons laser, lui valut le prix Nobel de physique en 1966.

Le mot laser est l'acronyme de *Light amplification by stimulated emission of radiation*, ou amplification de la lumière par l'émission stimulée d'une radiation. Le résonateur de Fabry-Perot assure l'amplification de la lumière (LA). L'émission stimulée de radiations (SER) est le résultat du pompage optique, une technique complexe fondée sur un phénomène prédit par Albert Einstein.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les premiers « lasers » n'ont pas fonctionné avec de la lumière visible, mais avec des micro-ondes, radiations électromagnétiques d'une longueur d'onde bien supérieure. Il s'agissait en l'occurrence de « masers » (avec un M pour micro-ondes). La mise au point des lasers posait en effet plus de problèmes car elle suppose l'adaptation de la cavité réfléchissante à des longueurs d'onde extrêmement faibles. Le premier maser fut conçu à la fin des années 50 par l'équipe de Charles H. Townes de l'université de Columbia, à New York. Ils sont utilisés aujourd'hui en radioastronomie pour amplifier des signaux presque imperceptibles.

ATOMES ET CELLULES

Considéré comme une curiosité scientifique lors de son invention, le laser a ouvert aux chercheurs des perspectives et des champs d'étude insoupçonnés. C'est ainsi, par exemple, que la spectroscopie, qui consiste à déduire la composition d'une substance des propriétés optiques de ses constituants, fait largement appel à lui.

Des spectroscopes équipés de lasers à impulsion ultrarapide permettent aujourd'hui aux chimistes de suivre le déroulement de réactions d'une durée de quelques femto-secondes (milliardièmes de milliardième de seconde) seulement.

La pureté spectrale et la précision du laser en font également un outil de mesure incomparable, dont la marge d'erreur est de l'ordre de la longueur d'onde du rayon émis. Il peut tout mesurer, de la vitesse de la lumière à la distance de la Terre à la Lune.

Le rayon laser peut être considéré aussi comme un jet de photons (les « grains de lumière ») qui, tout comme une lance à incendie, peut exercer une pression (infime à l'échelle humaine). En 1990, à Paris, une équipe de

l'École normale supérieure a, ainsi, utilisé cette technique pour immobiliser une poignée d'atomes de césium ce qui correspond d'un point de vue physique à l'obtention d'une température record de 2,5 milliardièmes de degré au-dessus du zéro absolu (moins 273 degrés Celsius) ! Une méthode qui ouvre la voie à l'étude des propriétés physiques et chimiques d'infimes quantités de matière et à l'amélioration de la stabilité des horloges atomiques.

Le même effet de pression rend possible la manipulation de minuscules objets à l'aide de rayons laser. Il a ainsi été possible de déplacer des organismes intracellulaires sans dommage pour la cellule elle-même. Cette méthode a également permis de mesurer les forces infimes produites par les flagelles des bactéries, ou l'élasticité de fragments de la double hélice d'ADN (acide désoxyribonucléique), le support de l'hérédité.

Enfin, des chercheurs du Lawrence Livermore National Laboratory travaillent actuellement sur un projet de microscope laser à rayon X. Ils ont montré qu'une impulsion de quelques millièmes de milliardième de seconde d'un tel laser permet d'obtenir, en temps réel, des images de l'intérieur de cellules en solution aqueuse et des informations sur leur composition chimique.

Dans un article publié en 1993 par l'hebdomadaire américain *Science*, l'équipe de L. B. Da Silva a révélé que cet instrument lui avait permis d'explorer la structure du sperme de rat avec une résolution de 50 milliardièmes de mètre permettant de distinguer l'ADN dans le noyau des cellules !

Henry Gee

* Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue scientifique internationale *Nature*.

Le Paris SG emporte un lot de consolation

La Coupe de la Ligue est le premier trophée gagné par les footballeurs parisiens au terme d'une saison mitigée qui marque la fin d'un cycle

La Paris SG a emporté la première édition de la Coupe de la Ligue « renouvelée » en battant le SC Bastia (2-0), mercredi 3 mai au Parc des Princes. Sans attendre le fin du championnat, les Parisiens sont ainsi assurés d'une place en Coupe de

l'UEFA, réservée au vainqueur de cette finale. Ils pourront toutefois jouer en Coupe des coupes la saison prochaine s'ils gagnent la finale de la Coupe de France, le 13 mai face à Strasbourg. Alors que certains joueurs, comme George

Weah et David Ginola, s'apprêtent à quitter le club, les dirigeants parisiens sont confrontés à la nécessité d'opérer une profonde rénovation de l'effectif tout en maintenant le cap de la rigueur budgétaire.

PETITE FINALE, petite coupe, petite joie. Au bout d'une saison qui a fini par doucher ses ambitions de grande puissance européenne, le Paris SG est bien obligé de se contenter de ces victoires éphémères qui effleurent un palmarès sans lendemain. Le piètre spectacle fourni mercredi soir, face à des Bastiais qui pesteraient longtemps contre l'annulation injustifiée de leur but égalisateur, n'ajoutera rien aux souvenirs des habitués du Parc des Princes. Le trophée, gagné au terme d'une compétition encore mal assurée de son pouvoir de séduction et glissée au chausse-pied dans un calendrier surchargé, ne consolera pas l'équipe parisienne d'avoir laissé échapper le championnat de France et la Ligue des champions. La place en Coupe de l'UEFA, offerte en prime aux Parisiens, n'est guère plus attrayante.



Elle leur était déjà promise par leur position dans les trois premiers du championnat. Ils ne demandent qu'à l'échanger contre un billet pour la Coupe des coupes en cas de succès, autrement plus probant, en finale de la Coupe de France.

La victoire n'en était pas moins aussi obligatoire, mercredi, qu'elle le sera, le 13 mai, face à Strasbourg. Parce qu'il ne faut pas qu'il soit dit que la machine à gagner du PSG ne broie plus que du vide et des regrets. Parce que le club de Canal Plus aimerait repousser au-delà de la finale de la Coupe de France les questions existentielles qui semblent l'assaillir à chaque fin de saison.

L'an dernier, le PSG cherchait son deuxième souffle après les efforts qui lui avaient permis de devenir champion de France. Le remplacement d'Arthur Jorja par Luis Fernandez au poste d'entraîneur avait servi de réponse. Cette année, le club ne pourra pas éviter de se demander pourquoi, malgré le supplément d'âme apporté par l'ancien milieu de terrain, il n'est pas parvenu à asseoir une domination sur le championnat que nombre d'observateurs prédisaient aussi longue que celle de ses prédécesseurs. Pourquoi surtout, après un excellent parcours en Ligue des champions, le Milan AC l'a forcé à constater qu'il ne faisait pas encore partie des grandes formations du continent.

Depuis la défaite du 19 avril à San Siro, le PSG est comme en suspens. Il a touché à nouveau la limite qu'il n'est jamais parvenu à franchir, en butant trois années d'affilée sur les demi-finales de trois Coupes d'Europe différentes. Il sait qu'il est arrivé à la fin d'un cycle. Depuis 1992, ses dirigeants ont réussi à maintenir un groupe de joueurs étonnamment stable pour une équipe de haut niveau. En se gardant des surenchères et des artifices qui avaient valu à Bordeaux ou Marseille leurs succès, puis leur décadence, ils ont à peine modifié leur effectif.

Depuis la défaite du 19 avril à San Siro, le PSG est comme en suspens. Il a touché à nouveau la limite qu'il n'est jamais parvenu à franchir, en butant trois années d'affilée sur les demi-finales de trois Coupes d'Europe différentes. Il sait qu'il est arrivé à la fin d'un cycle. Depuis 1992, ses dirigeants ont réussi à maintenir un groupe de joueurs étonnamment stable pour une équipe de haut niveau. En se gardant des surenchères et des artifices qui avaient valu à Bordeaux ou Marseille leurs succès, puis leur décadence, ils ont à peine modifié leur effectif.

de la saison. Mais l'entraîneur ne pourra guère proroger la consigne au-delà du 13 mai.

Il sait, de toute manière, qu'il lui faudra tôt ou tard se lancer dans des grands travaux de remise à jour de son effectif. Au vu de leur prestation de mercredi soir, George Weah - en pourparlers avec le Milan AC - et David Ginola - contacté par l'Inter de Milan et le FC Barcelone - semblent déjà avoir quitté le club, au moins dans leur tête. Pour donner à Luis Fernandez les moyens de sa volonté de renouveau, les dirigeants devront se séparer d'autres joueurs. Ils attendent donc des offres qui ne semblent pas affluer en nombre, notamment pour les trois Brésiliens, Rivaldo et Ricardo. La rigueur budgétaire d'un club qui se refuse à creuser de nouveaux déficits est à ce prix. En attendant ces remaniements inéluctables, le PSG tente d'amortir un peu plus sa vieille garde et de retarder, dans une collection de trophées gagnés en extremis, le moment des adieux.

Jérôme Fenoglio

Fiche technique

● PARIS S-G : deux buts d'Alain Roche (22') et Rafi (86'). Remplacement de Paul Le Guen par Daniel Bravo (60') et de David Ginola par Pascal Nouma (63').

● BASTIA : remplacement de Laurent Casanova par Cyril Rool (22') et de Bruno Rodriguez par Pascal Camadini (79').

L'haltérophilie française en quête d'un nouveau leader

Aux championnats d'Europe, à Varsovie, l'équipe tricolore teste une cohésion retrouvée

PENDANT près de dix ans, l'haltérophilie française, c'était d'abord Francis Tournefier. Onze fois champion de France, cinq fois champion olympique de 55 kg en 1988, quatrième à Barcelone, plusieurs fois médaillé aux championnats d'Europe et du monde : depuis le milieu des années 80, porte-drapeau quasi-solitaire de la discipline, Tournefier a incarné avec régularité les résultats au plus haut niveau. Son palmarès ajoute quelques lignes à celles déjà écrites par une poignée d'athlètes qui, depuis les années 60, ont porté à bout de bras l'haltérophilie française. En point d'orgue la médaille d'argent de Daniel Senet, nouvel entraîneur national, aux Jeux olympiques de 1976. Pour les championnats d'Europe, du 3 au 7 mai à Varsovie, les haltérophiles français se sont présentés orphelins de leur leader car, à trente et un ans, blessé et « physiquement fatigué », Francis Tournefier est en retraite.

La relève s'appelle Cédric Plançon ou Eric Bonnel. Le premier est l'un des plus âgés de l'équipe : vingt-six ans, 1,80 mètre pour 87 kilos et déjà dix ans d'haltérophilie. Après une année sabbatique, le voilà de retour avec un potentiel intact. Le plus jeune, Eric Bonnel, est le grand espoir de la discipline. A vingt ans, ce petit gabarit de 1,55 mètre a été désigné comme le nouveau leader du groupe. Celui dont les résultats motivent le reste de la bande. Daniel Senet attend de lui une place

dans les cinq premiers aux Jeux olympiques d'Atlanta. Après tout, cela faisait bien longtemps qu'un Français n'était pas monté sur le podium des championnats du monde juniors.

La dynamique de groupe entre les anciens, quelques jeunes déjà expérimentés et les petits nouveaux, c'est la recette de la nouvelle équipe de France. Entraînée depuis janvier par Senet, elle a retrouvé une vraie cohésion. « Pendant deux ans, on a été entraîné par un Bulgare. Il a cassé l'ambiance de l'équipe, misant sur les performances individuelles. Il a tenté de nous diriger comme des athlètes des pays de l'Est, alors que nous n'avons ni les mêmes structures ni la même politique que là-bas, regrette Cédric Plançon. Aujourd'hui, on s'encourage sincèrement. On est soudés. Et surtout, nous respectons beaucoup Daniel Senet. Son message, c'est du vécu, c'est une expérience. »

POLITIQUE DE DÉTECTION

Pour la première fois depuis bien longtemps, la France présente à Varsovie une équipe complète de quatre gars. En Pologne, puis aux championnats du monde en Chine, en novembre, se jouent les qualifications pour Atlanta. Mais les dirigeants de la Fédération française d'haltérophilie, inséparable et disciplinée associée (FFHMDA), inégalement endettée et placée sous la surveillance stricte du ministère de la jeunesse et des sports

(Le Monde du 16 février), songent déjà aux Jeux olympiques de 2004. Preuve qu'il règne une douce euphorie au sein de l'haltérophilie française, au moins sur le plan sportif. Derrière le Benjamin Bonnel, il y a tout un vivier de jeunes, résultat d'une politique de détection menée depuis deux ans auprès des 13-14 ans dans les clubs et les écoles.

Simultanément, Henri Lagarrigue, président de la FFHMDA, a multiplié depuis les Jeux de Barcelone les efforts en matière de lutte anti-dopage. En collaboration avec le ministère de la jeunesse et des sports, les contrôles, notamment inopinés, ont fortement augmenté depuis 1993. « Il y a dix ans, le dopage était le cancer de l'haltérophilie. Aujourd'hui, la France est connue pour sa sévérité en matière de lutte antidopage », explique Henri Lagarrigue. Sur cent soixante-quatre contrôles effectués en 1994 auprès d'haltérophiles de haut niveau, seuls trois cas d'analyses avec des substances interdites ont été décelés, révèle-t-on à la commission ministérielle antidopage.

La Fédération internationale a

encore du mal à se faire respecter dans les pays de l'Est et les multiples nations issues de l'éclatement de l'URSS. « Lorsque nous rivalisons avec les mêmes armes contre ces athlètes, nous nous rendons compte », assure Cédric Plançon, l'haltérophilie française apprend de plus en plus vite. « L'haltérophilie ne s'improvise pas, insiste le sergent-chef Tournefier. Si l'on domine pendant tant d'années, c'est grâce au système militaire et aux possibilités d'entraînement du bataillon de Joinville, j'étais un cas isolé. Or, il faut un vrai groupe, une émulation entre athlètes. La génération actuelle me plaît. Je mise beaucoup sur elle. »

Fabrice David

■ Records du monde : le Turc Hafiz Souleimanoglu a battu le record du monde à l'arraché dans la catégorie des 59 kilos en soulevant 140 kilos, lors de la première journée des Championnats d'Europe d'haltérophilie, mercredi 3 mai, à Varsovie. Un nouveau record mondial du jeté a été établi par le Bulgare Niklail Pechalov avec 170 kilos. - (AFP)

Le Tour de Corse automobile ne veut pas perdre ses pilotes privés

Le règlement sur les pneus pénalise les amateurs

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Le souci de sécurité des responsables du sport automobile peut avoir des conséquences inattendues. La décision de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) de limiter les changements de pneus au cours des rallyes agite concurrents et organisateurs du Tour de Corse, depuis le départ de l'épreuve, mercredi 3 mai à Ajaccio. Tous estiment que cette mesure, quatrième des huit manches du championnat du monde, risque d'y perdre son caractère. Car, au-delà de la confrontation entre les meilleurs professionnels - l'Espagnol Carlos Sainz, les Finlandais Juha Kankkunen et Tomi Makinen, et les Français François Delecour et Didier Auriol -, le Tour de Corse est, cette année encore, un rallye où les pilotes privés, en majorité corse, constituent les deux tiers des engagés.

Les grandes équipes comme Toyota, Subaru, Ford, Mitsubishi, Renault et Peugeot, y sont au complet avec leurs impressionnantes modèles du groupe A, les mal nommées « voitures de tourisme ». Mais pour la première fois depuis cinq ans, le plateau n'atteint pas la centaine d'engagés. Et dès le premier jour de course - dominé par le surprenant Belge Bruno Thiry sur Ford Escort -, vingt amateurs étaient contraints à l'abandon. « Beaucoup de concurrents, qui auraient pu s'aligner sur les « voitures de production », proches de la série, ont renoncé en raison de la nouvelle réglementation sur les changements de pneus », explique René Vignocchi, secrétaire général de l'association sportive de l'Automobile-club de Corse qui organise l'épreuve.

En réduisant le nombre de trains de pneus autorisés pendant la course, la FIA souhaite limiter les performances des voitures. Cette décision s'accompagne de l'interdiction des pneus lisses à haute performance, appelés « slicks ». Mais si les pilotes d'usines ont pu obtenir des manufacturiers des pneus à rainures moulées, les concurrents privés en sont réduits à tracer eux-mêmes les bandes réglementaires sur des « slicks ». « Nos pneus vont ainsi se dégrader beaucoup plus vite ou courir des 50 kilomètres d'épreuves spéciales que nous devons parcourir

sans assistance. Et les conditions d'adhérence deviendront catastrophiques en cas de changement des conditions climatiques. Notre sécurité, ainsi que celle des spectateurs, risque ainsi d'être menacée », résumait avant le départ Jean-Marie Santoni, un pilote corse, qui a gagné le classement des « voitures de production » en 1993 et repart cette année à l'assaut des équipes d'usine.

RAINURAGE DANGEREUX

Certains pilotes, qui s'alignaient chaque année dans le Tour de Corse, n'ont également pas voulu prendre le risque financier, en cas d'abandon entre le 3 et le 5 mai, de se retrouver avec des trains de pneus rainurés. Ceux-ci ne pourraient être revendus aux fabricants, qui jugent dangereux le « rainurage », et les pneus impossibles à réutiliser dans les autres épreuves du championnat de France, au cours desquelles les « slicks » restent autorisés. « Nous n'avons donc pris la décision de nous inscrire qu'au dernier moment, une fois que la famille et les amis avaient réuni les 70 000 francs nécessaires, raconte Claude Cesari, un concurrent de Corté. Il devait y avoir une réglementation spéciale pour les pilotes privés, sinon l'écart risque de se creuser avec les écuries officielles. Et pourtant l'intérêt du Tour de Corse est toujours venu de l'opposition entre amateurs et professionnels. »

Les incertitudes liées aux nouvelles conditions de course n'ont pas empêché certains concurrents corse de prendre le départ sans état d'âme. C'est le cas de Guy Fiori, un Ajaccien de trente-huit ans, qui en est à sa quatorzième participation. Il y aligne pour la huitième fois une BMW 325i qui affiche ses 22 000 kilomètres de course. « Nous avons la chance d'avoir accès à domicile à une épreuve du championnat du monde, ce qui limite au moins de moitié les frais de participation à l'épreuve, par rapport à un concurrent du continent », raconte Guy Fiori, qui s'est classé trois fois entre la dixième et la quinzième place du classement général ces dernières années. Le Tour de Corse reste la passion de tous les Corses. Tous les gars d'ici rêvent un jour d'y participer. »

Christophe de Chenay

Marteau : l'entraîneur national sanctionné par le ministre

MICHELLE ALLIOT-MARIE, ministre de la jeunesse et des sports, a décidé d'indiger, mercredi 3 mai, une sanction à l'entraîneur national du marteau, Guy Guérin, responsable du stage au cours duquel deux lanceurs, Catherine Moyon de Baecque et Michèle Rouveyrol, avaient été victimes d'agressions sexuelles, en août 1991. Les trois lanceurs impliqués dans cette affaire, Raphaël Piolanti, Jean-François Grégoire et Laurent Bettolo, avaient été condamnés à des amendes et à des peines de prison avec sursis pour « agressions sexuelles autres qu'un viol » par la cour d'appel de Dijon, le 19 novembre 1993 (Le Monde du 20 novembre 1993). Mais, depuis ce jugement, Catherine Moyon de Baecque se battait pour obtenir, notamment, le renvoi de Guy Guérin du poste d'entraîneur national, ainsi que la possibilité de s'entraîner à nouveau. M^{me} Alliot-Marie, après avoir réuni la commission de discipline du ministère, a décidé de prendre une sanction « significative » contre Guy Guérin pour « manquement » dans son comportement d'entraîneur. La sanction est confidentielle et l'entraîneur a une possibilité de recours. Catherine Moyon a indiqué, mercredi 3 mai, qu'elle considérait l'affaire comme « close » grâce à la solution « digne et efficace » trouvée par le ministre.

■ RUGBY : Will Carling s'en prend avec virulence à l'immobilisme de la Fédération anglaise de rugby (RFU), estimant qu'elle est dirigée par « cinquante-sept vieux barbons ». Le capitaine de l'équipe d'Angleterre, dans une émission télévisée qui devait être diffusée jeudi 4 mai, se montre particulièrement critique sur la façon dont la RFU est organisée et sur la manière dont elle traite la question de l'amateurisme. « Pourquoi nos dirigeants refusent-ils d'être hommes et de reconnaître qu'il y a énormément d'argent dans notre sport ? C'est devenu un sport professionnel », déclare Will Carling. - (AFP)

■ Thierry Devergie, deuxième ligne international du FC Grenoble (rugby à XV), jouera la saison prochaine au rugby à XIII avec l'équipe de Lyon-Villeurbanne. Pour des raisons financières et sportives, Devergie a accepté, mercredi 3 mai, de participer au championnat professionnel de la France Rugby League, prévu à partir du mois d'août, et dont Jacques Fouroux, ex-manager général de Grenoble, est le promoteur.

■ HOCKEY SUR GLACE : la France se classe huitième du championnat du monde, derrière la Russie (5^e), les Etats-Unis (6^e) et l'Italie (7^e). Le classement a été effectué en fonction des points obtenus par chaque équipe lors de la phase qualificative et, éventuellement, de leur différence de buts. En demi-finales, vendredi 5 mai, la Suède rencontrera le Canada et la Finlande sera opposée à la République tchèque. - (AFP)

LE MONDE diplomatique

Mai 1995

- GUERRE COMMERCIALE : Grèves secousses dans le système financier mondial, par François Chesnais. - Economisme : en plein ou en rière, par Bernard Cassen. - « Sonné » comme un boxeur, par Frédéric F. Clairmont.
- ETATS-UNIS : Les « boîtes à idées » de la droite américaine, par Serge Halimi. - Un pays et ses sources partitaines, par Marie-France Toinet.
- AFRIQUE : Dieu n'est plus français, par Philippe Leymarie. - Au cinéma, le temps de la reconquête, par Carlos Pardo.
- TURQUIE : Fuite en avant au Kurdistan, par Kenzal Nezam.
- YÉMEN : Grignotage islamiste, par Eric Rouleau.
- BIRMANIE : La dictature sur la voie capitaliste, par André et Louis Boucaud.
- ARGENTINE : Le spectre du Mexique, par Carles Gabetta.
- HISTOIRE : J'ai assisté à la montée du nazisme, par Gunter Holzmann.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

RÉSULTATS

FOOTBALL

COUPE DE LA LIGUE

Finale
Paris SG - Bastia 2-0

COUPE DE L'UEFA

Finale (match aller)
Paris SG - Borussia Dortmund 1-0

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

Matchs en retard

Aston Villa - Manchester City 1-1

Everton - Chelsea 3-3

Newcastle - Tottenham 3-3

Southampton - Crystal Palace 3-1

West Ham - QPR 0-0

Classement : 1. Blackburn, 86 ; 2. Manchester United, 81 ; 3. Nottingham Forest, 73 ; 4. Liverpool, 71 ; 5. Newcastle, 69 ; 6. Leeds, 66 ; 7. Tottenham, 61 ; 8. QPR, 54 ; 9. Wimbledon, 54 ; 10. Southampton, 52 ; 11. Arsenal, 50 ; 12. Chelsea, 50 ; 13. Manchester City, 49 ; 14. Sheffield Wednesday, 48 ; 15. West Ham, 46 ; 16. Coventry, 45 ; 17. Everton, 43 ; 18. Aston Villa, 44 ; 19. Crystal Palace, 42 ; 20. Norwich, 42 ; 21. Leicester, 27 ; 22. Ipswich, 24.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE A

Quarts de finale
Canada - Etats-Unis 4-1

République tchèque - Russie 2-0

CYCLISME

TOUR DE ROMANIE

1^{re} étape

1. B. Zberg (Sui), les 203,3 km en 5 h 32 min ;

2. T. Raccan (Fra), m.t. ; 3. P. Ugrumov (Lit),

4. A. O. Pelliccioli (Ita), 5 h 55 ; 5. J. Jolidon (Sui), 5 h 56.

Classement général : 1. P. Ugrumov (Lit), 5 h

30 min 53 s ; 2. B. Zberg (Sui), 4 h 42 ; 3. O. Raccan (Fra), 4 h 55 ; 4. T. Raccan (Sui), 4 h 57 ; 5. J. Jolidon (Sui), 4 h 58.

QUATRE JOURS DE DANIELE

2^e étape : Cappelletti-La-Grande - Villeneuve-d'Avoy

1. F. Colonna (Ita/Mape), les 178,2 km en 4 h

12 min 25 s ; 2. G. Cerneto (Ita), 3. M. Kummer (Aut), 4. M. Wast (Aut), 5. F. Simon (Fra).

Classement général : 1. F. Zabel (Aut/Leont), 5 h 17 min 36 s ; 2. F. Colonna (Ita), 5 h 18 ; 3. G. Cerneto (Ita), 5 h 19 ; 4. E. Magrien (Fra), 5 h 20 ; 5. W. Nelson (Bel), 5 h 21.

هكذا من الاول

24 / LE MONDE / VENDREDI 5 MAI 1995

AUJOURD'HUI-LOISIRS

VOYAGES

La Provence en toute nature

A mi-chemin d'Aix et de Manosque, les collines de Rians restent vierges de toute « pollution »

RIANS (Var)
de notre envoyé spécial
A des années-lumière du béton fleuri de la Côte d'Azur et des piscines bollywoodiennes du Tout-Lubéron, persiste toujours une Provence hors modes, sans golf ni célébrités, continuant comme si de rien n'était à soigner vignes, tournesols et autres plantes à rendement moyen, à concéder aux seuls moutons ses collines bleues de cades et de genévriers où se cahalent encore, sous le Directoire, entre la ferme de la Bérarde et la forêt de Cadarache, des « brigands d'honneur ». Ici, loin du tumulte du monde, qui s'arrête au Verdon, la grande affaire, depuis des lustres et des lustres, c'est de savoir si Rians acceptera de rendre un jour à Artigues ses bois communaux, dont la gestion lui fut confiée... sous Louis XVIII.

La où se rencontrent quatre départements - Alpes-de-Haute-Provence, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var - on est à mi-chemin, mais à mille lieues, de Manosque (40 km) et d'Aix-en-Provence (40 km), bien loin aussi d'Edmond Charles-Roux et de Jean Giono... Là s'étend une contrée in-

connue des lotisseurs et voyageurs, aux terres sèches et où l'électricité n'est arrivée à peu près partout que récemment ; une contrée sans curiosité majeure en dehors des ornements carolingiens de l'église de Saint-Julien-le-Montagnier et des trois cent soixante-cinq fenêtres du château de La Verdère, sobre acropole-forteresse où s'est accroché jusqu'à ces dernières années un descendant de Palamède de Forbin, glorieux artisan il y a cinq siècles de l'union de la Provence et de la France. « L'union volontaire et non pas l'annexion ! », aime-t-on encore à rappeler dans le haut pays provençal.

C'est une région « belle de ne pas être belle », notait le peintre Claude Lorraine (1935-1990), l'un des rares artistes jamais venus chercher ici l'inspiration. Le cœur de ce territoire « vierge » est le canton varois de Rians (34 625 hectares, 8 325 âmes), où la postière connaît quelques secrets de l'histoire locale mais ne veut rien en dévoiler, car, craint-elle, « après, vous allez marquer mon nom dans le journal... ». Même modeste de myosotis dans un minuscule hameau proche où les ha-

CHRONIQUE DE VILLAGE

Un curé de Rians, l'abbé Louis Malausse, écrit bien sous l'Occupation, à l'ombre de ses quatre clochers, une chronique du village depuis l'Antiquité, mais elle n'a jamais été publiée. Elle est loin

d'être inintéressante pourtant, cette histoire que feuilletait devant nous le prêtre actuel, un jeune Polonais, le Père André Sikiera, desservant cinq ou six paroisses de cette zone à la fois traditionaliste et déchristianisée ; une zone qui fut blanche puis rose-rouge et a, selon les communes, placé Le Pen ou Jospin en tête lors du premier tour présidentiel.

Entre les trente-sept églises d'Hannibal aux harnachements d'argent qu'auraient vu défiler les premiers Riansais et les paysans des années 1940 en gros pantalons de velours, canardant les nazis avec des fusils à sangle, Rians regarda déferler les Tintins que le général comte Marquis attendait un peu plus loin, vers Pourrières et Sainte-Victoire ; puis le bourg vit naître, croit-on, saint Bénézet, ce-

lui du pont d'Avignon, et contempla, stupéfait, les pénitents blancs et bleus, aux couleurs prédestinées, s'ébriquer sous la Révolution jusqu'à détruire un monastère rural sans plus de scrupule que n'en avait eu quelques siècles plus tôt un intrépide commando de Sarrasins venu en raid éclair de sa base littorale (70 km).

UNIQUE ET COURTE RUE

Certains de leurs lointains fils, seize harkis avec leurs familles nombreuses et quelques pieds-noirs, ne furent pas trop mal accueillis ici, après l'indépendance de l'Algérie (Le Monde du 25 juin 1967), et depuis lors ils se sont plutôt bien insérés parmi les trois mille Riansais aux vieux patronymes provençaux : Magne, Coullhat, Brémont, Verne, Gossier. Le pays, cependant, reste méfiant à l'égard des « étrangers », surtout ceux qui s'essient au retour à la terre. Louis et Isabelle Lopez, tout jeune couple venu de l'estaque, à Marseille, il y a une quinzaine d'années avec cinquante chèvres et bientôt deux garçons, en savent long à ce sujet.

Malgré le succès, jusque dans les crémères fines marseillaises, de leurs fromages artisanaux et le pôle de vie recréé par eux dans le minuscule village d'Artigues (trois habitants permanents et une centaine sur l'ensemble de la commune), ils n'ont pu obtenir l'appui des élus locaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, pour obtenir le ramassage scolaire ou le permis de construire une maison, ni même l'abrogation d'un incongru arrêté interdisant de faire emprunter aux troupeaux l'unique et courte rue sans circulation du minivillage. Lassés de ces mesquineries, les Lopez viennent de vendre leurs chèvres et vont se mettre au RMI.

Michel Lazès a eu, lui, plus de chance avec son projet hippique,

pourtant assez révolutionnaire par rapport aux traditions animales du canton. Il est vrai qu'il est du coin, de Vinon-sur-Verdon. Depuis plus de vingt ans, il a, à la vieille bastide d'Aubanel, près de Ginasservis, introduit à partir d'une souche ibérique, le cheval arabe. Quarante pur-sang pleins de santé, étalons, juments et poulains, s'ébrouent ainsi dans les éphémères champs verts du printemps provençal. Ne cherchez pas ici de « ranch » ou même de « centre équestre ». Vous ne trouverez, après avoir fendu le public curieux des oies, paons et chiens, que de vrais amateurs de chevaux de race, venus apprendre comment on les élève ou comment on les soigne.

La harde chevaline endormie, on découvre dans la salle commune du mas, entre une tapenade maison et une paupiette de lapin du cru, que Michel Lazès n'est pas seulement hippophile et hippologue mais aussi chef provençal. Dans ce morceau de Provence resté nature, on peut donc parfois en même temps innover et conserver, et vivre comme si promoteurs et voyages organisés n'existaient que sur la planète Mars. Demain, ce terroir vaudra de For mais, Dieu merci, il l'ignore encore.

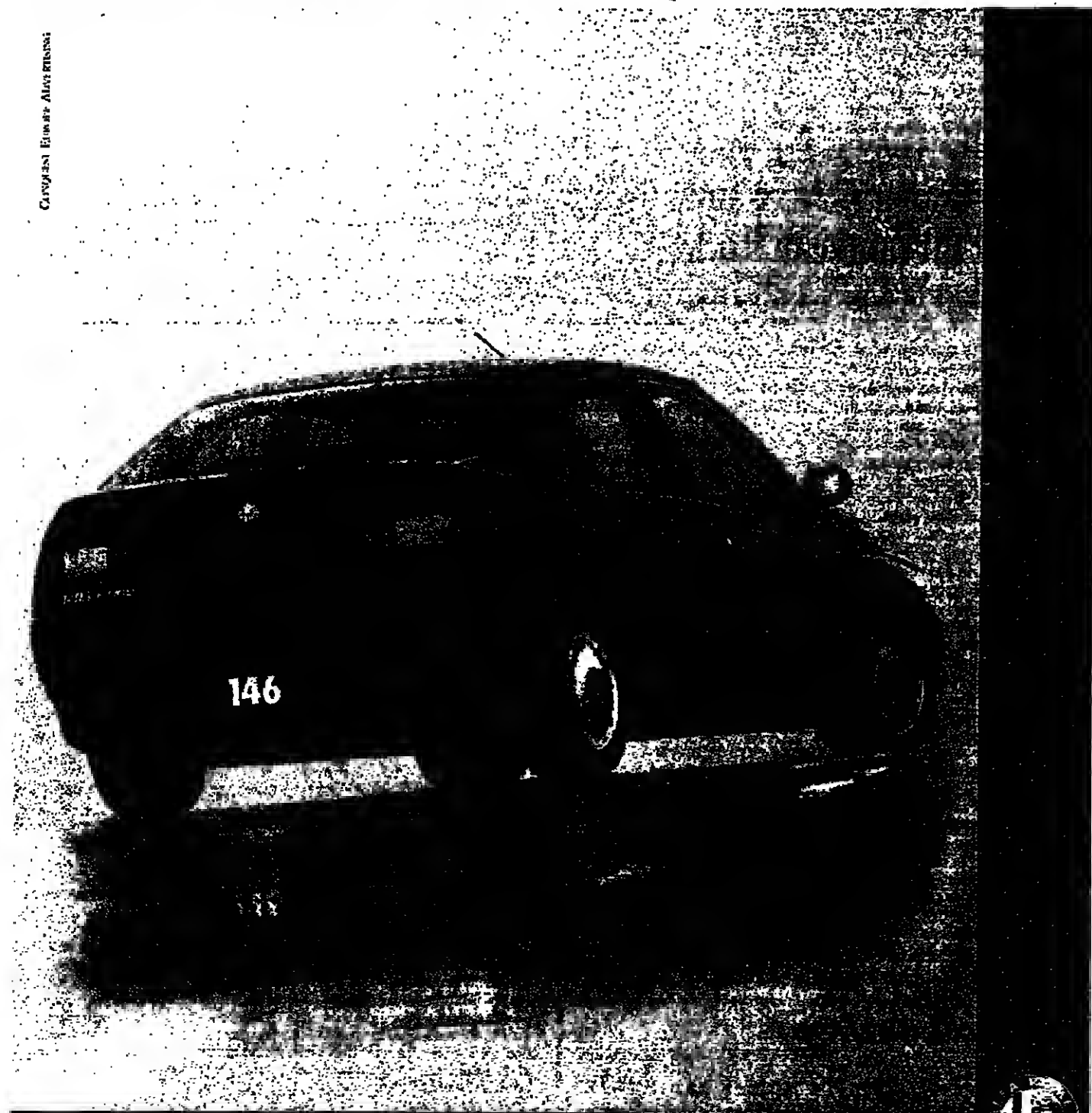
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

● **Lieux.** De mai à octobre, l'immense lac de Sainte-Croix, en aval des gorges du Verdon, offre ses eaux hyalines, propices à la natation et autres sports nautiques.

● **Lire.** Pour les randonnées pédestres, La Haute-Provence avec l'itinéraire de Giono, de Douché à Le Brun (éd. Diktat-Richard, Grenoble). Consulter aussi Provence des villages, de feu l'historien marseillais André Bouyrol d'Ainaud, réédité en 1992 par Jeanne Lafitte. Du même auteur, chez le même éditeur, l'indispensable Histoire de la Provence. Plus route, La Transhumance de Made Maurel (Librairie académique Perrin, 1984). A ramener chez soi : L'Alimentation provençale et la santé (avec 150 recettes) que la Mutualité agricole du Vaucluse vient de sortir aux éditions Barthélemy, en Avignon.

● **Logez.** A la bastide d'Aubanel, près de Ginasservis (tél. : 94 80 11 07) on peut trouver des chambres d'hôtes meublées en vieux style local (environ 200 francs par personne, repas en sus). La cuisine familiale de Provence se pratique également à l'Hostellerie de l'Éplanade (Logis de France, tél. : 94 80 51 12, 83560 Rians) et chez Marceau, à Ginasservis (tél. : 94 80 11 20).



NOUVELLE ALFA 146.
TEMPÉRAMENT ALFA ROMEO.

DÉCOUVREZ-LA DÈS LE 6 MAI.

CONSULTEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE ALFA ROMEO : 36 15 ALFA ROMEO (1,27 F LA MINUTE)

PHILATÉLIE

La Victoire

AVEC la mise en vente générale, mardi 9 mai, d'un huitième timbre à son effigie, le général de Gaulle se détache largement en tête d'un peloton qui comprend le maréchal Leclerc (six timbres), le maréchal de Lattre de Tassigny (quatre timbres) ou Victor Hugo (cinq timbres)... La thématique « gaulliste » est encore plus impressionnante si l'on rajoute les nombreuses vignettes comportant une croix de Lorraine (dès 1952 avec le monument à la gloire des troupes françaises du général Koenig qui résistèrent aux Allemands à Bir-Hakeim), quatre autres commémorant l'appel du 18 juin 1940 (1960, 1964, 1980 et 1990) et celle sur... l'aéroport Charles-de-Gaulle (1974).

Curieusement, le motif de ce timbre, titré « 8 mai 1945-La Victoire », représente au second plan Notre-Dame de Paris et l'arc de Triomphe, alors que l'Allemagne signa son acte de reddition le



7 mai à Reims, au QG du général Eisenhower, capitulation doublée le lendemain à Berlin, occupée par les troupes soviétiques.

Le timbre, d'une valeur de 2,80 francs, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Claude Andréotto, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

P. J.

★ Vente anticipée à Paris, lundi 8 mai, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la chancellerie de l'ordre de la Libération, 51 bis, boulevard de La Tour-Maubourg, 7°.

EN FILIGRANE

● **Philatélie et présidentielle.** Les réponses des candidats à l'élection présidentielle à un questionnaire portant sur la philatélie réservent des surprises. Elles sont publiées par Le Monde des philatélistes de mai. Près de la moitié d'entre eux sont ou ont été collectionneurs de timbres ou de cartes postales, comme Robert Hue. Philippe de Villiers délègue cette passion à l'un de ses enfants. Et tous les présidents de la V^e République ont bénéficié d'un moins un timbre, en France ou à l'étranger. Autres

sujets : un dossier de huit pages sur le 50^e anniversaire de la Victoire ; les quatorze timbres programmés en mai par La Poste. Et aussi : Chagall, les couleurs du sacré ; les terribles d'Écosse ; cinéma : les festivals français ; cartes postales : Le Plessis-Robinson (Le Monde des philatélistes, 88 pages, 25 F).

● **Vente.** Vente sur offres Le Vermillon (Paris, tél. : 01 42 81 26 36) clôturée le 11 mai. Au catalogue, près de 2 000 lots, dont lettre du Virginia Pony Express (prix de départ 12 000 francs) ; marques départementales (cachet d'essai février 1828 Lyon, départ 1 000 francs) ; guerre de 1870 ; aviation.

Temps ensoleillé

UN ANTICYCLONE centré sur l'Allemagne repousse les perturbations atlantiques sur les régions allant de l'Islande aux pays Scandinaves, ainsi les nuages épargneront-ils la France, l'Espagne, l'Italie, le Benelux et l'Allemagne. De plus, grâce à un léger courant de secteur est, les masses d'air resteront sèches au cours de la journée de vendredi.

Le matin, quelques bacs de brumes pourront se former locale-

ment au lever du jour le long des vallées de la Loire ou de la Saône. Mais ils se dissiperont rapidement en début de matinée. Sur les Pyrénées, quelques nuages isolés n'empêcheront pas de larges éclaircies. Partout ailleurs, mis à part quelques filaments de nuages élevés, le soleil sera bien présent dès le lever du jour. L'après-midi, les passages nuageux et les éclaircies alterneront sur la chaîne pyrénéenne et, en fin de journée, une tendance orageuse pourra se dessiner localement. De la même manière, des nuages bougonnants apparaîtront sur les sommets du Massif central et des Alpes. En début de soirée, ils pourront parfois donner quelques coups de tonnerre sur le massif alpin.

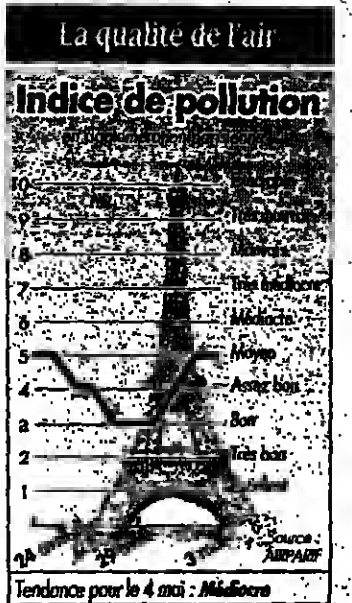
De la Bretagne, aux Pays de la Loire et au Limousin, quelques nuages apparaîtront en fin d'après-midi, mais le soleil aura largement brillé au cours de la journée. En ce qui concerne les autres régions, un léger voile nuageux n'empêchera pas le soleil de régner sans partage. L'après-midi, le soleil sera sur son domaine, alors que le vent de sud-ouest s'établira en fin de journée le long des côtes voisines et entre la Corse et le continent.

Au lever du jour, le thermomètre indiquera de 8 à 11 degrés dans l'intérieur des terres et jusqu'à 12 ou 14 degrés près des côtes. L'après-midi, les températures resteront largement au-dessus des normales saisonnières, avec 23 à 26 degrés sur la moitié nord et 25 à 28 degrés sur la moitié sud. Les brises côtières limiteront la remontée du mercure avec 20 degrés le long de la Manche et 22 degrés sur le pourtour méditerranéen.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 5 mai vers 12h00



Tendance pour le 4 mai : Météo



TEMPÉRATURES	GRENOSBLE	TOURS	CARACAS	LIMA	PRAGUE	154
du 3 mai 1995	20/10	25/10	31/24	20/16	20/16	154
maxima/minima	20/10	25/10	31/24	20/16	20/16	154
maxima/minima	20/10	25/10	31/24	20/16	20/16	154
maxima/minima	20/10	25/10	31/24	20/16	20/16	154

Prévisions pour le 5 mai vers 12h00
Ensoleillé
Éclaircies pour nuageux
Nuageux courties éclaircies
Brume et brouillard
Très nuageux ou couvert
Pleine ou brume
Averse
Orage
Vent fort
Neige

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

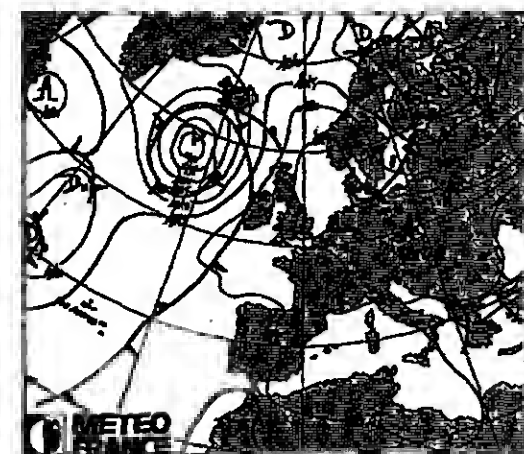
Renaissance de la lumière

LES LUMIÈRES DU SOIR vont se réveiller dans Paris. Pendant quatre ans, nous avons connu une sorte de Moyen Âge nocturne, plus sensible dans les vieilles rues tortueuses dont les maisons noires, au ventre saillant, prenaient la hauteur d'une falaise. [...] Des heures clandestines sondaient au bas des portes, au bord du cadre des fenêtres, ou s'élevaient d'une tabatière invisible, à travers cette vapeur laiteuse qui ne cesse jamais de planer sur les toits et donne à l'air de Paris ce gris nacré de perle qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Les passants, comme au temps de Rutebeuf et de Villon, s'acheminaient en tâtonnant les ombres, une lanterne à la main. La rue était pleine des jeux subtils du clair-obscur ; et j'avoue, promeneur nocturne à la manière de mon cher Rétif, avoir jol, dans la pleine conscience de sa précarité, du spectacle tout neuf que nous offraient les ténèbres réglementaires.

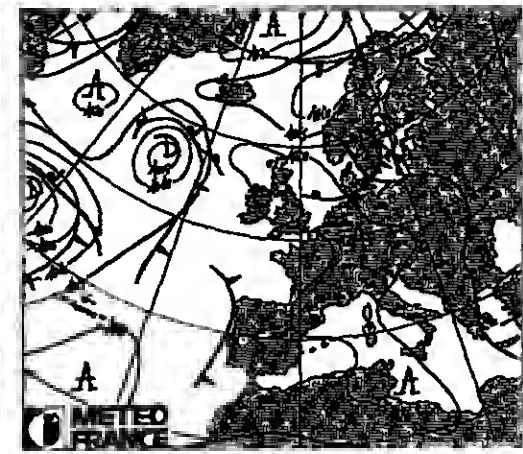
Cependant la consigne mal acceptée se relâchait de jour en jour. L'été dernier, vers ces 10 heures où, très exactement, on nous rendait l'électricité, nous allions, chaque soir, dans le jardin qui fait la pointe orientale de la Cité, contempler ce que nous appelions l'Épiphanie de la Lumière. Dans toutes les maisons, à tous les étages, les commodeurs ouverts attendaient le courant. L'heure, en musique céleste, venait de toutes les cloches riveraines. Et brusquement, comme par une prestigieuse évocation, des milliers de fenêtres fleurissaient d'un seul coup. Roses, rosées, orange, aurore, blondes, couleur du miel de pêcher ou du miel de lilas, elles luisaient un instant, puis s'éteignaient derrière les rideaux tirés.

A. T'Serstevens

(5 mai 1945.)



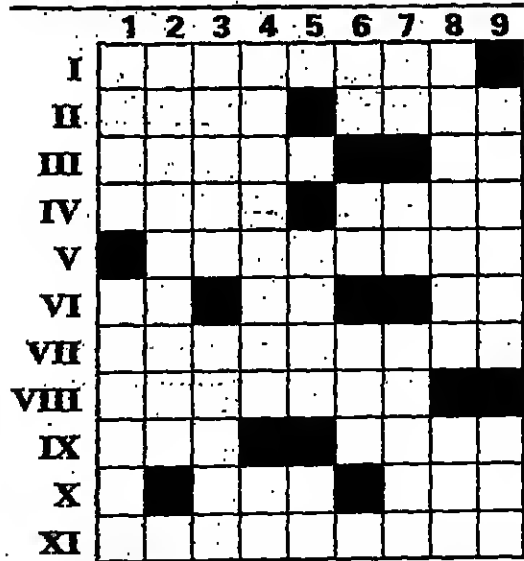
Situation le 4 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 6 mai, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6554



HORIZONTELEMENT
I. Marque le succès d'une entreprise. - II. Ne fait pas intervenir. Se laisse - non sans grogner - mener par le bout du nez. - III. Vin. Ce qui peut émaner d'une peau

sèche. - IV. D'un auxiliaire. En Syrie. - V. Modifie l'aspect de bien des choses. - VI. Il est nettement meilleur grimpeur que sauter. Fin de participation. Est plutôt frais quand il est neuf. - VII. Travaillerait pour mieux pincer. - VIII. Se livrer à un certain travail. - IX. Direction. Où ont lieu de salutaires échanges. - X. Commis par Marie de France. De nature à être bien vu par tout le monde. - XI. Gardera l'espoir de faire lâcher prise.

VERTICALEMENT
I. Explication de nature à faire valoir son bon droit. Ne pense qu'à jouer. - 2. Reçoit bien souvent des châtiments pour des prunes. - 3. Auteur fécond qui ne manquait pas de sel. Sans aucune illusion. - 4. Courants d'air. Se hâte lentement. - 5. Engagées dans une plus ou moins longue aventure dont elles ne sortiront pas vivantes. En France. - 6. Perd la ligne dès qu'elle se met au vert. Chef d'atelier. Sa fonction le contraint à supporter de nombreuses charges. - 7. Symbole. Participe. Lieu d'exécutions. - 8. Divagueur. Moyen de transport. - 9. Travail éventuellement pour la galerie. Lettre.

SOLUTION DU N° 6553
HORIZONTELEMENT
I. Baladeuse. - II. Analectes. - III. Sagittal. - IV. Tom. - V. Ost. Epars. - VI. Nard. Iris. - VII. Ill. Cédle. - VIII. Sacre. - IX. Haricot. - X. Été. Crâne. - XI. Sasse. Se.

VERTICALEMENT
1. Bassonistes. - 2. Ana. Sala. Ta. - 3. Lagotriches. - 4. Ail. Rê. - 5. Dette. Gerce. - 6. Ectopie. Ire. - 7. Utamaro. Ca. - 8. Sel. Rillors. - 9. Es. Esse. Tee.

Guy Brouy

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : **Le Monde Service Abonnements**
 1, place Hubert-Denève-Idry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-48-32-90.

Je choisis la durée suivante

	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Le Monde - D095 - 000729 is published daily for \$595 per year by LE MONDE S.A., place Hubert-Denève-Idry 1, Ivry-sur-Seine, France. Annual price paid in Chicago, IL, U.S., and additional mailing office.

POSTMASTER: Send address changes to LMS of N.Y. Inc., Chicago, IL 60611 329-4318

For the subscription agent in USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, 355 Pacific Avenue, Suite 401, New York, NY 10013

LE MONDE - 1995 - 1996 est publié tous les jours de 5h30 à 18h30. LE MONDE - 1. place Hubert-Denève-Idry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-48-32-90. LE MONDE - 1. place Hubert-Denève-Idry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-48-32-90. LE MONDE - 1. place Hubert-Denève-Idry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-48-32-90.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1. place Hubert-Denève-Idry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-48-32-90.

For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 1. place Hubert-Denève-Idry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-48-32-90.

Non : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° _____

Signature et date obligatoires _____

Changement d'adresse : _____

• par écrit 10 jours avant votre départ. _____

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) _____

Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances. _____

• Tarif aux pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels. _____

33 (0) 49-48-32-90 de 8h30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LINDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (L. 19 81min)

Le Monde

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-sur-Seine Cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morin

Membres du conseil de direction : Dominique Lévy, Gisèle Peyou, Michel Rapp, Jean-Louis de la Harpe, Jean-Louis de la Harpe

133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-71-30

PARIS EN VISITE

Samedi 6 mai

- MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Chagall (55 F + prix d'entrée), 12 h 15 (Paris et son histoire).
- MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la sculpture italienne, 11 h 30 ; la peinture italienne, 14 h 30 (Musées nationaux).
- MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS : exposition Architecture de la Renaissance italienne (34 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).
- MUSÉE DU MOYEN ÂGE (34 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Chuny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).
- L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- (carte d'identité, 50 F), 14 h 20, angle des rues de Lille et de Courty (Christine Merle).
- CITÉS D'ARTISTES autour de Pigalle (45 F), 14 h 30, sortie du métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).
- HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haulier).
- L'ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).
- MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- MUSÉE CARNAVALET : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- MUSÉE D'ORSAY : visite par artiste, Manet (34 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).
- MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition Carthage (25 F + prix

- d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Maison-Blanche côté impair (Europ expro).
- L'HÔTEL DE SULLY et la place des Vosges (37 F), 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).
- L'ÎLE SAINT-LOUIS (37 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Marie (Monuments historiques).
- L'INSTITUT (37 F + 20 F), 15 heures, 23, quai de Conti (Monuments historiques).
- JARDIN DU LUXEMBOURG : la sculpture (40 F), 15 heures, devant l'entrée côté place Edmond-Rostand (Approche de l'art).
- MUSÉE DE LA FRANCA-MONNERIE (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Isabelle Haulier).
- LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 15 heures, sortie du métro Porte-de-Choisy (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

8 MAI

SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

- Presse : les quotidiens paraîtront normalement lundi 8 mai.
- Bureaux de poste : ils seront fermés du samedi 6, à midi, au mardi matin 9 mai.
- Banques : elles seront fermées lundi 8 mai.
- Grands magasins : ils seront ouverts.
- Assurance-maladie, assurance-vieillesse, allocations familiales : les centres d'accueil seront fermés au public du vendredi après-midi 5 mai au mardi 9 mai, à 8 h 30.
- Archives nationales : Le Caran et le

- Musée de l'histoire de France seront fermés.
- Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées (fermeture anticipée du 24 avril au 8 mai inclus). Le Musée des médailles et les expositions « Jean Cassou, un musée imaginaire » et « La Gravure française à la Renaissance » seront ouverts.
- Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Armée, Dôme royal (tombeau de l'empereur), Plans-Reliefs et l'Église Saint-Louis seront ouverts.
- Institut de France : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chailly (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

- Musées : la plupart des musées nationaux seront ouverts. A Paris, seront fermés le Musée Jean-Jacques Henner et le Musée d'Orsay. En région parisienne, seront fermés le Musée du château de Bois-Préau et le Musée des châteaux de Versailles et du Trianon. En province, seront ouverts le Musée Maguin (Dijon) et le Musée Picasso (Valauris). Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert. La Cité des sciences et le Palais de la découverte seront fermés.

JEUX

<div> <div>LE MONDE</div> <div>1995199619971998199920002001200220032004</div> </div>										<div> <div>LE MONDE</div> <div>2005200620072008200920102011201220132014</div> </div>										<div> <div>LE MONDE</div> <div>2015201620172018201920202021202220232024</div> </div>																																																																															
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

RÉSULTATS DES GRANDES ÉCOLES

Admissibilité :

École nationale LOUIS-LUMIÈRE

3615 LEMONDE

سكزا من الاموال

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

FÉDÉRATION NATIONALE
DE L'IMMOBILIER
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

FNAIM

LA DURÉE DU MANDAT D'UN SYNDIC

Le mandat du syndic est d'une durée maximum de trois ans. Toutefois, cette durée est réduite à un an, notamment pendant les dix ans suivant l'achèvement d'un immeuble, si le syndic a participé directement ou indirectement à sa construction. Le mandat peut être renouvelé pour les mêmes durées.

Les fonctions du syndic prennent fin :

- 1) par l'expiration normale de son mandat, s'il n'est pas renouvelé ;
- 2) par la démission volontaire du syndic : si le syndic a la possibilité de démissionner, il doit toutefois le faire sans que cela puisse nuire à la copropriété. Il est souhaitable qu'il donne un préavis pour que l'assemblée puisse se retourner et nommer un nouveau syndic ;
- 3) en cours de mandat : par décision de l'assemblée générale des copropriétaires. Toutefois, si cette révocation présente un caractère abusif, le syndic peut prétendre à des dommages et intérêts ;
- 4) par la dissolution du syndicat des copropriétaires, qui entraîne automatiquement la disparition du mandat de syndic. Il s'agit d'une hypothèse assez rare, comme le rachat de tous les lots par un seul et même propriétaire.

Dès que les fonctions du syndic cessent, celui-ci n'a plus aucune qualité pour agir au nom, ni pour le compte du syndicat des copropriétaires. Il doit remettre la totalité des documents du syndicat et des fonds disponibles à son successeur. Le nouveau syndic est alors seul compétent pour traiter des problèmes de la copropriété, même ceux dont l'origine est antérieure au début de son mandat. La loi a d'ailleurs organisé la transmission des fonds et des pièces au nouveau syndic et donné un droit d'initiative au président du conseil syndical.

Jacques LAPORTE
Président de la Chambre FNAIM
Paris - Ile-de-France

Ventes

1^{er} arrondissement

Pal. Royal XVII^e, 2^e ét., 4 p. et
ch. 100 m², optima, 2.420.000 F
ou meub. + V.M.P. 2^e et 3^e ét., 3 p.,
70 m², ch. colon., 2.700.000 F
Châtelet XVIII^e, 4^e ét., 3 p. et ch.
nob., 67 m², 1.700.000 F 43.518.36

5^e arrondissement

Port Royal, p. de l., 1^{er} ét., 4 p. et
ch. 45 m², vue de l'Île, pl. vol.
part. état, 4-01 43.518.36

8^e arrondissement

Grand studio-atelier,
30 m², V.M.P., 820.000 F
Syndic : 43.20.74.7

MADELEINE

CHAMPAIGN 3^e ét., 60 m²,
2^e et 3^e ét., 1.200.000 F
PARTENA : 42.56.36.53

PROX CHAMPAIGN

2 P., 1.480.000 F
belle, v. verdoy., parking
PARTENA : 42.56.36.53

PARC MONCEAU (PRES)

43 m² terrain, 2^e et 3^e ét.,
belle, v. verdoy., parking
PARTENA : 42.56.36.53

15^e arrondissement

App. duplex, encep. vend., 2 p. et
ch. 12 m², 1^{er} et 2^e ét., 22 m², en
part. état, 4-01 43.518.36

16^e arrondissement

TROCADÉRO
STUDIO 655 000 F
30 m², bel état, rénové 42.01.788

MP CHARDON MAGACHE

pièce de l., ch. liv. dble,
ch. 110 m², 48.73.57.80

MP PASSY, 4^e ét., récent

n. ch. 44, 1 ch., cuis., lav.,
belle, v. verdoy., 48.73.57.80

17^e arrondissement

Bd MALESHERBES-WAGRAM
2 P., 45 m², 755 000 F
4^e ét., asc. 42.07.43

Rue de Constantin, pav. 2 p.

3 ét., 110 m², 43.20.74.7

LEGÈRE, 2 p., 3^e ét., 40 m², contant, 560.000 F

Syndic : 43.20.74.7

MAISON 150 m²

LEVAINVILLE EXCEPTIONNELLE
nouveau terrain, jard. paysager,
3.000.000 F, très réduits.
PARTENA : 42.56.36.53

Box

Charenton, 7^e, V. Hugo,
à louer, bon état, 425 F/mois
tel. 48.73.57.80

PARIS-14^e MARAIS

PARKING garage pour 2 voitures,
900 F ch. 45.06.49.66

Locations

2^e arrondissement

5^e JARDIN PLANTIER, beau
2 p., 55 m², résidence stand,
4.700 F ch. 47.20.17.82

12^e arrondissement

4^e RUE STICUS
30 STUDIO, cuisine, 43 m²,
3.200 F ch. 45.06.49.66

14^e arrondissement

12^e CARRÉ DE L'ON
3 p., dble, bon volume,
5.700 F ch. 45.06.49.66

16^e arrondissement

14^e EXELMANS, studio 30 m²,
vue Seine, imm. récent,
3.300 F ch. 47.20.17.82

PL. JENA, 165 m²

superficie 2 p., 3.40 m² glaudin,
20.000 F ch. PARTENA : 42.56.36.53

V. HUGO, 4 P., 135 m²

partiel état, 12.000 F
hors charges, 47.20.17.88

NEUILLY-2-3 P, 85 m²

modèle, 3^e et 4^e ét., 7.000 F ch. 47.20.17.88

PUELLI, centre, studio

de charme, commodités, cuisine,
2.745 F c.c. (hono. 3.825 F)
Ag. Village : 45.06.17.43

RUETAUX la Défense, studio

réf. rénové, très bon état,
3.275 F c.c. (hono. 3.825 F)
Ag. Village : 45.06.17.43

SUBVIESSES N°10, 2 p.

modèle avec petit jardin,
3.575 F c.c. (hono. 3.825 F)
Ag. Village : 45.06.17.43

ASNIÈRES (gare St-Jacq.), 3 p.

avec ch. et cuis. équip.,
4.900 F c.c. (hono. 3.825 F)
Ag. Village : 45.06.17.43

NANTERRE PER, maison avec

jardin 3 ch., cuis. équip.,
7.687,50 F c.c. (hono. 7.325 F)

Paris-14^e R. de Longchamp,

belle, 150 m²,
15.000 F ch. 45.06.49.66

appartements ventes

1^{er} arrondissement

LOUVRE
studio 27 m², 460.000 F
2 p., 45 m², 840.000 F
PARTENA : 42.56.36.53

4^e arrondissement

PLACE DES VOSGES
dble ét., 2/3 chamb., cuis.,
2^e étage, sol. Tél. : 45.31.14.15

5^e arrondissement

PANTHÉON, p. de l., 4/5 p.,
3.400.000 F, 48.84.28.38

8^e arrondissement

Courcelles, p. de l., 5 p.,
115 m², cuisine équipée,
2^e et 3^e ét., 43.35.18.36

9^e arrondissement

FONTAINE
4 p., bon état, 1.800.000 F
PARTENA : 42.56.36.53

10^e arrondissement

BONNE-NOUVELLE (10^e)
1^{er} ét., 42 m², 34 p., 1^{er} étage,
belle, v. verdoy., 42.56.36.53

11^e arrondissement

BASTILLE LOFT + CHAMBRE
1.700.000 F, 48.06.13.61

RÉPUBLIQUE SUPERBE 44 P

170 m², 4^e et 5^e ét., p. de l., 1^{er} ét.,
sur belle cuisine,
2^e et 3^e ét., 48.73.57.80

13^e arrondissement

Arco stand, la vitrine, 4/5 p.,
115 m², 40 m² gde c. bois,
cuisine, sol. Tél. : 43.35.18.36

14^e arrondissement

Observatoire EXCEPTIONNEL
3 p. et ch., 4/5 p., 40 m²,
3.895.000 F, 43.25.32.56

16^e arrondissement

MAILLOT 48 m²,
4^e et 5^e ét., 21 m²,
44.28.22.83 (jusq. 21 m²)

TROCADÉRO

STUDIO 655 000 F
30 m², bel état, rénové 42.01.788

17^e arrondissement

LEGÈRE 2 p., 3^e ét., 40 m²,
contant, 560.000 F 43.20.74.7

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

appartements achats

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

villas

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

pavillon

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
ET TOUTES SERVICES. 49.49.49.49

locations offes

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

villas

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

pavillon

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

1^{er} arrondissement

ACHETER, vendre, louer
44-43-76-03
44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

maisons

A VENDRE, rénové, Concessionnaire,
maison 4 p. sur 4^e et 5^e ét.,
80 m² terrain, 2.000 m² terrain,
la concession 5.500 m²,
prix : 900.000 F
tel. : 01.44.44.44.44

immobilier

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 5 MAI 1995

MÉMOIRE Le transfert des films sur support polyester et leur catalogage nécessitent de longues recherches pour retrouver des ayants droit parfois peu enclins à autoriser

leur circulation et leur diffusion. La question du droit de citation se pose avec d'autant plus d'acuité que les projets de films de montage, de casettes et de CD-ROM se multiplient.

● **UNE SOLUTION** originale a été trouvée pour les films des frères Lumière, mais des problèmes subsistent pour la diffusion de ceux de Méliès, qui demeurent pour l'instant

le grand absent de la célébration des cent ans du cinéma. ● **À LOS ANGELES**, à l'occasion du congrès annuel de la Fédération internationale des archives du film, les cinéastes

américains ont dressé un inventaire inquiétant des problèmes posés par l'utilisation d'extraits et par la conservation des films, que négligent les grandes compagnies.

Le patrimoine du cinéma au cœur de l'imbroglio du droit d'auteur

La célébration du centenaire du septième art, avec sa cohorte de rétrospectives et d'expositions, avive les conflits entre les héritiers des cinéastes - notamment ceux de Georges Méliès - les sociétés de production et l'Etat

PROJECTIONS, rétrospectives, colloques, diffusions télévisées : jamais l'intérêt pour le patrimoine cinématographique n'a été aussi vif. Ceux qui n'y venaient qu'en effet du centenaire sous-estiment une inclination récente pour les images anciennes que le développement des nouvelles technologies devrait encore renforcer. Cet élan patrimonial ne concerne pas que les cinéastes illustres, il englobe des auteurs peu connus et des images anonymes. Et le cinéma réserve encore des surprises : ainsi, cent cinquante films des premiers temps viennent-ils d'être découverts en Australie et confiés aux Archives du film à Bois-d'Arcy.

En France, le « plan nitré » a joué un rôle clé dans la mise à jour du patrimoine. Réclamé depuis longtemps, lancé en 1989, il a donné une nouvelle impulsion au report sur support polyester de tous les films stockés aux Archives sur le support inflammable utilisé jusqu'en 1954, et le cas échéant à leur restauration, sachant que la restauration d'un long métrage revient à 200 000 F environ. Ce plan, de plus de 50 millions de francs par an, a permis de reporter et restau-

rer plus de huit cents courts et longs métrages par an (mille en 1994), soit, en quatre ans, plus que durant les vingt années précédentes. Aujourd'hui, tous les longs métrages de fiction français en dépôt ont été remis en état, et le travail se poursuit sur les courts métrages et sur les documentaires, trop longtemps négligés.

Ce report supposait un travail préalable d'identification. On connaissait généralement le dépositaire (propriétaire de la copie) des films, moins souvent ses ayants droit. Affaire délicate : l'ignorance d'une partie d'entre eux, leur intérêt ou leur négligence, les changements de mains et le goût du secret manifesté par certains acheteurs ont rendu les recherches d'autant plus longues que l'on se rapprochait des temps du nait.

La logique du catalogage conduisait à lever l'anonymat des dépôts et à jouer pleinement l'idée de transparence. Émergeait, au-delà de l'ouverture des dépôts aux chercheurs pour consultation, l'idée d'un « droit culturel » d'accès au patrimoine. Une convention a été établie, qui en contrepartie

d'une restauration à ses frais de ces œuvres privées autorise l'état à certains usages non commerciaux de la copie ainsi qu'à recevoir des compensations financières sur la commercialisation des œuvres restaurées (la comparaison classique est celle du château classé que ses propriétaires ne peuvent entretenir et à qui l'Etat demande en contrepartie du financement de travaux une ouverture au public).

PEU DE RÉCÉNCES

Les plus gros déposants, Pathe en tête, suivi de Gaumont, ont signé. Les réticences ont été exceptionnelles, mais symboliquement de poids. La perspective de projections dans un cadre scientifique ou culturel ne pouvait guère alimenter des fantasmes de « nationalisation rampante » mais dissimuler de médiocres querelles de personnes. L'exemple du château vaut encore : tel qui avait le moyen ou la volonté de l'entretenir a préféré en conserver les clés, pour éviter que quiconque y pénétre.

Ainsi la famille Méliès, qui possède les droits moraux et matériels des films de l'auteur du *Voyage dans la lune*, a-t-elle fait sortir ses

originaux des Archives pour aller les déposer à l'étranger. « La collection n'appartient, je ne suis pas une héritière abusive, j'ai tout racheté de ce que j'ai retrouvé, se défend sa petite-fille, Madeleine Malthe-Méliès. Depuis plusieurs générations, il y a toujours eu quelque chose dans la famille pour veiller sur Méliès. Et on se fait insulter comme de vulgaires producteurs ! Nous essayons de suivre notre chemin en dehors du centenaire officiel. Nous restons en marge et libres. Avec l'envie d'attendre 1896, la naissance du cinéma de Méliès. »

Cinq cent trois films de Méliès ont été répertoriés, mais, à la différence de ceux de Lumière, les négatifs en ont été détruits. Des copies de cent soixante dix d'entre eux ont pu être retrouvées dans le monde entier. Douze des plus célèbres, projetés au format original et (bien) accompagnés au piano, ont été présentés devant un public clairsemé dans une baraque aménagée à la foire du Trône. A ceux qui lui reprochent de projeter toujours les mêmes l'arrière-petite-fille du cinéaste, Marie-Hélène Méliès, répond qu'une vingtaine sont programmées pour le centenaire du cinéaste l'an prochain, loin de Paris, dans un petit village, et que l'accès aux autres films sera ouvert aux chercheurs participant au colloque sur Méliès prévu à Cergy-la-Salle, en août 1996.

Les héritiers Lumière ont choisi une voie toute différente. A la demande du Centre national de la cinématographie (CNC), une étude préalable a été menée en 1991 par M. Jean-Denis Bredin, concluant que les droits patrimoniaux appartenant exclusivement à la famille de Louis et non d'Auguste. Les originaux n'étaient pas entre les mains de la famille mais au CNC, à la Cinémathèque, à l'Institut Lumière, et chez un amateur. Une association loi de 1901 allait rassembler les parties institutionnelles et familiales afin de gérer les droits qui sont consacrés à la restauration des films par les Archives du film.

Dès 1990, dans la perspective du centenaire, l'objectif de présenter le patrimoine global de Lumière avait été défini. On ne connaît alors ni la quantité exacte ni la lo-

calisation complète de ses films. On pense simplement qu'il a pu en produire deux mille. Les Archives dénombrent quatre mille éléments provenant de dépôts différents. Aucune filmographie officielle n'existe. Il faut d'abord l'établir. Mille quatre cent vingt-cinq titres (de quarante-cinq secondes environ), tournés dans leur quasi-totalité en six ou sept ans à dater de 1895, sont identifiés, que l'on recherche dans les éléments. Les Archives parviennent à cataloguer 1 405 titres qui seront projetés en intégralité à Lyon en septembre 1995. « Une victoire totale », commente Michèle Aubert, conservateur des Archives.

« L'accès aux films est un pro-

cessus conduit à investir avec un bonheur inégal dans ce qu'ils ont pu estimer être la protection morale de l'œuvre. Les héritiers de Bernstein s'étaient longtemps opposés à la diffusion de *Mélo* (version 1932), parce que leur ancêtre avait été en désaccord avec l'adaptation de Paul Crinier. Leur obstination aurait pu signifier, pour de longues années, un enterrement. Mais un accord récent a permis sa diffusion sur France 3.

On a noté le refus de prêt d'images de Chaplin par ses héritiers pour Cité-Cinéma, ou celui des ayants droit de Feuillade et de Méliès au film de montage *Les Enfants de Lumière*. On comprend le souci des héritiers de Méliès refusant la

« Les Vampires » en liberté

Sont considérés comme auteurs d'un film les scénaristes, adaptateurs, dialoguistes et réalisateurs, et, à partir de 1957, les auteurs de l'œuvre préexistante. Leurs droits sont protégés durant cinquante ans après le décès du dernier collaborateur du film, durée à prolonger des temps de guerre (quatorze ans et deux cent soixante-quatorze jours pour les films antérieurs à 1914) et à laquelle il convient d'ajouter trente ans lorsque l'auteur est mort pour la France. Pour l'instant, seul *Les Vampires* (1915), dont Feuillade est l'unique auteur, est entré dans le domaine public. Son *Judeu* (1916) en revanche, dont Bernède, le scénariste, est décédé ultérieurement, reste propriété privée. La disponibilité des *Vampires* devrait être brève, puisque l'harmonisation du droit d'auteur européen, prévue pour le 1^{er} juillet 1995 (mais dont les modalités ne sont pas encore connues), conduira à faire passer la durée de base de cinquante à soixante-dix ans. Cela n'a pas empêché la Gaumont et la famille Champreux (héritière de Feuillade) de se livrer à une longue bataille juridique pour la propriété des copies du film, via la Cinémathèque française (dépositaire), dont le jugement en appel a fait l'inattendue bénéficiaire.

bilème récurrent des archives », soupire Gérard Alaux, le directeur des actions patrimoniales au CNC. Certes, la quasi-totalité des ayants droit n'ose guère refuser une projection à un organisme comme la Cinémathèque. Mais ailleurs, y compris pour des manifestations non commerciales, il reste des moyens de bloquer la diffusion en exigeant un prix de location prohibitif comme cela s'est vu récemment pour un festival Jules Berry, alors que certains films avaient été restaurés par les Archives.

Curieusement, si le boom patrimonial a parfois conduit certains ayants droit à imaginer des retombées financières irréalistes, il les a

diffusion en boucle d'un de leurs films à la Villette, mais une forme d'intégrisme pointe lorsque l'usage de la citation est considéré comme une atteinte à l'œuvre. Les libertés que s'autorise le film restent impensables au cinéma. Seul à y mettre le prix. Elevé. Cela conduit à des films, des cassettes ou des CD-ROM où le cinéma n'est plus qu'un parent pauvre, même quand il constitue le sujet, et à la tentation de se replier trompeusement sur la photographie. Une condamnation à des histoires fragmentaires, guidées par les coûts et non les contenus.

Jean-Louis Perrier

COMMENTAIRE

« NO COPYRIGHT »

LE BRITISH FILM INSTITUTE a commandé à plusieurs grands cinéastes du monde un film sur le siècle du cinéma dans leur pays. Pour la France, ce sont Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville qui ont été choisis.

Dans Deux fois cinquante ans

de cinéma français, qui sera montré à Cannes et diffusé le 26 mai sur Arte, on voit régulièrement apparaître un carton : « No Copyright. » Manière de dénoncer le véritable blocus opéré sur la totalité des images filmées par leurs ayants droit.

Le centenaire du cinéma, et le grand nombre de films de montage qu'il a engendrés, a mis davantage encore en évidence le

dommage que crée, pour le cinéma, l'absence d'un équivalent au droit de citation existant en littérature.

Alors que Spielberg est susceptible de retrouver dans une série télé, sans son accord, des plans qu'il a tournés, dès lors que ladite série est soit produite par le même studio, soit achetée au prix fort par ceux qui en ont les moyens, les chercheurs, les ense-

gnants et tous ceux qui souhaitent utiliser sur un écran des images conçues pour lui en sont privés, sauf à disposer de riches soutiens.

Il est évident que l'essor fulgurant des droits dérivés représente une grande chance pour le cinéma, lui offrant une nouvelle durée de vie économique. Mais il ne faudrait pas que ce marché continue d'étouffer les utilisations

« culturelles ». Car, que ce soit par leur diffusion restreinte, ou par l'emploi de très courtes séquences, elles ne portent nullement atteinte aux détenteurs de droits - mais souvent valorisent leur patrimoine. En revanche leur limitation handicape la réflexion sur l'histoire du cinéma et son rayonnement.

Jean-Michel Frodon

La Fédération internationale des archives du film a tenu son congrès annuel à Los Angeles

Même avec l'avènement du multimédia, la pellicule reste le support le plus fiable pour conserver les images

LOS ANGELES

correspondance

Pour le centenaire du cinéma, la Fédération internationale des archives du film (FIAF), fondée à Paris en 1938, a tenu son congrès annuel pour la première fois à Los Angeles, du 22 au 30 avril. Un congrès historique dans la capitale du cinéma, organisé conjointement par l'Académie des arts et des sciences du cinéma, l'American Film Institute, et les Archives du film et de la télévision de l'université de Los Angeles (UCLA) et suivi par trois cents participants (un chiffre record) venus d'une soixantaine de pays pour établir le bilan d'un siècle de préservation et dresser l'inventaire de leurs tâches futures. « C'est un moment décisif pour notre champ d'action », précise Robert Rosen, des archives d'UCLA. Créatif, le premier siècle du cinéma a aussi été destructeur, et le bilan est catastrophique : 80 % des

films muets sont définitivement perdus, 50 % des films produits aux États-Unis avant 1950 ont disparu. A quoi s'ajoute le problème du support acétate, ce ramené à la dégradation de la pellicule nitrée mais qui se décompose lui aussi. Les archivistes sont engagés dans une course contre la montre « avec beaucoup d'enthousiasme et très peu d'argent », selon Robert Dandelin, ancien président de la FIAF. Des œuvres récentes nécessitent déjà une restauration, les copies positives souvent fournies aux archives par les sociétés de production ne constituant pas le support idéal de conservation.

DES STARS CONCERNÉES

Martin Scorsese, l'un des plus fervents défenseurs hollywoodiens de la préservation, conscient du retard américain en la matière, a prononcé un des discours d'ouverture. « Il est difficile, avouait le réa-

lisateur, de faire comprendre à l'industrie américaine du cinéma qu'elle a l'obligation morale de sauvegarder ses propres films. » Scorsese se préoccupe aussi de ces « orphelins » de la préservation que sont les documentaires, les images historiques. Lors d'une soirée-débat à l'Académie, Steven Spielberg, Clint Eastwood, George Lucas (membres fondateurs, avec Martin Scorsese, Woody Allen et Sydney Pollack, de la Film Foundation consacrée à la préservation des films) ont aussi expliqué leur dévouement à la cause : « Je suis là depuis assez longtemps pour voir mon tent pûler sur l'écran, ironisait Eastwood. Lucas a dû procéder à la restauration de *Star Wars* qui date de 1977 et Scorsese à celle de *Taxi Driver* (1976). »

Steven Spielberg, un des rares réalisateurs américains à pouvoir exiger par contrat la conservation des matrices de séparation en noir

et blanc de ses films, reconnaissait : « Il m'a fallu convaincre Hollywood. La restauration de Lawrence d'Arabie était notre projet chou-chou car les studios ont compris qu'ils pouvaient gagner des sous. »

INTÉRÊT COMMERCIAL

En effet, de nouvelles réalités économiques ont porté secours aux archivistes : avec l'acquisition et l'exploitation systématique du catalogue de la MGM par Ted Turner, avec le succès commercial du marché vidéo, les studios ont enfin compris que ces films stockés (parfois négligemment) dans leurs hangars étaient des actifs de valeur. Universal, Paramount, Warner, Sony (qui a restauré aussi bien le populaire *Pont de la rivière Kwai* que *Husbands of Cassavetes*) ont donné l'exemple. Fox est à la traîne. James Billington, directeur de la Bibliothèque du congrès, a annoncé un plan national pré-

voyant un dollar en fonds public pour chaque dollar privé consacré à la restauration.

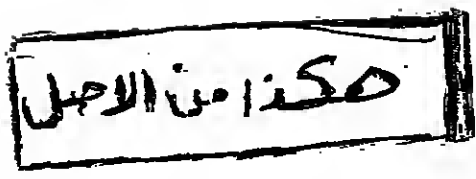
Plus que jamais, devant l'afflux des images, les archivistes doivent déterminer leurs priorités. Alors que certaines archives ont déjà élargi leur préservation à l'audiovisuel en général, d'autres s'en tiennent à une vision puriste du cinéma. Et, à l'aube du XXI^e siècle multimédia, les voilà confrontés aux nouvelles technologies. Pour le meilleur et pour le pire.

L'idée d'archives virtuelles, un réseau international de communication qui relierait les archives du monde entier, facilitant les recherches et la collaboration, a fait son chemin (à l'instar du *Worldwide Web*, déjà en opération, et qui permet de consulter en texte et en images les expositions d'un musée comme le Louvre). Le support digital est-il la solution d'avenir de la conservation ? Il comporte autant

d'avantages que de limites et de risques.

Au grand soulagement des participants, les magiciens du numérique présents au congrès ont conclu que ce recours est utile en cas de réparation impossible à réaliser sur film ou bande vidéo, mais que la pellicule utilisée aujourd'hui est encore le meilleur et le plus sûr moyen de conserver les films. A l'issue de ce congrès, la FIAF a déclaré vouloir passer d'« un cercle fermé de poètes », suivant l'expression d'un de ses membres, à une fédération plus professionnelle et plus dynamique, préservant pour mieux diffuser. L'assemblée générale a élu comme présidente Michèle Aubert, conservateur des archives du film du Centre national du cinéma. Elle est la première personnalité française à présider la fédération depuis Henri Langlois.

Claudine Mulard



Gelber et Barenboim en concert : le démiurge et son contraire

Les deux pianistes, que tout oppose, se sont produits récemment à Paris

Bruno Leonardo Gelber et Daniel Barenboim incarnent deux figures de pianiste. Le premier toise l'orchestre et son chef. Le second dirige du clavier. Pénemtoire, le premier laisse peu de place au hasard. Le second prend tous les risques et les assume jusqu'au bout d'interprétations parfois vacillantes.

SYMPHONIE CONCERTANTE de Mozart ; **PREMIER CONCERTO** de Brahms. Philippe Aiche (violon), Anna Bela Chaves (alto), Bruno Leonardo Gelber (piano), Orchestre de Paris, Claus Peter Floor. Les 26 et 27 avril. Salle Pleyel.

PREMIER ET CINQUIÈME CONCERTOS de Beethoven. Staatskapelle de Berlin, Daniel Barenboim (piano et direction). Le 28 avril. Théâtre du Châtelet.

Bruno Leonardo Gelber n'est pas un habitué de l'Orchestre de Paris. Pendant les quinze années où il présidait aux destinées de cette formation, le pianiste et chef d'orchestre Daniel Barenboim ne l'invita guère qu'une fois, pour un concert en « décentralisation » au Châtelet. Le premier avait peut-être piqué son roudoudou au second dans une cour d'école maternelle de Buenos Aires ? Tous deux du même âge, tous deux nés en Argentine, tous deux enfants prodiges, ces interprètes ne se croisent en tout cas pas dans les salles de concert. On ne peut croire que Barenboim, qui a le pouvoir d'inviter son confrère, ne respecte pas l'art de Gelber. Même s'il est vrai qu'ils sont incomparables : tout, sauf le fait qu'ils jouent le même instrument, les oppose.

Gelber joue le *Premier Concerto* pour piano de Brahms avec l'Orchestre de Paris et Claus Peter Floor, Salle Pleyel, les 26 et 27 avril. En petite forme, oubliant des concerts donnés la semaine précédente sous la direction de Frans Brüggen, les musiciens accompagnent auparavant leur violon solo Philippe Aiche et Anna Bela Chaves leur alto solo dans la *Symphonie concertante* de Mozart avec tout l'embouppement dont ils sont malheureusement capables parfois, sans jamais chercher à soutenir leurs camarades dans le rude exercice qui consiste à quitter sa

chaîsse de soliste pour affronter 2000 personnes à découvert. S'ébrouant peu à peu, les deux musiciens retrouvent leur agilité et chantent l'indiscrutable mouvement lent avec une tenue que n'ont pas toujours les stars du violon et de l'alto.

Après l'entracte, on craignait le pire. Ce qui ne manqua pas de se produire dans l'introduction du concerto de Brahms. Mous, ni ensemble ni d'accord pour suivre Floor - dans un mauvais jour -, les musiciens de l'Orchestre de Paris semblaient embarqués dans une mauvaise passe. Et Gelber est entré, pianiste péremptoire, dominateur. « *Ralliez-vous à mes octaves et à mes trilles !* » semble-t-il lancer à un orchestre rapidement sous le charme. Davantage qu'un dialogue véritable, Gelber pose et répond aux questions, sans tenir compte du chef. Chacun joue dans son coin. L'orchestre de mieux en mieux : passé le milieu du premier mouvement, les musiciens sans cesse poussés dans leurs derniers retranchements se redressent sur leurs chaises, écoutent le piano. Moins de décalages entre pupitres, moins d'indécision sur le tempo à suivre. Tout à coup, on entend même les contrebasses gronder, les violons jouer moelleux, les cuivres pétarader, les bois chanter comme jamais. Le dernier mouvement les mettra d'accord.

UN JEU QUI TRANCHE

On peut ne pas adorer le jeu de Gelber - trop millimétré, trop assés, voire cogné et égocentrique -, on ne peut lui dénier une façon de jouer qui tranche avec la correction polie de certains de ses confrères. Ce n'est pas un hasard si le pianiste argentin même depuis longtemps une carrière que ses confrères peuvent lui envier, sans être supporté par une grande maison de disques. Le public l'adore et le monte.

La même semaine, Daniel Barenboim dirigeait *Fidelio*, la *Neuvième*

Symphonie et jouait l'intégrale des concertos, la *Sonate « Waldstein »* et le *Quintette pour piano et instruments à vent* de Beethoven. Barenboim dirige du clavier. Parmi les raisons qui rendent cette pratique discutée au concert, il en est une qui ne peut être contestée : amputé de son couvercle, le piano manque de projection et de précision. Seul le public placé dans les hauteurs peut à peu près l'apprécier. Le 28 avril, Barenboim jouait et dirigeait les *Premier et Cinquième Concertos*, avec les musiciens de l'Opéra d'Etat de Berlin. Relever les décalages, les changements de tempos, l'a-peu-près rythmique, la lourdeur, les fausses notes, les traits savonnés, les durétés de lectures altèrent le pianissimo détimbré et le fortissimo excessif revendiquant à se bvrer à un jeu de massacre.

Malgré cela (que l'on ne peut pas mettre entre parenthèses), comment ne pas admirer la liberté, l'ivresse qui guident un tel jeu ? Barenboim fait de la musique, c'est un interprète d'action, comme d'autres sont des hommes d'action. Il y a du déchet dans ce qu'il produit, presque jamais cette teneur qui endort les consciences. L'absence d'appréhension du pianiste en action, ses emportements, ses absences même, ses erreurs factuelles n'ont ni à être pardonnées ni passées sous silence. Au-delà du réussi ou du raté, le jeu de Barenboim fait vivre la musique sans jamais faire oublier le danger qu'il y a de révéler les morts. Et accessoirement, il fait mentir une des idées reçues les plus tenaces du discours sur l'interprétation : par sa perfection, le disque aurait poussé les interprètes à ne plus faire de fausses notes (habitués à cette perfection, le public ne les supporterait plus) et uniformiserait les interprétations. A voir le triomphe de Barenboim, le public se fiche des fausses notes. D'ailleurs, il y a des fautes sur les disques.

Alain Lompech

Vestiaire et défilé de mode hilarants pour les Deschiens

Une nouvelle mise en scène de Macha Makeieff et Jérôme Deschamps qui dénonce les impostures de la réalité

VESTIAIRE ET DÉFILÉ, Fondation Cartier, 261, bd Raspail, 75014 Paris. Rens : 42-18-56-62. Exposition, tous les jours de 12 heures à 20 heures, 22 heures le jeudi. Jusqu'au 11 juin. Défilés, dans le cadre des soirées nomades, les 9 mai, 14 mai, 28 mai, 1^{er} juin et 11 juin.

Quelques notes d'accordéon, un chien qui pisse sur un pot de fleurs : chaque soir sur Canal Plus, le rideau de fer se lève sur une galerie de personnages choisis, figures du raïbol hexagonal, pour une chronique corrosive de la « petitesse de l'ordinaire », avec ses blagues, ses tics et ses mesquineries, ce mal de vivre fatigué dans des costumes trop étroits. Des fragments de vie retouchés et sublimés par le duo Jérôme Deschamps-Macha Makeieff, auteurs et metteurs en scène des spectacles de leur compagnie créée en 1978. Popularisés par une diffusion quotidienne sur Canal Plus depuis 1993 - une cassette vidéo est même commercialisée - les Deschiens promettent aujourd'hui leur ennuï garni dans un décor inédit la Fondation Cartier rive gauche.

Dans les « espaces du rez-de-chaussée », le podium est en place, avec ses parois de récupération tendues de bouts de papier peint, ses fontaines et ses illuminations, pour un nouvel exercice de style, le défilé et l'exposition du vestiaire des Deschiens. Cette garde-robe est devenue un véritable « must » : les robes en nylon fleuri de Yolande Moreau, les polos à trous-trous et les chemises à col pelle à tarte de Bruno Lochet, les blouses de quinquailleur d'Olivier Saladin, ont fait école... A la faveur de détournements néo-réalistes, plus ou moins douteux, certains stylistes s'en inspirent.

D'origine russe, Macha Makeieff a concocité avec passion ce *fiché* vestimentaire, accumulant dans son entrepôt du quai Bérliot ces pa-

nopies qui parlent du « destin des gens, et aussi de leur non-destin ». De Montreuil à la Samaritaine, elle fouille, elle chine, dressant l'inventaire d'un réel au bord de la disparition. Face aux chaises de verre, l'accumulation dénote : les tabourets de cuisine, les aquariums sans eau mais avec bibelots... opposent au lisse et au « clean » d'un contemporain sans trace le désordre rangé d'un magasin d'accessoires, d'une réserve envahie par les bous de souvenirs, archéologie d'un quotidien cathodique où le petit écran a remplacé le miroir.

EXORCISME

Le spectacle dure le temps de trente-cinq passages, matière comprise, comme des croquis sur le vif et en trois dimensions. Ce sont des petites misères quotidiennes redessinées avec ce mélange de désespoir et de fascination, de colère et d'humour acide. Les passages ont pour titre « Gainsbard », « la Rumba de J.M. », « la Bamière bip-bop », etc. La bête dans tout ce qu'elle peut avoir d'odieux, de cruel, et d'émouvant est mise à nu par deux paires d'yeux implorables et par des acteurs qui jouent de toute leur présence, de tout leur corps. Comme dans un défilé, rien n'est laissé au hasard, qu'il s'agisse du chandail sur la blouse, ou du zip faussement décontracté. Mais à la différence des top models qui passent, absentes, les protagonistes animent avec une intensité extraordinaire ces trophées de nulle part.

Exorcisme ? Les noms civils et les noms de scène semblent se confondre. La représentation et la vie se font écho, tant les acteurs de la troupe ont travaillé leurs multiples rôles, se les appropriés sans sans félicisme, capables d'incarner à la fois le torero et le teneur, la belle et la bête, la mariée et le mari absent, trouvant leur équilibre dans l'entre-deux du rire et des larmes, cette violence de la proximité donnée à voir avec cette distance calculée au millimètre.

Ce faisant, Macha Makeieff et Jérôme Deschamps n'imitent pas la réalité, ils s'en servent, comme pour mieux l'épingler dans toutes ses impostures, ses stéréotypes. Costume de velours marronasse, Jérôme Deschamps défile, déguisé en animateur. Tout est mis en scène, jusque dans les couloirs, où sa paire de chaussettes est accrochée au cintre par une pince à linge... Haute couture du réel ? A chaque instant, et mine de rien, une vérité passe comme un lambeau de vie, où chacun reconnaît un peu de son voisin et de lui-même. Pour ceux qui auraient raté le spectacle (présenté six fois) ou souhaitaient le revoir, des écrans de télé dissimulés dans des cages récupérées au zoo de Vincennes diffusent en permanence le défilé.

Laurence Benaim

MUSIQUE

Torsten Laux, un Allemand de trente ans, remporte le 2^e Concours International d'orgue de Biarritz, section interprétation. Onze candidats ont été retenus pour participer aux épreuves d'interprétation et d'improvisation, présidées par l'organiste française Marie-Claire Alain. Aucun premier prix n'a été accordé dans la section improvisation. Deux prix spéciaux sont allés à Ewan Leprado (interprétation) et à l'Allemand Christophe Kuhlmann (improvisation).

Bruno Bortolux, trente-cinq ans, est nommé directeur du Fonds pour la création musicale (FCM), où il succédera, à partir du 3 juillet, à Bruno Rony. Bruno Bortolux a fondé, en 1989, le Fonds d'action et d'initiative pour le rock (FAIR) avant d'être nommé directeur, en 1991, du Centre d'information du rock (CIR), une structure ouverte aux autres musiques (à l'exception du classique) rebaptisée le Centre d'information et ressources pour les musiques actuelles (IRMA). Le FCM, financé par un prélèvement sur la rémunération des droits voisins (copie privée, rémunération équitable), soutient la création, la diffusion musicale et la formation d'artistes. Son budget annuel est de 16 millions de francs.

L'Opéra de Lyon représentera la France, fin juin à San Francisco (Californie) pour le 50^e anniversaire de la signature de la Charte des Nations unies. Il donnera, sous la baguette de son directeur musical le chef américain, Kent Nagano, deux opéras, deux ballets et un concert, soit onze prestations à San Francisco et à l'université voisine de Berkeley.

L'Orchestre national de Lyon (ONL) propose une intégrale Varèse (1883-1965) pour sa saison 1995-1996. Cet hommage au compositeur américain d'origine française, à l'occasion du trentième anniversaire de sa mort, ouvrira au début de 1996 par les œuvres symphoniques *Arcana* et *Ameriques* sous la direction du chef de l'ONL, Emmanuel Krivine, puis de l'italien Gianluigi Gelmetti, avant de poursuivre par des pièces pour formations plus réduites comme *Hyperprism* ou *Ionisation*.



DU 9 AU 13 MAI 20H30
KODO JAPON
l'ambassade du Japon

SAM. 13 MAI 17H
ENSEMBLE DE KOTO SAWAI JAPON

• une synthèse réussie entre tradition et modernité
• profonds musicalité et parfaite maîtrise

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

L'arsenal inquiétant de la photographie médicale

Une exposition à l'hôtel de Sully rassemble des documents du XIX^e siècle parfois insoutenables

A CORPS ET A RAISON, PHOTOGRAPHIES MÉDICALES, 1840-1920. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 42-74-47-75. Jusqu'au 4 juin. Catalogue. Marval/ministère de la culture, 128 p., 198 francs.

Sur les visages s'affichent des tubercules, des angiofibromes, des dartres, des sarcomes, des adénomes sébacés, des pustules, des squames, des chancres. Certains membres sont dysmorphiques, parfois méconnaissables et parfois ambigus car contorsionnés par des spasmes ou contraints dans des postures imposées. D'autres sont éléphantiasiques ou amyotrophiques, ou supportés par des dysgénésies osseuses. Il y a des troncs humains recouverts d'écaïles ou totalement imberbes, ou foisonnant de phanères.

Une jeune fille de dix-huit ans, assise et nue, exhibe, non sans érotisme, les courbures pathologiques de son corps myopathique. Un nouveau-né hydrocéphale, mort ou vivant, on ne sait, est étendu sur un drap de velours et semble, de ses yeux écarquillés et grimaçants, avoir vu ce qu'il est. De jeunes et séduisantes femmes encore, hystériques, à demi dévêtues, montrent l'échec romantique d'un désir confronté à l'impossible. L'une, en proie à l'angoisse, langue cyanosée, comme possédée par un démon ; l'autre est partiellement retenue par les sanglants d'une contention durant une grande attaque convulsive, la tête dressée vers l'objectif. Ailleurs, on crie, on pleure, on montre la colère, le chagrin, l'effroi. Partout, on donne à voir un arsenal hétéroclite d'infortunes du corps et de l'esprit.

Dans ce vertige d'images étranges, le regard oscille, entre la partie et le tout. Faut-il voir le malade ou la maladie ? Au-delà de l'exhibition des aspects si particuliers de maux faits pour être vus, il y a là une galerie de portraits de femmes, d'hommes et d'enfants vivants et qui paraissent pourtant déjà morts. Des sujets en suris et mis en scène tels qu'ils sont, parce qu'on ne peut que les observer tels qu'ils sont : figés à jamais par l'image, faute de savoir ce qu'il leur reste de vie.

De cliché en cliché, le spectateur

Une typologie des passions

Au XIX^e siècle, dès son invention, la photographie a été utilisée par les médecins comme instrument d'étude clinique. Le travail du neurologue Duchenne de Boulogne est pionnier. En stimulant avec un léger courant électrique certains points du corps, les muscles contractés font apparaître leur forme, leur trajet, leurs rapports avec les muscles voisins, leur action. Duchenne de Boulogne décrit ces aspects un à un et put distinguer des maladies, en déterminer d'inconnues et renouveler les bases de la neurologie et de l'anatomie modernes. En 1853, le photographe Adrien Tournachon et le médecin photographent les muscles du visage contractés par « l'électrisation localisée ». En analysant dans l'image les fonctions de chaque muscle, Duchenne de Boulogne établit une typologie des passions : colère, joie, bienveillance ou mépris...

observe, inquiet, ce spectacle. Il voit des images tantôt effrayantes, voire insoutenables, tantôt prodigieuses et, troublé, il en reste confondu. Mais le spectateur « ordinaire » voit surtout qu'il est ignorant de ce qu'il voit. S'il a déjà vu des images à ce point chimériques, il ne le doit qu'à des fables populaires, à certains peintres, tel Bosch, ou à certains de ses rêves. Ici, c'est différent : ce qui est présenté a existé. Et cela fascine le spectateur. Il comprend qu'il pourrait être lui-même ce qu'il voit mais il voit aussi le regard du malade. La fascination surgit au point

sens. On peut tout au plus la nommer avec la légende : « Le professeur Jean-Martin Charcot, aux côtés d'une patiente atteinte d'*ataxie locomotrice* ». Charcot tient le pouls de la patiente, il le tâte. On pourrait presque penser qu'il l'examine, et pourtant il nous regarde, en habit noir, le visage grave. La patiente est assise, juste assez dévêtue pour montrer de dos les conséquences musculaires-téodineuses de son incoordination motrice. Elle a les yeux baissés. Tout à coup, dans le regard de Charcot, se révèle le secret des autres images. Tous ces maux inquiétants ont un

sens mais c'est au médecin de le rendre signifiant : Désiré-Magloire Boursneville, Guillaume Duchenne de Boulogne, Albert Londe, Félix Méheux, Charles Ozanam, Léon Foucault, Jules Bernard Luy, Antoine Bédère et tant d'autres sont les docteurs-photographes qui explorent le visible de la maladie.

Aujourd'hui, le respect de l'individue interdit des images semblables, même à des fins scientifiques. Par ailleurs, rien n'existe plus de ces altérations du corps et de la raison au stade d'évolution avancée. Il est rarissime d'observer les hystériques en état de « grande crise » que Charcot découvrait. Les antibiotiques ont effacé les marques honteuses des érosions cutanées de la syphilis. Les autres infections, les inflammations, les tumeurs n'ont plus le même devenir. Certaines s'amaigrissent, d'autres rétrocedent, quelques-unes disparaissent. Elles n'ont en tout cas plus la même visibilité.

Sauf à illustrer de manière inégale les lésions dermatologiques, la photographie médicale n'a plus guère lieu de s'exercer. Le relais est assuré par les techniques d'imagerie visuelle, dérivées de la photographie, mais anonymes : échographie, scanner, résonance magnétique nucléaire, absorptiométrie biphotonique, angiographie numérisée. Les images que la médecine donne à voir sont sans rapport compréhensible avec la perception de la réalité. La visualisation du corps rend le sujet méconnaissable et sans passion. Sans oon plus cette inquiétante étrangeté qui anime ces photographies « interdites ».

Stefano Rampa
psychiatre
au centre hospitalier
Sainte-Anne à Paris
et psychanalyste

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 200
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur internet, 35-17 Drouot

MERCREDI 10 MAI

S.3- Lettres et manuscrits autographes. Littérature. Musique. Peinture. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.4- Antiques. Me RENAUD.
S.5- Bijoux. Argenterie. Objets d'art et d'ameublement. Me PICARD. Experts : MM. J.-P. et G. Dillée. Ph. Serret et E. Portier.

VENDREDI 12 MAI

S.3- Bijoux. Argenterie. Me ROGEON.
S.4- Cabinet d'un écrivain. TRES BEAUX LIVRES. Manuscrits. Me PICARD. Expert : M. D. Courvoisier.
S.13- Estampes, tableaux du XIX^e. Céramiques, meubles anciens et de style. Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S.15- Tableaux. Bibelots. Meubles. Mes LOUDMER.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67-68.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009) 42.46.61.16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50.
PICARD, 5, rue Drouot (75009) 47.70.77.22.
RENAUD, 6, rue de la Grange Batelière (75009) 47.70.48.95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009) 48.78.81.06.

Les mystères dévoilés de l'Ouzbékistan

Le maître de musique Turqun Alimatov est venu de Tachkent pour découvrir Paris

IL Y A QUELQUES semaines, la chanteuse ouzbèke Mocojati Yulchieva laissait le public du théâtre de la Ville panaché. Ainsi l'Ouzbékistan avait-il une âme musicale, pulsante, poétique, une voix - *monika* - et une tradition musicale savante puisant dans la pratique des *magmas* persans. Les programmeurs de la salle parisiennaise ont choisi de poursuivre le charme en invitant un exceptionnel joueur de *dotir* (luth à long manche), de *tabriz* (ancêtre



du sitar indien) et de *sato* (à archet). Musicien de la radio de Tachkent à partir de 1960, il fut longtemps en rupture de banc avec la nomenclature, mais finit, après quinze ans de censure diplomatique (« Les jaloux », dit-il), par s'imposer par son élégance et son habileté.

★ Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. MP Châtelet. 20 h 30, le 4 mai. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Pelléas et Mélisande
Longtemps, ce fut une tradition au National, chaque année, Désiré-Emile Ingelbrecht dirigeait *Pelléas et Mélisande* de Debussy en version de concert. Cet orchestre avait une telle intimité avec cet opéra que peu d'orchestres pouvaient rivaliser avec lui. Charles Dutoit, qui a enregistré *Pelléas* pour Decca, le dirige cette semaine à la tête d'une distribution remarquable. François Le Roux (Pelléas), Anne-Sophie Schmidt (Mélisande), Gilles Cachemille (Golaud), Jean-Philippe Courtes (Arkel), Jocelyne Taillon (Genevieve), Isabelle Poulenard (Yniold), Ensemble vocal Michel Pignatelli, Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. MP Alma-Marcus. 20 heures, le 4 mai. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F. Et le 5 mai, à 20 h 30, à la Maison de la culture de Bobigny.

Dionne Parris
Avec *Wild Seed-Wild Flower*, l'ancienne vocaliste d'Arrested Development, a réussi un disque de soul heureusement éloigné des dérives strip-teuses du genre. Le rap, le jazz et le rhytm'n blues donnent de la vigueur à ses fines mélodies. Au Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9^e. 22 h 30, le 4 mai. Tél. : 42-55-48-50. 100 F. **Samayac**
Conduit par le saxophoniste et compositeur Yves Cerf, le sextette Samayac puise son inspiration dans quelques fanfares européennes ou latines et un free jazz radicaux (CD *Samayac*, Unit Records/Orchestra International). Au saxophone se joignent contrebasse, batterie, trompettes et clarinette dans une salle où l'activité du jazz helvète se manifeste régulièrement. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3^e. MP Saint-Paul ou Rambuteau. 20 h 30, le 4 mai. Tél. : 42-71-36-36. 30 F.

ARTS

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES
Joël Shapiro
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelkine, Paris 3^e. MP Saint-Sébastien-Protais. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 5 mai au 31 août. Les *Théorèmes* des ateliers d'artistes au temps de Rodin. Le Louvre des arts et métiers, 2, place du Palais-Royal, Paris 2^e. MP Palais-Royal. Tél. : 42-97-27-00. De 11 heures à 18 h 30. En juillet et août fermé le dimanche. Fermé lundi. Du 5 mai au 10 septembre. 20 F.

PARIS
Acadragage des collections photographiques de Brancusi. Centre Georges-Pompidou, galerie de la Tour, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. MP Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 mai. 20 F. **PARIS**
Les Archives des arts, Saint-Pierre-le-Vieux, Paris 4^e. MP Odéon. Tél. : 43-25-18-73. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin. Les Archives des arts, Saint-Pierre-le-Vieux, Paris 4^e. MP Odéon. Tél. : 43-25-18-73. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin.

PARIS
Les Archives des arts, Saint-Pierre-le-Vieux, Paris 4^e. MP Odéon. Tél. : 43-25-18-73. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin. Les Archives des arts, Saint-Pierre-le-Vieux, Paris 4^e. MP Odéon. Tél. : 43-25-18-73. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin. Les Archives des arts, Saint-Pierre-le-Vieux, Paris 4^e. MP Odéon. Tél. : 43-25-18-73. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin.

De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 août. Carthage, l'histoire, sa trace et son écho. Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Ouverture exceptionnelle jeudi 25 mai de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 2 juillet. 40 F. **PARIS**
Jean Cassou (1887-1985). Bibliothèque Nationale, galeries Marmottan, rue de Richelieu, Paris 2^e. MP Bourse. Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-61-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 juin. 22 F. **C'est à vous**
Monsieur Gastonowski. Centre Georges-Pompidou, galerie sud, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. MP Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 mai. 20 F.

PARIS
Les années russes 1907-1922. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. MP Alma-Marcus. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Ouverture exceptionnelle jeudi 25 mai de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 17 septembre. 40 F. **PARIS**
Fondation COPRIM, 112, avenue Kléber, Paris 16^e. MP Trinité. Tél. : 47-55-61-64. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 9 juin. **Vincent Carot**
Galerie Temploir, 30, rue Beaubeau, Paris 3^e. MP Rambuteau. Tél. : 42-74-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 mai. **Du trait à la ligne**
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. MP Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 18 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 juin. **Dominique Évard**
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelkine, Paris 3^e. MP Saint-Sébastien-Protais. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 mai. **Philippe Favier**
Galerie Yves Lambert, 102, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. MP Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 mai. **Holmes Faderle**
Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 7^e. MP Concorde. Tél. : 42-60-65-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi 9 et 23 mai à 18 h 30. Conférences mardi 9 et 23 mai à 18 h 30 ; salle audiovisuelle. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 35 F. **La Grevure française**
à la Renaissance. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottan, rue de Richelieu, Paris 2^e. MP Bourse, Palais-Royal, Pyramides. Tél. : 47-03-61-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 10 juillet. 22 F. **George Grosz**
Galerie Tondances, 105, rue Quincampoix, Paris 3^e. MP Rambuteau. Tél. : 42-78-67-70. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 juin. **CS Art 95**
prix de la jeune création. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 mai. 20 F. **Les Heures chaudes de Montpernasse**
Espace Electra, 6, rue Mécanique, Paris 7^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 42-94-23-62. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juillet. 20 F. **Ulla, chefs-d'œuvre**
d'un grand musée européen. Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. billet jumelé avec l'exposition Zoran Music : 63 F. **Méziat**
comme elle est vierge ma forêt. Galerie Dienne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 46-26-03-06. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août. **Annette Messager**
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. MP Alma-Marcus. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 21 mai. 27 F. **Micromégas**
American Center, 51, rue de Bercy, Paris 12^e. MP Bercy. Tél. : 24-62-87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 4 juin. **Zoran Music**
Grand Palais, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. **Francis Steiner**
Musée national des Arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil, Paris 12^e. MP Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 35 F. **Joseph Kadi**
Centre Georges-Pompidou, atelier des enfants, place Georges-Pompidou, Paris

18 h 30 ; salle audiovisuelle. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 35 F. **La Grevure française**
à la Renaissance. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottan, rue de Richelieu, Paris 2^e. MP Bourse, Palais-Royal, Pyramides. Tél. : 47-03-61-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 10 juillet. 22 F. **George Grosz**
Galerie Tondances, 105, rue Quincampoix, Paris 3^e. MP Rambuteau. Tél. : 42-78-67-70. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 juin. **CS Art 95**
prix de la jeune création. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 mai. 20 F. **Les Heures chaudes de Montpernasse**
Espace Electra, 6, rue Mécanique, Paris 7^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 42-94-23-62. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juillet. 20 F. **Ulla, chefs-d'œuvre**
d'un grand musée européen. Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. billet jumelé avec l'exposition Zoran Music : 63 F. **Méziat**
comme elle est vierge ma forêt. Galerie Dienne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 46-26-03-06. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août. **Annette Messager**
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. MP Alma-Marcus. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 21 mai. 27 F. **Micromégas**
American Center, 51, rue de Bercy, Paris 12^e. MP Bercy. Tél. : 24-62-87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 4 juin. **Zoran Music**
Grand Palais, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. **Francis Steiner**
Musée national des Arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil, Paris 12^e. MP Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 35 F. **Joseph Kadi**
Centre Georges-Pompidou, atelier des enfants, place Georges-Pompidou, Paris

18 h 30 ; salle audiovisuelle. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 35 F. **La Grevure française**
à la Renaissance. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottan, rue de Richelieu, Paris 2^e. MP Bourse, Palais-Royal, Pyramides. Tél. : 47-03-61-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 10 juillet. 22 F. **George Grosz**
Galerie Tondances, 105, rue Quincampoix, Paris 3^e. MP Rambuteau. Tél. : 42-78-67-70. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 juin. **CS Art 95**
prix de la jeune création. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 mai. 20 F. **Les Heures chaudes de Montpernasse**
Espace Electra, 6, rue Mécanique, Paris 7^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 42-94-23-62. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juillet. 20 F. **Ulla, chefs-d'œuvre**
d'un grand musée européen. Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. billet jumelé avec l'exposition Zoran Music : 63 F. **Méziat**
comme elle est vierge ma forêt. Galerie Dienne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 46-26-03-06. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août. **Annette Messager**
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. MP Alma-Marcus. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 21 mai. 27 F. **Micromégas**
American Center, 51, rue de Bercy, Paris 12^e. MP Bercy. Tél. : 24-62-87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 4 juin. **Zoran Music**
Grand Palais, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. **Francis Steiner**
Musée national des Arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil, Paris 12^e. MP Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 35 F. **Joseph Kadi**
Centre Georges-Pompidou, atelier des enfants, place Georges-Pompidou, Paris

18 h 30 ; salle audiovisuelle. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 35 F. **La Grevure française**
à la Renaissance. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottan, rue de Richelieu, Paris 2^e. MP Bourse, Palais-Royal, Pyramides. Tél. : 47-03-61-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 10 juillet. 22 F. **George Grosz**
Galerie Tondances, 105, rue Quincampoix, Paris 3^e. MP Rambuteau. Tél. : 42-78-67-70. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 juin. **CS Art 95**
prix de la jeune création. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 21 mai. 20 F. **Les Heures chaudes de Montpernasse**
Espace Electra, 6, rue Mécanique, Paris 7^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 42-94-23-62. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juillet. 20 F. **Ulla, chefs-d'œuvre**
d'un grand musée européen. Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. billet jumelé avec l'exposition Zoran Music : 63 F. **Méziat**
comme elle est vierge ma forêt. Galerie Dienne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. MP Saint-Germain-des-Près. Tél. : 46-26-03-06. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août. **Annette Messager**
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. MP Alma-Marcus. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 21 mai. 27 F. **Micromégas**
American Center, 51, rue de Bercy, Paris 12^e. MP Bercy. Tél. : 24-62-87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 4 juin. **Zoran Music**
Grand Palais, av. Winston Churchill, place Clemenceau, av. Gai-Escot, Paris 8^e. MP Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 44-78-12-33. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 42 F. lundi : 29 F. **Francis Steiner**
Musée national des Arts africains et océaniques, 253, avenue Daumesnil, Paris 12^e. MP Porte-Dorée. Tél. : 44-74-84-80. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 3 juillet. 35 F. **Joseph Kadi**
Centre Georges-Pompidou, atelier des enfants, place Georges-Pompidou, Paris

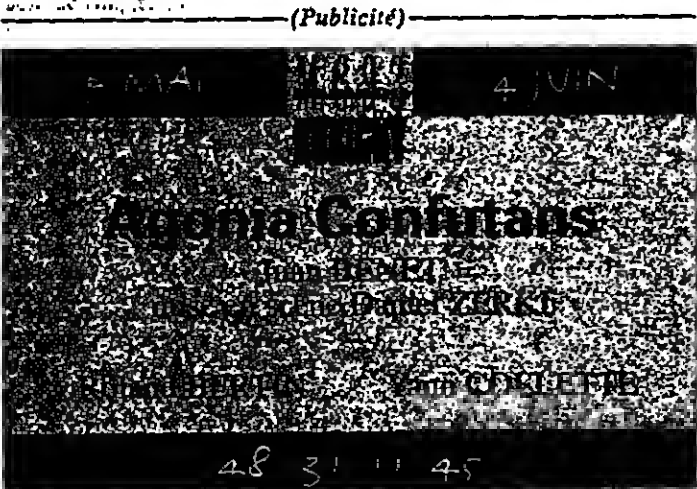
CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

FREDDY
SORT DE LA NUIT.
Film américain de Wes Craven, avec Robert Englund, Heather Langenkamp, Mike Hughes, David Newsum, Tracy Middendorf, John Saxon (1 h 50).
Interdit - 12 ans.
VO : Forum Orient Express, dolby, 1^{er} (36-68-70-23) ; UGC Odéon, dolby, 1^{er} (36-68-70-23) ; UGC Normandie, dolby, 1^{er} (36-68-70-23).
VF : Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 8^e (36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-62-33) ; Mistrail, dolby, 14^e (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-29-31) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).
L'INONDATION
Film franco-russe d'Igor Minalev, avec Isabelle Huppert, Boris Nevzorov, Macha Lipkina (1 h 40).
VO : Europa Pantheon (ex-Reflex Pantheon), 5^e (43-54-15-04).
LA JARRE
Film iranien d'Ebrahim Fozouesh, avec Behzad Khodaveisi, Fatemeh Azrahi, Alireza Haj-Ghasemi, Ramin Abbaszadeh, Hossein Balal, Abbas Kheivanzadeh (1 h 26).
VO : Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-32-20) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).
LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH
Film américain de Gillian Armstrong, avec Winona Ryder, Samantha Mathis, Christian Bale, Mary Wickes, Gabriel Byrne, Kirsten Dunst (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, 6^e (36-68-34-21) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (43-59-04-67) ; réservation : 40-30-20-10) ; Blémende Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-38) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinoparadise, dolby, 15^e (43-06-50-50) ; 36-68-75-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistic Passy, dolby, 18^e (36-68-48-56) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-87-35-43) ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistrail, 14^e (43-43-04-67) ; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 14^e (43-20-32-20).
ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerardo Hahn, dessin animé Allemand (1 h 24).

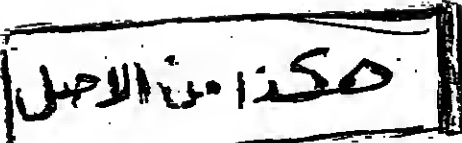
30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (36-65-70-42) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10).
REALITY SHOW
Film français de Michel Pouglet, avec Martin Drainville, Agathe de La Fontaine, Dominique Michel, Yves Jacques, Patricia Tulasne, Benoît Brière (1 h 20).
Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
SOMATINE
Film japonais de Takeshi Kitano, avec Takeshi Kitano, Aya Kikumi, Tetsu Watanabe, Masanori Katsunuma, Susumu Terashima, Ran Ohguri (1 h 34).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Radio Odéon, 6^e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Alésia, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20).
THE KILLER
Film de John Woo, avec Chow Yun-Fat, Danny Lee, Sally Yeh, Chu Kong (1 h 50). Interdit - 16 ans.
VO : Gaumont les Halles, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Saint-Germain, 6^e (36-68-75-55) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathe Wepler, 18^e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10).
UN ANGLAIS SOUS LES TROPIQUES
Film britannique de Bruce Beresford, avec Sean Connery, Colin Firth, Joanne Whalley-Kilmer, John Lithgow, Diana Rigg, Louis Gossett Jr (1 h 36).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, 6^e (36-68-34-21) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (43-59-04-67) ; réservation : 40-30-20-10) ; Blémende Montparnasse, dolby, 15^e (36-65-70-38) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinoparadise, dolby, 15^e (43-06-50-50) ; 36-68-75-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistic Passy, dolby, 18^e (36-68-48-56) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
VF : Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-26-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-29-31) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-87-35-43) ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistrail, 14^e (43-43-04-67) ; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 14^e (43-20-32-20).
ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerardo Hahn, dessin animé Allemand (1 h 24).



SÉLECTION

LA CAMPAGNE
de Manuel Poirier, avec Benoît Régent, Judith Henry, Sergi Lopez, Jean-Jacques Vanier, Serge Riaboukine, Elisabeth Cornillon. Français (1 h 48).
14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; Le Théâtre Lyrique, 6^e (46-33-97-77) ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Eclair, 13^e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).
ALERTÉ
de Wolfgang Petersen, avec Dustin Hoffman, René Russo, Morgan Freeman, Cuba Gooding Jr, Patrick Dempsey, Donald Sutherland. Américain (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, 6^e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15^e (36-68-29-31) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Favette, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistrail, 14^e (43-43-04-67) ; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 14^e (43-20-32-20).
ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerardo Hahn, dessin animé Allemand (1 h 24).

Frédéric Pierrot, François (1 h 15).
Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49



Baisse de la diffusion des quotidiens américains

LA DIFFUSION de la plupart des grands quotidiens métropolitains américains a continué de décroître au premier semestre, selon le Bureau américain d'audit de la diffusion (Audit Bureau of Circulation). Cette baisse confirme une tendance régulière depuis 1987, due à l'augmentation du prix des journaux qui ont partiellement dépercuté la forte hausse du prix du papier ainsi qu'à la grève des joueurs de baseball, qui a duré près de huit mois depuis la mi-août 1994. Cette baisse de diffusion entre octobre 1994 et fin mars 1995 affecte notamment le New York Times, le Los Angeles Times, le Washington Post, le New York Daily News et le Chicago Tribune. Le Boston Globe, propriété du New York Times, est le seul des dix grands métropolitains à accroître sa diffusion en semaine, mais seulement de 250 exemplaires par jour. Il diffuse 500 587 exemplaires en moyenne. En revanche, le quotidien new-yorkais Newsday (groupe Los Angeles Times) est le plus sévèrement touché avec une baisse de 7 %, qui met ses ventes à 669 739 exemplaires quotidiens. En ce qui concerne les quotidiens nationaux, le Wall Street Journal perd en moyenne 32 016 exemplaires par jour (1,82 million au total), tandis que USA Today augmentait sa diffusion du lundi au jeudi de 13 453 exemplaires (1,57 million).

■ **PUBLICITE** : associée à son nouvel allié, le groupe Publicis, la nouvelle agence de Maurice Saatchi, The New Saatchi Agency, a remporté mardi 2 mai le budget publicitaire de British Airways d'un montant de 150 millions de dollars (soit 700 millions de francs). La compagnie aérienne britannique avait décidé de remettre en compétition son contrat publicitaire auparavant confié à Saatchi and Saatchi, afin de traduire son mécontentement envers les circonstances dans lesquelles Maurice Saatchi avait été évincé, fin 1994, de la présidence du groupe publicitaire qu'il avait fondé avec son frère.

■ **MEMOIRE** : les stratégies militaires voyaient la campagne de libération de l'Alsace se terminer en un mois. Il en a fallu quatre du 19 novembre 1944 au 20 mars 1945 et quelque vingt mille morts dans les rangs des combattants. Les péripéties de cette longue campagne ont été racontées dans le quotidien L'Alsace sous la forme d'un journal de guerre publié aujourd'hui en agenda (L'Agenda de la libération, 128 p., 30 F + 15 F de port auprès de L'Alsace, BP 1160, 68 053 Mulhouse Cedex). Avec cette publication L'Alsace fait œuvre de mémoire pour les générations qui ont tragiquement vécu ces événements, comme pour celles qui leur ont succédé. (Corresp.)

■ **RADIO** : la Radio suisse internationale (RSI) a indiqué qu'elle avait signé un accord de collaboration avec une radio de Sao Paulo, Bandeirantes, qui regroupe une centaine de radios locales brésiliennes. La rédaction de langue portugaise de RSI mettait déjà ses émissions à la disposition de cette station mais, dorénavant, Bandeirantes reprendra par satellite certaines émissions en langue portugaise de la RSI et les diffusera dans tout le pays. Elle reprendra des commentaires sur les actualités européennes du jour.

Un gestionnaire arrive à la tête de l'agence Gamma

Un directeur général venu de l'industrie du disque a été nommé à la direction de la deuxième agence mondiale de photos. L'ère des patrons-photographes est révolue

UN PHOTOGRAPHE s'en va, un gestionnaire arrive. Jean-Louis Detry, quarante-neuf ans, ancien responsable des disques Vogue, a été nommé, mercredi 3 mai, directeur général de l'agence Gamma. Il remplace à ce poste Jean-Claude Francolon, photographe chevronné, qui est l'un des trois principaux actionnaires de la deuxième agence photographique mondiale, après Sygma.

Un symbole : pour la première fois de son histoire, l'agence-phare, l'agence modèle, celle qui a vu passer Raymond Depardon et Gilles Caron, celle qui a inventé un fonctionnement, donné une véritable impulsion à la profession, qui a été copiée partout dans le monde, ne sera plus dirigée par un homme du métier.

« Je suis nul en photo, reconnaît Jean-Louis Detry, ancien ingénieur formé à Supélec, je ne sais pas comment marche un appareil, mais les photographes m'ont dit « tant mieux ! ». Car l'arrivée de ce gestionnaire est l'aveu, pour une grande partie du personnel, qu'un « photographe ne peut plus diriger une grosse machine » qui emploie 86 personnes – dont 26 photographes – et qui réalise un chiffre d'affaires avoisinant les 100 millions de francs.

Depuis trois ans, se sont succédés à la tête de l'entreprise François Lochon puis Jean-Claude Francolon, deux photographes reconnus. Deux échecs si l'on écoute plusieurs photographes, tant l'agence de presse a été déchirée par les conflits, au point « de ne plus savoir

qui dirige », affirme un observateur. Il manquait un vrai patron. Le voilà. Mais la crise est plus profonde. Gamma ne parvient pas à digérer sa transformation d'entreprise familiale prestigieuse en « usine à images ». Cette mutation a subi un coup d'accélérateur au début des années 90, lorsque les trois principales agences françaises et mondiales – Sygma, Gamma et Sipa – ont fait appel à des capitaux extérieurs pour se développer et investir dans de nouveaux moyens de production et de diffusion.

Le fonds d'investissement Schroder Partenaires a apporté une trentaine de millions de francs à Gamma et pris, à l'époque, 47 % des parts, puis 26 % aujourd'hui, les deux autres principaux actionnaires étant les photographes François Lochon (32 %) et Jean-Claude Francolon (27 %). Car Gamma est une agence qui a toujours fièrement affirmé « l'indépendance des photographes ». Mais elle n'est plus seule.

L'agence est devenue le navire amiral d'une nouvelle structure, l'Agence générale d'images (AGI) qui contrôle des petites agences spécialisées : Giraudon (beaux-arts), Stills (photo de personnalité de la télévision, du cinéma et du show business), Spooner (agence d'illustration britannique) et Explorer (illustration générale).

Ce beau château de cartes a été perturbé par les multiples conflits entre les photographes-actionnaires et les photographes producteurs. En 1991, les photographes ont attaqué leur agence devant les

tribunaux pour non respect du code du travail : une partie de leurs revenus n'étaient pas payés en salaires mais en droits d'auteur, d'où une couverture sociale fragilisée. Après trois ans de batailles, les photographes ont obtenu gain de cause. Mais ce n'est pas tout.

En mars 1994, l'agence avait « malencontreusement » confié des photos de manifestants opposés au Contrat d'insertion professionnel (CIP) à la préfecture de police de Paris, qui comptait sur ces images pour « identifier des casseurs ». François Lochon avait sanctionné le directeur de la rédaction et le rédacteur en chef, « mesures qui avaient choqué les photographes ».

« C'est une sacrée boutique, on a la meilleure équipe »

En septembre 1994, les photographes demandent la démission de François Lochon. « Nous avons fait grève cinq minutes. A la suite, Lochon a démissionné », affirme un photographe. Il a été remplacé par Jean-Claude Francolon. Mais les photographes apprennent qu'un plan de restructuration est en cours et que la direction projette de salarier des photographes. Un sujet tabou à Gamma a en effet inventé, lors de sa création en 1967, un fonctionnement original qui a

permis aux agences françaises de dominer le marché mondial. Les photographes partagent avec l'agence les frais de reportage comme les bénéfices. Plus le photographe travaille et voit ses images reproduites dans la presse, plus il est rémunéré.

Aujourd'hui, on trouve des photographes salariés chez Sygma et Sipa. Pas à Gamma. Craignant de voir ce principe – qu'ils érigent en symbole – mis à mal, les photographes font grève le 23 janvier, suivis par l'ensemble du personnel, inquiet du plan de restructuration.

Le mouvement durera trois semaines : le plan est retiré ainsi que le projet de photographes salariés (Le Monde du 10 février). Mais il reste le souvenir de la première grève de l'histoire des agences et des blessures qui ne se sont pas encore refermées. Jean-Louis Detry a du travail devant de lui. « J'écoute, je dialogue beaucoup », explique le nouveau patron qui sait qu'il a en face de lui l'équipe de photographes la plus pugnace de Paris. « C'est une sacrée boutique, on a la meilleure équipe », dit-il. Devra-t-il faire des économies ? Pour la majorité du personnel « un audit a bien montré que Gamma va bien. Ce sont les petites agences liées au groupe qui pompent nos bénéfices », M. Detry préfère examiner les chiffres avant de se prononcer, mais reconnaît que « les coûts sont trop élevés » et affirme vouloir développer « les photos de personnalités qui attirent beaucoup la presse ».

Michel Guerrin

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 15.20 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dordogne vacances. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.30). 19.50 Le Bébé Show (et 1.40). 20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.	13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle (et 11.15, rediff.). 13.40 Bourse et Météo. 13.55 Série : Inspecteur Derrick. 15.00 Série : L'Enquêteur. 15.50 Tiercé à Longchamp. 16.10 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00). 16.55 Des chiffres et des lettres. 17.30 Série : Les années collège. 18.05 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel (et 2.05). 19.50 Bonne nuit les petits. 19.55 Edition spéciale : Lionel Jospin. 20.25 Edition spéciale : Jacques Chirac. 20.55 Journal et Météo.	13.35 Magazine : Vincent à l'heure. 14.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle (et 11.05, 22.50, rediff.). Avec Lionel Jospin et Jacques Chirac (5 min. chacun). 14.45 Série : La Croisière s'amuse. 15.35 Série : Simon et Simon. 16.30 Les Minikéums. 17.40 Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Journal de jeunesse, 1893-1906, de Catherine Fozzy. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno. 20.55 Cinéma : Julie port de colle. ■ Film français de Philippe de Broca (1976). 22.25 Météo et Journal. 23.05 ► Les Dossiers de l'Histoire. Le 8 mai 1945. Une journée particulière, de William Karel. 23.55 Magazine : L'Heure du golf. 0.25 Magazine : Graffiti. Trois petites pièces, de Webem, par Anne Gastinel, violoncelle, Pascal Godard, piano (10 min).	13.25 Série : L'Homme de fer. 14.20 Série : Jim Bergerac. 15.10 Boulevard des Crises (et 1.10, 6.05). 17.00 Variétés : HFF Machine. Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter. 17.30 Série : Guiltier et Tell. 18.00 Série : O'Hara. 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : Agence Acompuco. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1974 : duel à la tête. Deux jours après le débat Chirac-Jospin et trois jours avant que les Français retournent aux urnes, « Passé simple » revient sur le premier duel télévisé entre candidats à l'élection présidentielle qui a vu, en 1974, l'affrontement de Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. 20.50 Cinéma : Vengeance aveugle. ■ Film américain de Philip Noyce (1989). 22.40 Cinéma : House. ■ Film américain de Steve Miner (1985). 0.15 Magazine : Fréquentast (et 3.25). 2.30 Rediffusions. New York City, 4/20, Qu'est-ce qui fait courir les fans ? 5.15, Culture pub ; 5.40, La tête de l'empire.	13.35 Cinéma : The Snapper. ■ Film britannique de Stephen Frears (1993). 15.05 National Geographic. L'île des ours géants, de Wolfgang Bayer. 16.00 Cinéma : Le Parfum d'Yvonne. ■ Film français de Patrice Leconte (1994). 17.25 Magazine : L'OSI du cyclone (rediff.). 17.50 Le Journal du art (rediff.). 17.55 Surprises. 18.00 Canaille peluche. Rocko and Co. En clair jusqu'à 18.45. 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Sport : Basket-ball. En direct. Demi-finale retour du Championnat de France. Limoges/Pau-Orthez. 20.35 Cinéma : Personne ne m'aime. ■ Film français de Marion Vernoux (1993). 22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Malcolm X. ■ Film américain de Spike Lee (1992, v.o.) (86 min.). 1.29 Pin-up. 1.30 Téléfilm : Une femme dans mon cœur. De Gérard Marx, avec Pierre Arditi, Michèle Laroque (86 min).	13.30 Défilé. Les Enchantures : Viens voir les magiciens avec Annie Fratellini. 14.00 Les Grandes Séductions. Ingrid Bergman (rediff.). 15.00 Jeux d'encre (rediff.). 15.30 Qui vive. Le soir même. 15.45 ANO ! La Terre. Le Feu (4). 16.00 La Presse par cinq. De l'URSS à la Russie (4, rediff.). 16.35 Inventer demain. Albert Jacquard, généticien (4). 16.45 Cours de langues vivantes. Anglais. 17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance : Téléchat. 17.30 Les Enfants de Joëlle. 18.00 Ciné sur cinq. 18.15 Affaires publiques. Être le président au suffrage universel. 18.30 Le Monde des animaux. Pour animaux : les rats. 18.50 Le Journal du Temps.

CÂBLE	RADIO	Les interventions à la radio
TV 5 19.00 Paris Lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Revillon chez Bob. ■ Film français de Denis Gassier-Defenne (1984). Avec Jean Rochefort. 21.45 Têtes multiples. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Le Grand jeu des célébrités. 22.45 La Marche du siècle. Rediff. de France 3 du 12 avril 9.00 Tell Quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Son. (3.40 min). PLANÈTE 20.05 Saint-Anatole. De Jean-Luc Ponce. 20.30 Force brute. De Robert Uihani (62/65). Le Premier de cavalerie aéroporté au Viêt-nam. 21.20 Objectif canope. De Karel Pirok. 22.15 Laagali au cœur du goulet chinois. De Roger Finnigan. 23.05 Les Visiteurs de l'espace. De Juhan Al Grann. 0.05 Attention à Beyrouth. De David Wright (50 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Pans Première infos. 19.15 Toul Pans (et 20.30, 1.00). 19.45 Archives. 20.00 Ecran total (et 23.30, 21.00 Les 55 jours de Périm. ■ Film américain de Nicholas Ray (1963, v.o.) 0.00 Concert. Prométhée (60 min). CANAL J 17.35 Les Tingles. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Il était une fois les	1995. 0.00 The End 7 (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Hockey sur glace. Championnats du monde : quart de finale, à Stockholm (Suede). 20.25 Basket-ball. En direct. Championnat de France : demi-finale, match retour. 22.00 Boxe. Championnat du monde IBF : poids lourds. George Foreman (E-U) vs Axel Schulz (All). à Las Vegas (Nevada). 23.00 Rediffusions. Championnats d'Europe, aux Pays-Bas (60 min). CINÉ CINÉFIL 12.45 Documentaire : ► Les Simon, père et fils (55 min). 19.00 La Femme en question. ■ Film britannique d'Anthony Asquith (1950, N.). v.o. 20.30 Les Sans-Soucis. ■ Film américain de Raymond McCarey et George Marshall (1932, N.). 21.35 The Great Saint-Louis Bank Robbery. ■ Film américain de Charles Guggenheim et John Stix (1959, N.). v.o. 23.05 Le Voile bleu. ■ Film français de Jean Seff (1942, N.). 0.50 La Beauté du diable. ■ Film français de René Clair (1949, N., 90 min). CINÉ CINÉMAS 18.55 Teen Wolf. ■ Film américain de Rod Daniel (1985). 20.30 Le sable était rouge. ■ Film américain de Cornel Wilde (1958). 22.10 Paysage dans le brouillard. ■ Film franco-german de Theo Angelopoulos (1988, v.o.). 0.10 La Lettre du Kremlin. ■ Film américain de John Huston (1970).	FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Spécial grands textes. Régis Boyer (Andersen, Œuvres, tome II). 19.30 Perspectives scientifiques. La faune des abysses. 4. Les inventaires et les sources hydrothermales. 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson engagée (6). 20.30 Fiction. Les Nouvelles Frontières, d'Hervé-Michel Boccard. 21.32 Profits perdus. Marc Devade, peintre théoricien (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Avoir 18 ans et voter pour la première fois. 0.05 Du jour au lendemain. Yves-Henri Bonello (L'Invasion). 0.50 Coda. Les couleurs de la nuit. 4. Pierre Henry et Morton Feldman. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretiens avec Julien Duvivier (2) : 1.54. Bergman, folie et Dieu : la Suède ; 3.24. La Mémoire en chantant : Lauren Bacall ; 3.43. Le Corbusier, ou la vie multiple de Charles-Edouard Jeanneret ; 5.07. Le romantisme ; 6.36. Feu noir ou le chant des Balkans. FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Emmanuel Cerny, écrivain. 20.00 Concert. Donné le 22 avril, à la salle Gaveau, à Paris, par le quatuor Taldy, Bruno Pasquier, alto ; Quatuor n° 5 L'Aouette, de Haydn ; Sonate pour alto et quatuor à cordes, de Fauré ; Quatuor à cordes op. 10, de Debussy ; Quintette à cordes op. 57, de Dvorak. 22.00 Soliste. Frans

Les interventions à la radio

RTL, 18 heures : Alain Juppé.

RMC, 18 h 30 : Jacques Chirac (« Forum »).

France Inter, 19 h 20 : Martine Aubry (« Le Téléphone sonne »).

ice Gamma

à la direction
paroles est revêlue

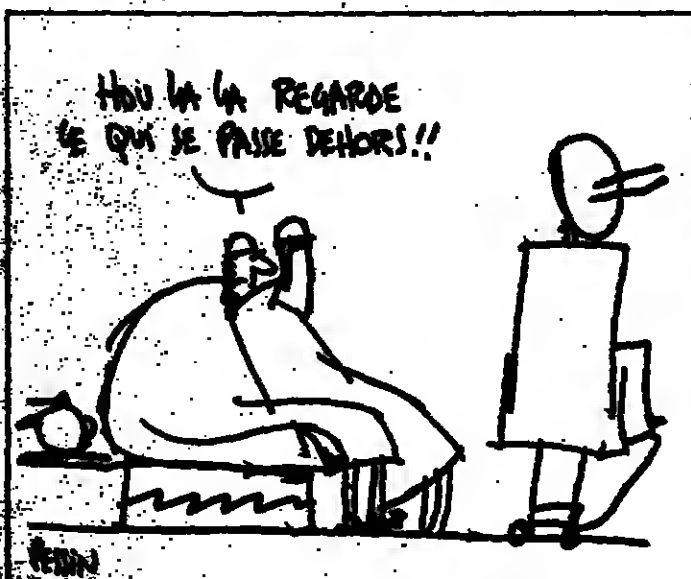
Arte propose un magazine sur l'Algérie d'aujourd'hui

Avec l'agence Point du jour, la chaîne européenne lance une émission hebdomadaire réalisée avec des journalistes algériens

TOUT a commencé en novembre 1994. À l'époque, des journalistes algériens, de passage à Paris ou ayant quitté leur pays, téléphonaient à l'agence Point du jour. Ils venaient s'entretenir sur la situation de leur pays, les possibilités de travail. « Quel est le point de vue de l'Algérie ? », leur demandait-on. Ils ont répondu : « L'Algérie, c'est un pays qui ne parle pas seulement d'algériens, mais qui couvre la réalité algérienne, de leur point de vue à eux, qui sont les premiers concernés. »

Ainsi est née l'idée d'une émission hebdomadaire : « Algérie maintenant », un magazine de réflexion et de dialogue consacré à la situation algérienne. Un magazine qui ne se limite pas à l'information des algériens, mais qui propose des analyses des journalistes algériens. Le projet avait un statut particulier, son impact en Algérie même, car les programmes des chaînes françaises y sont vus par de nombreux algériens. Les journalistes algériens ont donc voulu que ce magazine soit une véritable tribune pour les algériens, une tribune où ils puissent exprimer leur opinion, leur point de vue, leur analyse.

Reportages filmés à bas et à haut, entretiens, dossiers, revue de presse : il s'agit de montrer une Algérie vivante à travers des sujets sur l'économie, la religion, l'éducation, la culture, les jeunes, les femmes, l'éducation, l'identité algérienne. En s'appuyant sur les sources d'information indépendantes, l'émission veut présenter



les témoignages directs. Les arts, la culture et l'humour ont une place importante avec, chaque semaine, des films, des musiciens, des comédiens, des caricaturistes, enlils ou non.

Des liaisons téléphoniques, visio-phoniques ou par satellite sont prévues pour permettre des débats entre les deux rives de la Méditerranée. L'un des principaux enjeux est de témoigner de la réalité d'une société civile en Algérie et de son combat pour affirmer son existence, éliminer la violence fondamentale et la répression gouvernementale.

D'un commun accord entre l'équipe et le rédacteur en chef, Patrice Barrat, pour sortir de la relation strictement franco-algérienne, le choix s'est porté sur un réalisateur « étranger », le chilien José Maldonado (il a vécu en Algérie, lui aussi). Et les plateaux seront assurés conjointement par un journaliste d'outre-Rhin et une journaliste algérienne qui présenteront « Algérie maintenant », une très célèbre émission de la télévision algérienne jusqu'à ce qu'elle s'arrête, après que l'un des deux producteurs-réalisateurs ait été très gravement blessé dans un attentat. Pour construire le projet, Patrice Barrat

avait rencontré quatre-vingt professionnels de l'information algériens exilés. Une bonne quinzaine d'entre eux - journalistes, animateurs, réalisateurs, scriptes, monteuses - et des confrères restés au pays participent au premier numéro d'« Algérie maintenant » diffusé vendredi soir sur Arte vers 1 heure du matin (toute nuit en Algérie).

Au programme de cette soirée, un dossier sur la presse, avec un portrait de Safima Ghazali, directrice de l'hebdomadaire *La Nation*, un débat sur la liberté de l'information - avec Omar Belhouche, directeur d'El Watan, l'agence Elkhadi, rédacteur en chef de *La Tribune*, et Nasser Alouani, journaliste de télévision algérienne - et les caricatures de Slim. Un autre dossier se rapporte au massacre de Sétif, le 8 mai 1994.

La séquence culture présente un document inédit sur le chanteur Cheb Hasni tourné peu avant qu'il soit assassiné à Constantine. Les chanteurs Idir et Amazigh Kateb (ils de Kateb Yacine) évoquent la situation des musiciens algériens. Enfin, pour finir sur une touche d'humour, le comédien Allalou reprendra son personnage de Cheikh M'Hamed, le vieil Algérien qui a commenté les événements à la radio avec une rare liberté de langage. Les auditeurs de la chaîne 3 s'en souviennent encore.

Thérèse-Marie Deffontaine
* Algérie maintenant, Arte, les vendredis en fin de programme.

Le petit carton de M. Le Pen

par Agathe Logeart

PENDANT la campagne électorale du premier tour, Jean-Marie Le Pen avait envahi les écrans. Il nous avait abreuvés de ses boniments, de son jargon de fausse logique, de sa bonhomie écœurante. En attendant passer sur le second tour, il avait joué les prolongations, fabriquant un suspense qui lui permettait de durer quelques jours de plus. Logiquement, après le 1^{er} mai et la fête votive de son parti, on avait espéré pouvoir être épargné un moment. On avait envie de souffler. On croyait avoir droit à ce répit. Erreur.

Même si ce n'est sans doute pas la publicité qu'il aurait choisie, le meurtre de Ibrahim Bouziane, jeté dans la Seine par des skinheads, condamnait à nouveau le chef du Front national vers les plateaux de télévision, à la place de choix de l'invité du journal de 20 heures. Ainsi, sur TF1, Patrick Poivre d'Arvor recevait-il dans le même temps Monsieur 15 % et le chef d'un parti accusé par des milliers de manifestants antiracistes de favoriser les débordements de violence et de haine xénophobes.

A la colère de M. Le Pen, on voyait bien que ce meurtre, dont il a fallu lui arracher qu'il pourrait bien s'agir d'un « drame », ruinait à lui seul des mois d'efforts pour tendre à une respectabilité de bon aloi. De la si belle ouvrage amanté en si peu de temps, et tout ça du fait d'un obscur Marocain dont le seul tort avait été de se trouver un jour de soleil aux abords de la manifestation du Front national (il en était d'ailleurs le collègue) PPDA, lui, paraissait se

faire tout petit, comme s'il craignait un coup de boule. Péniblement, il tentait de poser des questions, de sa voix douce. Il avançait sur la pointe des pieds, avec une espèce de timidité suave aussitôt balayée par le bulldozer qui lui faisait face.

M. Le Pen ne s'était pas déplacé les mains vides. Comme, expliquait-il, un petit croquis vaut mieux qu'un long discours, il avait apporté un morceau de carton sur lequel au moyen de feutres de couleur on avait dressé le plan des lieux du drame. C'était sûrement pour lui le carton de l'innocence, la preuve scientifique du complot cosmopolite acharné à détruire sa carrière et son œuvre, la contre-démonstration de la haine dont il s'acharnait - c'est tout de même un comble - à montrer qu'il en était devenu lui-même la victime.

Or le carton ne montrait rien. Ce n'était qu'un plan, on était noté l'emplacement des forces de police. PPDA paraissait K-O. Il réagissait à peine. Murmurait seulement que tout cela, on le savait déjà. L'autre n'en avait cure. Il brandissait son petit carton. Il parlait fort, s'agitait, fébrile. Il se donnait du mal pour tenter de convaincre, et dédoublait son parti. L'artiste, pourtant, ne paraissait pas au mieux de sa forme. Il jetait en vrac des accusations contre le maire de Paris et André Rousselet, sponsors du Paris-Saint-Germain, club accusé d'être le refuge des skinheads « nazifluants ». A bout d'arguments, il tapait à côté. Comme si, à tout prix, il lui fallait éviter de se regarder en face.

LA CINQUIÈME

- 13.30 **Jeux** : Les Jeux de l'Europe.
- 14.30 **Série** : Daffin.
- 15.30 **Série** : La loi est la loi.
- 16.15 **Jeu** : X-Men dans l'espace.
- 16.45 **Club** : D'Orléans.
- 17.30 **Série** : Les Gargouilles de la plage.
- 18.00 **Série** : Les Gargouilles de la plage.
- 18.30 **Série** : Les Gargouilles de la plage.
- 19.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 19.30 **La 5000^{ème} Show** (et 1.20).
- 20.00 **Journal** : La 5000^{ème} Show.
- 20.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 21.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 21.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 22.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 22.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 23.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 23.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 24.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 24.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 25.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 25.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 26.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 26.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 27.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 27.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 28.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 28.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 29.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 29.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 30.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 30.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 31.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 31.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 32.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 32.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 33.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 33.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 34.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 34.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 35.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 35.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 36.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 36.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 37.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 37.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 38.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 38.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 39.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 39.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 40.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 40.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 41.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 41.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 42.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 42.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 43.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 43.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 44.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 44.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 45.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 45.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 46.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 46.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 47.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 47.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 48.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 48.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 49.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 49.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 50.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 50.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 51.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 51.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 52.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 52.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 53.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 53.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 54.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 54.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 55.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 55.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 56.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 56.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 57.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 57.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 58.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 58.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 59.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 59.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 60.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 60.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 61.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 61.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 62.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 62.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 63.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 63.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 64.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 64.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 65.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 65.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 66.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 66.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 67.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 67.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 68.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 68.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 69.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 69.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 70.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 70.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 71.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 71.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 72.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 72.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 73.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 73.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 74.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 74.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 75.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 75.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 76.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 76.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 77.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 77.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 78.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 78.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 79.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 79.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 80.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 80.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 81.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 81.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 82.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 82.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 83.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 83.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 84.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 84.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 85.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 85.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 86.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 86.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 87.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 87.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 88.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 88.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 89.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 89.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 90.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 90.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 91.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 91.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 92.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 92.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 93.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 93.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 94.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 94.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 95.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 95.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 96.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 96.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 97.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 97.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 98.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 98.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 99.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 99.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 100.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 100.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).

TF 1

- 13.48 **Football** : Les Fous de l'Europe.
- 14.30 **Série** : Daffin.
- 15.30 **Série** : La loi est la loi.
- 16.15 **Jeu** : X-Men dans l'espace.
- 16.45 **Club** : D'Orléans.
- 17.30 **Série** : Les Gargouilles de la plage.
- 18.00 **Série** : Les Gargouilles de la plage.
- 18.30 **Série** : Les Gargouilles de la plage.
- 19.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 19.30 **La 5000^{ème} Show** (et 1.20).
- 20.00 **Journal** : La 5000^{ème} Show.
- 20.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 21.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 21.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 22.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 22.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 23.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 23.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 24.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 24.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 25.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 25.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 26.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 26.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 27.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 27.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 28.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 28.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 29.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 29.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 30.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 30.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 31.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 31.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 32.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 32.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 33.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 33.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 34.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 34.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 35.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 35.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 36.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 36.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 37.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 37.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 38.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 38.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 39.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 39.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 40.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 40.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 41.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 41.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 42.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 42.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 43.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 43.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 44.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 44.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 45.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 45.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 46.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 46.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 47.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 47.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 48.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 48.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 49.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 49.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 50.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 50.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 51.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 51.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 52.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 52.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 53.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 53.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 54.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 54.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 55.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 55.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 56.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 56.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 57.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 57.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 58.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 58.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 59.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 59.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 60.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 60.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 61.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 61.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 62.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 62.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 63.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 63.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 64.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 64.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 65.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 65.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 66.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 66.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 67.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 67.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 68.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 68.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 69.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 69.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 70.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 70.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 71.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 71.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 72.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 72.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 73.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 73.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 74.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 74.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 75.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 75.30 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 76.00 **Magazine** : L'Europe 1 (et 0.35).
- 76.30 **Magazine** : L'

حکذا من الامل

Le Monde

VENDREDI 5 MAI 1995

Interrogé sur de mystérieux comptes en Suisse, Pierre Botton a été placé en garde à vue

Michel Noir nie avoir bénéficié des sommes gérées par son gendre

Une journée de président

par Pierre Georges

LE MERCREDI est le jour des présidents. Ce fut donc son dernier mercredi. Etant entendu que François Mitterrand sera encore-là la semaine prochaine à attendre la passation de pouvoirs. Il sera toujours président et ne le sera déjà plus. Sauf événement qui nécessiterait des décisions d'urgence et en accord avec son successeur.

Clap de fin. François Mitterrand est sur le départ. Il est au terme d'une prodigieuse carrière, cinquante ans de vie publique. Et pas des moindres si l'on retient ce sablier du temps politique qui en vaut un autre : le nombre de conseils des ministres auxquels il a participé, qu'il a présidés.

L'homme aux treize cents conseils des ministres, ou par facilité d'écriture, aux treize cents mercredis, a donné hier, sur ce plan, son ultime représentation. Ce fut, avant la tombée du rideau, le conseil des adieux. François Mitterrand a parlé. Et on se doute bien qu'un homme ayant vécu son premier Conseil sous de Gaulle en 1944 savait de quel il parlait. Il a rapporté François Léotard, « trace d'une vaste fresque de sa vie politique, étonnante, assez belle ». Et puis, le président a écouté l'hommage d'Edouard Balladur, les vœux à son égard, entre convenances et admiration professionnelle.

Une page se tournait, « une page de notre histoire » pour reprendre les termes du premier ministre sortant lui aussi. On imagine volontiers, mais peut-être à tort, qu'après, le vieux président est resté seul, un instant, à méditer dans cette salle si familière et déjà si lointaine. C'est qu'il n'est pas donné à tout le monde d'avoir passé sa vie

au conseil des ministres. Ce dernier mercredi fut aussi jour de publication. Le journal officiel, autre sablier du temps républicain, portait, dans sa sécheresse austère, témoignage du départ imminent. Il bornait à sa manière l'histoire. Un président arrive : il y est fait état de son patrimoine à l'entrée. Un président s'en va : il y est fait mention de son patrimoine à la sortie. François Mitterrand eut le privilège d'entrer deux fois son patrimoine au J. O. Il lui faut aujourd'hui l'en sortir. Ce qui est le plus frappant, à la lecture de l'énoncé patrimonial, n'est pas ce que l'on lit : que le président a un bel appartement, et d'une valeur déclarée peut-être un peu pessimiste. Qu'il est imposé sur la fortune. Qu'il a un joli mobilier et une belle maison des Landes. Que président ou pas, il possède une petite maison en indivision familiale, un livret d'Épargne A et un compte en banque solidement créditeur.

Non ce qui frappe d'abord d'un patrimoine à l'autre et qui rassure, c'est autre chose. Tout président qu'il soit, devant l'histoire, tout dégaillé qu'il ait pu être des soucis du commun, François Mitterrand a acheté pendant ses septennats. Il a acheté des bois, des parcelles de landes dans cette éternelle quête humaine de la terre originelle. Enfin, en l'ultime mercredi, François Mitterrand s'en fut, sous le Pont du Carrousel, jeter un bouquet de muguet à la Seine. Il s'en fut, ainsi, lancer une dernière bouteille à la France, encore président, déjà impuissant. Puis il prit simplement dans sa main la main d'un oncle dont le neveu fut noyé par la haine et le racisme. Il n'y avait rien d'autre à faire.

PIERRE BOTTON n'en a pas fini avec la justice. Condamné le 20 avril à quatre ans d'emprisonnement, dont deux ans avec sursis, pour « abus de biens sociaux » (Le Monde du 22 avril), le gendre de Michel Noir a été placé en garde à vue, jeudi 4 mai en milieu de matinée à Nanterre (Hauts-de-Seine), dans les locaux de la Direction centrale de la police judiciaire. Spécialement dépêchés par le juge d'instruction lyonnais Philippe Courroye, des policiers de la brigade financière de Lyon devaient se rendre sur place afin de procéder à son audition, dans le cadre de la troisième des « affaires » lyonnaises, qui vise les comptes ouverts en Suisse par M. Botton en 1986 et qui semblent avoir été alimentés par des versements occultes de grandes entreprises françaises. De source proche de l'enquête, on indiquait également que le juge Courroye envisageait également de venir jusqu'à Nanterre afin de procéder, le cas échéant, à une mise en examen immédiate de M. Botton.

Déjà entendu comme témoin à deux reprises sur l'existence et l'utilisation de ces comptes, le gendre de Michel Noir confie, mercredi 3 mai au Monde, son « écartement » de se voir ainsi rattrapé une nouvelle fois par son passé, alors même qu'il a pris la décision de ne pas faire appel de sa condamnation. « Je me prépare à retourner en prison, et ce n'est pas de gaieté de cœur, nous a-t-il déclaré. Mais j'ai envie d'en finir, car je ne veux pas me retrouver sans cesse devant les tribunaux pour revenir sur mes liens avec Michel Noir. Je veux tourner la page ».

peenne, au nom de sociétés-écran panaméennes : Bellette Agencies, Toves Management et une troisième dont M. Botton a dit au juge Courroye avoir oublié le nom. Le tout, a-t-il affirmé devant le magistrat, « à la demande de Michel Noir, juste après que celui-ci eut été nommé ministre du commerce extérieur ». Le maire de Lyon, pour sa part, a toujours nié avoir bénéficié de tout ou partie de ces sommes, qui se chiffrent en millions de francs. Dans un courrier récemment adressé au Mande, M. Noir démentait encore « toute accusation faite par [son] gendre, de placement ou de perception de fonds provenant de

France et la Suisse. Mais il s'était ravisé par la suite, au point d'écrire à l'homme d'affaires genevois chargé de la gestion des sociétés panaméennes pour lui demander de ne plus s'opposer à la levée du secret bancaire. « Mon rôle ayant seulement consisté, sur ordre de Michel Noir, à participer à la constitution de ces sociétés, dans lesquelles il ne souhaitait pas apparaître, et à aller chercher des fonds le jour-même ou le lendemain de leur arrivée pour les lui remettre, je n'ai rien à cacher de ce que je connais », assurait-il dans cette lettre, dont une copie fut transmise au juge Courroye (Le Monde du 6 décembre 1994).

De bien curieux versements...

« J'ai utilisé une grande partie des sommes provenant de Suisse en 1990 pour éponger les comptes de campagne de 1989, Michel Noir l'avait exigé », déclarait Pierre Botton au juge Courroye le 25 février 1994. Il ajoutait que « par la suite, Michel Noir [lui] a laissé l'utilisation d'une partie de ces fonds afin de [l'indemniser en partie des dépenses qu'il] avait engagées pour lui », en application du fameux « protocole d'accord » manuscrit rédigé par le maire de Lyon et daté du 12 avril 1989. Pièce maîtresse du dossier de l'affaire Botton, ce document, que M. Noir a toujours affirmé avoir rédigé à la demande de son gendre, a été qualifié par le tribunal de Lyon, dans son jugement du 20 avril, de « document mûri, réfléchi, détaillé », constituant « formellement une reconnaissance de dette de Michel Noir au profit de Pierre Botton ».

Écrit de la main du maire de Lyon, le « protocole » mentionnait une série de « recettes encaissées par M. Botton aux lieux et place de Michel Noir en 1988 », sous la forme de huit versements (d'un montant total de 5,7 millions de francs), dont les auteurs étaient désignés par des initiales. Selon nos informations, certains de ces versements correspondaient exactement à des mouvements figurant sur les documents bancaires saisis par la justice suisse. Ces documents dont le juge Courroye désespère d'obtenir la transmission...

comptes en Suisse » (Le Monde du 29 avril). Il ajoutait, dans le même courrier, qu'« il est établi qu'[il] n'a jamais bénéficié de comptes bancaires en Suisse ».

Loin d'autoriser de semblables certitudes, l'information judiciaire ouverte - contre X - sur l'utilisation de ces comptes est en réalité bloquée en Suisse. Saisie par le juge Courroye, la justice helvétique a bien saisi les documents bancaires qui permettraient de faire la lumière sur l'origine et la destination des sommes entreposées à l'Union européenne de banque, mais elle est empêchée de les lui transmettre. Pierre Botton avait, dans un premier temps, déposé un recours destiné à bloquer la « demande d'entolde » entre la

Mais curieusement, ce financier genevois avait alors déposé un recours en son nom propre, qui entrave aujourd'hui les investigations du juge Courroye.

Les accusations de Pierre Botton, démenties avec constance par son beau-père, n'ont donc pu à ce jour être vérifiées. M. Botton s'étant toujours refusé à livrer à la justice les noms des « donateurs » ayant versé de l'argent sur les comptes genevois, le juge lyonnais a sans doute décidé, en le faisant interroger par la police, de « passer en force » pour obtenir de lui ce que la justice suisse s'obstine à lui refuser. L'audition des entrepreneurs ayant alimenté les comptes « Bellette » et « Toves » pourrait alors éclairer leurs motivations et, par là, permettre l'identification du ou des véritables bénéficiaires des sommes versées.

Hervé Gattegno

DANS LA PRESSE

Hommage à Brahim Bouraam

LIBÉRATION

« Il faut bouter l'Arabe en Seine ». Même dans ses pires dérapages, Le Pen ne prononcera jamais une formule aussi crue. Pourtant, le crime raciste qui a accompagné la manifestation « pour Jeanne d'Arc » oblige à poser, à repenser la question de la liaison entre la tonalité xénophobe du discours lepéniste et les gestes odieux et meurtriers qui se succèdent aux marges de ce mouvement.

Gérard Duguay

INFOMATIN

C'est malheureusement à la faveur d'occasions dramatiques que s'opère la grande réconciliation des Français, le grand rassemblement de la chaleur humaine. La mort d'un jeune, une bavure policière, le meurtre d'un immigré, un acte intolérable, provoquent en chacun de nous un sentiment de révolte et d'injustice qui doit à tout prix se manifester. Comme la vapeur trop longtemps contenue fait exploser le couvercle.

Annette Kahn

FRANCE-INTER

Souffrance ou honte, François Mitterrand écarte le second terme parce qu'il ne veut croire à la responsabilité du pays. Il y a sans doute, dans cette réticence, une part de vérité. Mais une société ne peut être totalement disciplinée de tels faits que la condition de barrer la route, par sa morale et par ses lois, aux comportements qui les inspirent et qui les banalisent. Ce qui n'est pas tout à fait le cas.

Pierre Le Marc

RTL

On croise [les skinheads] à presque toutes les manifestations du Front national, tout naturellement attirés par les appels à la haine et à la ségrégation de Jean-Marie Le Pen. La responsabilité du parti du Front national n'est peut-être que là, mais elle est là, évidente, assourdissante, dans ces crimes nationalistes qui retentissent dans des cerveaux fragiles.

Philippe Alexandre

LA CHAÎNE INFO

En faisant [du Front national] sa cible privilégiée, la manifestation d'hier nourrit la martyrologie lepéniste. Elle renforce l'adhésion et la cohésion de ses militants, de ses sympathisants, voire des électeurs. Est-ce bien opportun au moment où les voix capitalisées par le Front national vont être sollicitées par des bulletins plus démocratiques ?

Pierre-Luc Séguillon

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Gaza-Jéricho : les déceptions d'un an d'autonomie palestinienne

Vietnam : entretien avec le premier ministre Vo Van Kiet
Ex-Yougoslavie : la Croatie entend n'opposer aux bombardements serbes sur Zagreb

FRANCE

L'assassinat de Brahim Bouraam : la manifestation antiraciste de Paris dénonce le Front national

Présidentielle : les dernières heures de la campagne
Le patrimoine de M. Mitterrand

Comment diversifier le recrutement des élites ?
Schengen et le contrôle de l'immigration en attente des directives du futur président
L'approche libérale n'a pas atténué la crise du logement à Paris

SOCIÉTÉ

Justice : le combat contre l'oubli des défenseurs de Christian Ranucci

HORIZONS

Portraits : Juppé et Séguin sont dans un bateau...
Tribunes présidentielles
Editoriaux : Patience au Proche-Orient ; M. Chirac et la justice

ENTREPRISES

Bourse : la COB veut prévenir les

« dysfonctionnements du capitalisme moderne »
Transports aériens : accord Swisair-Sabena

AUJOURD'HUI

Sciences : le laser géant qui simule les essais nucléaires
Coupe de la Ligue : un lot de consolation pour le Paris SG
Rallies : le Tour de Corse automobile ne veut pas perdre ses pilotes privés
Voyages : la Provence en toute nature

CULTURE

Cinéma : la célébration du centenaire avive les conflits entre héritiers, producteurs et Etat
Classique : Gerber et Barenboim en concert

COMMUNICATION

Photos : un gestionnaire à la tête de l'agence Gamma

SERVICES

Carnet

Finances et marchés
Agenda
Météorologie
Mots croisés
Abonnements
Annonces classées
Guide culturel
Radio-Télévision

BOURSE

Cours relevés le jeudi 4 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei -13,35
Hong Kong index 8299,67 +1,07 +1,32

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 0305	Var. en %	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1971,07	+1,77	+4,78
London FT 100	3262,60	+0,44	+6,42
Zurich	1238,26	-0,01	-0,16
Milan MIB 30	1024	-0,09	-0,09
Frankfurt Dax 30	2028,68	-0,36	-3,89
Bruelles	1445,86	+0,77	+4,04
Suisse SIB	1045,61	+0,60	+0,71
Madrid Iboex 35	289,86	+2,05	+1,70
Amsterdam CBS	284,10	+0,35	+2,19

DEMAIN dans « Le Monde »

MARTINE AUBRY, LAURENT FABIUS, RIVAUX DE DEMAIN : lui a presque tout connu de la politique, elle a encore presque tout à apprendre. Il était spectateur d'une campagne qu'elle a animée. L'un et l'autre incarnent les espoirs de rénovation du PS.

Tirage du Monde daté jeudi 4 mai : 572 436 exemplaires

Terres d'Europe



Giant's Causeway

Circulez !

Campagne présidentielle ? Indifférence à l'égard de l'Europe ? Rarement entrée en vigueur d'accords internationaux se sera accompagnée d'une telle discrétion. Et pourtant, en permettant la libre circulation des personnes, entre la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal et les trois Etats du Benelux (pays que rejoindront ultérieurement l'Italie, la Grèce et l'Autriche), les accords de Schengen, étaient porteurs d'une dimension symbolique. Etape vers cette Europe des peuples tant attendue par ceux que n'arrivait pas à exalter une bien prosaïque Europe des marchands, ils auraient même dû susciter un élan, un souffle, voire une contagieuse euphorie. Le touriste, il est vrai, a été l'un des premiers à vivre cette banalisation du passage des frontières à l'intérieur de l'Union. Qu'il soit automobiliste grisé de liberté, après avoir vécu, aux portes de l'Espagne ou de l'Italie, l'épreuve de bouchons alors synonymes de vacances, ou adepte de l'avion, brûlant les contrôles de police en brandissant une simple carte d'identité. Les barrières ainsi levées, reste le dépaysement : autres décors, autres mœurs, autres langues et autres devises... en attendant la monnaie unique. Mais aussi l'excitation de pouvoir sillonner, libre comme l'air, un nouveau pays, une nouvelle appartenance. C'est à ce tour du propriétaire que vous invitent ces « Terres d'Europe ».

De notre envoyée spéciale
VALÉRIE CADET

Lire la suite page 11

Patrick Francès

IRLANDE DU SUD

La terre du poète

Enfant, il y passait ses vacances. Courant la lande, perdu dans la brume, saoulé de légendes et de vent. Adulte, William Butler Yeats chanta dans ses poèmes les paysages de Sligo.

Page III

ALLEMAGNE

Le « Roi-Lune »

Il se serait volontiers pris pour le « Roi-Soleil » ; on le baptisa le « Roi-Lune ». Il admirait Wagner et tout son cinéma. Il aurait bien reconstruit Versailles ; il s'offrit des châteaux de contes de fées pour souverain fantôme, sans cour ni courisans. Il s'appela Louis II, roi de Bavière.

Page IV

ESPAGNE

Le fantôme de Charles Quint

Charles Quint et Valladolid. La mémoire d'un empereur. L'oubli d'une capitale déchue à l'égard d'un prince-vagabond qui, chevauchant l'Europe, en tout sens, se délaissa tout son héritage, des archives rassemblées dans une forteresse et des trésors cachés dans des couvents.

Page VIII

PORTUGAL

Noir et blanc

L'Alentejo : l'au-delà du Tage. Une plaine immense, parfois souriante, parfois inhumaine. Plantée d'oliviers. Peuplée de silhouettes noires se découpant sur les murs blancs. Terre d'extrême solitude où l'on boit du gros rouge sous un ciel désespérément bleu. En attendant la pluie...

Page XIII

AUTRICHE/SLOVÉNIE

La saga des lipizzans

Boules de nerfs et de muscles, les lipizzans n'ont jamais renié le sang andalou qui coule dans leurs veines. Robes blanches, longtemps voués à l'exode, ils ont toujours préféré la parade à la guerre. Récit d'une épopée.

Page XIV

ET AUSSI...

Hongrie : La foire à la brocante de Pécs	V
Saint-Petersbourg : Les pierres de Pierre	V
Madère : Chic atlantique	VI
Helvétie : Eaux suisses	VII
Mahe : L'île blonde	IX
Norvège : Saine nature	X
Spitzberg : L'extrême Europe	XI
Italie : Les lanciers de Toscane	XV
Turquie : Les sentinelles de la soie	XVI

IRLANDE DU NORD

A pas de géants

Il était une fois une terre de légendes.
Malmenée par l'histoire. Obsédée par la paix.

SINGULIÈRE contrée et singulière histoire que celle de cette Irlande du Nord, bien décidée à terminer en beauté un millénaire que d'aucuns pouvaient penser marqué à jamais par la fatalité d'un sombre destin. En dépit des outrages accumulés, en dépit des siècles d'une histoire chaotique, en dépit de vingt-cinq ans de terreurs intercommunautaires, la paix, même fragile et souvent douloureuse, se faufile et s'insinue dans les esprits. Et tandis que d'autres se résignent à un repli synonyme d'exclusion, l'Irlande du Nord convie toutes les bonnes volontés à jouer, au contraire, la carte de l'ouverture. Une mobilisation dans laquelle le tourisme est, bien entendu, appelé à tenir un rôle de premier plan. Un rôle majeur ?

Le pays jouit d'un capital d'autant plus exceptionnel qu'il n'a pas été galvanisé. De quoi couper le souffle aux millions de visiteurs attendus, qu'ils soient amateurs de saumon, de golf ou de chevaux, bons buveurs, poètes ou simples promeneurs. Ceux qui ont une prédilection pour les confins de l'Europe ne pourront s'empêcher d'évoquer le Portugal, même si ce dernier a été quelque peu défiguré par la spéculation immobilière. Outre un patrimoine naturel hors pair, l'Irlande du Nord, tout comme la patrie de Camões, est caressée par des ciels capricieux et des lumières éblouissantes. A croire que ces humeurs célestes expliquent, au sud comme au nord, ce même vague à l'âme, visible au bord des lèvres et des yeux, et qui rend si prompt à la moindre réjouissance.

Plus étonnantes encore, ces politesses que les deux pays cultivent face à l'étranger : cette courtoisie et cette gentillesse, ailleurs en grand déclin et tellement négligées qu'on les croirait honteuses. Avec, même au plus fort de l'épreuve, même avec de pauvres moyens, un point d'honneur à réserver le meilleur accueil à l'hôte de passage. Sans oublier l'ironie coutumière de ces Latins du Nord qui, face à la méfiance extérieure, relevaient parfois qu'il n'existait pas de pays plus sûr au monde, compte tenu de la densité des bastions militaires et des policiers en présence. Un vrai paradis, en quelque sorte, pour les curieux en quête de séjour paisible et de paysages sublimes. Un adjectif qui, dans le cas présent, ne force nullement le trait. Antrim, Down et Armagh (ces deux derniers, berceaux de récits mythiques et hantés par saint Patrick), Fermanagh, Tyrone et Derry (le préfixe « London » ayant, jadis, contribué à l'humiliation des « occupés »), chacun des six comtés offre, en effet, de véritables merveilles.

Antrim, à lui seul, constitue un condensé des beautés naturelles de l'Irlande du Nord. L'Unesco ne s'y est pas

trompée en intégrant dans son patrimoine mondial, en 1987, la Chaussée des Géants (Giant's Causeway). Situé, au nord de l'île, ce stupéfiant phénomène naturel, chanté par les écrivains Walter Scott et William Thackeray, résulte de coulées de basalte volcanique intervenues au cours de l'ère tertiaire. Une période caractérisée par de fortes convulsions telluriques, notamment en Islande, au Groenland, dans le nord-est de l'Irlande et l'ouest de l'Ecosse. Avec la formation de vastes plateaux continus, d'une île à l'autre, plateaux qui seront plus tard morcelés et submergés. Ne subsisteront alors

levées, reste le dépaysement : autres décors, autres mœurs, autres langues et autres devises... en attendant la monnaie unique. Mais aussi l'excitation de pouvoir sillonner, libre comme l'air, un nouveau pays, une nouvelle appartenance. C'est à ce tour du propriétaire que vous invitent ces « Terres d'Europe ».

Deux croisières exceptionnelles vers le Nord

Croisières tout en français rien qu'en français à bord du Dalmacija, très beau paquebot classique affrété par SCANDITOURS, croisiériste et premier spécialiste des Pays Nordiques. Brochures dans votre Agence de Voyages ou à la Maison de la Scandinavie (t) 45 61 74 50. 140, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris.

-20%

La croisière des Grands Fjords.

Du 6 au 12 juin, la meilleure période vous diront les amoureux des Fjords. La lumière est superbe et s'étend pendant presque toute la nuit.

-15%

Les splendeurs des Capitales Baltiques.

Du 27 juillet au 5 août. Copenhague, Bornholm, Gdansk, Saint-Petersbourg (2 jours), Tallinn, Stockholm... Un voyage extraordinaire à travers l'histoire et la beauté.

SCANDITOURS

SANS DETOUR

CONCEPTION ET COORDINATION :
Patrick Francès et Florence Evlin,
avec Danielle Tramiard

RÉALISATION :
Jean-Jacques Larrochelle

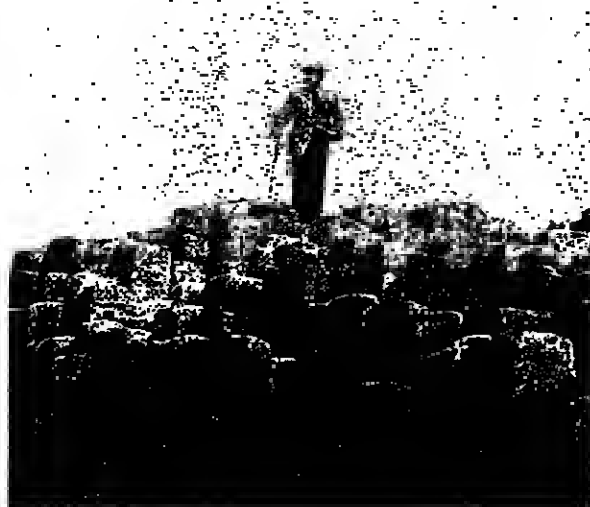
ICONOGRAPHIE :
Sophie Malexis

CARTOGRAPHIE
Infographie Le Monde

CHEF DE PUBLICITÉ :
Stéphane Moulié-Berteaux

A pas

de l'ancien pont de lave que quelques débris, dont l'île de Rathlin. Dans l'ignorance de ces subtilités géologiques, les voyageurs du XVIII^e siècle, lorsqu'ils découvrirent, au cœur d'une nature sauvage, ce mûle de quelque 37 000 blocs parfaitement emboîtés en colonnes polygonales aux prismes réguliers, s'en firent volontiers à la rumeur poétique. Rumeur qui, au fil des ans, connut de multiples variantes. Ainsi, à en croire la légende, le géant Finn MacCool, chef des armées du roi d'Irlande, se languissait d'une belle géante établie



Caressée par des ciels capricieux et des lumières éblouissantes

sur l'île de Staffa, dans les Hébrides. Il décida donc de cambrer la distance qui les séparait en y déroulant la fameuse Chaussée. On raconte également que, lors de son affrontement avec le géant écossais Fingal, il eut recours à un subterfuge en se cachant dans un immense berceau. Dépit, son adversaire tourna les talons, ce dont profita Fingal pour lui jeter une immense motte de terre. Ainsi naquirent l'île de Man et le lough Neagh. De Blackrock à Hamilton's Seat,

se succèdent, sur une dizaine de kilomètres, des configurations singulières aux noms évocateurs : « le Oas du chameau », « la Chaise parte-banheur », « l'Orgue des géants », « la Harpe », « l'Amphithéâtre », « l'Echine de cheval », « le Roi et ses nobles », « le Rayon de miel », « le Saut des amoureux », etc. De quel donner libre cours à son imagination, sans compter les histoires fabuleuses liées au naufrage, en 1588, de la *Gerania*, frégate espagnole qui appartenait à l'Invincible Armada - dont on peut admirer le trésor à l'Ulster Museum de Belfast -, et celles entourant les vestiges du château de Dunseverick. Détruit en 1642 par les armées de Cromwell, ce dernier fut le cadre d'une des plus anciennes histoires d'amour d'Irlande. Romance où se mêlent tous les ingrédients requis : trahison, assassinat et suicide.

Entre la Causeway Coast et Bushmills, les ruines de Dunluce Castle, agrippées à un sombre rocher, surplombent la mer d'une trentaine de mètres. Un cadre également propice à une rêverie gothique que l'on peut prolonger dans le décor époustouflant des grottes d'Antrim, neuf vallées riches en rivières et en cascades, tapissées d'une flore luxuriante et sauvage. La guirlande des grottes - Glenties, Glenties, Glenties, Glenties, Glenties, Glenties, Glenties, Glenties - se déroule de Ballycastle, station de villégiature idéale, au petit port de Larne, fier de son

de géants

doter vieux de quatre mille ans. Entre ces deux lieux s'est inventée une des meilleures parts de la littérature orale de l'Irlande du Nord, précieusement transmise et pétrie de fantaisie. Des histoires de luttes farcieuses et de fées bataillantes. Une succession de hauts faits et de mystères insondables dont chaque village du littoral se fait l'écho. Joyau incontesté du patrimoine local, la côte d'Antrim permet également de découvrir un cortège de curiosités : les chutes d'eau de Glenties, centre d'un des festivals les plus animés de l'île ; les chaumières camouflées de Cushendun, décor de la célèbre série télévisée *Le Prisonnier* ; la tour rouge de Cushendall, lieu prisé des écrivains et des poètes ; le ravissant pont de pierre de Camlough, qui doit également sa notoriété à un ancien relais de poste d'antiquité. Winston Churchill devait hériter ; le site historique de Glenties ; le fort des brigands et le château hanté de Ballygalley. Au total, une centaine de kilomètres dignes du précieux répertoire d'une île qui, désormais, entend se donner en spectacle. Au meilleur sens du terme.

De notre envoyée spéciale VALÉRIE CADET

« Santé ! »

En Irlande comme en France, à Bushmills comme à Saint-Emilion, on sait bien que spiritueux et spirituel ont d'autres acointances que linguistiques. Les missionnaires irlandais, qui, dès le V^e siècle, parcouraient les routes d'Europe et du Proche-Orient pour y répandre avec ferveur les préceptes chrétiens, devaient, succomber, dans un même élan, à l'art de la distillation. Encore utilisé aujourd'hui, l'alambic à la base en forme de bulbe qu'ils ont rapporté sur leurs terres est en tout point semblable, comme le montre le traité de l'alchimiste Zosime publié au II^e siècle, à celui dont les Égyptiens se servaient depuis plus de trois mille ans. Mais, aux subtilités des parfums et des fards, les bons moines préférèrent extraire de cet instrument magique l'*aqua beata* (eau-de-vie), dont les effets étonnants allaient aussitôt ravir tout entier. Jusqu'au palais de Pierre le Grand, tsar de toutes les Russies, qui n'hésita pas à proclamer que « de tous les vins, l'alcool irlandais est le meilleur ». Lorsque les Normands, soldats d'Henri II d'Angleterre, envahissent l'île une première fois, en 1170, ils se délectent de ce breuvage de feu et en lèvent leur butin de guerre. Mais son appellation, *Uisce Beatha* (en gaélique) leur reste en travers de la gorge. *Uisce* devient très vite *Fuisc*, puis *Whiskey*. L'« e » se noiera en traversant les mers. Les Irlandais revendiquent d'autres différences entre le whiskey et ses descendances ; notamment aux divers stades de sa fabrication : maltage, brassage, fermentation, distillation, vieillissement, assemblage et contrôle des qualités. Ainsi l'irish whiskey se distingue-t-il du scotch par son absence totale de goût fumé, l'orge maltée n'étant pas séchée aux feux de tourbe, comme en Écosse, mais dans des fours fermés. Autre particularité, estimée déterminante pour la pureté du *paloo*, les anges bénéficient, en Irlande, d'une plus grande part, le whiskey y subsistant non pas deux,

mais trois distillations. Au XVIII^e siècle, on comptait sur l'île quelque deux mille distilleries, la plupart clandestines et échappant de ce fait à l'impôt. Lorsque la législation intervint, elle sera assortie de règles très strictes et bien peu de maisons survivrèrent. Parmi ces dernières, Jameson et Power, fondées à Dublin en 1780 et 1791, et dont les distilleries seront, plus tard, regroupées à Middleton (comté de Cork) avec celles de Paddy et Tullamore Dew, avant de fusionner, en 1966, et d'être rassemblées avec Old Bushmills sous le label Irish Distiller. Unique en Irlande du Nord, située à deux pouces de la Chaussée des Géants, Old Bushmills est la toute première maison à avoir reçu, en 1608, l'autorisation royale de distiller. En fait, elle est considérée comme la plus ancienne distillerie au monde, son activité remontant à la fin du XIII^e siècle. Ses whiskeys sont élaborés à partir des meilleures orges irlandaises. Quant à l'eau, très pure, elle provient de « Rill Saint Columba », un ruisseau né dans un sol tourbeux et qui s'écoule sur une roche basaltique. Old Bushmills distille trois whiskeys : Black Bush, un blend à forte proportion de malt, à la saveur lourde et fruitée d'arômes boisés, auquel un long séjour en fûts de chêne ayant contenu du xeres confère une couleur chaude ; Bushmills Malt, l'unique *single malt* de toute l'Irlande, à la saveur fleurie et d'une grande finesse, vieillit dix ans en fûts de chêne ; enfin, un *ectar* blond, le Bushmills Original, blend à l'arôme fin et léger. Le whiskey (allongé d'un peu d'eau pour épanouir ses parfums) se dégustant en bonne compagnie, une des premières choses que l'on apprend sur place est la façon de porter un toast : « *Slaime* ! » (prononcer Siome-cho), pour « Santé ! ». Avec un peu de persévérance, on pourra y ajouter quelques limericks, ces savoureux petits poèmes piqués d'un brin de grivoiserie.

Val. C.

« L'un pensait en mots ; l'autre en couleurs »

Charmante vieille dame au rire communicatif, Anne Yeats, la fille du poète, nous a reçu dans sa maison des environs de Dublin. Elle évoque le souvenir de deux grands hommes qui ont marqué l'Irlande : son père et son oncle. « Je suis née dans une famille d'artistes : mon grand-père, John Butler Yeats, était un portraitiste, mon oncle, Jack Butler Yeats, un paysagiste et mon père, William Butler Yeats, un poète. J'ai connu mon père pendant les dernières années de sa vie. Enfants, mon frère et moi, nous le voyions au moment des repas. Mère nous disait : « Aller parler à votre père » - on n'entra pas dans son bureau sans y être invité. Puis nous avons été pensionnaires, aussi mes souvenirs sont-ils postérieurs aux années 30. » Le travail était son état naturel. Il travaillait constamment sauf quand il était malade ou convalescent. On savait quand il était en train de composer un geste de sa main qui ondait doucement, d'avant en arrière, au rythme des vers qui se pressaient dans son esprit. Parfois, il murmurait les mots à voix basse. S'il était dans un autobus, les gens pensaient : « Oh, Yeats est malade, il gémit ! », et ils lui offraient leur place près de la porte. J'ai appris à écouter car Père était un brillant causeur. On avait l'impression qu'il pensait à voix haute et, quand il était excité, il se penchait en avant, sur le bord de sa chaise, et agitait les bras. Je revais encore, à ma première visite à Sligo, Lady Gregory (une amie du poète qui fonda, avec lui, l'Abbey Theatre) assise sur le sable, à Rosses Point. Elle ressemblait, dans ses habits noirs, à un noir triangle. Nous avions l'habitude de nous baigner et de nager à Rosses Point. Nous descendions à l'hôtel car les Pollefen n'étaient plus de ce monde.

1871, il mourra en 1957). Quand je commençai à peindre, il me témoigna de l'intérêt, me considérant alors comme une nièce qui peignait plutôt que comme la fille de son frère. C'était un homme discret, voire secret, alors que père était un homme public. On n'allait pas chez oncle Jack à l'improvise. Il écrivait : « Anne, viens prendre le thé jeudi. » Et je lui répondais : « Oui, je serai ravie de prendre le thé avec vous jeudi, oncle Jack. » Quand il avait fini un tableau, il le mettait de côté pendant six mois. Puis il le regardait et décidait s'il était fini. Je crois que c'était pour laisser à sa peinture, qui était assez épaisse, le temps de sécher. Et aussi parce que, lorsqu'on a mis un tableau de côté un certain temps, quand on le regarde à nouveau on le voit, pendant une fraction de seconde, comme l'œuvre d'un autre, et on peut dire s'il est bon ou non. C'est d'ailleurs ainsi que je procède. » Il notait sur un cahier la liste de ses tableaux. Quand il considérait que l'un d'eux était fini, il dessinait à côté, généralement à la craie bleue, une mouette. Ce qui signifiait que le tableau pouvait voler de ses propres ailes. » Père était un écrivain et pensait en mots. Jack était un peintre et pensait en couleurs. En Irlande, nous n'avons pas d'ombres



W. B. Yeats

tranchées, comme dans d'autres pays. La lumière est très délicate, et cela influence, je crois, notre façon de penser. A Sligo, où Père a grandi, l'air est imprégné de mélancolie, de spiritualité. A Londres, père se sentait en exil, il tendait vers Sligo de tout son être. Aussi, pour découvrir Yeats, je dois : Allez à Sligo. C'est là qu'il est enraciné. »

Propos recueillis par Danielle Tramard

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Une carte d'identité ou un passeport valide suffisent. Les animaux étant persona non grata, ils resteront chez vous ou seront placés... au quarantaine. Il en va de même des armes, strictement prohibées. Savoir si on vient d'Irlande du Sud, que la livre irlandaise n'est pas acceptée dans le Nord où la monnaie officielle est la livre sterling (1£ = 8,50 F environ). Penser aux chiens changeants et s'équiper en conséquence. Mai et juin sont les mois les plus ensoleillés, avec un mercure oscillant entre 16 et 18 degrés.

S'Y RENDRE. Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58) propose, d'avril à septembre, un vol direct pour Belfast, à partir de 950 F A/R. Liaisons quotidiennes, via Londres, pour environ 1 500 F, avec British Airways (47-78-14-14) et British Midland (46-62-55-65). Barnett voyages (48-01-87-77) et Sealink voyages (44-54-40-40) proposent de multiples formules, dont des circuits, accompagnés ou non, avec une voiture de location. Avirlane (49-24-04-66) programme un circuit de 8 jours, « A la découverte des deux Irlandes », pour 7 900 F par personne en chambre double sur la base de 20 participants minimum.

FAIRE LA FÊTE. Les occasions ne manquent pas : la Fête du cheval à Ballydare, dans la comté d'Antrim, la 23 mai ; le Festival international de Jazz & Blues à London-Derry, les 25-29 mai ; le tournoi de golf amateur Black Bush, à Causeway Coast, les 5-9 juin ; le festival de musique folk, à Belfast, les 17-24 juin ; le « Feis na nGlam », un concours de danses, de poésie, de musique et de sports traditionnels, à Glenariff, les 23-25 juin ; la « Lughnasa Fair », une fête médiévale à Carrickfergus Castle, le 29 juillet ; la Foire d'antiquités de Newcastle, les 26-28 août.

LIRE ET CONSULTER. *Irlande, l'île de routes* de Claude Vautrin et Alain Woddy (Anako) ; *Irlande, les latins du Nord*, sous la direction de Michel Silhan (Autrement, série « Mondes » n° 23). Le Guide du routard (Hachette) et le nouveau et raffiné guide Gallimard *Irlande*.

SE RENSEIGNER. A l'Office du tourisme d'Irlande du Nord : 3, rue de Pontoise, 78100 Saint-Germain-en-Laye, 3615 Nord Irlande, tél. : (1) 39-21-93-80.

ARTS ET VIE

1^{re} association culturelle de voyages à l'étranger agrément ministériel tourisme n° 74065

1955-1995

périple exceptionnels quarantième anniversaire brochure été gratuite sur simple demande

Arts et Vie - Tél. 16 (1) 40 43 20 21
39, rue des Favorites, 75738 Paris cedex 15. Minitel 3614 AREVIE

M. _____ N° _____

Rue _____

Ville _____ Code postal _____

Souhaite recevoir la brochure Été-Automne 95 ☐

Printemps 95 valable jusqu'en juin ☐ Toussaint 95 (parution en mai) ☐



CARNET DE ROUTE

Y ALLER. Grâce aux cinq vols quotidiens Paris-Dublin d'Aer Lingus : (1) 47-42-32-50 à partir de 1 590 F A/R, avec correspondance quotidienne vers Sligo (ajouter 400 F) et eu vol quotidien d'Air Inter : (1) 45-46-90-00) au même tarif. De préférence en avril, mai, septembre ou octobre, pour goûter le charme d'un ciel fantasmagique. En ayant recours, notamment, aux forfaits proposés par Accueil d'Irlande, Avirlane, Bennett Voyages, Brittany Ferries, Irish Ferries et les Hôtels Forte.

RÉSIDER. Dans les châteaux des familles anglo-irlandaises, autour de Sligo : Coopershill (tél. : 71-65108), Temple House (71-83329) ou Marlboro Castle (71-67800). La chambre double avec un délicieux petit déjeuner irlandais (pain fait à la maison) y coûte environ 400 F. Excellent pourriture, à base de produits frais locaux. Autre bonne adresse : Cromlech Lodge (71-65155), dont la table est réputée. Déjeuner au Hargadon's Food Bar, un véritable pub victorien situé à Sligo.

S'ENCHANTER. D'un séjour au Shelbourne (1-676-6471), l'hôtel historique de la capitale, sur St Stephen Green, à deux pas des musées et de Taylor Galleries (34, Kildare Street) où Anne Yeats expose ses tableaux. Du jeu des échecs, à l'Abbey Theatre. De la convivialité des pubs (le portier du Shelbourne vous indiquera le chemin de O'Donoghue's, tout proche).

CONTEMPLER. A Sligo, les tableaux de Jack Yeats, à la galerie d'art du comté (Stephen Street, de mars à octobre). A Dublin, à la National Gallery, à l'Irish Museum of Modern Art et à la Hugh Lane Municipal Art Gallery. Les tableaux de John Butler Yeats sont exposés à la National Gallery et dans le foyer de l'Abbey Theatre.

COMPLÉTER. Le circuit sur les pas de Yeats, par une visite à Theodor Ballylee, la tour qu'acheta Yeats, près de Gort, dans le comté Galway (de Pâques à septembre).

DÉBUTER. Du 5 au 19 août, à l'université d'été de la Yeats International Society, à Sligo. Renseignements au 353-71-42693.

DÉCOUVRIR. A Paris, de mars à août 1996, « l'imaginaire irlandais », un festival de culture irlandaise contemporaine. A cette occasion, l'Abbey Theatre sera au théâtre de l'Odéon du 22 mai au 2 juin.

LIRE. Deux indispensables : *Sligo, Land of Yeats's Desire*, de John Cowell (O'Brien Press, Dublin) et *The Poems, W. B. Yeats*, édité par Daniel Albright (Everyman 1994), ouvrages disponibles chez Keohanes, librairie à Sligo. Choix de poèmes traduits en français par Yves Bonnefoy (Poésie Gallimard) et André Pieyre de Mandiargues (Fata Morgana). Au Mérou de France, autobiographie de Yeats et, en anglais, W. B. Yeats, *A New Biography*, de A. Norman Jeffares (Hutchinson, London, 1988). Une étude sur la famille, *The Prodigal Father: the Life of John Butler Yeats (1839-1922)*, de William M. Murphy (Cornell University Press, Ithaca and London, 1978). Notons encore un cahier de l'Herne consacré à Yeats et dirigé par Jacqueline Genet (1981). A la National Gallery : Jack B. Yeats, une monographie de Brian P. Kennedy, ainsi que les études de Hilary Pyle, conservateur, spécialiste des Yeats et expert d'art reconnu. Des guides : *Bleu* (Hachette), *Gallimard*, *Arthaud*, *Bard* ou *Petit Futé* (attention aux coquilles...). Un essai stimulant : *Les Irlandais*, de Sean O'Faolain (Coop Breizh). *Spécifiques : Literary tour of Ireland*, d'Elizabeth Healy's (Wolfhound Press, Dublin 1995) et *A Literary Guide to Dublin*, de Vivian Igoe (Matthew, London 1994).

S'INFORMER. auprès de l'Office du tourisme irlandais (33, rue de Miromenil, 75008 Paris, (1) 47-42-32-55). Sur place : North West Tourism, Temple Street, Sligo (tél. : 71-61201) et Dublin Tourism, 14, Upper O'Connell Street, Dublin.



Moutons noirs et étang à Wicklow. (Yeats Project 65/66)

IRLANDE

La terre du poète

Le ciel pleure. Le ciel rit.
Yeats rime. Son frère peint. C'est Sligo

petite maison oubliée posée / Sur une pelouse battue par la tempête. Qui lui rendra la vie ? Qui, désormais, « brodera ses planchers » ?

« Paysage intolérable dans sa mélancolie, sa magie, son pouvoir de suggérer »

Harbour. Son frère, le poète, l'acheta et, depuis, elle est toujours restée dans la famille.

Jack peignait souvent d'une fenêtre ronde pareille à celles de la tour de guet de Rosses Point. En 1879 (il avait huit ans), il ne rentra pas à Londres avec sa famille : il s'installa chez ses grands-parents, fréquenta l'école locale et, surtout, fit provision d'images : Jack, « l'homme qui peignait avec une rose (symbole de l'Irlande) sur son cheval », dit un jour : « Depuis le début de ma vie de peintre, chacune des toiles que j'ai faites porte en elle une évocation de Sligo. »

Au milieu de l'estuaire de Rosses Point, deux îles : Oyster, vallonnée et moelleuse, avec un phare et quelques maisons, et Coney, la plus grande. Le capitaine de l'Arctique, un bateau de Sligo cinglant vers l'Amérique, donna son nom à l'île qui fait face à Manhattan. Pour se repérer, les navigateurs ont trois amers : la tour de guet de Rosses Point, le *Metel Man*, l'homme de métal, au milieu des eaux, le doigt pointé vers le bon chenal, et le phare d'Oyster. A l'horizon, l'Atlantique.

La rivière Ballisodare a donné son nom au second bras de mer, dans lequel elle se jette. Lissadell, la demeure des Gore-Booth est sur la rive du troisième. Cette famille est la quintessence de l'aristocratie anglo-irlandaise. Le poète y sera reçu, dédiant aux deux sœurs, Eva et Constance (cette dernière, devenue comtesse Markievicz, fut la première femme élue à la Chambre des communes de Westminster), un recueil de poèmes où il évoque « deux jeunes filles en kimono de soie, / Également belles, l'une une gazelle. »

Comme le rappelle Aengus

Cantwell, président de l'International Yeats Society, à Sligo, « l'Eglise d'Irlande, Trinity College et la loyauté à la reine étaient trois symboles très forts dans sa famille. Yeats adorait donner l'impression qu'il était l'un de ces Anglo-Irlandais ». C'est sans doute pourquoi il acheta Thoor Ballylee, une tour normande sur une île, dans le comté de Galway.

Hazel Wood se cache dans les bois de Lough Gill. Cette belle maison palladienne fut dessinée par Richard Cassells, l'architecte à qui l'on doit Leinster House, le Parlement irlandais, à Dublin. Aujourd'hui la maison appartient à une firme coréenne et se voit flanquée d'une usine.

Rien de tel à Lough Gill. « Jour et nuit, j'entends l'eau du lac clapoter à petit bruit près de la rive », Yeats composa ces vers à Londres, après avoir entendu l'eau tinter dans une fontaine. Le Lough Gill est un lac noir, paisible et mystérieux, où « les héros battent des ailes, éveillant les rats d'eau assoupis ». Des ruisselets s'y écoulent. Un nuage rose vogue au-dessus des sapins. Ponctuant la pente, la masse sombre d'un îlot minuscule.

S'agissant de sa sépulture, William Butler Yeats n'avait rien laissé au hasard. Il avait prévu le lieu : « sous la tête nue de Ben Bulbin » et l'épigraphie, lapidaire : « Jette un

regard froid sur la vie, sur la mort. Cavalier, passe ! » Le poète, mort en 1939 à Roquebrune, en France, repose depuis 1948 dans la partie protestante du petit cimetière de Drumcliff, à quelques kilomètres de Sligo. Sa tombe est très simple. « Pas de marbre, pas de phrases toutes faites, du calcaire. » Entre les croix, les maisons, l'église près de lui, sa femme, George Hyde-Lees. Un rayon de soleil rapide et froid éclaire les pentes vertes de Ben Bulbin.

Le vent agite les flaques d'eau comme il remuait l'eau du lac. L'air vif rougit les doigts. Dans les arbres, la chanson légère du vent. Le ciel s'assombrit, la pluie crépite. Jusqu'à la prochaine éclaircie. Terre simple, coupée de haies vives, où des hommes pas compliqués habitent de vaillantes maisons blanches.

Il ne faut pas se laisser abuser par cette apparente simplicité. Pour Aengus Cantwell, « les Irlandais sont amoureux du mystère qui nous absorbe en lui. Quand nous contemplons un paysage fascinant, note-t-il, nous apprécions sa beauté, mais nous sommes davantage attirés par son mystère qui évoque une présence. » Cette présence, ce sont les fées, « création et dimension principale de l'imagination celtique ».

« La spiritualité est magie, mys-

tique et musique. Elle possède un pouvoir incantatoire qui attire irrésistiblement », poursuit Aengus Cantwell, chant quatre vers de Yeats : « But he heard, high up in the air / A piper piping away, / And never was piping so sad, / And never was piping so gay » (*The Host of the Air*). Que l'on pourrait traduire : « Il entendit, s'éloignant dans l'azur, le chant d'une cornemuse. Et jamais l'on n'entendit chant aussi triste, et jamais l'on n'entendit chant aussi gai. »

Tristesse, gaieté. Deux caractéristiques de la psyché irlandaise. La première, selon Aengus Cantwell, « résultat de notre passé colonial », la seconde, « triomphe de l'esprit sur la tragédie ». L'écrit souriant conclut : « Ce paysage qui hanta Yeats toute sa vie fut le leitmotiv de son génie. Paysage intolérable dans sa mélancolie, sa magie, son pouvoir de suggérer. »

C'est d'en haut que l'on comprend le mieux Sligo, mariage étonnant de la terre et de l'eau. Contemplant, pour les emporter dans sa mémoire, Rosses Point et les trois bras de mer, Lissadell dans le lointain, le tumulte de la reine Maeve et, courbé dans l'azur, un arc coloré. Car il n'est pas, au pays des pluies et des brumes, de journée sans arc-en-ciel.

De notre envoyée spéciale DANIELLE TRAMARD

LES TERRES DU TRUST

Un phare perdu sur la côte de Northumbria, un jardin tricentenaire en Cornouailles, un château sur l'île de Lundy ou, tout simplement, une chaumière parmi 220 autres. Autant de propositions contenues dans la brochure « locations d'été » du National Trust, le plus grand propriétaire terrien de Grande-Bretagne. Fondé en 1875, dans le but de protéger les paysages et bâtiments historiques de ce pays, il possède environ 300 demeures historiques, 120 jardins, 50 villages et hameaux, des fermes, des forêts, des moulins, de vieilles usines et plus de 700 km² de littoral. Office du tourisme de Grande-Bretagne (t) 44-51-56-20.

LA SUÈDE À PETIT BUDGET

Un réseau de 280 auberges de jeunesse, gérées par le Touring Club de Suède, quadrille le pays. Chambres à deux, à quatre, ou « familiales », installations culinaires, et vrai confort y sont proposés pour moins de 100 F par personne et par nuit. Pas de limite d'âge. Liste disponible à l'office suédois du tourisme (t) 42-72-58-77. On peut aussi voyager à moindre coût, en car (service express de la compagnie Swebus) ou par le train. Les chemins de fer suédois circulent dans toutes les régions, et des réductions de 50 % sont accordées sur de nombreux trains.

AVION ET HÔTEL

D'un coup d'aile et à moindre coût, s'envoler de Paris et de province pour visiter la grande Europe. En week-end, les hommes d'affaires désertent les avions. Pour remplir les cabines, les compagnies aériennes cassent les prix, puis s'associent avec des voyageurs, lesquels commercialisent des forfaits « avion-hôtel ». Notamment : Autrement l'Europe, Donatello, Euro Pauli, Frami Week-ends, Jet Tours Europe, Kuoni Europe, Nouvelles Frontières, Republic Tours, Visit Europe, etc. S'y ajoutent les formules programmées par les spécialistes. Liste complète dans les offices de tourisme des pays concernés.

ROUE LIBRE EN FINLANDE

En quinze jours, et en roue libre, c'est-à-dire au volant d'un motorhome de location, on peut faire le tour de la Finlande. Parcourir la région des lacs, visiter la Carélie et grimper jusqu'en Laponie. On s'arrête dans les bois, au bord d'un lac ou dans les innombrables campings aménagés en pleine nature. Des forfaits « avion-motorhome » sont proposés par Alantours (t) 42-96-59-78. Compter 6 775 F par personne.

ROUTE

Les routes de l'Irlande sont très sinueuses et les distances sont souvent fausses. Les cartes de l'Irlande sont très précises et les distances sont souvent fausses. Les cartes de l'Irlande sont très précises et les distances sont souvent fausses.



Voyageurs, avant de partir, suivez les conseils avisés de notre guide comparatif.

Amman: 3030 F
Amsterdam: 940 F
Istanbul: 1705 F
Le Caire: 1980 F
Lisbonne: 1150 F
Londres: 665 F
Moscou: 2150 F
Prague: 1765 F
Rome: 940 F
Séville: 1600 F
Stockholm: 1710 F
Vienne: 1590 F

Voix A/R départ Paris. Prix à partir de

53 rue Sainte-Anne 75002 Paris Tél. 42 86 17 20

Un avion peut en cacher un autre... En 128 pages, nous avons comparé 180 vols et séjours, 28 compagnies, 80 destinations et sélectionné pour vous les meilleurs prix. Pour ne pas jouer les pigeons voyageurs, demandez cette brochure gratuite.

Je désire recevoir la brochure comparative Voyageurs du Monde

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Lic. A1326 - ARTBREAKERS

ALLEMAGNE

Le « Roi-Lune »

Il aimait Wagner, Louis XIV et les châteaux

Un demi-million de visiteurs à Herrenchiemsee, autant à Linderhof, trois fois plus à Neuschwanstein. Les trois châteaux de Louis II de Bavière (on s'apprête à fêter, le 25 août, le cent-cinquantième de sa naissance) n'en finissent pas d'attirer des foules dévotées. L'été, elles pléminent, des heures durant, devant ces sanctuaires élevés par celui que les Français connaissent sous le nom de « roi fou » mais que les Allemands préfèrent saluer du titre de « roi de conte de fées » (*der Märchenkönig*). Si ce dernier endossait volontiers la dérogue des héros de Wagner — Lohengrin ou Parsifal —, l'un de ses modèles les plus constants fut un souverain bien réel, et français de surcroît : Louis XIV.

Un souverain fantôme, sans cour ni courtisans, sans ministres ni pouvoir, sans fêtes ni musique

Herrenchiemsee, la dernière de ses demeures, commencée en 1878, est une copie de Versailles. Seul le corps central est à peu près achevé. Elle s'élève sur une île, au milieu d'un lac, le Chiemsee, la « mer » bavaroise. Son seul voisin est un monastère devenu aujourd'hui un hôtel. Comme à Versailles, sa terrasse donne sur un bassin peuplé de dieux et de déesses. Mais à travers une trouée d'arbres, au-delà du miroitement du lac, on aperçoit la cime des Alpes bavaroises. Vu de l'extérieur, le bâtiment a le charme exotique de la pagode de Chenteloup, sur les bords de la Loire.

A l'intérieur, on n'est plus chez Louis XIV, mais au royaume du kitsch. En dépit d'un escalier des Ambassadeurs plus vrai que l'original (d'ailleurs détruit), d'une galerie des Glaces (20 mètres de plus que son homologue français), d'un salon de la Paix et d'un salon de la Guerre, on se souvient, ici, que le mot kitsch est né à Munich, quelques années auparavant, vers 1860. L'expression viendrait de *Kitschen*, bâcler ou faire de nouveaux meubles avec des vieux (Abraham Moles, *Psychologie du kitsch*, ou *L'Art du bonheur*, Mame, 1971). Les deux acceptions sont de mise dans ce château où le roi de Bavière tenta de remettre en forme des idées vieilles de deux siècles. Sans doute le splendide de la royauté éboulée est-elle là, avec ses ors et ses porcelaines, sa prodigalité et son luxe. Mais ici, l'ineffable des artisans, mise au service du débordement et de la frénésie, aboutit à des œuvres vidées de sens. Peut-on, en effet, se coucher sur ces lits rugueux à force de broderies ?

Écrire sur ces bureaux de parade, hérissés de bois dorés ? On sait bien que ces commodes, harnachées de ferrures clinquantes, ne renferment jamais que du vide. Une profusion glacée qui hésite entre le touchant et le ridicule. D'autant que les statues sont en plâtre et que la moitié du bâtiment n'est qu'esquissée : certains escaliers sont à peine ébauchés et les murs montrent leurs parements de briques crues. On est bien là dans un décor, mais un décor dressé pour une seule personne : celle d'un souverain fantôme, sans cour ni courtisans, sans ministres ni pouvoir, sans fêtes ni musiques. Un souverain qui, d'ailleurs, ne passa pas plus de huit jours à Herrenchiemsee.

Linderhof, la plus modeste de ces demeures, est la seule à être achevée, la seule à avoir été habitée avec constance. Elle a été construite à partir de 1874, dans la vallée de l'Ammer, au cœur des Alpes bavaroises. L'environnement naturel a été choisi avec un goût sûr. Le bâtiment lui-même est une bonbonnière sortie tout droit d'une lecture hâtive des frères Goncourt, un gâteau Louis XV trop riche. Les pièces sont étouffantes de meubles contournés, de dorures ruisselantes, de bibelots biscomus, de portraits de maîtresses ou de ministres du Bien-Aimé. La cuisine, en revanche, est dotée de tout le confort moderne, y compris d'une table escamotable qui communique avec la salle à manger royale où Louis II dînait seul, sans témoins ni domestiques pour le servir. Le parc, mi-français, mi-anglais, est magnifique avec ses charmilles taillées et ses escaliers d'eau. Il est semé de fabriques : un pavillon mauresque acheté en kit à Paris, la cabane de la Wal-kyré avec son arbre qui pousse à travers le toit et surtout la grotte de Lohengrin avec stalactites, lac intérieur et nacelle en forme de cygne, sans oublier l'éclairage électrique fourni par la maison Siemens (déjà) et le chauffage par air pulsé.

Le château de Neuschwanstein, le plus connu des châteaux de Louis II, le premier à avoir été mis en chantier (en 1869), est aussi le plus réussi. Normal, par conséquent, qu'il soit également le plus couru. Sans doute parce que les décorateurs de Disney ont trouvé là le modèle qui a inspiré le donjon du Magic Kingdom. Mais aussi à cause de son décor grandiloquent, au pied des montagnes. Une vraie forteresse néo-romane à qui ne manque que son donjon pour être complète et qui rappelle Pierrefonds ou le Haut-Koenigsbourg. Elle a été dessinée par Maurice Schwein, un illustrateur à la Gustave Doré plutôt qu'un architecte. Les pièces sont décorées de toiles peintes retranscrivant les légendes de la vieille Germanie remises au goût du jour par le romantisme allemand. La salle du trône, octogonale, avec son sol de mosaïque et ses colonnes de porphyre, est une incontestable réussite. La fausse grotte, qui sépare le cabinet de travail du grand salon, est une trouvaille. Quant à la chambre à

coucher, cascade néogothique, elle aurait peut-être ému Victor Hugo. Une chose est sûre, c'est dans ce décor ocoémediéval que s'est jouée la tragi-comédie de la déposition du roi, le 10 juin 1886. Le surlendemain, il est interné au château de Berg, au sud de Munich. Le soir du 13 juin, on le retrouve dans le lac de Starnberg, flottant entre deux eaux, noyé, comme Ophélie, à quelques mètres du rivage, non loin du corps de son médecin. Vraiment



blement étranglé. Après avoir été montré du doigt par ses sujets, Louis II, le « Roi-Lune » comme on l'appelle encore en Allemagne — par opposition au Roi-Soleil ? —, suscite aujourd'hui une bienveillance qui n'en finit pas de s'étendre. On ne compte plus les associations qui lui sont dédiées. Certaines, nostalgiques de la monarchie, mais la plupart véritables clubs d'émules d'Agatha Christie continuant, inlassablement, à tenter d'élucider le mystère de ses derniers instants. S'agit-il d'un suicide ? D'un assassinat ? D'une évasion manquée ? D'un banal accident ? Chacun avance son hypothèse, appuyée sur des éléments « irréfutables » : les déclarations post-mortem d'un vieux pêcheur, la disparition de sa redingote, voire des supputations sur ses talents de nageur. Cette agitation benigne augmente à chaque anniversaire, occasion de rassemblements sur les bords du lac de Starnberg, à côté de la croix plantée dans l'eau, face à la chapelle votive en forme de pigeonier byzantino-roman.

La mort de Louis II l'a empêché

d'achever son œuvre. Il projetait en effet d'élever un castel gothique à Falkenstein, près de Neuschwanstein, ainsi qu'un palais byzantin et une suite de constructions chinoises, dans la vallée de l'Ammer. Autant d'édifices destinés à être plus que de simples « folles » architecturales : une consolation à l'impuissance politique d'un souverain doot les dérisoires pulsions absolutistes étaleot bornées par une Constitution parlementaire et limitées par la Prusse du chancelier Bismarck. Le roitelet bavarois, dans son désir immature de grandeur, devait ainsi se fixer sur l'exemple du Roi-Soleil, et chercher, toute sa vie, à réaliser ce dernier image fantasmatique. De Linderhof, faux Trianon, à Herrenchiemsee, fac-similé de Versailles. Il trouva aussi des modèles dans l'histoire du Saint Empire romain germanique revisité par les ondes d'un post-romantisme wagnérien.

Louis II était-il pour autant un des « rois secoués par la folie » chantés par Apollinaire ? A soo crédit, le solide réalisme doot il fit preuve lors de la difficile élaboration de l'empire allemand. De plus, la reconstruction du château de Pierrefonds, pour Napoléon III, ou la « rénovation » du Haut-Koenigsbourg, pour Guillaume II, sont-elles si différentes des entreprises de Louis II, elles-mêmes similaires à celles de son grand-père, Louis I^{er}, et de son père, Maximilien ? Le premier n'avait-il pas voulu faire de Munich, sa capitale, une nouvelle Athènes, la peuplant de temples grecs, de propylées et de bâtiments néo-Renaissance ? Quant au second, il remit au goût du jour Hauschwangau, situé en face de Neuschwanstein, en faisant un parfait castel-troubadour aux murs entièrement décorés de légendes germaniques. Louis II y passera presque toute son enfance et une partie de sa vie d'adulte. Est-il si éloigné de William Beckford (auteur de *Vathek, conte arabe*), cet excentrique anglais, homosexuel, riche à millions, qui tenait, lui aussi, à marier état psychologique, espace et décor. Ainsi fit-il construire dans son domaine de Fonthill un château et une tour gigantesque dans lesquels il en-



gloutit toute sa fortune. Après avoir scandalisé ses contemporains par le spectacle de sa vie dissolue, il devait mourir dans son lit (en 1844), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Reste que ce qui était admissible chez un riche particulier ne l'était pas, en revanche, pour un souverain redevable des deniers de l'Etat dont il avait la charge. Son amitié avec Wagner fut également jugée trop dispendieuse. Le compositeur fut obligé de quitter Munich tandis que le roi, misogyne et de plus en plus agoraphobe, se réfugiait dans la musique, la compagnie de robustes majordomes et les rêves de pierre. Juste retour des choses, ces énormes coquilles à moitié vides font aujourd'hui l'admiration des touristes et, après les avoir vidées, remplissent les caisses de l'Etat bavarois. Les souvenirs que l'on y vend perpétuent la mémoire de celui qui collectionnait les attributs du pouvoir absolu comme d'autres collectionnent les timbres.

De notre envoyé spécial EMMANUEL DE ROUX

CARNET DE ROUTE

ITINÉRAIRE. Partir de Munich (2 millions d'habitants, 2 opéras, 3 orchestres symphoniques, 1 corps de ballet, 50 musées, 70 théâtres), qui, à elle seule, vaut le voyage. Le souvenir de Louis II flotte dans la résidence des souverains bavarois, en partie reconstruite après les destructions de la dernière guerre. Louis II, qui souhaitait élever au bord de l'Isar un temple dédié au culte de Wagner, s'adressa à Gottfried Semper, qui en dessina les plans et en fit une maquette. En fait, les Munichois allaient au contraire chasser Wagner, et c'est Bayreuth qui fera construire le *Welthalla* wagnérien, avec l'aide de Louis II. L'itinéraire commence dans les faubourgs de Munich, à Nymphenburg, château où il naquit. Le pavillon central, destiné à Adélaïde de Savoie, épouse de Ferdinand, prince-électeur de Bavière, fut érigé à partir de 1864. Autour de cet édifice carré assez beau, des bâtiments austères et un vaste parc planté de pavillons. Dans les écuries, quelques-uns des véhicules utilisés (ou non) par Louis II, de l'étravagant carrosse commandé pour son mariage avec Sophie de Wittelsbach (il fut annulé) aux traîneaux que le « Roi-Lune » utilisait pour ses escapades nocturnes dans les Alpes, le long des chemins enneigés. De Munich, on gagne le lac Chiemsee (deux heures de voiture) par l'autoroute menant à Salzbourg (sortir à Bernau). Escalade à Pöten am See, d'où l'on s'embarque pour l'île de Herrenchiemsee et le château de Herrenchiemsee. A voir également, le petit musée local et, autour du lac, quelques belles maisons à Seebuck et Chieming. La prochaine étape, Oberammergau, est à quatre heures de route. Reprendre l'autoroute, en direction de Munich. Sortir à Ischenberg (direction Miesbach) et suivre la route de Garmisch (en évitant les grands axes) via Bad Wiessee, Gieshötte, Wellgeu et Krün. Ne pas entrer dans Garmisch, et prendre la route de Schongau. Oberammergau (5 000 habitants) est à 16 km. Ville aux très belles maisons peintes, elle est aujourd'hui quelque peu victime du tourisme. Louis II y est venu en voisin (Linderhof est à 10 km) pour assister à la *Passion du Christ*, qui tous les dix ans et depuis 1634, y est interprétée par les habitants. Ne pas manquer le musée pour sa collection de crâches antiques. D'Oberammergau, se rendre à Linderhof et au couvent d'Etal (à 5 km), admirable construction baroque du XVIII^e siècle. Les bons marcheurs visiteront le pavillon de chasse de Louis II, à Schachen (ouvert en été par temps clément, deux à trois heures de marche par trajet, tél. : 8821-2996), eu-dessus de Garmisch, au pied du pic Dreierkopf. Pour rejoindre Neuschwanstein (une heure de voiture d'Oberammergau), faire un détour par l'église de Wies, chef-d'œuvre de l'art baroque, en prenant la direction de Steingaden, puis Schwanberg : belle maison ancienne près du lac, vieille église sur le haut, église nouvelle construite en 1930. Gagner ensuite le château de Berg (ne se visite pas) et la chapelle votive, près du lac où fut retrouvé le corps de Louis II. Retour à Munich en moins d'une heure.

ESCALES. L'anniversaire de la naissance de Louis II donnera lieu à de nombreuses manifestations, notamment musicales, quantité d'hôtels proposent des prix spéciaux « Louis II ». Compter une moyenne de 270 F à 545 F par personne et par jour, avec petit déjeuner, en chambre double. Des forfaits hôteliers d'une semaine sont annoncés dans la brochure « Vacances en Allemagne ». Documenter l'on très complète (notamment « 1995 : l'année Louis II de Bavière » et le « Romantik mini-guide 1995 » des hôtels et restaurants) diffusée par l'office allemand du tourisme à Paris. A signaler un voyage en voiture à cheval, de Starnberg à Neuschwanstein (quatre jours et trois nuits), proposé par Coaching in Bavaria, Kerschbach 2, 82396 Pähl, tél. : 88-08-38. Et un voyage musical avec La Fugue, qui programme un pèlerinage sur les traces de Louis II avec un hommage à Wagner, à l'occasion des deux concerts uniques donnés au château de Neuschwanstein par l'orchestre philharmonique de Munich avec Waltraud Meier et Siegfried Jerusalem, deux grandes voix wagnériennes. Tél. : (1) 43-59-10-14 à Paris. Enfin des circuits historiques chez D. Renseignements au (1) 53-68-82-82.

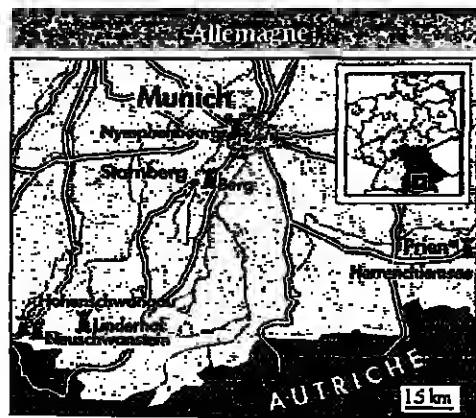
FORFAITS. En promotion, des vols Lufthansa, jusqu'au 31 octobre, dans le cadre de l'année « Louis II de Bavière » : Paris-Munich à 1 290 F avec le samedi soir obligatoire sur place et la possibilité de modifier une fois sa réservation (renseignements eu (1) 42-85-37-35). Des vols associés, dans les forfaits des voyageurs, à des locations de voiture et des réservations de chambres d'hôtel : chez Der Voyages (3 nuits, à partir de 2 635 F, (1) 47-42-07-09), Austro Pauli-Euro Pauli (2 nuits, à partir de 1 820 F, voiture en sus pour 410 F par jour, (1) 42-

86-97-04). Nouvelles Frontières (3 nuits avec visites guidées, en groupe, des châteaux : à partir de 2 050 F). Egalement, des formules à la carte, avec hébergement à Munich, chez Jet Tours Europe et Visit Europe (avec vols Air France) ou Frankfurt (avec acheminement en train).

LIRE. Louis II de Bavière, de Jacques Bairville (réed. Complexe, 1984), un ouvrage réédité, avant la première guerre mondiale, par un apôtre du nationalisme mais qui aborde intelligemment la « politique » d'un roi pas si fou que cela. Louis II ou Hamlet-roi, de Guy de Pourtales (Gallimard), publié pour la première fois en 1928. L'auteur insiste surtout sur les rapports esthétiques du souverain et ses rapports avec Wagner. Louis II ou le roi foudroyé, de Jean des Cars (Librairie Académique Perrin), livre complet mais qui reste à la surface des choses. Du même auteur et chez le même éditeur, un album consacré aux Châteaux fous de Louis II de Bavière (1990), écrit avec la même encre. Belles photos. Côté guides, chez Hachette, un guide Bleu et un Baedeker complètent d'une bonne carte.

VOIR OU REVOIR. Ludwig II, le film de Luciano Visconti, réalisé en 1972, avec Helmut Berger dans le rôle-titre. Une belle fresque historique, tournée sur les lieux où vécut le roi et qui entend montrer la décomposition et l'enfermement progressif du personnage. Alors qu'on lui reprochait son goût pour « la décadence », Visconti précisait : « J'ai de la décadence une opinion très favorable. Je suis imbu de cette décadence. »

RENSEIGNEMENTS. Office allemand du tourisme, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, (1) 40-20-01-88 et 3615 ALLEMAGNETOUR.



HONGRIE

Chine d'Est

Le premier week-end de chaque mois, Pécs vide ses greniers

C'EST ICI, à Pécs, en 1908, aux confins de la Hongrie, que le peintre Victor Vasarely, inventeur de l'art cinétique, a vu le jour. Pécs, la Sopianae romaine, devenue, par la volonté de l'empereur Hadrrien, la capitale de la province de la Pannonie. Petite ville assise dans les contreforts des monts Mecsek, à 200 km au sud de Budapest et à 20 km de la frontière croate. Baroque à l'extrême et d'une nonchalance presque méditerranéenne, Pécs fut reconstruite par les Habsbourg, à la fin du XVIII^e siècle, après cent cinquante ans d'occupation ottomane. Décor de rues pentues, loyées à l'intérieur du tracé circulaire des remparts médiévaux, flanquées de façades pastel coiffées de toitures à quatre pans sur lesquels indolent des vignes de tuiles rouille. Derrière de hauts murs, de grands jardins silencieux se laissent épier par l'échancrure d'une porte cochère. Des in-

nombrables mosquées qui fleurissaient la ville au temps de Soliman le Magnifique, il n'en reste que deux. La plus grande, ancien sanctuaire chrétien transformé par le pacha Ghazi Khasim et rendue, après le départ des Turcs, au culte catholique, trône, sous sa grande coupole vert-de-gris, au sommet de la place Széchenyi. Autre vestige d'un art de vivre à l'orientale, le gracieux kiosque-buvette, à l'ombre de la cathédrale Saint-Étienne.

Située depuis l'Antiquité sur les routes du négoce entre l'Orient et l'Occident, Pécs est toujours renommée, dans la région, pour son Nagy Piac. Ce grand marché aux bestiaux et à la brocante se tient ici le premier week-end de chaque mois. A cette occasion, marchands tchèques, ukrainiens, roumains et tsiganes affluent en grand nombre. Dans cette foule, déjà largement convertie à la mode du jeans, tranche, parfois, l'insolite silhouette d'un paysan de la steppe coiffé d'un

broderies bigarrées. Bruyant caravansérail d'où monte un concert de voix polyglottes. Des gargotes, alignées en bordure du champ de foire, s'échappent des odeurs grasses de saucisses grillées, des lentilles parfumées de goulash, tandis que, sur les comptoirs, s'entassent des pyramides de gâteaux aux graines de pavot, plante dont la

Bruyant caravansérail d'où monte un concert de voix polyglottes

culture est autorisée dans la République hongroise.

Si le déballeage de produits manufacturés se fait de plus en plus envahissant, la brocante occupe toujours solidement le terrain.

aussi, brocanteurs et antiquaires se sont taillé un petit royaume. A Buda, dans tout le secteur récemment restauré, et à Pest, derrière l'église Matthias, ils s'égrenent, au fil des rues, jusque dans les endroits les plus inattendus. Après presque cinquante ans d'isolement, une frénésie marchande s'est emparée de la cité. Dans le secteur historique de Buda, les boutiques de costumes et de tissus brodés traditionnels se serrent les coudes. Chapeaux bouquets de couleurs qui, à l'extérieur des devantures, côtoient de rustiques chapelets de paprika séché ou de dodus saucissons fumés. Témoin de plus de trois siècles de créativité et d'ingéniosité, une armée d'objets les plus divers s'entasse dans les échoppes. Côté peinture, le thème des gallinacés semble avoir passionnément inspiré les artistes locaux. Piquant sans relâche dans leurs cadres, poules et coqs investissent les murs par panneaux entiers.

DESTIN COMMUN

Nuremberg, Prague, Budapest. Trois villes capitales, essentielles d'un point de vue culturel et qui ont grandi au bord d'un fleuve. À l'ombre d'un château royal ou impérial, Prague la tchèque, baignée par la Vltava, contient tous les styles qui se sont succédés depuis plusieurs siècles en Europe. Budapest la hongroise, coupée en deux par le Danube, également classique, baroque et célèbre pour ses bains. Nuremberg la bavaroise, capitale de la

Franconie, arrosée par la Pegnitz, médiévale, en partie reconstruite, abrite la maison de Dürer. Un forfait préparé par Malev, compagnie aérienne nationale hongroise, et Eurowings, compagnie privée allemande, permet d'en appréhender, en 7 jours, plus que l'essentiel. 7 800 F tout compris (vois Paris-Nuremberg, Prague-Budapest et Budapest-Paris, transferts, pension complète, guide), Inter Transport (0142-63-02-00).

SAINT-PÉTERSBOURG

Les pierres de Pierre

Le rêve fou d'un despote fantasque

«S

I les hommes se taisent en Russie, les pierres parlent et d'une voix lamentable... Les Russes craignent et négligent leurs vieux monuments. Ce sont des témoins de leur histoire que le plus souvent ils voudraient oublier. Une ville, au moins, dément ces amers propos de Custine. Pour qui la découvre, Saint-Petersbourg se révèle, en effet, une ville lumineuse dont les façades ripolinées distribuent ors et pastels avec une audace proche du dévergondage. Depuis que la cité a reconstruit son nom de baptême, les autorités ont, visiblement, fait danser le plumet. Et cela vaut la peine d'être vu. D'autant que l'actualité vous tend sur un plateau un formidable prétexte pour (re)découvrir l'ancienne capitale de toutes les Russies : l'exposition, au Musée de l'Ermitage, de soixante-quatorze toiles d'impressionnistes et postimpressionnistes français saisis en Allemagne, par l'armée rouge, en 1945. Un exceptionnel butin de guerre (des Matisse, Picasso, De Gas, Van Gogh et Cézanne, dont certains jamais exposés) qui ajoute une espèce d'allégresse cosmique à la beauté d'un peu grave de la ville et de son musée-phare. (Lire, dans Le Monde du 31 mars, l'article d'Arkadi Vaksberg, « Les trophées de l'Armée rouge exposés à Saint-Petersbourg ».) Côté fleuve, l'eau et la lumière égrenent une subtilité partition et renvoient aux villes d'eau cédées à notre cœur : Venise et Amsterdam. Côté place du Palais, le face-à-face du baroque et du néoclassique sonne l'heure de Prague ou de Vienne.

On l'aura compris : visiter Saint-Petersbourg, c'est, en quelque sorte, s'offrir l'occasion de réviser ses grands classiques européens matins de romantisme russe. Pouchkine, Gogol, Dostoevski..., continuent de vampiriser la ville. Mais de même que pour Giono « l'odeur de l'huile d'olive dispense de lire l'Iliade et l'Odyssée », une promenade le long des canaux de la Neva agrémentée d'une halte au Café littéraire dispense de se (re)plonger dans les grands textes russes.

Saint-Petersbourg démontre ainsi, sans appel, que l'Europe ne s'arrête pas à Varsovie. Si le premier pari de Pierre le Grand – l'ouverture européenne – est ainsi gagné, le second – construire une capitale damant le pion à Moscou – bat, en revanche, sérieusement de l'aile. Le Saint-Petersbourg d'aujourd'hui fleurit la province, même s'il s'agit d'un provincial de majesté. Rien à voir avec les dévives et les paroxysmes mnémovites. Saint-Petersbourg s'éveille, ouvre ses portes, ses cafés, ses restaurants, ses discothèques, sans fracas, sans règlements de comptes sanglants, sans putain à chaque réverbère.

Dans cette ville qui prône désormais l'ouverture, l'un des « must » reste le palais Youssouпов, enfin accessible au public. Ce palais classique, qui s'étire le long de la Moika, résonne encore des fêtes, des rires étouffés, des intrigues et des complots qui ont tissé sa brillante histoire. Une histoire exacerbée par l'assassinat de Raspoutine. Des figures de ciré reconstituent la scène fatale. Raspoutine y semble étonnamment vivant et terriblement inquiétant. De quoi comprendre la surprise de notre guide – Natalia, bien sûr – en apprenant qu'à Paris, Raspoutine est, aussi, le nom d'un cabaret où l'on sort une femme chère ou très chère pour déclarer sa flamme ou la ramener.

Avec sa succession de salles d'apparat, de salles de bal et de salons de musique, le palais Youssouпов donne le tournis. On peut désormais y louer un ou plusieurs salons pour y organiser des fêtes privées. Le petit théâtre à l'italienne, au décor rococo, est insubstituable. Et là, soudain, en écoutant une sonate de Scriabine, le poids de tant de richesses, d'émotions esthétiques et de ce rendez-vous avec l'Histoire devient écrasant. L'euphorie cède la place au vague à l'âme. Et Dostoevski refait surface, lui qui observait qu'« il est rare de trouver autant d'influences lugubres, violentes et bizarres » qu'à Saint-Petersbourg. On songe alors aux cent mille quidams qui payèrent de leur vie le rêve fou d'un despote fantasque. Et la sonate de Scriabine s'échappe en ligne brisée.

De notre envoyé spécial
JACQUES TIANO



La foire à la brocante de Pécs. Avril 1995.

cône d'astrakan. Un vrai fils de Genghis Khan ! Avec ses pommettes hautes et, filtrant sous la paupière bridée, le rayon vert d'une prunelle jade. Des femmes, sorties de gravures d'un autre siècle, engoncées dans de lourdes jupes superposées, proposent de souples étoffes de lin tissées main et des

Amorcelement d'objets hétéroclites, entassés sur une couverture, à même le sol ou sur le capot d'une Trabant hors d'âge. Rustiques céramiques peintes, bijoux vieillots, icônes, lampes et bibelots Art nouveau, pistolets d'ordonnance, peintures naïves et miniatures, gravures et livres anciens, verres et cristaux taillés. On reste bouche bée devant toutes ces richesses échappées des greniers de l'Europe centrale. On discute, calepette au poing. On marche dans un sabir digne de la tour de Babel, avec, il est vrai, force gestes et mimiques expressifs. Ici, dîner est un bonheur, surtout avec les Hongrois, rudes marchands, expansifs, deurs et obstinés. Quant aux prix, cela fait belle hurette qu'on n'en pratique plus d'aussi bas, à l'ouest du Danube.

Remonter vers Budapest est une affaire de quatre bonnes heures. Ici

A Budapest aussi le marchandage est à l'honneur. Sans atteindre, toutefois, la volupé de celui pratiqué à la foire de Pécs. Certes, on y fait encore de bonnes affaires mais, au contact des marchands urbains, le jeu a perdu un peu de sa spontanéité et de sa gaucherie. Un jeu qui laisse de bronze l'énigmatique Anonymus, un moine, anonyme comme son nom l'indique, et qui, au XVI^e siècle, se fit le fidèle chroniqueur de son époque. Sous un capuchon qui masque son visage, Anonymus, âgé sur son trône de marbre, devant l'entrée du château de Vajdahunyad, médite, pour l'éternité. Indifférent aux enfants espérilles qui l'escaladent sans vergogne. Nul doute que ses réflexions ne s'entraînent bien loin du marchandage frivole qui règne autour de lui.

De notre envoyé spécial
MARIE-NOËLLE HERVÉ

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. Paris-Budapest : un vol quotidien Air France (01 44-08-24-24 : 2 590 F A/R en tarif vacances). Deux vols quotidiens de la compagnie hongroise Malev (01 43-12-36-00 : 2 590 F et 2 920 F A/R. En juillet-août, 2 460 F. Pour Pécs, plusieurs trains (3 heures de trajet, 100 F) depuis la gare de Dell. En bus, 55 F.

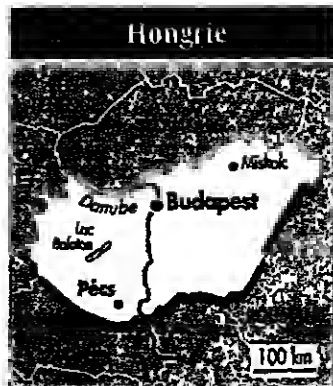
AVEC QUEL. Chaque semaine, Nouvelle Liberté (01 40-41-91-91 ou 3615 NLB) propose des voyages événementiels dans une capitale ou une ville européenne, souvent sur un thème culturel. Ont ainsi été programmés le Festival de printemps de Budapest et la foire à la brocante de Pécs. Un séjour à Budapest est proposé du 26 au 29 mai : 2 250 F par personne en chambre double et petit déjeuner, avion inclus. Autres départs les 16 juin et 13 juillet. De son côté, Lepartours, (01 40-22-88-16, organise, à Pécs, des séjours individuels à la carte.

CHANGE. 1 F = 17 forints, étant entendu que l'inflation est galopante. Conserver les certificats de change, nécessaires pour échanger ses forints lorsqu'on quitte le pays.

VISITER. A Pécs, le musée Szolnay (célèbre manufacture de porcelaine hongroise), la maison natale de Vasarely et le Musée Tivadar-Conty (le-meur où vécut ce peintre « maudit »), le Musée Schaar-Erzbet (consacré à l'œuvre surréaliste de cette femme sculpteur) et le Musée Janus-Pannonius, pour ses collections archéologiques présentées dans le cadre d'une splendide maison du XVIII^e siècle.

ÉTAPES ET TABLES. A Pécs, l'Hôtel Palatinus, vieux édifice Art déco récemment rénové (tél. : 030 361-183-393) : 350 F la chambre double. Nombreux petites gargotes en plein air sur le marché. Côté restaurants : Borozo Barbakan, Landier Jeno utca 18 (tél. : 72-249-30) et Santa Maria Eterem, Kilmó Gy utca 12-13 (72-11-706). Un arrêt gourmand : la Virag Cukroszda (Kossuth Lajos 20), une pâtisserie au décor début de siècle.

A CONSULTER. Le Grand Guide de Hongrie (Gallimard/Bibliothèque du voyageur), A Budapest et en Hongrie (Visa Hachette) et Hongrie (Arthaud).

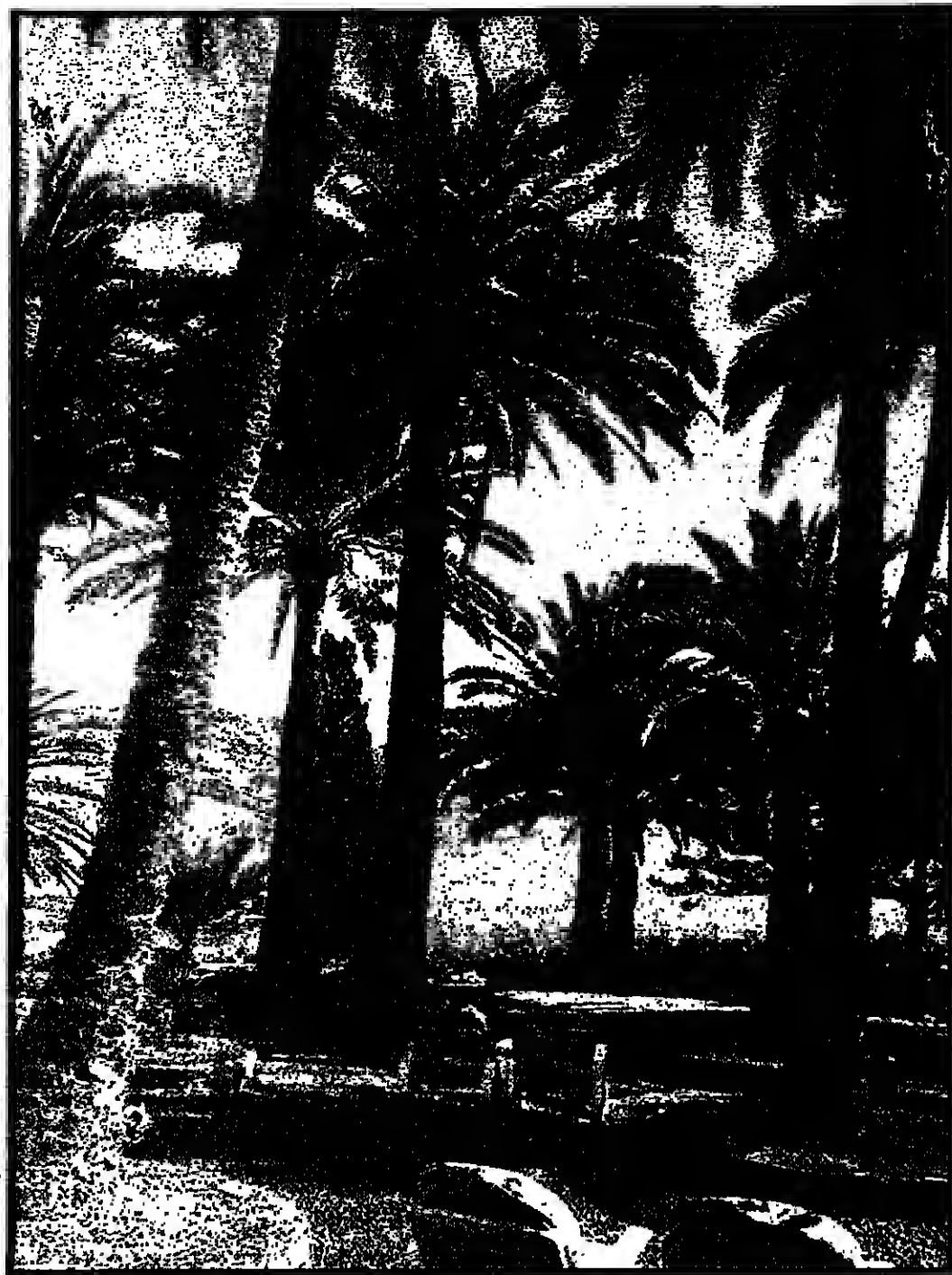


CARNET DE ROUTE

PARTIR. Les tarifs aériens sont un peu bas. Nouvelles Frontières : (01 41-41-58-58 ou Minitel 3615 NF, annonce ainsi trois vols par semaine Paris-Saint-Petersbourg, à partir de 1 850 F, sur Aeroflot. Bennett Voyages (agences) propose cinq vols hebdomadaires sur Air France, à 2 880 F. Sur place, une formule conviale, à réserver avant le départ : la chambre chez l'habitant. Compter 175 F par personne la nuit avec petit-déjeuner, pour trois nuits minimum (avec Bennett) et 1 400 F la semaine, en pension complète (Nouvelles Frontières). A l'hôtel, une nuit coûte de 195 F (Hôtel Helen, confort simple, au bord d'un canal, proposé par Bennett) à 700 F (luxe, hôtel Astoria) ou 900 F au Grand Hôtel Europe.

Un bon tarif : 990 F la semaine à l'hôtel Belgrad (N.F.). D'autres forfaits chez Transours : (01 44-58-26-00), à partir de 3 430 F pour 2 nuits ou à 5 160 F la semaine avec vol Air France ; chez Bennett, pour les « ports » de printemps (4 400 F à l'Astoria) ou à l'occasion de l'exposition « Butins de guerre », au Musée de l'Ermitage (à partir de 3 615 F, en août et septembre) ; et chez Intour France : (01 47-42-47-40, qui propose des conditions de visite exceptionnelles de l'Ermitage. Côté guide, le plus riche et le mieux illustré est publié par Gallimard, le plus pratique, le Guide bleu (Hachette). Indispensable, Le Voyage en Russie, de Claude de Grève (Lafont, collection « Bouquins »).

SUR UN THÈME CULTUREL. S'agissant de voyages culturels, les voyageurs sont peu nombreux et le champ de leurs propositions est plus étroit encore. Cette minorité travaille avec des archéologues ou des experts d'art qui, en général, accompagnent un voyage dont ils sont un peu la caution. Dans le peloton de tête, Pro Arte International : (1) 42-65-65-99, qui renouvelle les circuits classiques. Témoins cette découverte des sites antiques d'Épire grecque et d'Albanie du Sud (28 mai-9 juin, 17 500 F) ou cette Géorgie des sites archéologiques et des églises orthodoxes (6-13 septembre, 15 000 F). Inter-méditerranée : (1) 45-61-90-90, a une prédilection pour l'Europe : villas médiévales (17-21 mai et fin septembre, 6 340 F) et palladiennes (15-18 juin, 5 820 F), Berlin, Leipzig et Dresde (24-29 juin, 8 950 F) ou encore Madrid et la Castille (11-15 octobre, 7 190 F). Ce voyageur ressemble comme un frère à Koré (42-93-28-58), qui a l'avantage de l'antériorité et donc de l'expérience : relevé au catalogue de ce dernier, Wurzburg et le Saint-Empire (7-11 juin, 6 800 F) et les palais privés de Venise (8-12 juin, 6 200 F). Athenaeum : (1) 42-56-55-00, regarde, au nord, les capitales oubliées des pays baltes (31 mai-6 juin, 14 900 F) et suit, au sud, les traces du Guepard en Sicile (29 septembre-4 octobre, 15 900 F) tandis que Clio : (1) 53-68-82-82, dix-huit ans de tourisme culturel, présente les merveilles de la Vieille Russie (14 jours, 12 150 F), consacre une semaine à Sienne (mai et octobre, 7 600 F) et 4 jours aux jardins et villas de Toscane (mai et septembre, 5 675 F).



La baie de Funchal vue des jardins du Reid's. En bas, la leçon de tango de George Bernard Shaw.

breux salons, fumoir, spacieuse véranda, vaste parc, tennis, terrasses en escalier et, au pied de la falaise, une piscine creusée dans le roc (deux autres s'y ajouteront en 1967) et envahie par la mer au rythme des marées. Un lieu où la vie s'écoulait selon un cérémonial immuable avec, après *Teatly morning tea*, le breakfast à 9 heures, le déjeuner à 13 heures, le thé à 16 h 30 et le dîner, à 19 heures, en smoking et robe du soir, dans un restaurant dont la meilleure section avait été baptisée « la Chambre des lords » tant y étaient nombreux les pairs du Royaume. Au menu, viandes excellentes, jambon et bacon importés d'Angleterre, légumes frais cultivés à demeure et, privilège particulièrement apprécié d'une clientèle venue du Nord, une profusion de fruits tropicaux tout au long de l'année.

Un luxe qui, à l'époque, se payait 12 livres la chambre simple (22 livres la chambre double) pour quatre semaines en pension complète. Une somme rondelette, compte tenu qu'un ouvrier anglais qualifié devait alors travailler près de soixante heures par semaine pour empocher une modeste livre et demie. Mais à la portée des privilégiés qui se succédaient dans ses suites les plus luxueuses. A commencer par l'impératrice Elisabeth d'Autriche, encore sous le choc de la disparition tragique, deux ans auparavant, de son fils Rudolf, qui s'était donné la mort à Mayerling, en compagnie de sa maîtresse, la baronne Vetsera.

Centre incontesté de la vie mondaine de l'île, le Reid's ferma ses portes en août 1914, et ne les rouvrit que quatre ans plus tard, à la fin de la première guerre mondiale. Sa popularité, intacte, en fera alors l'une des retraites favorites des monarques exilés, au premier rang desquels l'ex-empereur d'Autriche et son épouse, l'impératrice Zita, dont les noms précéderont, sur le livre d'or, celui de l'ex-roi Umberto d'Italie et, quelque quarante ans plus tard, celui du dictateur cubain Batista, qui, en compagnie de sa famille et d'une armée de gardes du corps, devait occuper la totalité du troisième étage du vénérable palace. Sans oublier quelques éminents représentants du monde des lettres, dont le poète autrichien Rainer Maria Rilke, alors secrétaire du sculpteur Rodin, et le dramaturge irlandais George Bernard Shaw, qui, le 30 décembre 1924, débarque-

Blandy, une dynastie de notables anglais qui, à l'instar de William Reid, avait bâti sa fortune dans le commerce du madère. Une nouvelle aile juste achevée, éclatera la seconde guerre mondiale, qui imposera au prestigieux hôtel une hibernation de près de neuf années. A peine ses portes rouvertes, l'hôtel accueillait, en janvier 1950, un Winston Churchill en quête d'une retraite où il pourrait peindre, se baigner et achever la rédaction de ses Mémoires. Il n'y restera que neuf jours, cédant à l'appel d'une ultime campagne électorale ponctuée d'une nouvelle défaite. Le temps, néanmoins, de sillonner l'île à bord d'une Rolls grise, de croquer le petit port de pêche de Camara de Lobos (une plaque y indique l'emplacement de son chevalier) et de déguster un madère de 1792, bouteille qui, embarquée en 1815 à bord du vaisseau qui conduisait Napoléon en exil, était revenue sur l'île à la mort de l'empereur, en 1821. Au cours des années suivantes allaient se succéder des aménagements.

Un air tiède qui « donne au corps ce bien-être que la vertu donne à l'esprit »

Certains, telle l'adjonction d'un faux plafond pour loger la climatisation, devaient susciter l'hostilité de clients habitués au décor immuable d'un lieu où, lorsqu'on y revenait, il était de bon ton d'engager la même chambre et la même table. Visiter Madère aujourd'hui, avec à l'esprit les récits et les photos d'autant, expose à une vague de nostalgie. A commencer par le regret de ne plus pouvoir la taller en bateau depuis un port d'Europe du Nord. Une traversée d'environ quatre jours, réduite par certains, qui, pour éviter le golfe de Gascogne, s'en allaient embarquer à Lisbonne, tandis que d'autres optaient pour un voyage en hydravion entre Southampton et Funchal, si tant est que la météo le permettait. A bon port, restait à gagner le débarcadère du Reid's puis à gravir l'escalier plutôt raide qui menait à l'hôtel avant que ne soit installé un ascenseur bienvenu. Regret, également, lorsqu'on circule le long d'une route côtière saturée - en attendant l'ouverture d'une cotteuse et accrobatique autoroute -, de ne plus pouvoir emprunter, tels des rois fortunés, les élégants hamacs portés par un, deux ou trois galeux musclés (suivant le poids du passager), et qui, à la Belle Époque, sillonnaient les sentiers de l'île. Regret, encore, une fois dévalée à bord d'étranges traîneaux d'osier et de bois la petite route pavée de galets qui descend de Monte à Funchal, de constater que cet original moyen de locomotion est aujourd'hui, sur ce modeste tronçon, réservé aux touristes en quête de frissons. Regret, enfin, qu'ait aussi disparu ces atellages de bouis ou de mules qui parcouraient l'île, même si une cliente de l'époque se plaignait du charivari qu'en résultait.

A défaut de cet « autrefois toujours recommandé », qui, longtemps, fit le charme d'une escale passée des voyageurs au long cours, on peut encore parcourir les sentiers serpentant parmi les eucalyptus, le long des levadas, ces petits canaux taillés à flanc de montagne pour acheminer l'eau de la côte nord vers la côte sud afin d'irriguer les lopins de terre que des paysans acrobates ont suspendus sur d'étranges terrasses surplombant la mer. A moins que l'on ne préfère parcourir, au centre de l'île, des plateaux dénudés où roulent les nuages, morceaux d'Écosse à l'assaut desquels montent des routes sinueuses bordées d'hortensias et de rhododendrons. Sans oublier cet air tiède, « indubitablement propice aux plaisirs de la vie », et dont un navigateur anglais observait, au XVIII^e siècle, qu'il « donne au corps ce bien-être que la vertu donne à l'esprit ». Il le hédoniste où le temps, vraiment, suspend son vol, et où, pour citer un autre voyageur, on se contenterait volontiers d'être « noblement inactif ».

De notre envoyé spécial PATRICK FRANCÈS

MADÈRE

Chic atlantique

Le palace d'un Ecossais pas avare

EN 1836, un jeune Ecossais nommé William Reid débarque à Madère. Madeira, l'« île du bois », a été ainsi baptisée, en 1418, par son découvreur portugais, Joao Gonçalves Zarco, impressionné par les épaisses forêts dont elle était alors couverte. Fils d'un fermier écossais de Kilmarlock, William a quatorze ans, une santé fragile (le médecin de la famille a prescrit un climat plus sain), 5 livres en poche et l'avenir devant lui. A Funchal, il travaille dans une boulangerie,

économise, puis, à vingt-cinq ans, se lance dans le commerce du vin. Avec le succès, son ambition grandit. D'autant que l'île, réputée pour la douceur de son climat, devient le havre privilégié de qui souhaite oublier les frimas du Nord. Mais aussi un lieu de tourisme thérapeutique, conseillé chaudement par les médecins pour y soigner divers maux, dont la tuberculose et les maladies de peau. Ainsi de nombreuses familles, accompagnées de leurs domestiques, voire de leurs meubles, choisissent-elles d'y passer l'hiver,

d'octobre à la fin juin, dans une quinta louée à cet effet. Une activité dans laquelle Reid décide de s'investir. En 1847, il épouse Margaret Dewey, dame de compagnie d'une de ses clientes.

A l'époque, l'île compte très peu d'hôtels dignes de ce nom. Le couple achète la Quinta das Fontes, qui, vingt ans plus tard, deviendra le Royal Edinburgh Hotel, avec la bénédiction du duc Alfred, fils de la reine Victoria, qui s'était lié d'amitié avec Reid. Ce dernier achète d'autres établissements, à Funchal

mais également à Monte, un village dominant la ville, et à Santana, sur la côte nord. Reste le rêve de sa vie : construire le plus bel hôtel de l'île. Il en a choisi le site depuis longtemps : le Salto do Cavallo, un promontoire rocheux, à l'ouest de Funchal. La quinta qui occupe déjà les lieux appartient à une personnalité locale, le docteur Michael Comport Grabham, célèbre, notamment, pour sa collection de deux cents horloges. Une fois le site convoité acquis, Reid s'attache les services d'un architecte renommé, George Somers Clarke, qui vient d'achever, au Caire, le Shepherd's Hotel.

Parallèlement, Reid entreprend la construction du jardin dont il souhaite entourer le futur hôtel. Des milliers de paniers de terre fertile sont transportés à dos d'homme et déversés sur les pentes du promontoire. Le résultat sera à la hauteur de l'exploit : un parc de 5 hectares peuplé d'essences du monde entier, de massifs d'hibiscus, de bougainvilliers, de mimosa, de jacarandas et de strelitzias. Un parc qui vaudra à l'île ses surnoms de « Jardin de l'Atlantique » et de « Corbeille de fleurs flottant sur l'océan ».

Émergeant de ce bouquet, l'hôtel, lui aussi, tiendra ses promesses, symbole d'un art de recevoir digne des plus beaux palaces de l'époque. Le destin est parfois cruel. William Reid s'éteindra avant de voir son rêve se concrétiser, et c'est à ses fils, Willy et Alfred, qu'il appartiendra, en novembre 1891 (soit trois ans après sa mort à l'âge de soixante-six ans), d'accueillir les premiers hôtes de cet hôtel (alors baptisé le New Hotel) posé, telle une couronne, sur un promontoire surplombant l'Atlantique, le port et les collines vertes ponctuées de maisons blanches aux toits rouges flottant dans un océan de bananiers.

Un site d'exception pour un hôtel d'exception, dont un guide rédigé par les propriétaires de l'époque détaillait avec fierté les multiples attraits : chambres avec balcon, nom-



La leçon de tango de George Bernard Shaw.

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Situé à environ 500 km des côtes marocaines et à 980 km de Lisbonne, cet archipel portugais comprend, outre deux îlots inhabités, l'île de Porto Santo et celle de Madère - 741 km², 57 km de long, 22 km de large et 300 000 habitants : ce qui en fait l'île atlantique la plus densément peuplée - qui juxtapose hauts plateaux escarpés, cratères, pics de basalte (le Pico Ruivo culmine à 1 860 m), vallées, cultures en terrasses (vignes et bananiers) et 150 km de côtes escarpées dépourvues de plages de sable, seul atout, en revanche, de Porto Santo. Un climat tout en douceur (on dit que c'est ici que l'été passe l'hiver...), des températures entre 16° et 22°, mais aussi, des pluies fréquentes au nord et du brouillard au centre. Quelques 400 000 visiteurs par an, dont près d'un quart en provenance d'Angleterre et environ 20 000 de France. Langues : portugais et anglais. Décalage horaire : une heure de moins.

AGENDA. En février, le carnaval. En avril, fête des fleurs. En juin et en septembre, Festival de la musique. Le 15 août, Fête de Nossa Senhora do Monte et processions dans l'île. En septembre, Festival du vin. A la Saint-Sylvestre, illuminations et feu d'artifice dans la baie.

Y ALLER. TAP (Air Portugal), (1) 44-86-89-89 ou 44-83-60-60, assure, en 3 h 40, deux liaisons hebdomadaires entre Paris - Orly-Sud et Funchal (à

partir de 2 800 F A-R), ainsi que des vols via Lisbonne depuis Paris, Lyon et Nice. Parmi les voyageurs programmant cette destination, citons Atout Portugal, Aurore Pauli (avec une brochure spécifique très complète et des vols spéciaux au départ de province), Cosmovel, Destination Golf et Golf autour du monde (deux parcours spectaculaires, dont un superbe 18 trous aux portes de Funchal et un 27 trous champêtre, près de l'aéroport), Donatello, Évatur, Fram, Jet Tours, Look Voyages, Lusitania, Nouvelles Frontières, Planète, Marsans-Portugal Extraordinaire, Portugal que j'aime (Inter-Vacances), Portugatour-Zénith, RevVacances et Terres d'Aventure, spécialiste des randonnées le long des levadas.

S'Y DÉPLACER. Le mieux est de louer une voiture à l'aéroport. Réseau routier limité mais convenable. Très sinueux et étroit : prudence !

Y SÉJOURNER. Une centaine d'établissements, concentrés à Funchal, la capitale (la taille de l'île permet une découverte en étoile, sans changer d'hôtel), ainsi que des résidences hôtelières, des pensions de famille, des auberges, quelques quintas et deux pousades. Dans le haut de gamme régnent le Reid's (renseignements au 05-90-84-44), programmé par plusieurs voyageurs (à partir de 7 000 F la semaine, en chambre double, avion compris), dont Atout Portugal, Donatello, Mar-

sans, Zénith, les spécialistes de golf (autour de 10 000 F avec l'avion, pour sept nuits avec petits déjeuners, green-fee et voiture de location), Évatur et Jet Tours Prestige. Fin 1995, le Reid's devrait disposer d'un luxueux centre de remise en forme avec thalassothérapie.

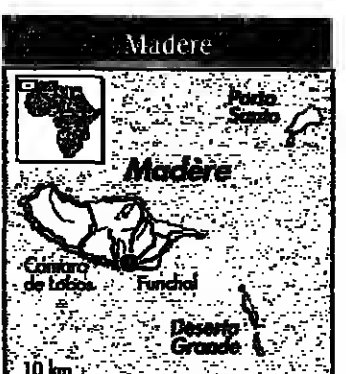
VISITER. A Funchal, de belles églises, le Musée d'art sacré et le Musée Quinta das Cruzes. Sur les hauteurs, le Jardim Botânico, abécdaire de la flore locale. Et les nombreux belvédères qui offrent des points de vue à couper le souffle.

DÉGUSTER. Poissons (thon, espadon, rouget, sardine), et fruits de mer. Bananes délicieuses et fruits tropicaux abondants. Incontournable, le vin de Madère se décline en malvoisie, boai demi-doux, serial sec et verdelho demi-sec. Il s'achète notamment à la Madeira Wine Association (visite des chais et dégustation), à Funchal.

PRATIQUER. Les sports nautiques, dont la pêche au gros, la randonnée équestre et pédestre (un paradis pour les marcheurs), l'alpinisme et le golf.

LIRE. Vivre à Madère, de Jacques Charbonne. Côté guides, le Guide bleu et le Visa (Hachette), le Guide vert Michelin et l'excellent Petit Futé.

SE RENSEIGNER. A l'Office du tourisme portugais, 135, boulevard Haussmann, 75008 Paris, (1) 47-42-55-57 et 3615 PORTUGAL.



CARNET DE ROUTE

HELVÉTIE

Eaux suisses

Loèche-les-Bains ou l'art de barboter au milieu des alpages

A vingt-sept ans, Guy de Maupassant a la vérole. « Le pauvre perd tous les poils de son corps », écrit Bourguenier à Flaubert en 1877. Son médecin lui conseille d'aller en cure à Loèche-les-Bains, ville d'eaux suisses recommandée à l'époque pour le traitement des maladies de la peau. Maupassant sollicite un congé de deux mois à l'administration dans laquelle il travaille. Sa villégiature valaisanne lui inspirera *Aux eaux*, courte nouvelle récemment rééditée.

An XIX^e siècle, la station figure sur l'itinéraire de la plupart des touristes en raison de l'obligatoire traversée du col de la Gemmi. Le sentier commence à Kandersteg (Oberland bernois). Dans la description que fait Maupassant de cet « entonnoir de granit et de neige », rien ne manque à la panoplie de l'épouvante alors inspirée par les Alpes : énormes rocs éboulés, torrents, pyramides de neige éternelle, sapins, chaos de pierres... « De place en place, sur les pentes qui semblent venir du ciel, on distingue les points blancs des chalets poussés là où ne sautait comment. Cette vue m'a fait passer un frisson dans les veines. »

Guy et sa compagne, Berthe, « joie petite marquée » de fantaisie destinée à distraire l'écrivain pendant son traitement, arrivent au passage de la Gemmi au moment d'un « radieux soleil couchant ». La « gorge des rochers » s'ouvre soudain devant les voyageurs. Ils voient se profiler à l'horizon la chaîne des Alpes pennines s'élevant au-delà de la vallée du Rhône. La « séduction mystérieuse des géants à tête pile » et celle du « peuple des glaciers » les enthousiasment. « Les grands sommets, de place en place, dominaient la foule des montures cimes. C'était le mont Rose, grave et pesant, le Cervin, la dent du Midi et cent autres pointes blanches luisantes comme des têtes de diamant. »

Si les riches-voyageurs franchissaient autrefois en chaise à porteurs ou à dos de mulet la vertigineuse piste taillée dans la paroi

qui descend vers Loèche, les touristes disposent aujourd'hui de téléphériques et de confortables chemins balisés, points de départ de randonnées pédestres. Au printemps, le décor d'alpages, de lacs et de forêts devient idyllique. « plein de fraîcheur et de vie. [...] Cent torrents poreux à des filets d'argent » glissent des crêtes. Le plateau se couvre d'edelweiss, « pâles fleurs des glaciers », dont Berthe se fait un « bouquet de corsage ».

En contrebas, les maisons de Loèche, brûlées par le soleil, entourées de minuscules jardins potagers, se trouvent enfermées « entre des murailles de rochers droits, bruns, frouches, sur une nappe de gazon ». Située à 1 411 mètres d'altitude, Loèche (ou

Dès l'époque de Maupassant, des passages souterrains relient certaines auberges aux thermes. « On descend directement de la chambre dans les piscines où vingt baigneurs trempent, déjà vêtus de longues robes de laine, hommes et femmes ensemble. Vis des galeries qui entourent le bain, nous avons l'air de gros crapauds dans un baquet » glissent des crêtes. Le plateau se couvre d'edelweiss, « pâles fleurs des glaciers », dont Berthe se fait un « bouquet de corsage ».

« Vis des galeries qui entourent le bain, nous avons l'air de gros crapauds dans un baquet »

plotté Leukerbad, comme on la nomme dans cette partie allemande du Valais) est un village de 1 500 habitants qui exploite depuis l'Antiquité romaine de voluptueuses installations thermales.

Intégrés aux contours d'un paysage « sauvage, nu, très beau », chalets coquins et hôtels aux chambres lumineuses s'étagent vers l'est. Vingt-trois piscines, couvertes ou en plein air, permettent de se prélasser dans des thermes aux parois transparentes. L'eau, qui jaillit d'une profondeur de 2 000 mètres à une température variant de 28 à 51°, contient une forte proportion de sulfate de calcium. Elle ne se boit pas, mais est excellente pour les rhumatismes, certains cas de rééducation et surtout pour la détente et le bien-être. Été comme hiver, les visiteurs barbotent dehors, dans les sources chaudes, face aux cimes neigeuses des Alpes.

En 1660, les chansons luthériennes sont prohibées. En 1823, « les propos libres, les actions indécentes et, en général, tout ce qui peut blesser l'honnêteté et les mœurs, sont punis d'une amende de 4 à 20 F ». Le curé se charge ensuite de distribuer le montant des contraventions aux paroissiens qui produisent des attestations de pauvreté. Mais le concept d'indécence évolue. Certains jours de la semaine, il est désormais permis de nager nu dans les bains romano-irlandais de l'Alpen-therme.

Maupassant et sa joie Berthe finissent par quitter Loèche. « J'ai le cœur gros. La veille du départ, je crus que tout le monde allait pleurer. »

De notre envoyée spéciale
NICOLE-LISE BERNHEIM



Scène de bain dans les thermes de Leukerbad.

Bravo!

ESPAGNE

Un seul mot et toute l'Espagne est à vous



1150 FF*

1250 FF*

Paris Barcelone Paris

Paris Madrid Paris

Pourquoi Bravo! Parce que c'est la clé des vacances en Espagne. Parce que Bravo! vous donne le service impeccable des vols réguliers Iberia... Avec des offres promotionnelles particulièrement intéressantes, par exemple : Valence 1400 FF*, Seville 1600 FF*, Las Palmas 1800 FF*, Tenerife 1800 FF*, Arrecife 1800 FF*.

*Taux A/R Barcelone en Dax au départ de Paris, prix par billet applicable pour deux personnes voyageant ensemble de 1600 à 1500. Conditions particulières de vente, consultez votre agent de voyages ou Iberia au (1) 40 47 80 90 ou 3415 IBERIA, sans franchise.

IBERIA

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. En avion (à partir de 1 270 F A/R), vols Paris-Geneve sur Air France et Swissair avec, à l'aéroport, connexion directe avec la gare pour se rendre à Sierre/Loèche. En train, de Paris, avec le TGV pour Lausanne (600 et 520 F A/R) et correspondance pour Loèche (Leuk), d'où on prend un autocar.

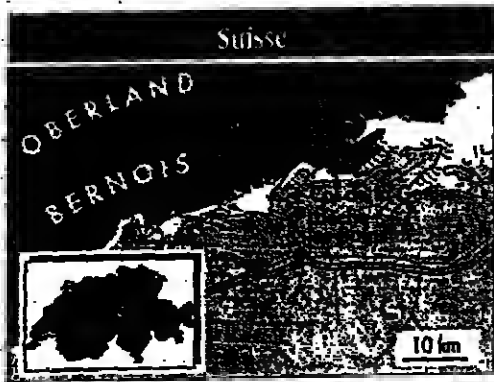
CIRCULER. Le « Swiss-pass » permet d'emprunter les trains, les bateaux ou les cars postaux ainsi que les transports urbains (bus et tramways) des principales villes helvétiques. Prix en fonction de la durée de validité (4 jours, par exemple, de 840 à 1 260 F).

SÉJOURNER. Dans le haut de gamme, à l'Hôtel des Sources des Alpes (un Relais et Châteaux) qui propose des forfaits pour l'été ou, plus abordable, en hôtel une ou deux étoiles. A signaler notamment, du 1^{er} juillet au 28 octobre, un forfait comprenant 7 nuits en chambre double, demi-pension ou petit déjeuner, 6 jours de

remontées mécaniques (téléphériques du Torrent et de la Gemmi), une entrée quotidienne aux bains thermaux (Burgerbad et Alpen-therme), l'accès au minigolf, au cinéma, aux bus locaux et à un programme de remise en forme : de 5 230 à 6 338 F par personne en hôtel 4 étoiles, de 2 720 à 3 790 F en 2 étoiles. Egalement studio pour deux personnes à partir de 120 F par jour.

LIRE. Aux eaux, de Guy de Maupassant (Éditions Joca serial). Côté guides, le Guide bleu (Hachette) et le guide Ollivier.

SE RENSEIGNER. A l'Office du tourisme de Leukerbad/Loèche-les-Bains (tél. : (19) 41-27-62-11-11) et à l'Office suisse du tourisme (11 bis, rue Scribe, 75009 Paris; (1) 44-51-65-51 et Minitel 3615 SUISSE), où l'on trouvera notamment une précieuse brochure permettant de tout savoir sur l'été suisse.



ESPAGNE

Le fantôme de Charles Quint

Valladolid ou les trésors cachés d'une capitale déchu

«Yo el rey...», «Moi le roi, je cède mes droits sur le royaume de Naples à mon fils Philippe II.» Une quinzaine de lignes, tracées à l'encre noire par Charles Quint, le 15 juin 1554, annoncent le début de la fin d'un règne exceptionnel. L'écriture est belle, régulière et lisible. Seules fantaisies, les barres exagérées des p, d ou b qui griffent le document et affirment le caractère décidé du signataire. Un cachet de cire rouge, de 10 centimètres de diamètre, authentifie le parchemin. On y voit Charles Quint en armure, chevauchant son destrier, l'épée levée, prêt à l'attaque. Il a fière allure, et cette silhouette rappelle le tableau peint par le Titien, en 1548, alors qu'il était au faîte de sa gloire, après avoir remporté, à la tête de ses troupes, la bataille de Mühlberg.

Ici, à Simancas, à 11 kilomètres de Valladolid, au cœur de la Vieille Castille, enfermée dans la tour d'une forteresse imprenable, la lettre est d'autant plus émouvante qu'on la sait prémonitrice. L'empereur n'a que cinquante-quatre ans. C'est le début de la fin. Il est fatigué, perclus de goutte. Ses incessants voyages à cheval à travers l'Europe ont fait de lui un vieillard avant l'heure. Jugeant ses forces trop affaiblies, il a la sagesse et l'intelligence de transmettre, petit à petit, son héritage.

Ce parchemin est gardé soigneusement, dans un des petits placards de pin, dont le bois crotté par les ans, tapissé, et embaumé de son parfum sylvestre, le grenier circulaire perché au sommet de la plus haute tour de la forteresse de Simancas. Ici même, Charles Quint avait créé, dès 1542, les premières archives du royaume espagnol, et pour cela transformé le château. Une forteresse devenue prison sous le règne de ses grands-parents, les Rois Catholiques Ferdinand V d'Aragon et Isabelle de Castille, marqués en 1469 à Valladolid, résidence habituelle de la cour. À l'époque, Valladolid est une des plus vastes cités du royaume, avec Séville et Valence.

Séville de la chancellerie, elle joue le rôle de capitale. Elle sera détrônée en 1561, date à laquelle Philippe II décide de l'abandonner au profit de Madrid.

Sentioelle provocante, perchée sur un nid d'aigle, la forteresse de Simancas se dresse au milieu du plateau de Castille qui court à l'horizon, grillé par le vent et le soleil. Une église trapue, et des ruelles pentues s'élèvent à ses côtés, comme pour se blottir sous son aile. L'empereur se méfiait-il à ce point de la noblesse castillane, pour dérober ainsi aux regards trop curieux de la capitale les archives témoins de la politique de l'empereur ?

«Jamais l'Espagne n'acceptera vraiment de suivre Charles Quint dans ses grands desseins», écrit Joseph Pérez (Charles Quint, empereur des deux mondes), elle lui fournira les crédits et les hommes nécessaires,



Les œuvres réunies au Musée national de sculpture sont les uniques vestiges témoignants de la richesse du Siècle d'or. Ci-dessus, Christ gisant de Gregorio Fernandez.

mais à contrecoeur. (...) Ni la croisade contre les Turcs, ni la lutte contre le protestantisme ne susciteront l'enthousiasme des Espagnols en dehors de quelques milieux restreints d'intellectuels - les disciples espagnols d'Erasme notamment. (...) Même les plus fidèles serviteurs - à commencer par son épouse - considèrent (...) que l'Espagne n'a rien à gagner à lier son sort à l'Empire. L'exploitation des conquêtes du Nouveau Monde bat son plein. Les Indes sont rattachées à la seule Castille. Séville est chargée de faire respecter le monopole commercial. L'or et l'argent arrivent en abondance du Mexique, du Pérou et de Bolivie.

«L'or était conservé par les banquiers, il servait à payer les guerres et les déplacements», précise la directrice des Archives générales de Simancas. Les yeux de Maria Teresa Triguero Rodriguez brillent dès qu'il s'agit de Charles Quint. Elle parle à

n'en plus finir et ressuscite la vie quotidienne de celui qu'elle qualifie de «père de l'idée européenne, après Charlemagne et avant Napoléon». Il n'a pas de palais. Pas même à Valladolid, la capitale, où son fils Philippe II naît, en 1527, dans la maison de Francisco de los Cobos, son secrétaire et homme de confiance. Charles Quint trouve logis sur son chemin à la manière d'un Don Quichotte. Empereur-vagabond, il dort et dîne chez les nobles.

Un agenda posthume révèle qu'il change presque chaque jour de couche et de décor. D'Angleterre en Italie, d'Allemagne aux Flandres, ou le suit dans ses interminables chevauchées. En 1520, il est sur le Rhin, à Coblenz, Mayence, Worms et Heidelberg. En 1521, son passage est signalé à Maastricht. Il séjourne près d'une année en Flandres. Le 26 août 1522, il s'installe pour trois jours... à Valladolid, dans une cité

en liesse. Puis file à Tordesillas, à 30 km, pour assister à une messe commémorative des funérailles de son père dans le couvent Santa Clara. Jeanne, sa mère, dite la Folle depuis la mort de celui-ci, le beau Philippe II naît, en 1527, dans la maison de Francisco de los Cobos, son secrétaire et homme de confiance. Charles Quint trouve logis sur son chemin à la manière d'un Don Quichotte. Empereur-vagabond, il dort et dîne chez les nobles.

Des quelque soixante-dix clarisses cloîtrées d'autrefois, il en reste treize à Santa Clara. Le couvent, un ancien palais mudéjar construit en 1340, sent l'encastement. Dans une des vitrines en verre soufflé de l'avant-chœur, la Vierge voilée d'argent et de pierres précieuses date de l'époque de Charles Quint. De même les fresques et les peintures composant le retable de la Chapelle majeure, ou encore l'orgue portatif ayant appartenu à Jeanne.

On retrouve trace de la veuve éplorée en haut du clocher de San Antolín, l'église voisine. Il subsiste la balustrade arrondie où, dit-on, Jeanne se tenait, guettant dans la vallée, qui s'étend à perte de vue, le retour impossible de son époux. Les venelles étroites du village, couleur de brique, se fauillent entre des façades muettes comme des murs de prison. «Les Castillans sont des gens

durs, introvertis, qui ne parlent pas à l'étranger, contrairement à une jeune femme du pays, mais s'ils deviennent des amis, ils sont sûrs et fidèles.» La langue maternelle de Charles est le français. Il apprend à s'exprimer correctement en espagnol, mais il faut attendre les dernières années de son règne pour que ses liens avec l'Espagne se ressentent vraiment. L'empereur choisira l'extrême sud-ouest de la Castille, l'Estremadure pour finir ses jours.

Valladolid a gommé de sa mémoire jusqu'au nom de celui qui régna sur un empire où jamais le soleil ne se couchait.

Pas une mention sur les murs de la cité. Pas un guide, ni le moindre dépliant culturel ou touristique pour évoquer Charles Quint.

La ville, qui compte aujourd'hui près d'un demi-million d'habitants, a été mutilée par une urbanisation sauvage, fruit d'une expansion économique qui a commencé dans les années 50 par l'implantation d'une industrie automobile. Que lui importe alors la sauvegarde d'un patrimoine que ses voisins, au contraire, préservent jalousement. Avila, Salamanca et Ségovie figurent sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité. «On a bûché du fonctionnel et modernisé le centre», affirme avec orgueil, et sans état d'âme, Victor, un jeune cadre dynamique. Même la Plaza Mayor - qui aurait servi de modèle à celle de Madrid - fait fuir le badaud qui s'y précipite d'habitude. Un parking souterrain et les arrêts d'autobus occupent le centre de la place ont achevé le massacre. Alors, en quête d'atmosphère, on se réfugie sous les arcades à colonnades, dans l'ombre du Lion d'or, un vieux café au décor suranné.

Restent les églises et les couvents, innombrables, uniques témoins des splendeurs et des fortunes accumulées au XVI^e. Durant le Siècle d'or, les communautés de franciscains, dominicains et bénédictins s'enrichissent des œuvres d'art commandées aux plus grands artistes par la noblesse castillane. Le tout-puissant monastère de San Benito, siège à l'époque de la fondation des trente couvents de Castille, où chaque noble se devait d'avoir une chapelle, s'est vu confisquer ses biens par l'État, au XIX^e siècle, comme toutes les institutions religieuses. Ses trésors constituent aujourd'hui le clou des

collections du Musée national de sculpture, lui-même installé dans les bâtiments monastiques de l'ancien collège San Gregorio, fondé par Alonso de Burgos, confesseur de la reine Isabelle, grand-mère de Charles.

Autour d'un patio hispano-mauresque en dentelle de pierre, le réfectoire, les salles d'études et de prière offrent le cadre adéquat pour l'exposition des œuvres religieuses. Ainsi le monumental retable de San Benito, pièce majeure de la collec-

tion, qui fut réalisé par Alonso Berruguete, élève de Michel-Ange, à son retour d'Italie entre 1526 et 1532. Il a été démonté en une trentaine de sculptures et panneaux de bois polychrome que l'on découvre accrochés aux cimaises des deux grandes galeries du rez-de-chaussée. L'ensemble, très Renaissance, impressionne par sa force et sa beauté : visages implorants, corps démodés, drapés sensuels se détachent sur le velours bleu sombre qui couvre les murs.

Il y a les trois prophètes, un Calvaire gigantesque, une Annoncia-

Lettre de Charles Quint. Le 15 juin 1554



ARCHIVES DE SIMANCAS

tion avec une Vierge aux joues roses et aux yeux clairs pleins de douceur, un saint Benoît sévère, un saint Jean pensif et un saint Sébastien lasché qui, les lèvres entrouvertes, a l'air de se demander pourquoi il souffre. Représenté à l'écart de cette danse macabre, le Christ gisant, œuvre de Gregorio Fernandez, semble seulement endormi. Un crucifix sur une croix en bois, il a, lui aussi, la bouche bée. Les yeux entrouverts comme s'il était prêt à parler.

A San Gregorio, il ne reste pas trace de la controverse de Valladolid. Pourtant, c'est bien là, dans ce monastère, que fut débattue la grande question : oui ou non les Indes ont-elles une âme et donc le droit d'être traitées comme des hommes ? Charles Quint, le 15 avril 1550, avait suspendu l'entreprise de conquête du Nouveau Monde et demandé qu'une commission soit saisie du dossier. Le dominicain Bartolomé de Las Casas témoigne, avec passion : il prend la défense des Indiens, raconte les atrocités commises dans les grandes propriétés et les massacres perpétrés. La commission se sépare dans l'ambiguïté. Les enjeux de la politique coloniale sont trop forts.

C'est comme si Valladolid mutilée, ville martyre des temps modernes, avait été punie pour avoir refusé de juger, les siens, ces Conquistadores sanguinaires. Valladolid est oubliée de l'Histoire, mais cette fineste controverse, à laquelle elle a donné son nom, lui laisse une certaine postérité.

De notre envoyé spécial FLORENCE EVIN

Sentinelle provocante, perchée sur un nid d'aigle

collections du Musée national de sculpture, lui-même installé dans les bâtiments monastiques de l'ancien collège San Gregorio, fondé par Alonso de Burgos, confesseur de la reine Isabelle, grand-mère de Charles.

Autour d'un patio hispano-mauresque en dentelle de pierre, le réfectoire, les salles d'études et de prière offrent le cadre adéquat pour l'exposition des œuvres religieuses. Ainsi le monumental retable de San Benito, pièce majeure de la collec-

Un destin européen

Né à Gand en 1500, baptisé Charles en souvenir de son arrière-grand-père le Téméraire, orphelin en 1506 de son père Philippe le Beau, le futur Charles Quint devient duc de Bourgogne à l'âge de sept ans. Nommé roi de Castille et d'Aragon à dix-sept ans, c'est sous le nom de Charles I^{er} d'Espagne qu'il assume l'héritage de sa mère Jeanne, fille aînée des Rois catholiques. A dix-neuf ans, il succède à son grand-père Maximilien de Habsbourg, prend le titre d'empereur du Saint-Empire romain germanique sous le nom de Charles Quint. Sous un même sceptre il a ainsi réuni les Pays-Bas et la Franche-Comté, la Castille et ses possessions d'Amérique, l'Aragon et ses dépendances italiennes ainsi que les États héréditaires des Habsbourg en Allemagne. L'éternel voyageur abdique en 1556 et se retire au monastère de Yuste en Estrémadure. Il s'éteint en 1558.

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Les horaires déroutent le voyageur non averti. La ville se fige à la mi-journée et les grilles s'abaissent de 14 à 17 h. Le temps d'un copieux repas suivi d'une sieste. Méfiance : les heures d'ouverture des musées sont des plus fantaisistes, et elles varient d'une saison à l'autre.

AVION ET VOITURE. Vols directs en semaine de Paris par Avisco, du groupe Iberia (1 40-47-80-90) et via Barcelone par Iberia, le dimanche. Forfaits « avion-voiture » à tarifs préférentiels (environ 2 250 F, pour 3 jours) chez Iberia (1 48-06-26-26) et Murielcolor (1 47-15-55-00), deux spécialistes qui se chargent aussi des réservations de chambres d'hôtels, notamment dans les établissements cités ci-dessous. Formules similaires chez Marsans International (1 43-59-09-06) et Donatello (1 44-58-30-60).

TOITS. Confortable, en ville, mais sans charme, l'Old Mella : environ 300 F par personne en chambre double, à réserver de Paris avec

l'avion et la voiture. Pour le même prix, choisissez à 30 km au Sud de Valladolid, la Parador de Tordesillas, belle bâtisse castillane avec piscine et parc planté de pins parasols (tél. : 933/77-00-51) ; demander les chambres avec vue jardin.

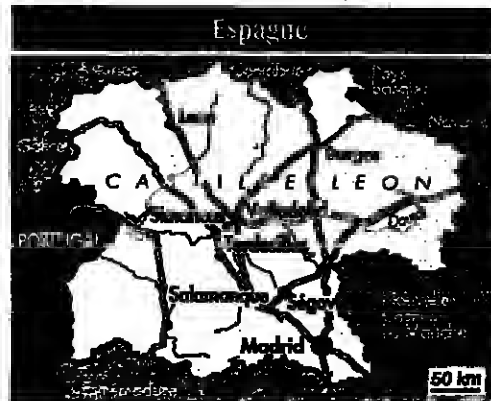
BONNES TABLES. Pour une cuisine familiale traditionnelle, la Meson Cervantes qui jouxte la demeure de l'écrivain, rue del Rastro, et la Parilla de San Lorenzo (viandes grillées), à côté de l'église du même nom. Nouvelle cuisine castillane : La Criolla, Casa Santi, rue Correas ; La Pragua, paseo des Zorilla et Panero, rue Merina Escobar.

VISITES. Outre la visite du musée national de sculptures qui, à lui seul, vaut le voyage, le cathédrale, les églises San Benito, Vera Cruz (pour son Paso de la semaine sainte, œuvre de Gregorio Fernandez), Santa Maria de la Antigua, et San Pablo. De même, les couvents Santa Ana (trois tableaux de Goya) et Santa Isabel

(docteur datant des Rois Catholiques), occupée par une communauté de clarisses (vendredis et samedis matin uniquement). A Tordesillas, voir le couvent des clarisses Santa Clara, l'église San Antolín (grimper en haut du clocher pour admirer le panorama sur la vallée du Douro et les toits de la ville). A Simancas, les Archives nationales s'ouvrent au public chaque jour (tél. : 933/59-00-03) ; audiovisuel et exposition temporaire présentent une sélection des textes les plus rares, parmi les 80 millions de documents, livres et parchemins, du XV^e au XVIII^e siècles.

LECTURES. Le guide le plus complet est en espagnol : Guia Artistica de Valladolid, de Jesus Urrea (Caja Espana). Chez Hachette, un Guide Bleu et un Routard. Enfin, Charles Quint empereur des deux mondes, Découvertes-Gallimard.

RENSEIGNEMENTS. Office espagnol du tourisme au (1) 47-20-90-54, ou minitel 3615 ESPAGNE.

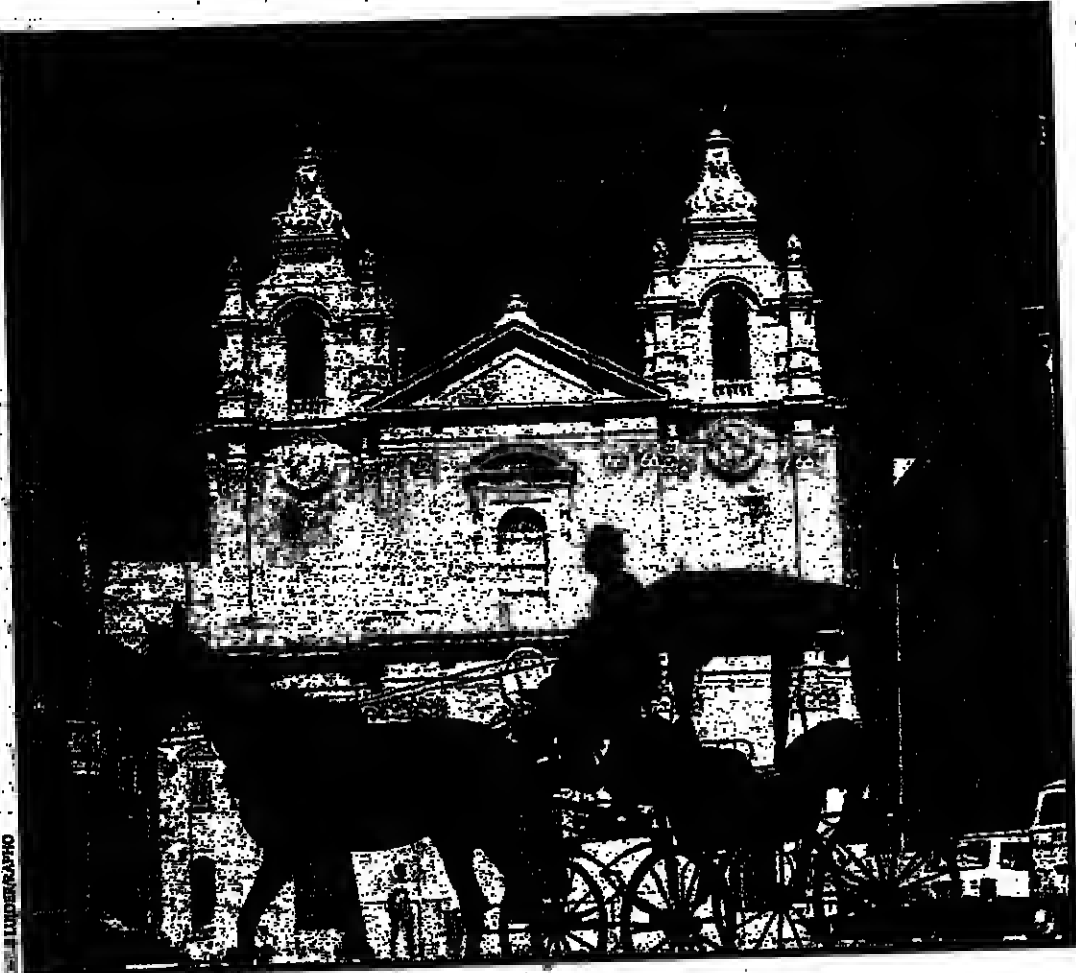


Il y a les chats. Efflanqués, pelés, majestueux et solitaires, mais toujours fiers, que de vieilles mains nourrissent parfois dans les jardins, à l'heure où tombe le soir. La nuit venue, ils rôdent dans les ruelles silencieuses, effleurent les belles demeures cachées, glissent sur les chemins de ronde de La Valette, cette cité fortifiée de la mer jusqu'à un ciel. Dès le jour, ils passent, allongés sur le pas des portes, baignés par la tendresse du soleil. Leur pelage ocre clair se confond à la pierre.

Il y a la pierre. Cette pierre blonde, chair de l'île depuis les premiers matins du monde. Quatre mille ans avant que le compteur de notre calendrier ne soit remis à zéro, des hommes ont bâti ici des temples. On ne sait trop pour qui, on ne sait trop pourquoi. On voit simplement qu'ils ont creusé la terre pour en extraire de lourdes pierres de calcaire qu'ils ont ensuite agencées à l'aplomb de collines face à la Méditerranée. Malte, alors, ne s'appelait pas encore Malte, mais elle avait déjà cette couleur-là.

Les vagues des invasions n'y ont rien changé. La pierre blonde est demeurée. Avec elle, les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean ont dressé des remparts pour se protéger des Turcs, des résidences baroques pour se souvenir de l'Europe latine et des églises pour colporter la parole catholique. Malte entretient cette mémoire épique d'il y a quatre cents ans. Mais si les fortifications passées, l'île redevient le reflet de la Méditerranée, jette des passerelles vers le proche Maghreb dont elle adopte les maisons de cubes, sans, pour autant, renoncer à la pierre lumineuse.

Ce calcaire léger reste l'unité de mesure, l'unité de vie de Malte. Dans les canyons, qui s'enfoncent en verticales vertigineuses, des machines débitent la roche en gros morceaux de sucre à peine teintés de roux. Ensuite, tel un jeu d'enfant, ils seront assemblés pour composer de nouvelles maisons à l'identique : deux étages et une terrasse plate pour étendre le linge et y dresser les antennes de télévision.



Des églises pour colporter la parole catholique

MALTE

L'île blonde

Sur les remparts, seuls les chats font le guet

Chamrier après chanter, villes et rues ont grignoté la campagne. Le promeneur qui s'enfoncé dans le labyrinthe de rues d'orties choisit, de préférence, le trottoir baigné d'ombre, surprend l'aube d'un curé venant béatifier une maison, mais n'entend rien aux conversations. Le maltais est une langue étrange, sonorités arabes et mélodie italienne, attirante mais indécise aux bords des lèvres. Langue unique qui préserve l'intimité secrète de l'île.

Car Malte, même balayée par tous les courants d'air de la Méditerranée, même brûlée par le soleil, n'offre que les appa-

rences du Sud. Point d'exubérance, point d'éclats de voix nu de radios qui brillent aux fenêtres. Comme si les chevaliers, dont les armures vides surveillent encore les couloirs du

palais de la présidence de la République, continuaient à faire régner ici leur ordre souverain. De preux guerriers qui, tout en semant des églises à profusion, n'en devaient pas moins

De notre envoyé spécial
BRUNO CAUSSE

DUO GREC

Parmi les bons spécialistes de la Grèce, Air Sud et Héliades présentent l'ensemble de leurs offres dans un catalogue où le bleu, mer oblige, domine. Air Sud (4 agences à Paris dont une au 40-41-66-66, une à Lille et 3615 code ASD) annonce des prestations ciblées, des hôtels vérifiés, des prix justes (690 F/semaine avec petits déjeuners). Relevé parmi les 26 îles sélectionnées, celle qu'il ne faudrait pas nommer pour lui garder son charme : Folegandros (600 h), accessible pour 2 440 F/semaine, un prix incluant transferts, nuits à Athènes et voyage aller en bateau. Restent le retour, les repas et les vols (Paris-Athènes à partir de 1 570 F). Une brochure distincte présente les locations. Équivalent chez Héliades (53-21-25-25 et agences de voyages), Milos, une île qui conserve les ruines d'un théâtre antique : 2 440 F/semaine en bungalows de pierre, en haute saison (1 795 F/semaine supplémentaire), traversée en bateau et petits déjeuners inclus. Il faut ajouter, ici, l'hôtel à Athènes, les repas et les vols (Paris-Athènes à partir de 1 550 F). Profiter également des promotions d'Air Gécra (53-21-25-25) et consulter les catalogues de Maceva (46-41-50-50) et de Nouvelles Frontières, au (1) 41-41-58-58.

CARNET DE ROUTE

RENTRES. Au sud de la Sicile, trois îles : Malte (246 km², 330 000 habitants), Gozo (67 km², 30 000 habitants) et Comino (2 km²). Plus de 66 000 visiteurs français en 1994. La livre maltaise vaut environ 15 francs. On y parle le maltais et l'anglais. On y regarde aussi la télévision italienne, ce qui favorise la langue de Dante. Hiver doux (14 en moyenne) et humide, de novembre à avril. Été chaud (on flirte avec les 40) mais venté.

Y ALLER. De Paris (Orly-Sud), vols réguliers (2 h 30) de Corsair/Nouvelles Frontières (le dimanche) et d'Air Malta (jeudi et dimanche), qui décolle également de Lyon et Marseille. Parmi les voyageurs programmant la destination, citons GO Voyages (avec, de mai à septembre, un forfait vol/hébergement à partir de 2 000 F la semaine, tél. : (1) 42-25-27-00) et Jet Tours, autre filiale d'Air France, ainsi que Donatello, Ck Evasion, Dedic, Donatello, Fram, Nouvelles Frontières, Rev/Méditerranée et Voyages associés. Dans les agences de voyages.

SÉJOURNER. A Floriana, l'Hôtel Phoenix. A Mdina, l'Hôtel Maritim Selman Palace. A Gozo, l'Hôtel Ta'Conc.

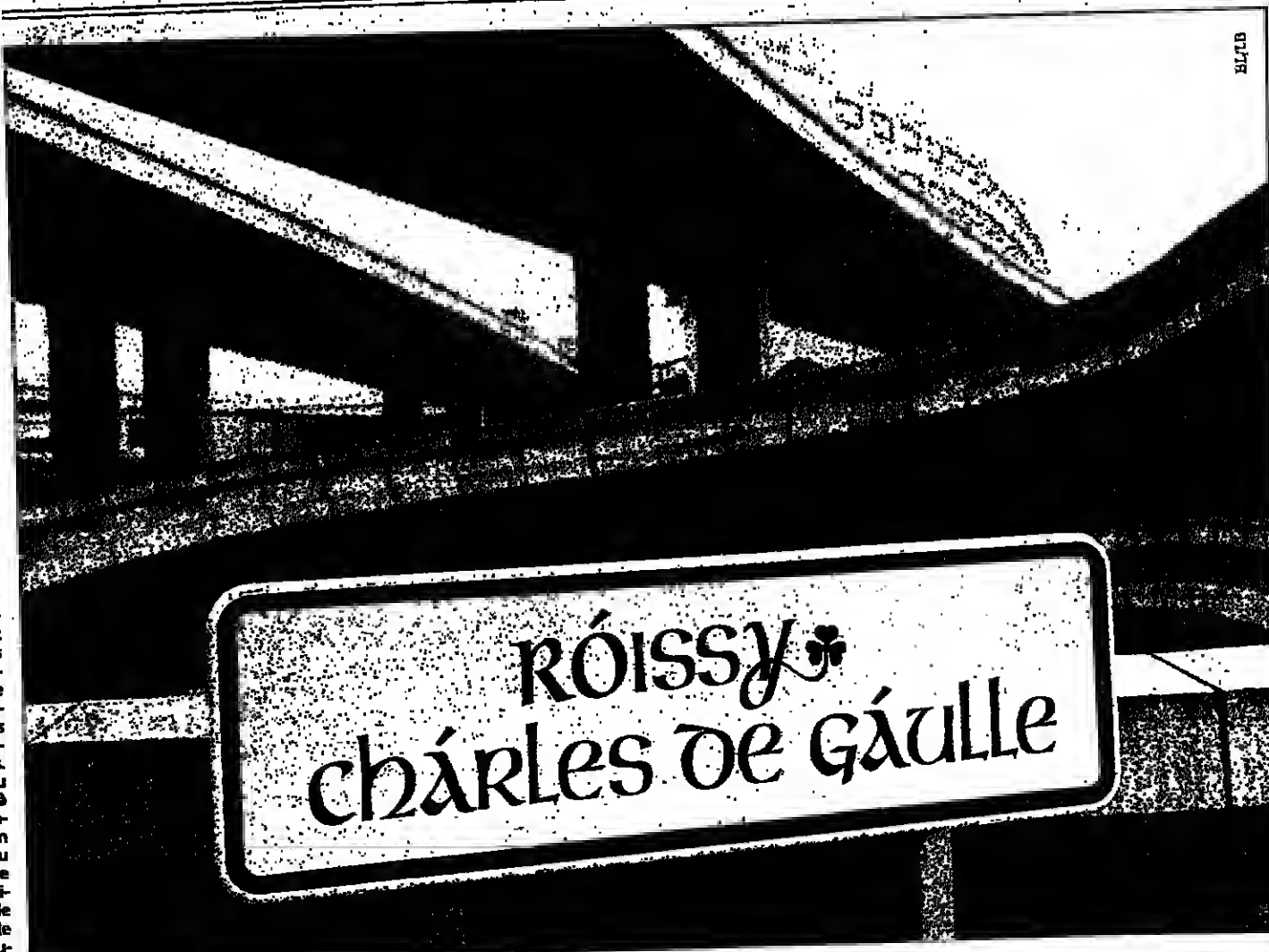
CIRCULER. Les distances étant réduites, on peut se dispenser d'y louer une voiture, d'autant que les routes sont

souvent encombrées. Des bus aux étonnantes carrosseries désertées, à prix modiques, les moindres recoins de l'île. A La Valette, deux types de taxis : des blancs, assez chers, et des noirs, moins fréquents, mais plus abordables. Un ferry effectue des rotations régulières à destination de l'île de Gozo (45 minutes de traversée) où on peut aller passer la journée. Autre option : l'hélicoptère, qui permet un beau survol de l'archipel.

VOLER. Ancienne capitale, Mdina (« la ville entourée de murs ») est aussi appelée « la ville silencieuse », tant est paisible l'atmosphère qui règne dans ses ruelles médiévales. Derrière les remparts, des palais, des monastères, une cathédrale et un musée qui vaut la visite. Outre ses palais, ses églises et ses musées, La Valette est riche de demeures baroques et de petites places. La cathédrale Saint-Jean offre un jeu subtil de lumières et de couleurs. Face à La Valette, trois cités à découvrir : Senglea, Cospicua et Vittoriosa, avec son Musée d'histoire maritime. Un beau marché dominical, celui du port de Marsadokk. Nombreux vestiges néolithiques, dont les temples de Skorpa, de Hagar Qim ou de Mnajdra. Peuplée de paysans et de pêcheurs, Gozo, très bucolique, invite à la promenade.

LIRE. Traduit de l'anglais, Le Grand Guide de Malte (Gallimard) est un compagnon précieux de même que le récent A Malte (Visa/Hachette). A noter le numéro 21 de la revue Musart sur Malte. Pour en savoir plus, Les Chevaliers de Malte, R. Jardin (Librairie académique Perrin).

SE RENSEIGNER. A l'Office national du tourisme de Malte (9, rue Trévise, 75009 Paris, (1) 48-00-03-79 et 3615 MALTE), qui diffuse diverses brochures : hôtels, voyages religieux, séjours linguistiques, plongée sous-marine, golf, gastronomie.

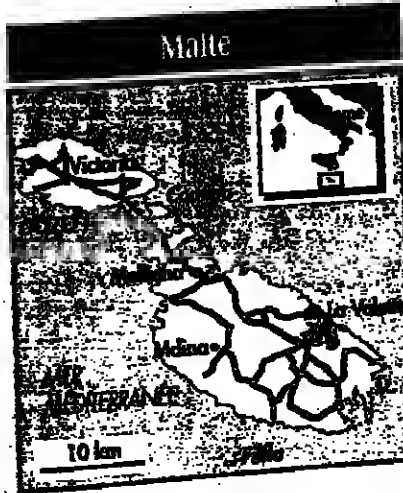


Ne vous fiez pas aux cartes, la légendaire hospitalité irlandaise commence bien avant la frontière irlandaise.

ALLER/RETOUR À PARTIR DE
1590 F
VALABLE TOUS LES JOURS*

LA SEULE COMPAGNIE QUI DESSERT DUBLIN CORK ET SHANNON.

Aer Lingus
LA COMPAGNIE AÉRIENNE IRLANDAISE
Tél. : 47 42 12 50 ou taper 3615 AER LINGUS*



هكذا من الاجل

FERVEUR

LE MONDE / TERRES D'EUROPE / VENDREDI 5 MAI 1995

UN TOIT EN SCANDINAVIE

NORVÈGE

Réserver un toit au Grand Nord est un jeu d'enfant. On choisit en feuilletant les catalogues illustrés, par région et par pays. Une maison de pêcheur, sur pilotis, face à la mer, aux îles Lofoten ? C'est en Norvège, 620 F par jour, pour quatre personnes. Un chalet en rondins au bord d'un lac, entre bouleaux et pins, avec cheminée, sauna et barque pour la pêche : c'est en Finlande, Suède, Danemark, ou Norvège et cela revient en moyenne à 4 000 F par semaine, pour quatre personnes, avec un bon confort. Brochures disponibles chez Scanditours (11 45-61-74-50), spécialiste de la Scandinavie, qui peut aussi réserver l'avion, la voiture, ou le bateau pour traverser la Baltique si l'on part avec son propre véhicule.

BERGEN. Elle s'enroule autour de la mer, se faufile entre les montagnes. Ses maisons en bois, blanches ou rouges, escaladent ses sept collines, parcours rituel du marathon qui s'y déroule chaque année. Deuxième ville de Norvège, Bergen est digne de la patrie du tourisme écologique. Aucun immeuble à l'horizon. Une nature omniprésente et, partout, des roses et des rhododendrons. Dans le port hanséatique, les façades ocre, jaune et rouge s'ordonnent en une rigueur laoséniste. Mais, dans l'entrelacs des venelles, rîtes et chants s'échappent des petites tavernes où l'on s'adonne au culte de la bière. Les bocks géants passent de main en main, les volutes de fumée montent vers le plafond. Un

chanteur gratte sa guitare. Amarrée le long des quais, une armée de bateaux, alignés comme à la parade. Une rue pavée et luisante monte péniblement jusqu'à une église de brique rouge coiffée d'un toit de cuivre. Ni la pente, ni la pluie, ni l'heure tardive n'ont découragé les fidèles. Assis, debouts, serrés les uns contre les autres, une foule de jeunes écoute une autre musique, religieuse celle-là. En vedette, Caroline Krüger, une chanteuse norvégienne qui, il y a deux ans, a gagné ses galons internationaux en remportant le concours de l'Eurovision. Joyeusement, elle mélange gospels, rythmes modernes et traits d'humour. Apparition blonde vêtue de noir, elle déclenche la ferveur de l'assistance. A sa façon, Bergen célèbre le millénaire de la christianisation

de la Norvège, en 995, quand les rois norvégiens convertis essayèrent de détrôner la mythologie scandinave. Un défi surhumain. Aujourd'hui encore, on peut se demander si le Dieu de la Bible a vraiment chassé Odin, ce guerrier poète et magicien, créateur, dit-on, des runes, ces écritures secrètes et sacrées. Comme Janus, la Norvège ne serait-elle pas, en matière de religion, dotée de deux visages ?

Capitale du royaume des fjords, Bergen est la porte d'accès à des paradis qui n'ont rien d'artificiel. Les Norvégiens ont la nature pour religion. Qu'il pleuve - c'est courant - ou qu'il fasse soleil, ce qui est plus rare. A l'entrée d'un restaurant, une affiche cloue le bec aux esprits chagrins : « Chaque goutte d'eau est un baiser du Para-

dis. » Au sud de la ville, le ferry glisse lentement vers l'archipel de Bømlo, situé à 95 kilomètres de là. Sur la plus grande de ces îles ne résident pas plus de dix mille personnes. Seuls les cris des motettes et le clapotis de l'eau y rompent le silence. Camaïeu de verts (laiteux, émeraude, bouteille), l'eau vire soudain au gris, reflet d'un ciel chargé de pluie. Les Norvégiens savent depuis longtemps lire le temps dans la couleur du fjord. On raconte aussi que, dans les cauchemars des enfants, les trolls, ces gnomes laids et malicieux qui, la nuit, hantent forêts et montagnes, apparaissent comme des monstres géants enfantis par l'ombre des sommets. Véritables entailles dans les montagnes, les fjords, ces bras de mer insondables, peuvent finir avec les 1 000 mètres de profondeur.

licisme, le luthérianisme ne remplit guère aujourd'hui les temples du pays. Si 90 % des Norvégiens sont baptisés, 10 % seulement sont pratiquants. Tous, en revanche, se retrouvent pour célébrer la nature et préserver leur patrimoine.

« Chaque goutte d'eau est un baiser du Paradis »

Une profession de foi que symbolise à merveille Espesvær, petit village de pêcheurs niché au cœur de l'archipel de Bømlo et sacré « village le mieux préservé d'Europe ». Au bout d'un sentier fleuri, un rorbu, modeste maison de pêcheurs, a été reconstruit en bois et en mousse. Dans une soupenne brisée à l'envi, l'hôte des lieux veille religieusement sur les outils de travail et les filets de pêche qui y sont exposés. Ici, les pêcheurs sont souvent des agriculteurs, et les pontons jouxtent les jardins. Devant les petites fermes en bois, les bateaux de pêche et de plaisance se balancent doucement. Visiteurs étrangers et Norvégiens commencent dans le même amour de la nature. Avec, il est vrai, des motivations diverses. Pour les premiers, le roi saumon, pour les seconds, une obsession de l'environnement qui, observée malicieusement une jeune Norvégienne, constitue aussi « un alibi pour échapper aux contraintes religieuses ». A Bømlo, où l'on devait découvrir de l'or à la fin du siècle dernier, il n'y a que trois hôtels. Ils suffisent amplement au bonheur des solitaires qui viennent y pêcher le saumon et font sécher eux-mêmes leur poisson. Au-dessus du Brandasund, un restaurant installé dans une ancienne conserverie de poisson, une petite route serpente au milieu des rochers noirs, jusqu'à un promontoire, entre ciel et mer. Il est minuit, mais le ciel est encore clair. Le soleil vient de se coucher, inondant la mer argentée de reflets dorés. Depuis Lillehammer, l'or vient toujours du Nord.

De notre envoyée spéciale
BRIGITTE CAMUS-LAZARO



Chaussée des Géants. Co. Antrim.

Profitez de tout!

Cette année ne manquez pas d'inclure l'Irlande du Nord dans vos projets de vacances. Mettez le cap sur le nord et faites l'expérience des merveilles qui vous y attendent.

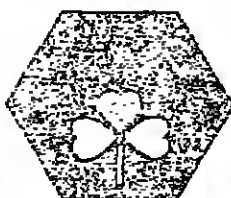
Une croisière sur les lacs de Fermanagh. Une randonnée dans les collines des Sperrins. La splendeur du Giant's Causeway - la chaussée des Géants. Les montagnes de Mourne. Les vertes vallées d'Antrim.

Vivez l'histoire de Derry et d'Armagh, ville épiscopale. Et l'hospitalité chaleureuse du peuple.

Le golf. La pêche. La voile. L'équitation. Tant d'activités à découvrir dans un cadre idyllique. Des restaurants superbes. Des pubs. Et des spectacles - vous avez l'embaras du choix.

Ne manquez pas Belfast. Une ville de culture, d'artisanat, de sports et de commerce. Si vous comptez faire la traversée par bateau, vous avez le choix de 20 traversées par jour directement en Irlande du Nord. Tous les principaux aéroports britanniques ont des vols en direction de l'Irlande du Nord.

Appelez l'Office de Tourisme d'Irlande du Nord.



Office de Tourisme d'Irlande du Nord, 3 Rue de Pontaise, 78100 St. Germain en Laye, France. Tel: 1331 1 39 21 93 80. Fax: 1331 1 39 21 93 90.
Nord Irland Informations Büro, Neumühle Tor, CH-8408 Winterthur, Switzerland. Tel: 41 52 202 6666. Fax: 41 52 202 6908.
Northern Ireland Centre in Europe, 20 Avenue des Celtes, Bruxelles 1040, Belgium. Tel: 322 732 5678. Fax: 322 735 7874.

Office de Tourisme
d'Irlande du Nord

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. En avion et sans escale avec le vol (à partir de 2 700 F A/R) proposé tous les samedis par la SAS : (1) 47-42-06-14, du 13 mai au 12 août, en plus de ses trois vols quotidiens, via Oslo ou Copenhague. Tarifs préférentiels chez Bennett Voyages et Scanditours (agences de voyages), au départ de Paris (environ 2 000 F A/R), de Lyon et Nice (environ 2 400 F). Consulter également les forfaits d'Alantours : (1) 42-96-99-78, et Pandore Voyages : (1) 40-56-02-56, autres spécialistes de la destination. Tous proposent aussi logement chez l'habitant, auberges de jeunesse, locations de chalets et de voitures. A signaler, à partir du 7 juin et jusqu'au 30 août, un vol charter Corsair (de 950 F à 1 690 F selon les dates) programmé chaque mercredi par Nouvelles Frontières : (1) 41-41-58-58 et Minitel 3615 NF.

SE LOGER. De préférence sur le port ou le long des rues piétonnes de la ville médiévale. Par exemple au Bryggan Orion, au Romantik Hôtel Perik Pension, au Rainbow Hotel Bristol, à l'Augustin ou à l'Admiral, au Neptun ou au Radisson SAS. Comptes, selon la saison, entre 320 F et 550 F la chambre double.

VISITER. Bergen, 220 000 habitants, porte d'entrée des fjords, important port de plaisance, s'enorgueillit de nombreuses activités culturelles : cette année, à l'occasion du millénaire de la christianisation, des festivités ont lieu à Møster et dans tout le pays. Incontournables : la ville hanséatique (inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco), le Musée hanséatique, la

place du marché aux poissons et la maison du compositeur Edvard Grieg, située à Trolldhaugen, à 8 km de Bergen. Sur l'île de Lysoen (à 20 km), la maison rococo du violoniste Ole Bull et son parc romantique. A une centaine de kilomètres, Rosendal, un manoir du XVIII^e siècle avec roseraie, arbres centenaires et belle bibliothèque.

LIRE. Les Eglises en bois de Norvège, de Gunnar Bugge (Desclée de Brouwer), les Contes de Norvège (éditions Esprit ouvert), disponibles à la Compagnie du cercle : (1) 44-39-85-55, et bien sûr, les romans de Knut Hamsun, Prix Nobel de littérature en 1920 pour *L'Éveil de la glèbe*. Deux bonnes adresses : Le Livre ouvert, 48, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris : (1) 48-87-87-33 (spécialiste de l'Europe du Nord) et la Bibliothèque nordique, 6, rue Valette, 75005 Paris : (1) 43-29-61-00, pour les passionnés d'art et d'histoire. Parmi les guides, le Guide bleu et le Routard Scandinavie (Hachette), ainsi qu'un Petit Futé.

ÉCOUTER. Deux CD, *Le Compagnon et Trois*, musique composée par Jean-François Vrold pour les spectacles mis en scène par le conteur Abbi Parbo.

REGARDER. Le Vidéo Guide Hachette consacré à la Norvège. Dans les librairies, grandes surfaces et vidéoclubs.

SE RENSEIGNER. Office du tourisme de Norvège, 88, avenue Charles-de-Gaulle, 92523 Neuilly Cedex : (1) 46-41-49-00 et 3615 NORVEGE et Maison de Norvège, 7, boulevard Jourdan, 75014 Paris : (1) 40-78-55-55.



SPITZBERG

L'extrême Europe

Au-delà du cercle polaire, l'ailleurs absolu

Qui l'eût imaginé ? Ce bastion inhospitalier, perdu en plein océan glacial Arctique, à 640 km de la Norvège et à moins de 1 000 km du pôle Nord, est devenu, au début de ce siècle, une des premières destinations de croisière pour le nec plus ultra des paquebots. En 1194, les annales islandaises mentionnent l'existence d'une terre nommée Svalbard, le « pays froid ». Mais il faudra attendre 1596 pour voir l'explorateur hollandais Barents, parti à la recherche d'une nouvelle route pour la Chine, la redécouvrir et la rebaptiser Spitzberg, autrement dit le « pays des montagnes pointues ». Dès 1610, et pour deux siècles, Hollandais, Français, Basques, Anglais, Danois et Norvégiens viennent y chasser, intensivement, la baleine. Certains, prisonniers des glaces, passent même l'hiver à traquer l'ours polaire, le renard et le phoque.

Demandez le programme !

Destination offerte à des tarifs nettement plus abordables que par le passé, le Spitzberg est, entre juin et août, programmé par une vingtaine de navires, qui proposent des croisières de 2 à 6 jours dans l'archipel du Svalbard. La baie de la Madeleine - un des plus beaux sites - ainsi que l'approche de la banquise sont, en général, à l'affiche de tous les circuits. En revanche, seuls certains bateaux font escale à Longyearbyen, lieu relié par avion à Tromsø et Mourmansk. Quant aux croisières les plus longues, elles permettent la découverte des côtes nord et est. Pour le reste, il importe de savoir que les conditions météorologiques sont, dans cette région, changeantes et imprévisibles. Ainsi n'est-il pas toujours possible de débarquer sur la terre ferme. De plus, le brouillard peut également se mettre de la partie. Sachant que le mercure atteint au maximum 5 degrés (au soleil), on ne lézinera pas sur les pull-overs, les gants, sans oublier une paire de bonnes chaussures imperméables. Navire moderne très confortable et très prisé par la clientèle européenne, le Costa Allegra - un des plus agréables paquebots de la compagnie Costa - mettra, pour la première fois, le cap sur le Spitzberg et ce, à deux reprises, en juillet : 13 jours port/port, au départ d'Amsterdam, pour 15 885 F et 18 205 F, prix auxquels il faut ajouter le vol Paris/Amsterdam (1 250 et 1 950 F au départ de la province). Il sera relayé, au cours du même mois, par le Mermoz (Costa/Paquet), un

habitué des lieux, lui, avec des circuits de 13 à 14 jours, dont trois au Spitzberg (de 20 140 à 22 200 F, au départ de Paris). Spécialement affrétés pour un public français, plusieurs bateaux, sympathiques et privilégiant une ambiance familiale : le Puncchal (Scanditours), qui propose un itinéraire de 13 jours incluant les Féroé, le cap Nord et les fjords (à partir de 16 770 F) ; l'Azerbaïdjan (Transnord), avec, au départ de Dunkerque, une croisière de 17 jours pour 20 510 F ; le Dalmacija (Scanditours), dont les deux circuits de juillet (à partir de 18 220 F) incluent 3 jours au Spitzberg, ainsi que les fjords, le cap Nord et les Lofoten ; l'Amérikanis (Chandris Celebrity Cruises), avec, lui aussi, deux voyages de 15 jours, en juillet, à partir de 16 090 F. De son côté, le voyageur Grand Nord/Grand Large programme trois petits navires, simples mais confortables. Le Nordbrise (40 passagers et des circuits de 6 jours, depuis Paris, à partir de 15 260 F), le Professeur Molchanof (35 passagers), qui, de juin à août, explore les régions nord et nord-est du Spitzberg (à partir de 10 800 F port/port depuis Longyearbyen) et le Polarstar (26 passagers), qui propose un tour complet du Spitzberg avec approche de la faune polaire (8 jours, port/port, depuis Longyearbyen, 16 700 F en cabine triple). Pour croiser dans le plus pur style norvégien, on peut aussi opter pour le Nordstjernen, un Express côtier reconstruit. Pas luxueux, mais plein de charme et une table

généreuse. Programmé par Bennet Voyages et Scanditours : 8 jours, 16 830 F de Paris, avec embarquement à Tromsø ; 6 jours, 13 590 F de Paris, au départ de Longyearbyen. Dans le haut de gamme, une mention spéciale pour l'Europa (Transports et Voyages), fleuron cinq étoiles de la première « Sélection France » de ses croisières : 15 jours, Paris/Paris, à partir de 23 400 F. Le Spitzberg est également au programme du Vistafjord et du Royal Viking Sun, les deux stars de la Cunard. Compter entre 24 800 et 31 689 F au départ de Hambourg ou de Copenhague pour une croisière de 14 jours. Enfin, chez Apsara, orfèvre du voyage-expédition, l'itinéraire du Kapitan Dranitsyn inclut, en juillet, les archipels du Spitzberg et de la terre François-Joseph (12 jours, dont 5 consacrés à l'exploration du Spitzberg et la découverte de sa faune), ce qui en fait le plus élaboré de tous : à partir de 41 900 F, au départ de Paris. Toutes les croisières mentionnées sont en vente dans les agences de voyages. Quant aux prix indiqués, par personne avec taxes portuaires et assurances comprises, ils correspondent à une cabine intérieure de deux lits bas ou, pour les navires de luxe, à une cabine de la catégorie la plus abordable. Pour comparer ce qui est comparable, vérifiez bien, dans les brochures, ce qui est inclus dans le tarif mentionné : préacheminement, avion aller/retour, transferts, taxes et assurances diverses, excursions, boissons, pourboires.

cerle que marque, en pleine mer un simple rocher, posé à fleur d'eau et sur lequel des anneaux entrecroisés représentent la terre. Pur et émouvant. A l'image de cet univers où, quatre mois durant, la nuit a désormais la couleur du jour. L'air s'élève et, pour sortir sur le pont, il faut se battre avec le vent. Sentinelle dressée à mi-chemin entre l'archipel et le continent, l'île aux Ours, dont les crêtes aiguës crèvent les ouages, se blanchit soudain de milliers d'ailes. Visio de rêve que cet ailleurs absolu, ce royaume de la nature brute. Partout, le roc et l'eau se disputent l'espace. La côte déroule ses kilomètres de moraines, de caps et de pics, de glaciers et de séracs. Tombants vertigineux, cavernes, arches et vallées ense-

LES VOILES DE L'AVENTURE

Aventure et découverte de régions extrêmes. Ainsi peut-on résumer l'esprit des croisières proposées par le voyageur Croisières australes. Des croisières de tous niveaux, à bord de voiliers appartenant à des propriétaires indépendants et expérimentés. Partie intégrante de l'équipage, les passagers participent aux manœuvres, aux quarts et à la cuisine. Avec, pour décors, des sites d'exception : Terre de Feu (Cap Horn et glaciers chiliens), Antarctique, péninsule de Valdes (le pays des baleines), Géorgie du Sud, Alaska et Arctique avec les Lofoten et le Spitzberg exploré à bord d'un voilier de 19 mètres, dans le cadre de croisières de 7 à 14 jours (de 8 000 F à 14 000 F). Egalement programmée, une traversée du Spitzberg aux Lofoten (20 jours, 16 500 F), du 28 août au 16 septembre. Des prix tout compris, excepté l'acheminement aérien de Paris (entre 3 800 F et 4 500 F A/R). Renseignements au 99-62-76-63.

Eglise en bois debout du XIX^e siècle. Cap sur le Spitzberg.

très proche. Etape pittoresque avant l'éblouissante approche de la banquise, dont les milliers de blocs semblent respirer au rythme de la houle. Un tapis sans cesse en mouvement, que le navire effleure avec précaution, sous l'œil curieux des godlands. La coque crisse. Un phoque se hisse maladroitement sur un flot de glace pour s'y chauffer au soleil.

Un peu plus tard, à l'entrée du Kongsfjord, apparaît la station météorologique de Ny Ålesund, une base d'où partent les expéditions polaires du début du siècle. Avec, aujourd'hui, un bureau de poste - lui aussi le plus septentrional au monde - dont le cachet est très prisé des collectionneurs. Se succèdent ensuite le Lillienhookfjord et ses mon-

Des milliers de blocs de glace semblant respirer au rythme de la houle

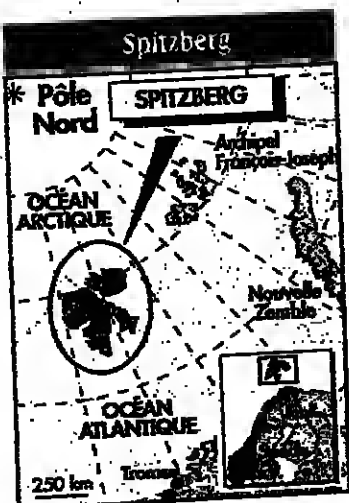
tagnes vertes, paradis des godlands et des fulmars ; le Krossfjord, dont les gigantesques glaciers se reflètent dans un miroir liquide piqué de taches blanches ; l'Isfjord, enfin, et Longyearbyen, la capitale, une petite ville minière de mille habitants, fondée en 1906 par un ingénieur américain, et où se côtoient aujourd'hui Russes et Norvégiens. Peut-être fera-t-on encore escale au cap Nord et aux Lofoten, avant d'explorer les fjords norvégiens. On aura alors l'impression que tout, de nouveau, sera minuit. Resterait le souvenir, fragile comme l'espérance, de ce miracle, de cet équilibre parfait entre un lieu et un instant, de cette harmonie des couleurs et du silence.

De notre envoyée spéciale
MICHÈLE VALENDINA

CARNET DE BORD

COMPAGNIES ET VOYAGISTES. Apsara (1) 47-70-26-55, Bennett (1) 47-42-91-89, Chandris Celebrity Cruises (1) 40-41-09-22, Costa/Paquet (1) 49-24-94-20, Grand Nord/Grand Large (1) 40-46-05-14, Scanditours (1) 45-61-74-50, Transports et Voyages (1) 44-94-20-40, Wingate/Cunard (1) 44-77-30-11. AGENCES SPÉCIALISÉES. L'Espace Croisières (54, rue François-I^{er}, 75008 Paris, (1) 45-62-59-00), Le Comptoir de la Croisière (20 bis, av. Mac-Mahon, 75017 Paris, (1) 40-68-68-68), Hawas Voyages Croisières (26, av. de l'Opéra, 75001 Paris, (1) 42-60-29-53), Mondoville (47, quai des Grands-Augustins, 75006, (1) 44-41-32-90), La Boutique des Croisières (19, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, (1) 40-16-39-98). En province. A Cannes, Canisphère au 11, rue du 24 août (92-99-01-02) et

Voyages Mathez au 2, square Mérimée (92-99-25-25). A Nice, Le Monde des Croisières, 19, rue de la Liberté (93-82-21-21). A Lyon, Destination Croisières, 3, rue du Plat (78-42-11-94). Enfin, plus de 200 agences sont membres du Club Amiral de Costa/Paquet (liste sur demande). A LIRE ET À VOIR. Le Voyage d'une femme au Spitzberg, par Léonie d'Annet (Ed. du Félin). Le Grand Guide du Voyageur (Gallimard). Le Guide bleu (Hachette). Pour les escaliers en Norvège, le tout récent Videoguide Hachette réalisé par Laurent Debois (Norvège, 149 F). Pour mieux connaître la culture et l'âme de la Norvège, le très beau Art de vivre en Norvège (Flammarion). Et, pour tout savoir sur l'univers de la croisière, le Guide de la croisière et des escales, de notre collaboratrice Michèle Valandina (L'Archipel, 125 F).



HÔTELS DE FRANCE

Ristorante GABRIELLE
- Produits frais - Cuisine familiale
- Anti-Pasti - Pâtes fraîches maison
Entre place de la Concorde et la Madeleine

Notre prochain rendez-vous Tourisme «Terres d'Amérique» le 2 juin 1995
Pour tous renseignements - Tél: 44 43 77 36

Au village de Pias. Dans ce paradis blanc fait de langueur et de silence.

L'ALENTEJO : l'au-delà du Tage. C'est ainsi que les Portugais désignent l'immense plaine située au sud du fleuve et couvrant à peu près le tiers du pays. La lumière y est presque africaine ; le climat de la capitale, Evora, comparable à celui de Tunis. En juillet, le soleil plombe tout, épuisant bêtes et hommes, littéralement. C'est par moments une terre presque souriante et par moments une espèce de purgatoire, de lieu pour érudits en mal de grande solitude. On ne peut pas tenir dans ce désert, cette chaleur, ce four solaire. C'est assez magnifique, cet extrême, sans compromissions, cette beauté qui se gagne, qui n'est pas tout de suite acquise, qui, au fond, n'a pour plaire que l'horizon sans limites, sans distractions. Mais c'est aussi terriblement monotone, desséchant, inhumain. Presque pas de stations-service, aucun téléphone au bord des routes, rien. Surtout ne pas tomber en panne... Cet endroit est finalement un peu initiatique. Quelque chose d'immense et de hautain, de cruel et de désespéré, de mystique aussi. On songe aux visions de Thérèse d'Avila, aux folies de Jean de la Croix, à cette obsession de l'aridité, des cillies, des supplices volontaires.

Le soleil monte toujours davantage au zénith. Inutile de chercher un abri. Comme le rappelle catégoriquement le proverbe, « En Alentejo, il n'y a pas d'ombre. » Restent, contre la soif, les fontaines en pierre ou en marbre, cerclees de bleu ou tapissées de faïence, où les habitants, vêtus de noir, viennent remplir leurs immenses bonbonnes. Restent aussi les oliviers centenaires et les chênes-lièges, ressource essentielle du pays : sous l'écorce le tronc nu, d'une belle couleur terre de Sienne. Restent enfin les cafés... On y boit du gros rouge ou du real favador, un petit vin blanc légèrement pétillant fabriqué dans les coopératives de la région.

A Estremoz, on doit accorder au comptoir des kiosques-buvettes de bière, à l'instar de la Rosalia Marqués de Pombal, l'artère principale de la ville. On boit, lentement et à grosses gorgées. Comme si la bière était une chose extrêmement sérieuse. Peut-être parce que, dans cette région intérieure, la toison peuplée du pays, la solitude est plus forte. Et plus tenace la saudade, cette mélancolie propre à

Femmes à moustache, avec de lourds godillots et, dans les poings, des poules bien vivantes

l'âme portugaise, déchirée entre l'ailleurs et la terre natale. On boit par exemple vers 18 heures. En regardant le jour lentement tomber. Avant de rentrer manger le *gaspacho a alentejano*, soupe froide au pain, à la coriandre et à l'ail. On boit pour oublier que, dans la ville haute, là où la cité fraie déjà avec la campagne, de riches Portugais se prélassent sous des abat-jour verts. Dans le décor très cossu d'un château médiéval recouvert en hôtel de prestige. On boit pour oublier qu'en dépit du marbre tapissant les maisons, ce marbre extrait, depuis le Moyen Âge, des carrières voisines, le luxe n'est pas consommé de l'extérieur. On boit, qui sait ? en attendant le samedi matin, jour où se tient le plus important marché de la région.

C'est le rendez-vous obligé des paysans alentejans. Un rendez-vous très animé. Ce jour-là, sur le Rossio, se côtoient poussins, lapins et pigeons. Femmes à moustache, tout en noir, avec de lourds godillots et, dans les poings, des poules bien vivantes. Assiettes ébréchées et gobelets en cuivre. *Cruzifixo*, charpelets et chromos. Images de chèvre et *queijo da serra* (fromage de brebis, « de la montagne »). Pastèques, melons verts et melons blancs.

A 14 heures, tout s'arrête. Les derniers états rangés, la ville retombe brusquement dans sa lé-



PORTUGAL

Noir et blanc

Plaine immense, parfois souriante, parfois inhumaine : l'Alentejo

thargie. Pour retrouver un peu d'animation, il faut quitter le bourg agricole et descendre vers le sud. Longer la plaine héroïque, sous un ciel bleu caracac, durant 50 kilomètres. Jusqu'à ce que surgisse enfin Evora. Une ville regorgeant de richesses. Trônant sur ses trésors comme une caissière satisfaite.

On y parle avec les géants d'hôtel, qui exigent qu'on paye avant même d'avoir vu la chambre... On arpente les rues, à la recherche des *azulejos* (carreaux de faïence vernissée), des patios et des *moucharabieh*. Avant d'échouer, fatalement, sous un parasol de coton blanc de la prairie de Girado pour s'offrir une *água mineral*, tout en regardant zigzaguer entre les arcades un adolescent noir en tee-shirt bandé et patins à roulettes en équilibre sur l'épave d'un immense *ghetto blaster* (gros radiocassette). Et l'on s'interroge : Qui est-il ? Le descendant d'anciens esclaves africains, du temps de la grande expansion portugaise ? Ou bien celui d'une indigène et d'un Brésilien, Portugais parti conquérir le Brésil ? A moins - hypothèse beaucoup plus réaliste - qu'il ne vienne d'Angola, du Mozambique ou encore de Guinée, fleurons d'un empire aujourd'hui évanoui ?

Excepté Estremoz, Evora et Portalegre (plus au nord), peu de « vraies » villes scandent le paysage. A part, peut-être, Elvas, citadelle fleurie entourée, comme par une ceinture de châteaux, par d'impeccables remparts à la Vauban. Et Castelo de Vide, station thermique dotée d'une des plus anciennes synagogues gothiques du pays. Aimé : ses roses s'étolant de langueur parmi les buis ; ses trenten-trois églises ; sa fontaine Renaissance ; ses cheminées ajourées ; ses passages voûtés, et ses pittoresques, servies dans un salon de thé par une jolie servante en tablier blanc, pointant malicieusement sur les étagères vitrées petits fours, brioches et à la crème et *arras doce* (riz au lait à la cannelle), pour de nouvelles invites gourmandes.

Le reste du Bas-Alentejo, comme le Bas-Alentejo, d'ailleurs, est essentiellement constitué de villages. Fortifiés, médiévaux, colorés et superbement ignorés des touristes.

Dans ce paradis blanc fait de langueur et de silence, les fruits débordent généralement des murs et font sur le sol de folles taches de couleur. Il y a des chats, des figuiers et encore des chats, des figuiers à profusion et une buvette à l'intérieur de laquelle, dans une pénombre digne d'un Rem-

brandt ou d'un Zurbaran, des hommes boivent au comptoir de la *cerveja*, de la bière, aujourd'hui couramment entrée dans les mœurs.

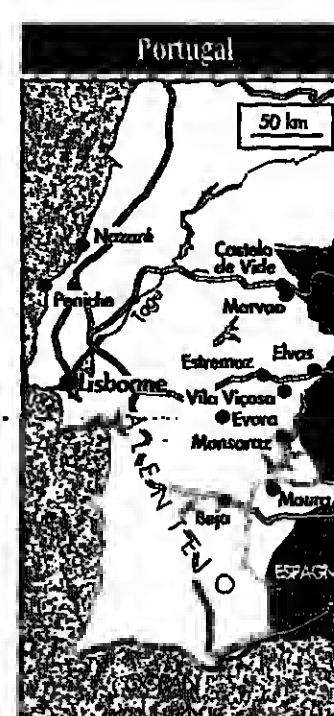
Volaine de quelques kilomètres, Marvão est elle aussi parfaitement silencieuse. Bonheur d'abord d'une terre presque vierge, immaculée... Personne d'autre, pour admirer son château médiéval formidablement conservé, comme, du reste, la plupart des citadelles de l'Alentejo. Personne pour réinventer, au passage, l'histoire du chef arabe Marwan, qui régna du XI^e au XII^e siècles sur le bourg, jusqu'à ce que celui-ci soit repris par Afonso Henriques, premier souverain portugais et héros de la Reconquête. Personne pour contempler, en contrebas, la belle serre de Sao Manóe. Ni pour humer les géraniums accrochés un peu partout aux balcons ornés de boules sphériques : les fameuses sphères armillaires, emblème du roi Manuel I^{er}, assemblage de cercles représentant le ciel, le mouvement des astres et la Terre. Aucun enfant non plus pour égarer dans ses doigts le sable blanc du jardin public, pour faire tourner le joli manège en fer forgé, qui donne comme un petit côté barbare à la cité. Personne, hormis deux chiens kamikazes, allongés côte à côte sur la chaussée

étroite et pavée, sous le soleil. Envie, soudain, d'arrêter le temps, le voyage, ici même.

Où mais il y a Monsaraz, plus au sud. Perchée sur son piton rocheux. Avec ses quelques vignes basses et ses remparts. Ses maisons médiévales et son *pelourinho*, pilori auquel, du Moyen Âge jusqu'au XVIII^e siècle, on attachait les voleurs. Impossible en regardant cette grande colonne sculptée, trônant sur la place de l'église, de ne pas penser à la souffrance des condamnés, exposés à la vindicte du soleil et de la foule, et attendant inutilement que le ciel se lézarde, que la pluie les rafraîchisse et que ce supplice vertical finisse une bonne fois pour toutes.

Il y a Monsaraz et, à l'ouest, Viana do Alentejo. En pleine liesse lorsque nous y passons... Devant le porche de l'église, des garçonnets, cheveux gonflés, costume noir et chemise blanche, pavanant au milieu des adultes. Des petites filles très Scarlett, en chaussures vernies. Et le couple de mariés, elle en longue robe blanche, lui en costume rayé anthracite... Il y a aussi Mourao et son église, où des femmes, parfois, disposent des bouquets avec infiniment de grâce. Leurs mains s'attardent sur les tiges, les déplacent, hésitent puis rectifient de nouveau, lentement. Et se superpose soudain l'image d'une vieille paysanne effleurant, comme pour le polir, le visage peint de Marie, dans la cathédrale de Portalegre. Comment douter que les églises portugaises - même ici dans cette terre que l'on dit déchristianisée et acquise aux « rouges » - n'aient toujours des femmes pour veiller sur elles, pour leur tenir compagnie ? Non, les béotieux du Christ ne manquent pas.

Enfin, dans le Bas-Alentejo, il y a Mourao « la Mauresque ». Située non loin de Beja et du rio Guadiana, la ville a gardé une allure rude et authentique. De loin, les fortifications rappellent Marvão et Monsaraz. De près, tout cela est beaucoup plus étrange. De l'extérieur, les grandes enceintes semblent en bon état, mais, à l'intérieur, il n'y a rien ou presque : on dirait une grande coque vide. Du château arabe, agrandi par le roi Dinis, subsistent seuls un pan de mur avec des trous qui indiquent l'ancien emplacement des marches ou des poutres, ainsi qu'un morceau de



tour. Le reste ressemble à une sorte de terrain vague recouvert d'herbes folles et de ronciers. La mélancolie et les rêves s'en trouvent favorisés. Car tout peut s'imaginer, à Mourao, comme à Monsaraz et à Marvão, miraculeusement épargnées par le temps et le tourisme : les tourbans et les solaires, les cimetières et les arabesques, la mort de Saluquia, la fille du seigneur maure de la ville, qui se précipita du donjon lorsque son fiancé fut pris par les soldats chrétiens.

Dans les rues, tout est calme, et presque immobile. Juste un homme au petit café sur la place centrale. Près des thermes, une femme seule remplit sa bonbonne à la fontaine arabe des Três Bicas, des Trois Tuyaux. Impression tenace d'être à la fois dans une ville orientale et dans une ville factice de cinéma, une ville de studio sortie des entrailles d'un Cinecittà local... Sans doute cette chimère puise-t-elle sa force dans les ombres du passé et dans ce calme si total qu'il en somme presque faux.

Difficile de se déprendre du charme... De se décider à dévaler le sentier le long duquel poussent, gracieux et sauvages, des fleurs jumelles, moitié jaunes, moitié violettes. Mini-cueille et échange de « Bom dia ! » (Bonjour) avec trois ouvriers travaillant près d'une citerne. Puis, de nouveau, l'aridité, le silence et la poussière pour seuls compagnons. Recommencer à parcourir la plaine héroïque, mais en direction cette fois de l'ouest, le vrai. Scruter l'horizon à l'affût du moindre signe de pluie ou de vent. Mais rien, absolument rien, dans le ciel éternellement limpide, que les noires, les lourdes, les tournoyantes buses...

De notre envoyée spéciale
THÉRÈSE ROCHER

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. Pas d'aéroport dans l'Alentejo. On gagna donc Lisbonne, où on louera une voiture. Avec Air France AV autour de 2 000 F (tarif Kiosque). Avec Air Liberté (1) 49-79-09-09, de 1 290 à 1 890 F. Avec Nouvelles Frontières, charter à partir de 1 100 F, semaine de location de voiture pour 770 F. De son côté, Atout Voyages (1) 43-20-78-78 programme un forfait « avion + auto » à partir de 1 835 F par personne (base deux personnes) pour une semaine. Autres bons spécialistes : Lusitania (1) 44-69-75-06, Donatello et Zenith.

SE LOGER. Dans l'une des pousadas, établissements de grand confort souvent situés dans des demeures historiques. Les prix y varient selon la saison et la catégorie de l'établissement. Chez Atout Voyages, une nuit en chambre double est proposée entre 230 et 515 F par personne. Bon spécialiste de la destination, Marsans (1) 43-39-72-36 rassemble dans sa brochure « Portugal extraordinaire » les ingrédients nécessaires à un voyage à la carte (forfaits

avion + voiture, réservations d'hôtels) et y suggère un circuit de 9 jours permettant, à partir de Lisbonne, une découverte du centre : de 5 500 à 6 600 F par personne en chambre double avec l'avion, une voiture et les nuits en pousadas. A signaler également, de magnifiques chambres et appartements à la Horta de Mourao, à 2 km de Monsaraz, au milieu des amandiers et des pêchers. Renseignements au (19) 351-66-35206. Confort plus rudimentaire, mais accueil souvent pittoresque et chaleureux dans les pensões. Chez Antonia, par exemple, rue Oliveira, à Monsaraz, en face du restaurant Lumumba. Ou à Estremoz, chez José Miguel et sa femme (travessa de Leva, 8. Tél. : 22-326).

SAVOIR-RE. Le *gaspacho a alentejano*, soupe locale. La morue brisée nu à l'étouffée (les Portugais revendiquent 365 façons de la cuisiner). Le cabri rôti. Et, autour de Mourao, le chien de mer à l'ail, le fê de porc roulé, la soupe au sang, les miques à la viande de porc frite. Dans cette ré-

gion oubliée du tourisme, les restaurants sont presque exclusivement fréquentés par les locaux, à l'exception de ceux d'Evora. Ainsi, à l'estalagem [auberge] de Monsaraz (largo da S. Bartolomeu, près de la porte fortifiée), il arrive que, certains soirs d'été, le tiers des clients conversent en français. La faute au Guide du Routard (Hachette)...

LIRE. Pour comprendre l'âme portugaise, dévorez les poèmes de Fernando Pessoa et Miguel Torga (également romancier). Oas guides : le Guide bleu et le Visa (Hachette), le Grand Guide du Portugal (Gallimard), le guide Nagel et le Petit Futé.

ÉCOUTER. Se laisser prendre au piège de la saudade en écoutant Amália Rodrigues et le Fado de Coimbra de R.M. Soares.

SE RENSEIGNER. A l'Office du tourisme portugais, 135, bd Haussmann, 75008 Paris, (1) 47-42-55-57 et par Minitel 3615 PORTUGAL.

DE FRANCE

OTEL

CONFORT

ACCUEIL

RENOUVELE

49.00

GOUT DU VOYAGE

le 2 juin 1995

هكذا من الاصل

XIV

ALLURES

LE MONDE / TERRES D'EUROPE / VENDREDI 5 MAI 1995

CHEZ L'HABITANT

La formule du « bed and breakfast » s'est généralisée à toute l'Europe. Les offices du tourisme diffusent gratuitement les répertoires de « chambres d'hôtes », par villes ou par région. On peut aussi réserver une chambre en utilisant les services de Tourisme chez l'habitant (Minitel 3615 code TCH, ou par téléphone au (1) 34-25-44-44), qui a sélectionné des hébergements dans 25 pays, la plupart en Europe. Un minimum de deux nuits est requis (compter une moyenne de 150 F à 300 F, selon le confort, par personne et par nuit, en chambre double. Dans les 48 heures, TCH fait une proposition. Si cela convient, on confirme en réglant la totalité du séjour (par Minitel) ou par téléphone, avec une carte de crédit.

L'EUROPE DES MUSÉES

La visite d'un musée, d'une ou deux collections, des sites historiques majeurs, sous la conduite d'un guide et d'un accompagnateur associant compétence et passion. Tel est le principe simple et séduisant des escapades culturelles proposées par la brochure Art & liberté du Club Med avec, cette année, des déplacements à Berlin, Prague, Florence, Sienne, Saint-Petersbourg, Oslo et Ravenne. Renseignements au (1) 42-96-10-00.



La levade, une des figures les plus spectaculaires de la haute école.

passer les cavaliers de la première reprise. Deux, quatre, huit au maximum, revêtus d'un uniforme inchangé depuis que François-Joseph en a remanié la facture : redingote brune, culotte crème, bottes noires et bicorne. Ces écuyers, précisent-ils, ne daignent monter que des étalons. Et encore, à condition qu'ils soient blancs – en réalité gris clair, pour les puristes. Seule exception dans ce défilé de robes blanches : un cheval noir, considéré comme l'indispensable mascotte de l'écurie. Les harnachements dorés et les tapis de selle, grenat ou verts, rajoutent encore à l'élégance compassée de la tenue.

Le salut des hommes est lent. Solennel à souhait. Côté chevaux, pas une oreille ne bouge. La parade est parfaite avec, une heure durant, orchestres en quadrilles et menuets, toutes les figures de la Haute École : appuyers, croupades, cabrioles.

Des boules de nerfs et de muscles qui n'ont jamais renié le sang andalou qui coule dans leurs veines

Des évolutions qui, dans le sable ocre et soigneusement lissé, tracent des volutes et esquissent des jeux de symétrie baroques. Les chevaux dansent. « C'est, commente Jaromir Oulehla, qu'ils sont eux-mêmes baroques. » Ici, précise-t-il, nous appliquons les règles de l'équitation telles qu'elles ont été enseignées par les maîtres espagnols, italiens et français de la Renaissance, mais avec notre style propre : les gestes des chevaux sont ralentis et théâtralisés. Nous utilisons au mieux leurs spécificités, en accord avec notre propre culture.

À la différence du Cadre noir de Saumur, l'École de Vienne n'emploie, en effet, pour ses démonstrations qu'une seule race de chevaux : les lipizzans. Des boules de nerfs et de muscles qui n'ont jamais renié le sang andalou qui coule dans leurs veines. Les soixante étalons qui, à l'abri des regards indiscrets des touristes, vivent dans les écuries, à côté du château, sont tous, effectivement, les descendants d'une poignée de mâles importés d'Espagne, au seizième siècle. C'est, du reste, en leur honneur que l'école se proclame toujours « espagnole ». Tradition oblige : les poulains qui naissent en ce lieu continuent, à l'image des aristocrates qu'ils sont, à porter le nom de famille de leurs ancêtres – Maestoso, Neapolitano, Pluto ou Favory.

Plus encore que les avatars du Grand Manège et les raffinements déployés par d'imperturbables écuyers, ce sont les lipizzans eux-mêmes qui racontent l'empire, balayant, de leur crinière, sa gloire et ses revers de fortune. Comme celui des princes disparus, leur domaine s'étend bien au-delà de l'enceinte de la Hofburg. Ainsi, ce sont leurs cousins roturiers qui, après avoir tiré les carrosses de l'impératrice Sissi, sont aujourd'hui attelés aux flâcles qui promènent les touristes sur les pavés de la vieille ville. Les lipizzans

dit de pure race – ce qui ne signifie pas qu'ils se rattachent à la même lignée – sont, en fait, plusieurs milliers, recensés dans un très officiel stud book et dispersés, principalement, en Europe centrale, dans ce qui fut, jadis, l'Empire austro-hongrois.

Quant au berceau de ces enfants chéris de l'Autriche, il a basculé, un jour, hors du pays. Ainsi, pour renouer le fil d'une histoire chamboulée, il faut quitter Vienne, descendre vers l'Adriatique et s'arrêter à Lipica, à quelques kilomètres à peine de Trieste, dans la toute jeune République slovène. Une région qui, jusqu'à la chute de la monarchie, est restée sous l'autorité des Habsbourg. A ce qu'on dit, les Romains venaient, dès l'Antiquité, y chercher des chevaux réputés pour leur robustesse et leur vélocité. Et pour cause. Dans ces Préalpes dites karstiques, qui ondulent doucement entre les sommets plus abrupts de l'arrière-pays et la mer, l'air est d'une pureté exceptionnelle et le relief propre à endurcir les muscles des poulains. En 1650, l'archiduc Charles d'Autriche, alors régent de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole et de Trieste, décida, tout naturellement, d'y fonder un haras afin d'y élever des chevaux ramenés à prix d'or d'Espagne. En quelques décennies, cette nouvelle race devait prendre fièvre allure et le haras devenir le fournisseur officiel de la cour de Graz (capitale de l'archiduc), puis de Vienne. Sous le règne de Marie-Thérèse, il comptait jusqu'à 150 juments. Entre les bâtiments, une allée, bordée de tilleuls, s'est singulièrement allongée. La coutume était, en effet, d'y planter trois arbres pour chaque étalon fourni à l'empereur.

Apposée au-dessus de l'écurie de reproduction des étalons, une plaque, dédiée à Joseph II, témoigne de cette période faste. Mais, corné de collines, planté de chênes et de tilleuls, l'endroit invite plutôt à la nostalgie. Même le Maestoso, fleuron hôtelier de l'architecture socialiste (il a été construit du temps de Tito), est d'un charme dénotant. Dès la fin du dix-huitième siècle, le haras de Lipica a été menacé. D'abord par les guerres napoléoniennes qui, à plusieurs reprises, l'ont contraint à déménager. Puyant devant l'avancée des armées françaises, le troupeau accompli alors plusieurs marches forcées vers l'est ou le nord. Les pertes, à chaque fois, furent considérables, et les bâtiments incendiés.

Mais c'est finalement le premier conflit mondial qui devait porter le coup de grâce à Lipica. En 1915, l'Italie entre dans la guerre. Pour les lipizzans, la menace est à quelques kilomètres. Afin de ne pas tomber aux mains de l'ennemi, le troupeau, une fois de plus, bat en retraite et se divise. Une partie s'enfuit à Laxenburg, près de Vienne ; une autre au haras de la Cour de Kladruby, en Tchécoslovaquie. Un exil définitif. Quand, à la fin de la guerre, l'empire est démantelé, Lipica est attribué à l'Italie qui obtient, également, une centaine de lipizzans. Ceux que l'Autriche conserve seront établis à Piber, en Styrie. C'est là, dans ces pâturages alpestres, que les juments élèveront désormais leurs poulains avant que les meilleurs ne soient envoyés à Vienne, à l'âge de quatre ans, afin d'y être débarrassés. La lignée est sauve mais les lipizzans qui, aujourd'hui, paraded à la Hofburg ne viennent plus de Lipica.

Quant à la seconde guerre mondiale, elle devait affecter tout autant les pizans italiens que leurs homologues autrichiens. Les cousins séparés se retrouveront pourtant, dans des conditions difficiles, après la double évacuation de Lipica et de Piber par les Allemands, vers Hostiniec, en Tchécoslovaquie. Mais en 1945, le précieux cheptel allait de nouveau être réparti entre les deux pays tandis que les troupes anglo-américaines utilisaient manèges et écuries de Lipica pour y abriter leurs canons et leurs tanks. Finalement, c'est avec une dizaine de chevaux que la Yougoslavie allait, en 1947, entreprendre de reconstituer son propre élevage. A l'heure où les lipizzans d'origine avaient déjà retrouvé les prairies de Piber et repris, sans plus se soucier des caprices de l'Histoire, leurs voltes et leurs demi-voltes sur le manège royal.

De notre envoyé spécial
JEAN-LOUIS ANDRÉ

AUTRICHE/SLOVÉNIE

Chevaux étoiles

Pour les lipizzans, la parade plutôt que la guerre. Musique !

UN dimanche matin à Vienne. Au milieu de la foule qui se presse pour visiter la Hofburg, témoin de la splendeur évanouie des Habsbourg, vous percevez votre privilège. Un ticket, réservé plusieurs semaines à l'avance, vous ouvre, enfin, les portes du Grand Manège d'hiver de l'École d'équitation espagnole. Là où d'autres ne vont admirer, dans le château-musée adjacent, que des trésors sous verre et des salles d'apparat figées, vous voilà en effet assurés de voir évoluer, sous vos yeux, des créatures de chair et d'os, rescapées, elles aussi, du naufrage de la brillante monarchie. Comme s'il n'y avait eu ni guerres ni révolution, voici deux cent cinquante ans que le public se penche, de ces mêmes balcons, pour admirer l'élite de la race équine montée par des cavaliers héritiers d'une tradition qui, elle, remonte à la Renaissance. « Nous avons la mission de perpétuer un art, mais aussi de représenter notre pays », explique Jaromir Oulehla, directeur, depuis dix ans, de cette prestigieuse institution. « Nous sommes, insiste-t-il fièrement, les ambassadeurs de la République autrichienne. » Un siècle auparavant, ses prédécesseurs jouaient la même

pièce en l'honneur des invités de l'empereur François-Joseph.

Vous voici donc dans ce célèbre manège dissimulé derrière la façade néobaroque du château qui borde la place Michaeler. Avec le millier de voisins qui partagent votre chance et, comme vous, retiennent leur souffle. Ici, pour mériter son plaisir, il faut avoir de la tenue. Bien qu'un incendie ait, il y a trois ans, endommagé le plafond de la salle, provisoirement tendu de coton gris, le décor, raffiné jusqu'au maniérisme, invite à la prestance et à la beauté du geste.

En 1735, l'empereur Charles VI demanda à son architecte, Fischer von Erlach, de concevoir un manège de 55 mètres sur 18, manège destiné à accueillir diverses réjouissances et, surtout, joutes et représentations équestres. Il le voulut superbe : la victoire sur les Turcs – longtemps menaçants (jusqu'aux portes mêmes de Vienne) – étant acquise, l'argent affluait dans les caisses et la Réforme battait en retraite. Il était grand temps de s'amuser en attendant que l'impératrice Marie-Thérèse décide, quelques années plus tard, d'établir ses quartiers d'été à Schönbrunn.

A une époque où l'équitation était surtout l'apanage des mili-

itaires, ce culte du plaisir était, lui aussi, face aux voisins européens, une manière de démontrer la puissance de l'Autriche-Hongrie. Certes, ainsi que Jaromir Oulehla se plaît, aujourd'hui, à le rappeler, son académie, rattachée, depuis les années 30, au ministère de l'Agriculture, n'a jamais eu de vocation directement guerrière. La parade lui suffisait. Reste que, tout comme l'or des palais, la beauté des chevaux et l'adresse des cavaliers imposaient, eux aussi, aux visiteurs l'image d'un empire florissant. Et c'est ainsi que le manège d'hiver fut régulièrement utilisé comme lieu de prestige. Marie-Thérèse y donna des fêtes éclatantes, à l'occasion desquelles les dames de haute noblesse n'hésitaient pas à caracolier. On s'y livra également à des « joutes maures », jeu qui consis-

tail à abattre – d'une lance et au galop – des « têtes de turcs ». En 1810, pour le mariage par procuration de l'archiduchesse Marie-Louise avec Napoléon, on y servit un mémorable dîner de gala, avant d'y célébrer, comme il se doit, entre grands de ce monde, la signature du Congrès de Vienne et la fin de l'Empire français. Enfin – et l'histoire prouve qu'elle n'est pas rancunière – c'est dans ce décor princier que devait se tenir la première Assemblée constituante du pays, après la révolution de 1848. Autant de parenthèses mondaines refermées en 1851, année où, à tout seigneur tout honneur, le manège est désormais réservé quasi exclusivement à l'École d'équitation.

Musique ! Une valse de Strauss ou une sonate de Mozart, bien sûr. Les portes s'écartent pour laisser

CARNET DE ROUTE

VISITES DES HARAS. En Autriche, à l'École de Vienne, l'entraînement des chevaux dans le manège est, chaque jour (sauf le lundi), un vrai spectacle auquel on peut assister jusqu'au 30 juin, puis du 28 août au 12 octobre et du 28 novembre au 16 décembre. Inscriptions sur place à 10 h. Prix : 40 F. Les représentations officielles ont lieu le samedi et le dimanche, à 10 h 45. En saison, une représentation supplémentaire, généralement le mercredi. Places assises : entre 100 et 400 F, debout, 80 F. Réservations par écrit à la Spanische Reitschule Hofburg, A1010 Wien ou via une agence de voyages. Les écuries, elles, ne se visitent pas.

En Slovaquie, à Lipica, les haras sont ouverts chaque demi-heure, de 9 h 30 à 17 heures. Une représentation de l'école classique d'équitation a lieu tous les jours à 15 h 30. On peut aussi monter un lipizzan, le haras disposant d'une soixantaine de chevaux réservés à la promenade. Plusieurs fermes équestres sont installées dans les Alpes karstiques, à

une dizaine de kilomètres de Lipica, notamment à Ilomed Farm (66215 Divaca, Slovaquie, tél. : 386 (0) 67 60 003) où l'on peut louer à la semaine un pavillon, des chevaux et un accompagnateur.

ITINÉRAIRE. Vols directs Paris-Vienne, deux fois par jour : à partir de 1 300 F, tarif promotionnel valable jusqu'au 30 juin, avec Lufthansa. Nombreux vols quotidiens, avec Austrian Airlines et Air France : 1 590 F A/R. Et vols charters avec Nouvelles Frontières, à partir de 1 190 F. Le plus simple est ensuite de gagner Lipica par la route (485 km). Cette petite ville de Slovaquie, entre la Méditerranée et les Alpes karstiques, est située à 12 km de Trieste. Pays indépendant depuis 1991, la Slovaquie (2 millions d'habitants) jouit d'un climat méditerranéen. De Paris, on peut également s'envoler directement sur Ljubljana (la capitale slovène, à 80 km de Lipica) avec Adria Airways (38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : (1) 47-42-95-00),

la compagnie aérienne nationale. **FORFAITS.** Rares sont les voyageurs programmant une visite jumelée de l'Autriche et de la Slovaquie, ce qui permettrait la visite des haras locaux. Mentionnons MSR (11-13, rue Saint-Yves, 75014, Paris, tél. : (1) 43-27-61-57) qui propose, à la carte, des réservations d'un billet d'avion sur Austrian Airlines, d'une voiture de location en kilométrage illimité pour une semaine, et de deux nuits d'hôtels (3 étoiles), prestations incluses dans un forfait de 4 100 F par personne (base 2 personnes). On peut aussi réserver, dans la même agence, les autres étapes d'un périple dans les deux pays.

RENSEIGNEMENTS. Office autrichien du tourisme, 58, rue de Monceau, 75017 Paris, (1) 53-83-95-20 ou 3615. **AUTRICHE.** Ambassade de Slovaquie, 21, rue Bouquet de Longchamp, 75016 Paris, (1) 47-55-65-90. Sur place, offices du tourisme de Vienne (19-43-1-21114) et de Lipica (19-386-67-31781).

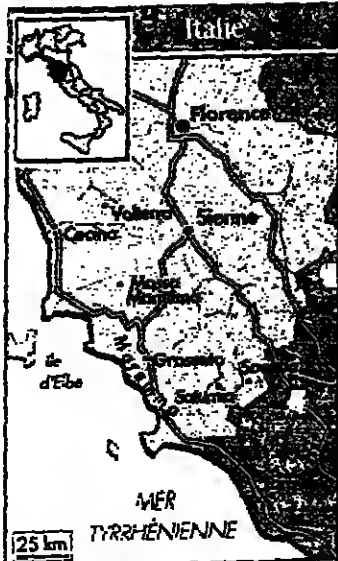


Deux « butteri »,
cavaliers errants
de la Maremma

QUAND on parle de la Toscane, on pense surtout à Florence, Lucques, San Gimignano, Pise, Arezzo ou Sienne. Et basta ! Pourtant, au XIII^e siècle, Dante précise déjà les limites d'une large plaine côtière, d'où saillent les massifs des Collines Metallifères, des monts dell'Uccellina et de l'Argentario : la Maremma. La région s'étend alors de Cecina, au bord de la mer Tyrrhénienne à hauteur de Sienne, jusqu'à Tarquinia dans le Latium, en mordant profondément au passage sur l'intérieur du pays. Zone pestiférée, peuplée par une poignée d'êtres condamnés à une mort lente, elle le restera encore pendant des siècles, victime de la malaria.

Riches et prospères au temps des Etrusques, habiles ingénieurs agronomes en avaient fait une grande plaine à blé, la Maremma était protégée le long du littoral par un rempart de forêts de pins parasols. Les Romains ont tout fichu par terre. Laissant tomber en désuétude les canaux d'irrigation et de drainage creusés par leurs prédécesseurs. Résultat : les ruisseaux s'engorgèrent, rejetant leurs limons en bordure de côte, puis s'infiltrent dans le sol, formant des mares stagnantes où les moustiques se multiplièrent par millions. Avec eux arriva le paludisme, ou fièvre des marais. Le « mauvais air », comme on disait jadis. Malgré deux tentatives d'assainissement, aux XVIII^e et XIX^e siècles, il faudra attendre les années 50 pour qu'une véritable politique d'assèchement et de bonification des terres soit menée à bien. Pour cela, il suffira de réactiver l'ancien tracé des canaux d'irrigation étrusques ; mais, surtout, de détruire systématiquement ses entrées anophèles pour la débarrasser définitivement de cette plaie endémique.

De la Maremma, décrite par Dante, il ne reste plus rien, si ce n'est quelques lambeaux épars. Le plus grand, circonscrit dans les limites du Parco dell'Uccellina, non loin de Grosseto, la capitale régionale. Depuis 1975, ses 10 000 hectares ont été classés parc naturel. 40 % appartiennent à la région Toscane, le reste à des propriétaires privés. La Maremma est ainsi devenue, d'un coup de baguette magique, la « Camargue italienne ». Miracle des mots. Un écosystème sous haute surveillance, savante ordonnance de rivières, plages et dunes dont seul le vent vient troubler la quiétude, auxquels succèdent forêts de pins parasols et de chênes verts et, au-delà des clairières inondées, l'odorant maquis méditerranéen, avec son labyrinthe d'arbousiers, de lentisques, genévriers, myrtes, romarins, chênes-lièges, genêts et bruyères. Ce que D'Annunzio appelait « les cent couronnes de l'été italien ». Dans les zones marécageuses et le long des berges spongieuses du fleuve Ombrone qui vient précipiter ses eaux dans la mer Tyrrhénienne poussent le jonc et la salicorne rouge, la plante mangeuse de sel. Territoire des colonies de hérons et d'oies cendrées, algues, garzettes et canards en tout genre. Au-delà des champs mis en culture, houles étincelantes de tournesols et de blé piqueté de coquelicots, dans les plaines, le maquis et jusque dans



ITALIE

Les lanciers de Toscane

Promenade étrusque au pays des taureaux

les contreforts des monts dell'Uccellina, sangliers, cerfs, chevreuils, renards et porcs-épics s'ébattaient à l'état sauvage. Sans parler de quelques vicieux (mais inoffensifs) moustiques qui vous banderillaient avec allégresse.

Tout ce domaine, regagné de haute lutte par les hommes, est le dernier camp retranché des butteri, ces cavaliers errants de la Maremma. Leur nom vient du latin *buttor*, conducteur de buffles. Gardiens-centaures d'un troupeau perpétuellement en mouvement de quelque 150 chevaux et 500 bovins vivant toute l'année en liberté. Ces taureaux et vaches maremmans, prisés

D'autant que la bête pèse sa petite tonne trois cents de chair et de muscles. Avec une égale célérité, la statue s'est animée. Elle enlève sa monture et, lance au poing, poursuit l'animal et lui pousse la patte. La pointe persussive de l'animal aura raison du blé cornu.

Pour qui l'ignorait, la Maremma se trouve au cœur de l'ancienne Etrurie. Dans ses *Promenades étrusques*, l'écrivain anglais D.H. Lawrence, qui, dans les années 20, en fit le tour, observe que « l'Italien d'aujourd'hui est plus proche de l'Etrusque que du Romain. Il est sensif, déjanté, avec un véritable besoin de symboles, de mystères ». Mystère. Le mot définit bien ce peuple qui a légué à la postérité trop peu de textes écrits pour permettre d'approfondir sa civilisation. Le voyageur, lui, trouve en revanche suffisamment de vestiges pour le séduire : fresques, tombeaux, poteries, sculptures, pièces d'orfèvrerie, objets votifs et ustensiles domestiques, trouvés dans les nécropoles, ainsi que quelques traces de leur architecture civile.

**Gardiens-centaures
d'un troupeau
perpétuellement
en mouvement**

pour leur viande, à la langue et au palais couleur d'encre, pelage blanc ou gris et silhouette caquée d'une avantageuse paire de cornes en forme de lyre qui, chez certains, peuvent atteindre 1,20 mètre d'envergure. A les voir, on les croirait dégingolés tout droit des peintures de Lascaux.

Immobile comme une statue équestre, dos droit, manteau de toile huilée safran retombant sur les flancs de son cheval, feutre marron enfoncé sur les yeux, son uncino (une fine baguette de coudrier de 1,50 mètre de long sertie à son extrémité d'une corne de daim) pointée vers le ciel, Marcello le buttero rêve. Soudain un taureau décroche du troupeau d'un trot pesant, accélère et, d'un bond puissant, franchit une haie. Un vrai prodige.

CARNET DE ROUTE

PARTIR. De Paris à Florence, vols directs avec Meridiana : (1) 42-61-61-50 ou Minitel 3615 MERIDIANA, à partir de 2 400 F et, en juillet-août, tarif promotionnel à 1 680 F. Vols charters Paris-Pise avec Nouvelles Frontières : (1) 41-41-58-58 ou Minitel 3615 NF, les jeudis et dimanches, de 880 F à 1 200 F selon les dates, avec, en sus, location de voiture. Forfaits « avion-voiture » et hôtels à la carte, notamment chez GT Evasion et Donatello (agences de voyages), deux spécialistes de l'Italie.

DORMIR. A Grosseto, dans le centre historique, au Bastiani Grand Hotel (tél. : [19-39] 564-20-047). A Saturnia, l'hôtel Terme di Saturnia avec son centre de soins (564-60-10-61) autour de sa piscine naturelle, un petit lac alimenté par la source qui jaillit du cratère de l'ancien volcan. Sa dépendance, le Saturnia Country Club (20 chambres), est une étape prisée des amateurs de chevaux, de chasse et de pêche. A signaler, une formule économique : l'agritourisme, hébergement à la semaine dans des fermes, des appartements ou des chambres d'hôtes. Pour les adresses et les réservations, deux associations : Agriturismo Grosseto, via dei Barberi, 58100 Grosseto (tél. et fax : [19-39] 564-41-35-09) et Terra Nostra, c/o Peretti, 58028 Roccatredighe (tél. et fax : [19-39] 564-

56-96-77). Enfin, pour louer une maison en Toscane : Cuendet-France (1) 60-34-12-12, qui envoie son catalogue contre 20 F.

VISITER. Collections étrusques à Florence (Musée archéologique), Volterra (Musée Guarnacci), Sienne, Massa Maritima, Grosseto, Pitigliano et, bien sûr, celles de la Villa Giulia, à Rome. Le parc naturel dell'Uccellina est accessible au public les mercredis, samedis et dimanches. S'adresser au « Centro visite » d'Alberese (564-40-70-88). Pour passer une matinée à cheval avec les butteri (environ 200 F), se renseigner à l'Azienda agricola de la région Toscane, à Alberese (564-40-71-80).

LIRE. *Promenades étrusques*, de D.H. Lawrence (Gallimard, NRF, réédité en 1985) ; *Les Etrusques, la fin d'un mystère* (Gallimard/Decouvertes) ; *Etrurie*, de Claudio Di Palma (Castelmann) ; *Florence et la Toscane* (Guide Voir, Hachette). Sur place : Maremma, terra antica, de Fulco Pratesi et Emmanuel Sallier (disponible en anglais, White Star) ; *Italie, Nord et Centre* (Guide bleu Hachette) ; *Guides des auberges et hôtels de charme d'Italie* (Rivages).

SE RENSEIGNER. Office italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris : (1) 42-66-09-96.

L'EUROPE EN MUSIQUE

Ecouter, hors des sacro-saintes « saisons », Mozart à Istanbul ou Verdi à Prague. La Fugue (tél. : (1) 43-59-10-14) aime l'idée de voir *L'Enlèvement au sérail* dans son cadre authentique – le très beau harem du palais de Topkapı – avec Kurt Masur à la tête de l'orchestre philharmonique de New York et Sir Charles Mackerras dirigeant le Scottish Chamber Orchestra (22-25 juin, 10 700 F) avant de participer au festival Verdi à Prague, en août et septembre (3 jours, 5 900 F). Idées Voyages (1142-85-44-04) s'enchantent au festival de Munich de la voix d'Edita Gruberova dans le rôle-titre de *Lucia di Lammermoor* (4-7 juillet, 6 900 F). Athenaeum (1142-56-55-00) fait ses délices de *La Traviata* à la Scala de Milan (2-6 juin, 15 950 F) et du concours Chopin (piano) à Varsovie (5-8 octobre, 11 950 F). Pour sa part, Kore Voyages (11 42-93-28-58) assiste à l'ouverture du festival de Schleswig-Holstein, à Lübeck, à l'occasion d'un joli circuit dans les villes de la Hanse (22-25 juin, 7 400 F), passe une Pentecôte musicale à Bath (3-5 juin, 3 850 F) et des nuits blanches à Saint-Petersbourg (11-19 juin, 12 000 F) avant de prendre le soleil de Grenade en écoutant Federico von Stade, Albeniz et Gershwin (23-26 juin).

De notre envoyée spéciale
MARIE-NOËLLE HERVÉ

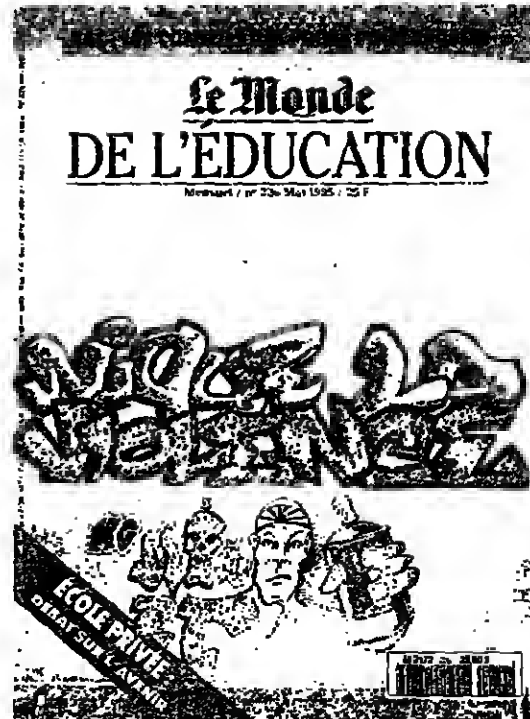
Le Monde DE L'ÉDUCATION

VIOLENCE À L'ÉCOLE : QUELS REMÈDES ?

Une grande enquête sur les réponses apportées par les différents acteurs du système éducatif.

- **BAC :** Conseils pratiques aux lycéens. A quelques semaines du baccalauréat, les professeurs de chaque matière, ont « planché » dans *Le Monde de l'éducation* pour vous donner les meilleurs conseils.

- L'orientation en lycée professionnel.
- Enseignement privé : quel avenir ?



MAI 1995 - 25 F



UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الاصل

XVI

ERRANCE

LE MONDE / TERRES D'EUROPE / VENDREDI 5 MAI 1995

TURQUIE

Les sentinelles de la soie

Ertokus, Zazadin, Sultanhan... Sur la route des caravansérails

VASTE pont jeté entre l'Europe et l'Asie, la péninsule ottomane fut, de tout temps, un point de passage obligé sur la route de la soie. Itinéraire prestigieux régulièrement jalonné, entre Izmir et la Cappadoce, de caravansérails, imposants bastions fortifiés qui servaient de gîtes d'étape aux caravanes.

Edifiés pour la plupart au XIII^e siècle, à l'époque des Seldjoukides, sur les grands axes mais généralement hors des villages, les caravansérails, construits grosso modo sur le même modèle (une partie couverte et l'autre à ciel ouvert), offraient, en échange d'une taxe payée au sultan, gîte et repas aux marchands et à leurs animaux. Autour de cette grande cour, on trouvait parfois une mosquée, un

hammam, des chambres, des cuisines, des entrepôts voire une vaste étable. En fait, la vie dans ces auberges fortifiées, conçues comme de véritables refuges contre les pillards, s'organisait à l'image de celle d'un petit village. Remarquables constructions architecturales dont les portails donnaient la mesure, les caravansérails rappellent, par leur gigantisme, nos cathédrales médiévales. Si plusieurs tombent en ruine, d'autres, particulièrement bien conservés, ont été transformés en hôtels-restaurants, à l'exemple de celui de Kusadasi, qui date de l'époque ottomane.

Aujourd'hui, la route de la soie n'est plus qu'un prétexte pour partir à la découverte d'un itinéraire qui, sur à peine 800 kilomètres, offre une grande variété de pay-

sages. Itinéraire à égrener, tel un chapelet, en huit étapes imposées.

Ephèse est sans doute la ville antique la plus intéressante d'Anatolie. Rues de marbre, théâtre pouvant accueillir 25 000 spectateurs (en réfection depuis le concert de Sting, en 1993), bibliothèque de Celsus, agora, temple d'Hadrien, fontaine de Trajan, odéon... la cité hellénistique et romaine est remarquablement bien conservée. Plus inattendus, les petits dessins gravés dans le marbre de la rue du même nom : un cœur, un portrait de femme et un pied qui, paraît-il, indiquaient la direction de la maison close voisine.

A 3 kilomètres de là, Selçuk. La cité vaut le détour, pour son musée où sont exposés des objets trouvés à Ephèse, notamment deux grandes statues en marbre (I^{er} et

II^e siècle après Jésus-Christ) représentant Artémis parée d'une multitude de seins, signe de fécondité. Tout aussi impressionnante par sa taille (110 mètres de long sur 40 mètres de large), même s'il n'en reste que des ruines, la basilique Saint-Jean, élevée sur la tombe de l'apôtre, mort à Ephèse vers l'an 100. Enfin, à 8 kilomètres d'Ephèse, une route de montagne en lacet conduit à la maison de Meryemana où, d'après les Ephésiens, la Vierge Marie aurait vécu ses derniers jours. Transformée en chapelle, la petite maison rose, si bien restaurée qu'il ne doit pas rester grand-chose de la bâtisse originelle, est devenue un lieu de pèlerinage.

Kusadasi. Littéralement « l'île aux oiseaux ». Une jolie station balnéaire de la côte égéenne, bai-

gnée d'une mer limpide mais défigurée par le parricide de Pepsicola qui s'affiche, sans complexe, sur tous les poteaux électriques de l'endroit.

Etonnant chef-d'œuvre naturel, le « château de coton » de Pamukkale ressemble à un féerique jardin aquatique. Des sources chaudes très calcaires y ont sculpté, au fil du temps, un invraisemblable enchevêtrement de cascades blanches finement ciselées qui, du sommet d'une falaise, dévalent sur une centaine de mètres de hauteur. Certaines sont asséchées, détournées vers les piscines des hôtels qui surplombent le site. Les Anciens, déjà, prélaient aux eaux de Pamukkale des vertus curatives. D'où la présence d'une cité antique, Hicarpolis, dont il ne reste que quelques vestiges, parmi lesquels un grand théâtre magnifiquement conservé. Au-delà se dresse le martyrium de Saint-Philippe, édifié au V^e siècle. Hors des remparts, s'étend, sur près de 2 kilomètres, une immense nécropole qui regroupe plus d'un millier de tombes, sarcophages et autres tumuli circulaires.

Petite ville très pittoresque, Egridir est surtout réputée pour la beauté de son lac et de ses plages. Infrastructure touristique balbutiante. En ville, l'Ulu Cami (la Grande Mosquée), envahie par des échoppes, date du XV^e siècle. A 27 kilomètres sur la route de Beysehir, au milieu des champs de pommiers, le caravansérail d'Ertokus, construit en 1223, se distingue par sa double facture architecturale : seldjoukide pour la première partie, ottomane pour la seconde. Très bucolique, le petit chemin de pierre qui y conduit serpente entre les fermes. Le caravansérail, lui, aurait bien besoin d'une restauration. « C'est l'affaire du gouvernement », plaident les paysans, en offrant des pommes aux visiteurs. Beysehir est une paisible cité construite pour sa mosquée, construite en 1298, l'Esrefoglu Cami, l'une des quatre mosquées en bois existant en Turquie.

Konya, ville des steppes, fut le berceau du soufisme, doctrine mystique de l'islam. C'est là que le poète Mevlâna Celâleddin Rumi (1207-1273) fonda l'ordre des derviches tourneurs, ainsi dénommés en raison de leur fameuse danse tourbillonnante. Premier couvent de l'ordre, le tekke de Mevlâna, devenu musée d'art islamique, s'enorgueillit d'une coupole de falence verte sous laquelle sont exposés les cénotaphes des membres de la famille de Mevlâna ainsi que ceux de ses disciples. Dans le turbe se trouve le cénotaphe de Mevlâna. Dans la mosquée, une belle collection de corans enluminés. A voir également deux madrasas seldjoukides : Karatay Medresesi, reconstruite en musée des céramiques, et Ince Minare Medresesi, aujourd'hui musée de la sculpture sur bois et sur pierre. A 17 kilomètres de Konya, sur la route d'Aksaray, une halte s'impose au caravansérail de Zazadin (XIII^e siècle), perdu dans l'éternel gris-bleu de la steppe, vestige d'une époque que n'évoque plus

aujourd'hui que le parfum âcre de l'étable. Magnifique portail dont la couleur des briques alterne entre l'ocre et le blanc, et, caractéristique de l'Anatolie centrale, un puits, creusé à proximité, et ses abreuvoirs de pierre parfaitement conservés.

Ville de passage sur l'ancienne piste des caravanes, Aksaray ne se distingue par aucun édifice notable, excepté la grande mosquée. Deux caravansérails sont à signaler dans les environs. A 48 kilomètres, sur la route de Konya, Sultanhan, l'un des plus beaux caravansérails de l'architecture seldjoukide. Edifié en 1229, ses murs d'enceinte sont renforcés par des tourelles d'aspect varié (hexagonales, octogonales...). A 13 kilomètres, sur la route de Nevsehir, Agzikarahan, un caravansérail de construction très massive. Dans l'une des salles, un bistro sans grâce a été improvisé avec, pour tout mobilier, un congélateur, un réfrigérateur, deux tables et quelques tabourets. Tout autour, les poules s'égaillent entre de vieilles maisons délabrées et des meules de foin desséchées utilisées pour le chauffage y sont disposées en pyramides.

Avec ses roches effilées comme des aiguilles, en forme de cône, de cheminée, de menhir, de méduse ou de champignon. Avec ses habitations troglodytes qu'on dirait

Un itinéraire à égrener, tel un chapelet, en huit étapes imposées.

sorties d'une bande dessinée des Schtroumpfs. Avec sa terre couleur sable baignée de soleil et ses « canyons », tantôt vieux rose tantôt jaunâtres, la Cappadoce ressemble à un décor de carton-pâte. Paysage féerique, hollywoodien... et pourtant bien réel. C'est du miracle : le sol de Cappadoce, constitué d'un tuf d'origine volcanique, particulièrement tendre, que l'érosion a sculpté, au fil des siècles, en un paysage fantastique.

Entrée en matière, Uchisar qui, du haut de son pic, offre un belvédère exceptionnel. Cité souterraine creusée sur huit étages, entre le VI^e et le X^e siècle, Kaymakli constitue une impressionnante « tanière humaine » tandis que Zilve vaut le détour pour ses maisons troglodytiques habitées jusqu'en 1957. Enfin Göreme abrite, dans son musée de plein air, l'un des plus beaux monastères rupestres de la Cappadoce avec ses chapelles et ses églises dont les fresques, pas toujours bien conservées, représentent des scènes de la vie de Jésus. L'église la plus grande et la plus belle est Tokali Kilise. A voir aussi, le réfectoire, avec sa table autour de laquelle pouvaient prendre place une cinquantaine de couvues, assis sur des bancs sculptés dans le roc.

De notre envoyé spécial PHILIPPE BAVEREL

Que diriez-vous de passer votre prochain week-end avec une jolie rousse aux yeux verts ?



Elle vous attend à 3 petites heures de Paris, prête à vous faire découvrir la richesse de ses villes d'Art, le charme de ses ruelles pavées d'histoires, la chaleur de son accueil, la finesse de sa cuisine. De Bruges à Gand, d'Anvers à Bruxelles, une multitude de petites

villes proches les unes des autres fait de ce pays un véritable musée en plein air. Pour votre prochain week-end, venez découvrir ce qui fit battre si fort le cœur d'un Memling, d'un Rubens, d'un van Dyck. Prochain week-end, destination la Flandre, vous y ren-

contrerez l'émotion. Une documentation très complète vous propose 189 idées week-ends à des prix irrésistibles pour découvrir ce pays chacun à sa façon. Demandez-la, elle est gratuite.

LA FLANDRE BELGE

Demandez les 2 guides gratuits et très complets.

Envoyez ce coupon-réponse pour recevoir le Guide « Le Pays Flandre de nos vacances » (189 forfaits pratiques) ainsi que la brochure « Villes d'Art de Flandre », le Guide complet de vos visites.

Coupon à renvoyer à l'Office Belge de Tourisme, 21, Bd des Capucines • 75002 Paris

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Téléphone _____



CARNET DE ROUTE

PARTIR. Pour éviter la canicule estivale, choisissez le printemps (mai-juin) ou l'automne. Opter pour la formule la plus souple : un billet d'avion et une voiture en kilométrage illimité. Les routes sont bonnes, les pompes à essence fréquentes. En dehors de la très haute saison (juillet-août), on peut choisir ses étapes au gré de son humeur. Notamment la « villa » (hôtel de charme) du Club Med (renseignements au (1) 42-96-10-00), au cœur de la Cappadoce. De nombreux voyagistes proposent des forfaits « avion et voiture ». Citons Jet Tours

Europe, Nouvelles Frontières et Visit Europe. Bons tarifs chez les spécialistes de la destination : Marmara, Pacha Tours, Orientis, Carnasseries de la Turquie et Oger Tours. Circuits culturels guidés avec Arts et Vie, Clio et Kuoni. Pour se renseigner : l'Office du tourisme de Turquie, 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : (1) 45-62-78-68. A consulter, le guide Gallimard sur Istanbul, remarquablement illustré, ainsi que le guide Arthaud. Hachette propose un Guide bleu Turquie, un Istanbul (Visa) et un Routard.